

L'ANARCHISME



PAR

Paul ELTZBACHER

DOCTEUR EN DROIT

ADJOINT AU TRIBUNAL ET PRIVAT DOCENT A HALLE

—♦—

Traduit avec l'autorisation de l'auteur

PAR

Otto KARMIN.

*Je ne propose rien, je ne sup-
pose rien, j'expose.*

~~~~~

PARIS

**V. GIARD & E. BRIÈRE**

Libraires-Éditeurs

16, RUE SOUFFLOT, 16

—  
1902





LA MÉMOIRE

DE SON PÈRE

D<sup>r</sup> SALOMON ELTZBACHER

1832-1889

*L'auteur, plein de gratitude,  
dédie ce livre.*

A SES PARENTS

*le traducteur dédie ce premier travail.*



## PRÉFACE DU TRADUCTEUR

« L'anarchie entre dans la phase dans laquelle  
« le socialisme se trouvait il y a trente ans : elle  
« acquiert le droit de cité dans le monde des sa-  
« vants ». Voilà ce que disait *Tolstoï* à propos  
du livre de M. Eltzbacher que nous présentons au  
public français. Et il ajoutait : « C'est un bon ou-  
« vrage. L'exposition de mes doctrines est au  
« plus haut degré exacte et consciencieuse... »  
(*Tolstoï* : « Muss es denn so sein ? » deutsch von  
Syrkin, Berlin, 1901).

*Pierre Kropotkine*, dans « Les temps nouveaux »  
du 6/14 septembre 1900 a publié une critique  
étendue de ce livre, critique dont nous extrayons  
quelques passages :

« *Un livre honnête sur l'Anarchie.* — Il vient  
« de paraître en Allemagne un livre qui fera  
« époque dans la littérature des études sérieuses  
« sur l'Anarchie. C'est l'ouvrage du Dr. Paul  
« Eltzbacher, professeur à Halle et juge.

« Disons d'abord que c'est un livre qui vous  
« frappe surtout par le sentiment de *justice* dont  
« l'auteur est inspiré dès la première jusqu'à la  
« dernière ligne. *Je ne propose rien, je ne sup-*  
« *pose rien, j'expose*, est sa devise. Mais, rester  
« absolument fidèle à cette devise, et n'y jamais  
« manquer, même dans le choix de ses expres-  
« sions, — pour cela il faut être imbu d'un sen-  
« timent de justice raffiné à un point, qui est très  
« rare.

« C'est si facile de dire, par exemple, en expo-  
« sant des idées que l'on ne partage pas soi-  
« même : un tel *s' imagine* que les hommes sont  
« ceci ou cela, un tel *rêve* cela, ou *oublie* ceci.  
« Pas un seul mot de ce genre n'a échappé à  
« l'auteur. Il *expose* très bien, et il le fait sans  
« laisser échapper une nuance seulement de cri-  
« tique. Sous ce rapport, c'est un livre presque  
« unique.

« C'est à peine si par les premières phrases  
« du livre et quelques conclusions à la fin, nous  
« pouvons vaguement deviner que l'auteur ne se  
« laisse pas convaincre à l'anarchisme et le croit  
« même dangereux. Mais, à part cela, c'est un  
« exposé, rien qu'un exposé, très pensé, très étudié  
« et très juste ».

Suit une analyse du livre.

Kropotkine conclut : « On ferme le livre de  
« Eltzbacher avec regret. Après un exposé si  
« excellent, on veut savoir l'opinion de l'auteur  
« qui a su si bien comprendre l'Anarchie et sou-

« vent mettre plus d'ordre dans l'exposé que  
« nous n'en aurions mis nous-mêmes. L'Anar-  
« chie, nous dit l'auteur, est chose à étudier.

« Ecole nouvelle et puissante de la philosophie  
« du droit, moteur d'action formidable, ajoute-  
« rons-nous, elle est à étudier — soit! Mais dans  
« quel but? Pour combattre ses propositions?  
« Pour voir ce qu'elles apportent de vivifiant  
« dans les idées mortes formulées par Hobbes,  
« en quoi elles vivifient celles de Spencer, ce qu'el-  
« les donnent à la société en venant affirmer l'in-  
« dividu contre l'Etat d'une façon autrement  
« profonde que ne l'a fait Spencer?

« Sur tous ces points, l'auteur, si sympathique  
« par sa scrupuleuse honnêteté et l'intelligence  
« de tout ce qu'il dit, ne nous répond pas.

« Aussi, un de nous s'est empressé d'écrire à  
« l'auteur. Là-dessus une correspondance s'est  
« engagée — d'abord sur la méthode, puis sur  
« les résultats. Des lettres de vingt et de qua-  
« rante pages ont été échangées et peut-être, si  
« cette correspondance arrive à quelques con-  
« clusions intéressantes pour tous, elle sera pu-  
« bliée un jour.»

D'ailleurs dans une lettre au traducteur, Kro-  
potkine dit entre autres : « On verra immédiate-  
« ment que c'est un excellent exposé de l'anar-  
« chisme, fait avec une impartialité scrupuleuse  
« et qui, si je ne me trompe, est presque sans  
« analogue dans la littérature ».

Nous pourrions encore citer mainte ligne élo-

gieuse signée par des autorités incontestées, mais — vu que l'approbation ne fut pas unanime — nous préférons de reproduire la critique la plus défavorable que nous avons pu trouver. C'est celle de M. le Dr. B. qui écrit dans la « Kreuzzeitung » de Berlin (22 avril 1900, Beilage zu n° 186) :

« Il s'agit d'une étude abstraite en vue de dé-  
« finir scientifiquement la notion de l'anarchisme  
« et de ses genres. L'auteur se glorifie à la fin  
« de ne pas avoir erré dans la nuit de l'école  
« sceptique, de ne pas avoir éclairé la réussite  
« avec la lampe du dogmatisme, mais d'avoir  
« fixé ses regards sur l'astre dirigeant du criti-  
« cisme.

« Ceci a très bonne façon, mais..... il man-  
« que la chose principale : l'influence actuelle et  
« énormément dangereuse de l'anarchisme sur  
« l'humanité, surtout sur la jeune génération.» —  
Suit une analyse du livre à propos duquel  
M. le Dr. B. ne peut s'abstenir de louer le zèle de  
l'auteur et son adresse de grouper les matériaux.  
Enfin le critique dit : « Néanmoins cette peine est  
« tout à fait infructueuse. Personne, en réalité  
« ne pourra être satisfait du résultat final — une  
« table très claire avec toutes espèces de subdi-  
« visions appartenant à des théories juro-philoso-  
« phiques, table dans laquelle on fait entrer de  
« force n'importe quel sentiment anarchiste. Si  
« jamais, c'est vis-à-vis de cet anarchisme si  
« bien lacé, dressé et classifié, que les paroles

« ironiques adressées au novice sont justifiées :  
« Grise est toute théorie ! » (Goethe : *Faust*).

Il est très explicable que le critique du journal féodalo-protestant par excellence n'est pas content de l'objectivité absolue de l'auteur ; mais cette tendance seule n'explique pas tout. La conclusion de la critique de M. le docteur B. prouve que les plus grands mérites du livre lui ont échappé. Rien d'étonnant à cela : il s'agit d'une œuvre dont la *méthode* forme une des qualités principales et qui, en conséquence, demande une étude approfondie.

Qu'il nous soit permis ici d'ouvrir une parenthèse :

*Pascal*, dans son étude sur « L'esprit géométrique » dit : « Cette véritable *méthode*, qui forme-  
« roit les démonstrations dans la plus grande  
« excellence, s'il étoit possible d'y arriver, con-  
« sisteroit en deux choses principales : l'une, de  
« n'employer aucun terme dont on n'eût aupara-  
« vant expliqué nettement le sens ; l'autre, de  
« n'avancer jamais aucune proposition qu'on ne  
« démontrât par des vérités déjà connues ; c'est  
« à dire, en un mot, à définir tous les termes et  
« à prouver toutes les propositions. »

Or, cette méthode — autant que possible — M. Eltzbacher l'a appliquée ; les deux premiers chapitres du livre, qui en forment l'introduction méthodologique, tiennent debout, indiscutables, soutenus par une logique des plus fortes et des plus serrées.



D'ailleurs, en appliquant la méthode inductive à l'étude d'un système social, M. Eltzbacher a ouvert un nouveau chemin, car ce n'est que sur d'autres domaines que les sciences sociales ont quitté parfois la méthode déductive traditionnelle. En considérant l'énorme développement auquel les sciences naturelles ont abouti en se servant de la méthode inductive, on appréciera à sa valeur l'ouvrage de M. Eltzbacher.

S'il existe une seule chose qu'on pourrait reprocher à ce livre, c'est d'être parfois assez difficile à lire, vu que le lecteur n'est pas encore habitué à une méthode qui le force à faire minutieusement attention aux raisonnements de l'auteur. Mais ce sentiment disparaîtra à mesure qu'on avancera dans la lecture ; et celui qui voudra bien pénétrer dans le sens du livre et suivre exactement le fil des pensées se verra largement récompensé par la vue d'une exposition presque sans pareille quant à sa construction logique et l'admirable enchaînement des idées.

« L'Anarchismus » de M. Eltzbacher a déjà été traduit en espagnol par M. le professeur Dorado à Salamanque (*El anarquismo, segun sus mas ilustres representantes*) et une traduction russe en paraîtra bientôt.

Quant à notre traduction, nous avons rétabli les citations d'après les auteurs de langue française ; pour les auteurs de langue anglaise nous avons traduit les écrits originaux ; pour les citations allemandes (Stirner) nous avons fréquem-

ment utilisé la traduction de M. Reclaire. Pour Tolstoï enfin — ne sachant pas le russe — nous l'avons traduit d'après les citations allemandes telles qu'elles se trouvent dans le livre de M. Eltzbacher.

*Genève, novembre 1901.*





## INTRODUCTION

1. Il est pour nous un besoin aussi bien théorique que pratique de connaître l'anarchisme d'une façon scientifique.

Nous aimerions pénétrer l'essence même d'un mouvement qui ose discuter l'incontesté, nier le vénéré et qui malgré cela gagne de jour en jour plus d'adhérents.

En plus nous aimerions savoir s'il est nécessaire de nous opposer à un tel mouvement avec les armes de la force, si nous devons protéger ce qui existe ou au moins son évolution tranquille et si nous devons enrayer ainsi par des mesures graves un mal encore plus grave.

2. La foule aussi bien que les savants et les hommes d'Etat manque absolument d'idées nettes sur l'anarchisme. Qu'il nous soit permis de reproduire une petite anthologie d'opinions différentes sur ce sujet :

La loi suprême de l'anarchisme est une loi d'évolution historique (Der Anarchismus u. seine Träger, p. 124, 125, 127 ; Reichesberg, p. 27).

La loi suprême de l'anarchisme est le bonheur universel (Lenz, p. 3).

La loi suprême de l'anarchisme est la justice (Bernatzik : *Jahrbuch*, 19, p. 2, 3).

L'anarchisme se résume par la négation de tout programme (Lenz, p. 5).

L'anarchisme n'a qu'un but négatif (Crispi : *Daily Mail*, 1898, n° 807, p. 4).

Le mot : anarchisme indique bien nettement tant le côté négatif et destructeur que le côté affirmatif et créateur de la théorie (von Hamel : *Compte rendu*, p. 112).

L'originalité de l'anarchisme consiste exclusivement dans ses déclarations sur une société sociale (Adler : *Handwörterbuch*, I, p. 321).

L'essence même de l'anarchisme ce sont ses tendances positives (Reichesberg, p. 13).

L'anarchisme rejette le droit (Stammler, p. 2, 4, 34, 36 ; Lenz, p. 1, 4).

L'anarchisme rejette la société (Silió : *La España moderna*, 61, p. 145 ; Garraud, p. 12 ; Reichesberg, p. 16 ; Tripels : *Compte rendu*, p. 253).

L'anarchisme rejette l'Etat seul (Bernstein : *Neue Zeit* 10<sup>1</sup>, p. 359 ; Bernatzik : *Jahrbuch*, 19, p. 3).

Dans la société future des anarchistes il n'y a aucune obligation résultant d'un contrat (Reichesberg, p. 30).

L'anarchisme cherche à réaliser l'ordre de toutes les affaires publiques par des contrats

conclus entre des communes et sociétés organisées fédérativement (Lombroso, p. 3).

L'anarchisme rejette la propriété en bloc (Silió : *La Espana moderna*, 61, p. 145 ; Dubois, p. 213).

L'anarchisme rejette la propriété privée (Lombroso, p. 31 ; Proal, p. 50).

Il y a deux sortes d'anarchisme : l'anarchisme individualiste et l'anarchisme communiste (Rienzi, p. 9 ; Stammer, p. 28-31 ; Merlino, p. 18, 27 ; Shaw, p. 23).

Il y a trois sortes d'anarchisme : l'anarchisme individualiste, l'anarchisme collectiviste, l'anarchisme communiste (Die historische Entwicklung des Anarchismus, p. 16 ; Zenker, p. 161).

L'anarchisme travaille à sa réalisation par le crime (Garraud, p. 6 ; Lenz, p. 5).

L'anarchisme cherche à exciter une révolution violente (Sernicoli, 2, p. 116 ; Garraud, p. 2 ; Reichesberg, p. 38 ; von Hamel : *Compte rendu*, p. 113).

L'anarchisme veut se mettre en pratique au moyen de la propagande par le fait (Garraud, p. 10, 11 ; Lombroso, p. 34 ; Ferri : *Compte rendu*, p. 257).

L'anarchisme rejette la violence et la propagande par le fait (Mackay : *Magazin*, 67, p. 913-915 ; *Die Anarchisten*, p. 239-243).

La violence et la propagande par le fait ne sont pas inséparablement liées à l'anarchisme (Zenker, p. 203-204).

3. — Celui qui entreprend d'étudier l'anarchisme d'une façon scientifique doit remplir deux conditions.

D'abord il doit connaître les plus importantes publications anarchistes. Ceci est une grande difficulté. Les écrits anarchistes sont très rarement représentés dans les bibliothèques publiques. En partie, ils sont si rares que l'homme privé a toutes les difficultés à se procurer même ceux qui sont les plus en vue. Ainsi il est compréhensible que de tous les travaux sur l'anarchisme il n'y en ait qu'un seul qui soit basé sur une connaissance approfondie des sources. C'est l'écrit : « Die historische Entwicklung des Anarchismus » (l'évolution historique de l'anarchisme) paru à New-York en 1894 sans nom d'auteur. Cette brochure donne en seize pages un résumé de la question qui fait supposer de la part de l'auteur une connaissance stupéfiante de toute la littérature anarchiste. Deux autres ouvrages plus volumineux se basent, au moins en partie, sur la connaissance des écrits libertaires ; ce sont : « L'anarchia e gli anarchici, studio storico e politico di E. Sernicoli, 2 volumi, Milano, 1894 » (L'anarchie et les anarchistes, étude historique et politique) et « Der Anarchismus, Kristische Geschichte der anarchistischen Theorie von E. V. Zenker, Jena, 1895 » (L'anarchisme, histoire critique de la théorie anarchiste.)

Celui qui veut étudier scientifiquement l'anarchisme doit en outre connaître à fond la jurisprudence, l'économie sociale et la philosophie. L'anar-

chisme critique les institutions *juridiques* par leurs effets *économiques*, et ceci au point de vue *philosophique*. Donc, pour bien le comprendre et ne pas être victime d'une quantité d'erreurs, il faut connaître les idées philosophiques, juridiques et sociales qu'il applique ou auxquelles il se rapporte. De tous les travaux sur l'anarchisme, celui qui satisfait le mieux à ces conditions est l'opuscule de M. Rudolf Stammmler : « Die Theorie des Anarchismus » (la théorie de l'anarchisme), Berlin, 1894.



## PREMIER CHAPITRE

### Le Problème.

#### 1. GÉNÉRALITÉS.

*1. Définir l'anarchisme et ses genres, voilà le problème de notre recherche.* — Dès que nous aurons défini ces notions, l'anarchisme sera connu scientifiquement. Car cette définition nécessite non seulement une vue d'ensemble sur tous les phénomènes particuliers à l'anarchisme, mais encore un résumé synoptique de cette vue que nous devons incorporer alors dans l'ensemble de nos connaissances.

Au premier coup d'œil la tâche de définir l'anarchisme et ses genres paraît tout à fait simple ; mais en y regardant de plus près, cette netteté disparaît de plus en plus.

Première question qui se présente : quel doit être le point de départ de nos recherches. « Les doctrines anarchistes » nous répondra-t-on sans doute. Mais il n'y a pas le moindre accord sur la question de savoir quelles doctrines doivent être



rangées parmi les doctrines anarchistes. Les uns appellent anarchiste une doctrine que d'autres ne mettent pas sous ce qualificatif ; même les auteurs des doctrines en question ne désignent pas tous leurs idées comme anarchistes. Or, comment partir d'une de ces doctrines en la disant anarchiste sans utiliser d'avance une définition que nous cherchons encore ?

Vient ensuite la question : quel est le but de nos recherches ? « La notion de l'anarchisme et de ses genres ». Mais quotidiennement nous voyons que les hommes définissent de façon tout à fait différente, la notion d'un objet qu'ils se représentent pourtant de la même manière. L'un dit : le droit est la volonté générale ; un autre : le droit est un ensemble de prescriptions limitant la liberté individuelle dans l'intérêt d'autres individus ; un autre encore : le droit est le règlement de la vie d'un peuple — ou d'une union de peuples — en vue de la conservation de l'ordre divin dans l'univers. Aucun d'eux n'ignore qu'il faut pour une définition l'indication de la classe supérieure et celle du caractère particulier du genre ; mais cette connaissance ne sert pas à grand'chose. Il semble donc que le but des recherches manque aussi de certaines explications.

Enfin nous nous demandons : quelle est la voie à suivre pour atteindre ce but ? Quiconque a observé la lutte des opinions dans les sciences abstraites, sait qu'il n'y a pas encore de méthode généralement acceptée pour la solution des problèmes, et



il sait aussi combien il est nécessaire d'être fixé sur la méthode qu'on va suivre au cours des recherches.

2. Les recherches peuvent mener à une détermination plus exacte de la tâche. *Cette tâche consiste à remplacer par des notions des représentations vagues sur l'anarchisme et sur ses genres.*

En cherchant à préciser une notion nous tâchons d'expliquer à fond une chose dont on n'avait jusqu'alors que des représentations plus ou moins vagues, c'est-à-dire de remplacer ces représentations par des notions. Cette tâche se précise dans le cas d'une définition, qui n'est qu'un jugement fixant une notion. Dans la définition l'attribut (la notion d'un objet) est juxtaposé au sujet (la représentation plus ou moins vague du même objet). Donc la recherche qui se propose de déterminer la notion de l'anarchisme et de ses genres doit aboutir à la définition de l'anarchisme et de ses genres, qui jusqu'alors n'étaient que des représentations plus ou moins vagues ; elle doit donc remplacer ces représentations par des notions.

3. Mais nous pouvons déterminer avec plus de précision la part de notre tâche, quoique d'une façon négative tout d'abord. *La tâche ne consiste pas à remplacer par des notions TOUTES les représentations de l'anarchisme et de ses genres.*

Une notion ne détermine qu'un seul objet ; il

n'est pas possible qu'elle détermine d'autres objets en même temps. Il n'y a pas de notion impliquant à la fois « santé » et « vie » ou bien « cheval » et « mammifère ».

Or, on a en vue des objets tout à fait différents dans les représentations de l'anarchisme et de ses genres. L'objet de toutes ces représentations est bien un genre formé par les propriétés communes à certaines doctrines et d'autre part ce sont les espèces de ce genre qui sont formées par la combinaison de certaines particularités avec ces mêmes propriétés communes. Mais les ensembles de doctrines dont ces représentations ont en vue les éléments communs et distinctifs sont très différents. Pour les unes, il s'agit peut-être des seules doctrines de Kropotkine et de John Most ; pour d'autres de celles de Stirner, de Tucker, de Mackay ; pour d'autres enfin de celles du premier groupe aussi bien que de celles du second.

Si l'on voulait remplacer toutes les représentations de l'anarchisme et de ses genres par des notions, ces notions devraient embrasser à la fois les propriétés communes et les particularités d'ensembles de doctrines tout à fait différents, ensembles dont l'un comprendrait peut-être seules les doctrines de Kropotkine et de John Most ; un autre celles de Stirner, de Tucker, de Mackay ; un troisième celles du premier groupe aussi bien que celles du second. Ceci est matériellement impossible ; les notions de l'anarchisme ne peuvent embrasser qu'un ensemble unique de doctrines

avec leurs propriétés communes et leurs particularités. Donc la recherche ne peut pas remplacer par des notions *toutes* les représentations de l'anarchisme et de ses genres.

4. Après avoir limité notre tâche dans un sens négatif nous pouvons la déterminer plus exactement dans un sens positif. *La tâche consiste à remplacer par des notions scientifiques les différentes représentations indéfinies de l'anarchisme et de ses genres en tant qu'elles comprennent un ensemble de doctrines considérées comme anarchistes par la plupart des hommes qui s'occupent de l'anarchisme d'une façon scientifique.*

Notre recherche ne peut avoir pour tâche que de remplacer par des notions scientifiques une partie des représentations de l'anarchisme et de ses genres, savoir les représentations qui ont en vue un même ensemble de doctrines avec leurs propriétés communes et leurs particularités. Toutes les représentations qui prétendent être celles de l'anarchisme et de ses genres doivent donc être divisées en groupe d'après l'ensemble de doctrines qu'elles ont en vue ; de ces groupes on choisira un pour en remplacer les représentations vagues par des notions scientifiques.

En choisissant ce groupe il faut bien se rendre compte de la classe d'hommes pour laquelle on fait cette recherche. Car la recherche d'une notion n'a d'importance que pour les individus qui possèdent déjà des représentations de l'objet de la

recherche, puisque ce ne seront que ces représentations qui seront remplacées par des notions. Ainsi, pour des hommes qui auraient des représentations de l'espace, la notion de la moralité serait sans valeur, et de même serait sans valeur la notion de ce qu'il y a de commun dans les doctrines de Proudhon, de Stirner, de Bakounine et de Kropotkine pour quelqu'un qui ne se représente l'anarchisme que par les caractères communs des seules doctrines de Proudhon et de Stirner.

Les hommes auxquels cette recherche est destinée sont ceux qui s'occupent actuellement de l'anarchisme d'une façon scientifique. Si *tous* ils avaient en vue dans leurs représentations de l'anarchisme et de ses genres un même ensemble de doctrines, la tâche de notre recherche serait de remplacer ce groupe de représentations par des notions. Mais ceci n'est pas le cas et la recherche doit se borner à ne remplacer par des notions que le groupe des représentations embrassant l'ensemble de doctrines que *la plupart* des hommes qui s'occupent scientifiquement de l'anarchisme et de ses genres, ont en vue.

## 2. LE POINT DE DÉPART

D'après ce que nous venons de dire, doivent être notre point de départ *les représentations indéfinies de l'anarchisme et de ses genres com-*

*prenant un ensemble de doctrines, considérées comme anarchistes par la plupart des hommes qui s'occupent actuellement de l'anarchisme d'une façon scientifique.*

1. Comment constater quelles sont les doctrines qu'ont en vue dans leurs représentations de l'anarchisme et de ses genres la plupart des hommes qui s'en occupent d'une façon scientifique ?

En premier lieu nous procédons à cette constatation à l'aide des déclarations faites sur des doctrines anarchistes isolées et à l'aide des énumérations et des exposés de ces doctrines.

Nous nous croyons en droit de supposer que celui qui désigne des doctrines comme anarchistes les considère comme telles et qu'il fera de même pour les doctrines qui possèdent des propriétés communes à celles qu'il a déjà qualifiées de ce nom. En plus nous croyons que celui qui veut énumérer ou exposer la totalité des doctrines libertaires ne rangera pas parmi ces doctrines celles qu'il met en opposition sur un point ou l'autre avec elles et qu'il fera de même pour les doctrines qui lui sont encore inconnues dès qu'elles ne posséderont pas les propriétés communes aux doctrines déjà énumérées ou exposées.

De plus, c'est d'après les définitions données et d'après d'autres déclarations que nous pourrons nous rendre compte de l'ensemble des doctrines anarchistes qu'ont en vue dans leurs représenta-



tions de l'anarchisme et de ses genres la plupart des hommes qui s'en occupent d'une façon scientifique. En cas de doute nous pouvons supposer que l'auteur considère comme anarchistes les doctrines qui sont en accord avec sa définition de l'anarchisme ou avec ses déclarations sur celui-là ; d'autre part qu'il n'appellera pas anarchistes les doctrines qui ne sont pas en accord avec sa définition ou avec ses déclarations.

Si ces deux criteriums se trouvent en contradiction, c'est le premier qui doit prévaloir. Car si quelqu'un définit l'anarchisme ou s'exprime à son sujet de façon que des doctrines qu'il ne range pas dans cette catégorie se présentent comme anarchistes, ou si peut-être des doctrines qu'il déclare être des doctrines anarchistes se présentent comme non-anarchistes, en ce cas la confusion ne peut provenir que d'une méprise sur la portée de ses définitions. Donc, on ne pourra tirer ses opinions que de sa discussion des doctrines isolées:

2. Ces criteriums nous font connaître quel est l'ensemble de doctrines qu'ont en vue les représentations de l'anarchisme les plus répandues parmi les hommes qui s'en occupent actuellement d'une façon scientifique.

Nous apprenons, primo: les doctrines de certaines personnes sont rangées parmi les doctrines anarchistes par la plupart des hommes qui

s'occupent actuellement d'une façon scientifique de l'anarchisme.

Secundo, nous apprenons : Pour reconnaître une doctrine comme anarchiste ces hommes ne se basent que sur les rapports qu'a cette doctrine avec les problèmes généraux du droit, de l'Etat et de la propriété et non avec les questions spéciales du droit, de l'Etat et de la propriété d'une législation ou d'un ensemble de législations données. Ne seront d'ailleurs pas décisifs en cette matière les rapports de ces doctrines avec toute autre question, telle que la religion, la famille, l'art.

Parmi les doctrines considérées comme anarchistes il y en a sept qui occupent une place prépondérante. Ce sont les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker* et de *Tolstoï*. Toutes, elles doivent être rangées parmi les doctrines libertaires d'après la grande majorité des définitions et des déclarations scientifiques faites sur l'anarchisme. Toutes, elles présentent les propriétés communes aux doctrines exposées dans la plupart des traités sur l'anarchisme. C'est toujours l'une d'elles qui est mise en avant dans les ouvrages sur l'anarchisme. On ne conteste pour aucune d'elles — d'une façon sérieuse au moins — qu'elle ne soit une doctrine anarchiste.

## 3. LE BUT

D'après ce que nous venons de dire nos recherches présentent un double but, à savoir : *définir d'abord le genre tel qu'il est déterminé par les propriétés communes aux doctrines considérées comme anarchistes par la plupart des hommes qui s'occupent actuellement de l'anarchisme d'une façon scientifique ; ensuite définir les espèces de ce genre résultant du fait que des particularités se combinent à ces propriétés communes.*

1. Avant tout, une notion doit nous présenter l'objet de la façon la plus précise et la plus nette possible.

Dans les représentations indéfinies l'objet ne se présente pas avec toutes ses propriétés. Dans celle de l'or par exemple nous ne nous rendons compte que de quelques propriétés de l'or seulement ; l'un pense à la couleur et l'éclat, l'autre à la couleur et la malléabilité, un troisième à autre chose encore. Mais la notion de l'or doit impliquer aussi complètes que possible toutes ses propriétés : éclat, malléabilité, dureté, solubilité, fusibilité, poids spécifique, poids atomique, etc.

De même dans nos représentations indéfinies l'objet ne se présente pas en toute netteté. Celles de l'or par exemple comprennent encore des carac-



tères qui ne sont pas des propriétés intrinsèques de l'or ; l'un pensera peut-être à la valeur momentanée de l'or, l'autre à des objets fabriqués en or, un autre encore à une certaine pièce de monnaie. La notion de l'or doit être débarrassée de toute addition étrangère.

Notre recherche a donc pour but de présenter de la façon la plus précise et la plus nette possible aussi bien *les propriétés communes* des doctrines considérées comme anarchistes par la plupart des hommes qui s'occupent actuellement de l'anarchisme d'une façon scientifique, que *les particularités* de ces mêmes doctrines.

2. De plus il faut pour qu'une notion soit bien définie, que l'objet soit incorporé le mieux possible dans l'ensemble de nos connaissances, c'est-à-dire dans un système de genres et d'espèces qui comprend toutes nos connaissances.

Dans nos représentations l'objet ne se trouve pas rangé dans l'ensemble de nos connaissances, mais seulement dans une classe qu'on choisit arbitrairement d'après l'une ou l'autre des propriétés de l'objet. L'un de nous peut se représenter l'or comme appartenant à la classe des objets jaunes, un autre le rangera dans la classe des objets malléables, un autre dans une autre classe encore. Mais dans sa notion l'or doit être rangé dans un système de genres et d'espèces qui comprend toutes nos connaissances : il doit être classé parmi les métaux.

Donc le but de nos recherches est d'incorporer dans l'ensemble de nos connaissances, c'est-à-dire dans un système de genres et d'espèces qui comprend toutes nos connaissances, aussi bien les propriétés communes des doctrines considérées comme anarchistes par la plupart des hommes qui s'occupent actuellement de l'anarchisme d'une façon scientifique, que les particularités de ces mêmes doctrines.

#### 4. LA VOIE

D'après ce que nous venons de dire la voie à suivre dans cette recherche du point de départ jusqu'au but comprendra trois parties. D'abord il s'agira de *définir le droit, l'Etat et la propriété* ; ensuite nous devons *examiner ce que les doctrines anarchistes disent du droit, de l'Etat et de la propriété* ; enfin — après avoir rectifié quelques erreurs — il nous restera à *définir l'anarchisme et ses genres*.

1. D'abord il s'agit de définir le droit, l'Etat et la propriété dans leur sens général et non le droit, l'Etat et la propriété d'une législation particulière ou d'un ensemble de législations.

Les matières sur lesquelles se prononcent les doctrines dont nous avons à étudier les propriétés communes et les particularités sont : le droit, l'Etat, la propriété dans leur sens général. Avant de préciser n'importe quelle déclaration sur un

objet, ou même de chercher les propriétés communes et les particularités de ces déclarations pour les incorporer dans l'ensemble de nos connaissances, il faut définir cet objet. Donc la première tâche à remplir est de chercher les définitions du droit, de l'Etat, de la propriété (Chapitre II).

2. Ensuite nous devons examiner ce que disent sur le droit, l'Etat et la propriété les doctrines anarchistes, c'est-à-dire les doctrines considérées comme anarchistes et aussi les doctrines qui présentent des propriétés communes avec celles-ci.

Pour définir *l'anarchisme* il faut préciser ce que les différentes doctrines considérées comme anarchistes disent à ce sujet. Pour définir les *genres de l'anarchisme* il faut préciser ce que disent toutes les doctrines qui ont les propriétés communes aux doctrines considérées comme anarchistes.

Il s'agit donc de tirer de chacune de ces doctrines des réponses sur le droit, sur l'Etat, sur la propriété ; mais avant tout il importe de savoir quelle est la base du système ; et il restera à se demander quelles sont les idées émises sur la réalisation.

Il est impossible de présenter ici toutes les doctrines considérées comme anarchistes et encore moins toutes les doctrines anarchistes. Nous nous bornerons donc à étudier sept des doctrines les plus en vue (Chapitres III à IX).

Alors il nous sera possible de nous orienter

dans l'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes et des autres doctrines libertaires (Chapitre X).

Les doctrines étudiées seront présentées dans leurs propres termes, mais toutes suivant un même schéma. La première mesure nous empêchera d'imputer à un des théoriciens des idées qu'il n'a jamais eues ; la seconde nous évitera la confusion qui résulterait de la juxtaposition de séries d'idées incompatibles. Nous avons forcé les auteurs réputés anarchistes à répondre avec netteté à des questions précises ; — il est vrai que nous avons dû souvent recueillir dans leurs œuvres des fragments minuscules de leurs déclarations ; il nous a fallu les tamiser en tant qu'elles se contredisaient, et les expliquer en tant qu'elles se servaient d'un langage non conforme à l'usage. Mais après cela, Tolstoï avec ses édifices d'une logique sévère, Bakounine dans ses idées confuses, Stirner se complaisant à ses subtilités, Kropotkine brûlant d'un amour universel — tous se présenteront non altérés dans leur originalité et tout de même comparables.

3. Enfin — après avoir écarté quelques erreurs assez fréquentes — nous allons définir l'anarchisme et ses genres.

Il nous faudra donc déblayer nos connaissances des erreurs principales sur l'anarchisme dès que nous serons arrivé à le connaître ; ensuite nous

examinerons ce qu'il y a de commun à toutes les doctrines anarchistes et quelles sont leurs particularités; enfin nous incorporerons nos résultats dans l'ensemble de nos connaissances. Ainsi seront définis l'anarchisme et ses genres (Chapitre XI).

## DEUXIEME CHAPITRE

### Droit, Etat, Propriété.

#### 1. GÉNÉRALITÉS

*Nous voulons définir le droit, l'Etat, la propriété en eux-mêmes et non le droit, l'Etat, la propriété d'un certain ordre juridique ou d'un ensemble d'ordres juridiques. Nos définitions fourniront donc des notions appartenant à la jurisprudence générale et non à une jurisprudence spéciale.*

1. Les notions du droit, de l'Etat, de la propriété peuvent être conçues de diverses manières.

En premier lieu, on peut les concevoir comme des notions appartenant à la science d'un ordre juridique particulier.

En ce cas là, les notions impliquent tous les signes caractéristiques que fournit la matière d'un ordre juridique particulier ; elles n'impliquent rien que cette matière. C'est pourquoi, on peut les



qualifier de notions appartenant à la science de cet ordre juridique particulier. Car on peut qualifier de science d'un ordre juridique particulier la branche de la science du droit qui s'occupe exclusivement des normes d'un ordre juridique particulier quelconque.

Les notions de droit, d'Etat, de propriété appartenant à la science d'un ordre juridique particulier se distinguent des notions correspondantes appartenant aux sciences d'autres ordres juridiques par le signe caractéristique qu'elles sont des notions concernant des normes qui appartiennent à cet ordre juridique spécial. De ce signe caractéristique, on peut déduire tous les autres qui résultent des particularités de l'ordre juridique en question relativement aux autres ordres juridiques. Ainsi, les différences qui existent entre les notions de propriété du droit actuel de l'empire allemand, du droit actuel de la république française et du droit actuel de l'Angleterre proviennent de ce que ces notions concernent des normes qui appartiennent à trois ordres juridiques différents sur la propriété. Ces notions sont donc tout aussi différentes les unes des autres que le sont les normes juridiques sur la propriété dans les droits actuels de l'empire allemand, de la république française et de l'Angleterre. Les notions de droit, d'Etat, de propriété de différents ordres juridiques sont entre elles dans le rapport de notions d'espèces différentes subordonnées au même genre.

2. En second lieu, on peut concevoir les notions de droit, d'Etat, de propriété comme des notions appartenant à la science d'un ensemble d'ordres juridiques.

En ce cas là, les notions de droit, d'Etat, de propriété présentent tous les signes caractéristiques qu'on trouve dans le contenu commun d'ordres juridiques différents mais faisant partie d'un même ensemble. Ces notions ne comprenant que ce contenu commun, on peut les appeler notions de la science de cet ensemble juridique. Car on peut qualifier de science d'un ensemble juridique spécial la branche de la science du droit qui s'occupe exclusivement des normes de cet ensemble juridique spécial en tant qu'elles ne sont pas l'objet des sciences qui traitent les ordres juridiques particuliers de cet ensemble.

Les notions de droit, d'Etat, de propriété appartenant à la science d'un ensemble d'ordres juridiques se distinguent des notions correspondantes des sciences particulières aux ordres juridiques constitutifs de l'ensemble par ce fait qu'elles ne présentent point le signe caractéristique d'être des notions de normes d'un de ces ordres juridiques. Ce signe caractéristique manquant, elles n'impliquent point les autres signes caractéristiques qu'on pourrait déduire de celui-ci selon le contenu spécial de ces différents ordres juridiques. Ainsi, les différences qui existent entre la notion de l'Etat dans la science du droit européen actuel et les notions de l'Etat dans les sciences



des droits actuels allemand, russe et belge proviennent de ce que la première n'est pas une notion de normes d'un de ces ordres juridiques énumérés et que par conséquent elle n'implique point tous les signes caractéristiques qu'on pourrait déduire du contenu spécial des normes de droit public actuellement en vigueur en Allemagne, en Russie et en Belgique. La notion d'Etat dans la science du droit actuel de l'Europe est avec les notions d'Etat dans les sciences de ces ordres juridiques particuliers, dans le rapport d'une notion de genre aux notions des espèces qu'il comprend.

Les notions de droit, d'Etat et de propriété appartenant à la science d'un ensemble donné d'ordres juridiques se distinguent des notions correspondantes appartenant aux sciences d'autres ensembles par le fait que les premières sont des notions concernant des normes de cet ensemble donné d'ordres juridiques. De ce signe caractéristique on peut déduire tous les autres signes qu'implique le contenu commun des différents ordres juridiques de cet ensemble et que n'implique pas le contenu commun des différents ordres juridiques d'autres ensembles. Ainsi, la notion d'Etat dans la science du droit européen actuel se distingue de la notion d'Etat dans la science du droit européen de l'an mil par le fait que la première est une notion concernant les normes du droit public qui sont en vigueur actuellement en Europe, tandis que la dernière est une notion

concernant celles qui y étaient en vigueur vers l'an mil ; il y a donc entre elles la même différence qu'entre ce qu'il y a de commun dans les normes de droit public actuellement en vigueur et celles en vigueur vers l'an mil. Ces notions sont entre elles dans le rapport de notions d'espèces subordonnées à un même genre.

3. En troisième lieu, on peut concevoir les notions de droit, d'Etat, de propriété, comme des notions appartenant à la science du droit en général.

En ce cas là, les notions de droit, d'Etat, de propriété présentent tous les signes caractéristiques du contenu commun des ordres et des ensembles juridiques les plus différents. Elles ne comprennent que ce contenu commun, et c'est pourquoi on peut les appeler des notions de la science du droit général. Car on peut qualifier de ce nom la branche de la science du droit qui embrasse les normes juridiques en général, sans se borner à un certain ordre juridique ou à un certain ensemble d'ordres juridiques et en tant que ces normes ne sont pas l'objet des sciences qui traitent les ordres juridiques particuliers ou leurs ensembles particuliers.

Les notions de droit, d'Etat, de propriété appartenant à la science du droit en général se distinguent des notions correspondantes des sciences des droits spéciaux par ce fait qu'elles ne présentent point le signe caractéristique d'être

des notions de normes d'un de ces ordres juridiques particuliers ou tout au moins d'un de ces ensembles d'ordres juridiques. Par suite, elles n'impliquent point tous les signes caractéristiques qu'on pourrait déduire du premier, selon le contenu spécial d'un ordre juridique particulier ou d'un ensemble d'ordres juridiques. Ainsi, la notion du droit en soi se distingue de la notion du droit actuellement en vigueur en Europe aussi bien que de la notion du droit actuellement en vigueur en Allemagne par ce fait qu'elle n'est pas une notion de normes de cet ensemble d'ordres juridiques et encore moins de cet ordre juridique particulier. Par conséquent, elle n'implique aucun des signes caractéristiques qu'on pourrait déduire des caractères communs — s'il y en a — à toutes les normes juridiques actuelles de l'Europe ou au moins à celles de l'Allemagne.

La notion du droit en soi est avec les notions de droit dans les sciences des droits spéciaux dans le rapport d'une notion de genre aux notions des espèces qu'il comprend.

4. C'est le but de la recherche qui déterminera dans les cas spéciaux aussi bien laquelle des significations énumérées devra être appliquée aux notions de droit, d'Etat et de propriété, que la matière d'étude à considérer.

Qu'il s'agisse, par exemple, d'expliquer les normes du droit public sanctionnées par le droit actuel de l'empire allemand, alors la notion d'Etat à définir devra être une notion de la science de

cet ordre juridique spécial. Car l'étude scientifique des normes d'un ordre juridique spécial exige que ce soient les normes de l'ordre juridique en question qui soient définies. Donc, nous n'aurons à considérer en ce cas que les normes du droit public sanctionnées par le droit actuel de l'empire allemand. — Lors de l'exposition scientifique d'un ordre juridique, le fait que certaines notions appartiennent réellement à celui-ci se présente quelquefois d'une façon peu nette. C'est parce qu'on peut définir toute notion de la science d'un droit spécial en la subordonnant — comme espèce au genre — à la notion correspondante de la science du droit en général. On définit d'abord la notion de genre (par exemple celle de l'Etat selon la science du droit en général) et l'on y ajoute le signe caractérisant l'espèce, à savoir : qu'elle est une notion de normes d'un ordre juridique spécial (par exemple, du droit actuel de l'empire allemand). Souvent, on néglige d'indiquer cet indice, et ceci partout où l'on croit que chacun l'ajoutera soi-même, comme dans l'exposition scientifique des normes d'un ordre juridique spécial. Mais il en résulte, qu'à un examen superficiel, on peut croire que la définition donnée en traitant un ordre juridique spécial nous fournit une notion appartenant à la science du droit en général.

Qu'il s'agisse d'autre part de comparer entre elles selon les méthodes scientifiques, les normes de la propriété dans le droit actuel européen, alors

la notion de la propriété à définir devra être une notion de la science de cet ensemble particulier d'ordres juridiques. La comparaison scientifique de normes appartenant à de différents ordres juridiques exige qu'on classe certaines notions des sciences de ces ordres juridiques particuliers en les subordonnant à la notion correspondante de la science de l'ensemble formé par ces ordres juridiques. Ce ne sont donc que des normes de cet ensemble d'ordres juridiques qui pourront servir de matière d'étude. Mais en ce cas aussi, il peut paraître douteux qu'en réalité les notions définies soient des connaissances scientifiques de ce même ensemble d'ordres juridiques. Car, de même que les notions de la science d'un ordre juridique particulier, celles d'un ensemble d'ordres juridiques peuvent être déterminées par la définition de la notion correspondante appartenant à la science du droit en général et par l'addition mentale du signe caractéristique d'être une notion de normes appartenant à l'ensemble d'ordres juridiques en question.

Qu'enfin il s'agisse de comparer scientifiquement ce qu'il y a de commun dans les normes de tous les ordres juridiques sans restriction, alors la notion à définir devra être une notion de la science du droit en général. La comparaison scientifique de normes juridiques appartenant à tous les ordres et ensembles juridiques existants exige que ces notions soient classées en les subordonnant à la notion corres



science du droit général. Ce seront donc les normes de tous les ordres et ensembles d'ordres juridiques sans restriction qu'il faudra considérer comme matière d'étude.

Dans notre cas, où il s'agit d'avancer d'un premier pas dans l'analyse scientifique de doctrines qui critiquent non pas le droit, l'Etat, la propriété d'un certain ordre juridique ou d'un certain ensemble d'ordres juridiques, mais le droit, l'Etat, la propriété en eux-mêmes, il est indispensable de définir ces notions comme appartenant à la science du droit en général. Car, la compréhension scientifique de doctrines qui s'occupent du contenu commun des ordres et des ensembles d'ordres juridiques les plus différents exige qu'on forme des notions d'après ce contenu commun, c'est-à-dire des notions de la science du droit en général. Ce seront donc les normes juridiques — spécialement celles qui concernent l'Etat et la propriété — appartenant aux ordres et aux ensembles d'ordres juridiques les plus différents, qu'il faudra considérer comme matière d'étude.

## 2. LE DROIT

*Le droit est la totalité des normes juridiques. Une norme juridique est une norme basée sur le fait que des hommes veulent voir constamment suivie une certaine conduite par tous les mem-*



*bres d'une collectivité à laquelle ils appartiennent eux-mêmes.*

**1. La norme juridique est une norme.**

Une norme est l'idée d'une conduite convenable. Une conduite convenable signifie, soit une conduite qui se conforme au but final de toute conduite humaine — donc une conduite absolument convenable ; par exemple le respect de la vie d'autrui — soit une conduite qui se conforme à un but accidentel quelconque — donc une conduite relativement convenable ; par exemple l'application adroite d'une pince-monseigneur.

Le sens de l'idée d'une conduite convenable est qu'il faut se représenter la conduite absolument ou relativement convenable comme une chose à réaliser, et non comme une chose déjà réalisée. Ainsi, dans nos exemples, cette idée n'implique pas que j'épargne effectivement la vie de mon ennemi — mais que je devrai le faire ; de même qu'elle n'indique point la façon dont le voleur s'est servi de sa pince-monseigneur — mais la façon dont il aurait dû s'en servir. L'idée d'une conduite convenable est ce que nous appelons une obligation ; en me représentant une obligation, je me représente quelque chose qui doit être accompli afin de réaliser soit le but final de toute conduite humaine, soit un but accidentel quelconque. Toute critique d'une conduite passée a pour condition l'idée d'une conduite convenable : une conduite passée ne peut être qualifiée de bonne ou de

mauvaise, de rationnelle ou d'irrationnelle, qu'en se basant sur cette idée abstraite, qui de même est la condition de toute considération à faire sur une conduite future, car ce n'est qu'en se basant sur cette idée qu'on peut examiner s'il est bon ou au moins rationnel d'agir d'une certaine façon.

Toute norme juridique sanctionne une certaine conduite en la déclarant conforme à la poursuite d'un certain but. Elle sanctionne la conduite convenable comme idée ; elle ne la désigne pas comme fait accompli, mais comme tâche à remplir ; elle ne déclare pas que quelqu'un se conduit de la manière indiquée, mais qu'il a à se conduire ainsi. Donc, la norme juridique est une norme.

2. La norme juridique est une norme basée sur une volonté humaine.

Une norme basée sur une volonté humaine est une norme d'après laquelle il faut se conduire d'une certaine façon, afin de ne pas se mettre en contradiction avec la volonté de certains hommes et pour ne pas être appréhendé par la force qui est au service de cette volonté. Une telle norme ne présente donc une conduite que comme relativement convenable, à savoir : comme moyen d'être d'accord avec la volonté de certains hommes et d'être épargné par la force qui est au service de cette volonté, peu importe d'ailleurs que nous poursuivions ce but ou que nous le méprisions.

Toute norme juridique nous dicte une certaine conduite à suivre pour ne pas agir contre la

volonté de certains hommes et pour ne pas souffrir de leur force. Or, elle ne présente une conduite que comme relativement convenable ; elle ne nous dit pas ce qui est bon, mais seulement ce qui est ordonné. Donc, la norme juridique est une norme basée sur une volonté humaine.

3. Une norme juridique est une norme basée sur le fait que des hommes veulent qu'eux-mêmes et les autres s'astreignent à suivre une certaine conduite.

Il y a norme basée sur le fait que des hommes veulent qu'eux-mêmes et les autres s'astreignent à suivre une certaine conduite, quand la volonté sur laquelle est fondée cette norme ne se rapporte pas seulement à d'autres qui s'y refusent, mais aussi à ceux qui la désirent ; c'est-à-dire quand ceux-ci ne veulent pas voir assujettis à cette norme seulement d'autres individus, mais aussi eux-mêmes.

Toute norme juridique jouit de cette propriété — et la norme juridique est la seule norme qui en jouisse — que la volonté sur laquelle elle est fondée s'étend au-delà de ceux dont elle émane, tout en les dominant eux-mêmes. « Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas, est coupable de vol. » — Cette norme n'est pas seulement basée sur la volonté de certains hommes, mais chacun d'eux sait très bien que cette norme, tout en s'étendant à d'autres individus, se rapporte également à sa personne.

Ici, on pourrait peut-être objecter qu'on n'est

pas toujours en présence du « droit » quand des hommes veulent qu'eux-mêmes et les autres s'astreignent à suivre une certaine conduite; de même que, par exemple, l'empire ne résulte pas des menées bonapartistes en France. Mais le droit ne résulte pas de la volonté uniquement, il faut « que cette volonté soit la base d'une norme », c'est-à-dire qu'elle ait à son service une puissance assez grande pour influencer les hommes auxquels elle se rapporte. Si le bonapartisme prenait assez d'extension, il renverserait la république à un moment donné et l'empire existerait de « droit » en France.

On pourrait objecter de plus que dans les monarchies absolues, telles que la Russie, le droit ne repose que sur la volonté d'un seul, qui lui-même lui échappe. Mais le droit russe ne repose nullement sur la volonté du tzar; le tzar n'est qu'un homme faible et isolé qui n'a aucune capacité pour influencer la conduite de beaucoup de millions de Russes. Le droit russe repose sur la volonté de tous ces Russes — paysans, soldats, fonctionnaires — qui par patriotisme, égoïsme, superstition, etc., veulent que la volonté du tzar soit le droit pour la Russie. C'est leur volonté qui influence la conduite des Russes; et si jamais leur nombre diminuait au point de ne plus y suffire, la volonté du tzar ne serait plus le droit pour la Russie, comme l'a démontré l'histoire des révolutions.

4. On prétend qu'une norme juridique jouit encore d'autres propriétés.

On dit que c'est le caractère essentiel d'une norme juridique de pouvoir être extorquée, ou bien encore de pouvoir être extorquée d'une façon spéciale, par intervention judiciaire ou par la puissance de l'Etat.

Si l'on veut dire par là qu'on peut toujours extorquer l'obéissance à une norme juridique, nous remarquons tout de suite un grand nombre de cas où ceci ne peut se faire. Ainsi, en cas de faillite ou encore en cas d'assassinat, l'obéissance aux normes juridiques violées ne peut plus être extorquée — mais ceci ne restreint pas leur validité.

Si l'on entend par extorquabilité que l'obéissance à une norme juridique doit être garantie par d'autres normes juridiques pour le cas de sa violation, nous n'avons qu'à avancer de la norme garantie à la norme garantissante et ainsi de suite, pour arriver au bout d'un certain temps à des normes dont la validité n'est plus garantie par aucune autre norme juridique. Si l'on ne veut pas reconnaître comme normes juridiques les normes en question, les normes qu'elles garantissent ne pourront pas non plus être regardées comme telles, et ainsi, si nous revenons sur nos pas, nous ne laisserons subsister aucune norme juridique.

Ce n'est que, si l'on entend par extorquabilité d'une norme juridique qu'une volonté doit dispo-



ser d'une certaine puissance pour pouvoir être la base d'une norme juridique, que l'on peut dire que l'extorquabilité est partie intégrante de la norme juridique. Mais cette propriété de la norme juridique peut toujours être déduite de sa qualité de norme, et c'est pourquoi il est inutile de la mentionner spécialement.

On a déclaré en outre que c'est une propriété inhérente à la norme juridique d'être basée sur la volonté de l'Etat. Mais, même dans les cas où on ne peut parler d'Etat ni de volonté de l'Etat, il y a des normes juridiques, par exemple parmi les peuplades nomades. De plus, tout Etat lui-même est une relation juridique, c'est-à-dire qu'il est basé sur des normes juridiques qui, par conséquent, ne peuvent provenir de sa volonté. De même, les normes du droit des gens, destiné à régler la volonté « des Etats », ne peuvent être basées sur la volonté « d'un Etat ».

Enfin, on a déclaré que c'était inhérent à la norme juridique d'être d'accord avec la loi morale. Si ceci était vrai, on ne pourrait regarder comme norme juridique qu'une seule des différentes normes juridiques qui se succèdent immédiatement sur le même territoire ou qui sont en vigueur sur des territoires différents mais placés dans les mêmes conditions, car dans les mêmes conditions, il ne peut y avoir qu'une seule norme conforme à la morale. Il serait alors aussi inconséquent de parler de normes juridiques injustes, car si elles étaient injustes elles ne seraient plus des normes



juridiques. Mais en réalité, on voit bien que si des normes juridiques statuent différemment dans les mêmes conditions, qu'elles n'en sont pas moins des normes juridiques et l'on ne doute pas, qu'à côté de bonnes normes juridiques, il ne puisse y en avoir de détestables.

5. Par sa propriété d'être une norme basée sur le fait que des hommes veulent voir constamment suivie une certaine conduite par tous les membres d'une collectivité à laquelle ils appartiennent eux-mêmes, la norme juridique se distingue de toutes les autres choses, même de celles qui lui ressemblent le plus.

Par le fait qu'elle est basée sur la volonté d'individus, la norme légale se distingue de la loi morale (des prescriptions de la moralité) car cette dernière n'est pas basée sur ce fait que des hommes veulent voir suivie une certaine conduite, mais sur ce fait que cette conduite correspond au but final de toute conduite humaine. Sont des lois morales des axiomes comme : « Aimez vos ennemis, bénissez ceux qui vous maudissent, faites du bien à ceux qui vous haïssent, priez pour ceux qui vous offensent et vous persécutent » ; ou bien encore : « Agissez de telle sorte que la maxime de votre volonté puisse servir à tout moment de principe pour une législation générale ». Une telle conduite est convenable, non parce que d'autres hommes veulent la voir suivie,

mais bien parce qu'elle correspond au but final de toute conduite humaine.

Par le même fait, qu'elle est basée sur la volonté d'individus, la norme juridique se distingue aussi de la coutume, car celle-là n'est pas basée sur ce fait que des hommes veulent voir suivie une certaine conduite, mais sur ce fait qu'ils se conduisent eux-mêmes de la sorte. C'est une coutume d'aller au bal en habit noir et avec des gants blancs, de n'employer le couteau à table que pour couper, de demander une danse ou tout au moins un tour de danse à la fille de celui qui vous a invité, de prendre congé du maître et de la maîtresse de la maison, finalement de donner un pourboire au domestique — cette conduite est convenable, non parce que d'autres l'exigent de nous — ceux qui lancent une mode n'aiment pas même qu'elle se répande trop loin — mais parce que d'autres personnes se conduisent ainsi et que nous voulons « ne pas nous distinguer » ou « ne pas attirer l'attention sur nous » ou « imiter les autres ».

Par le fait d'être basée sur une volonté se rapportant aussi bien à celui qui veut qu'à celui qui ne veut pas, la norme juridique se distingue d'une part d'un commandement arbitraire — qui ne concerne que les autres —, et d'autre part de l'intention — qui ne concerne que celui qui l'a. C'est par un commandement arbitraire que Cortez et ses Espagnols ordonnent aux Mexicains de livrer leur or, ou qu'une bande de brigands défend à une population terrifiée de trahir leur refuge. En ces

cas, c'est bien une volonté d'individus qui s'impose, mais aux autres seulement et non à ceux dont elle émane. — Quand je décide de me lever chaque jour à six heures du matin, de ne plus fumer ou de finir un ouvrage en un certain délai de temps, ce sont des intentions personnelles ; en ce cas aussi, il y a une volonté individuelle, posant une règle, mais seulement à celui même dont elle émane et jamais aux autres.

6. Tenant compte des explications données, le contenu de notre définition de la norme juridique peut être développé comme suit :

*Des individus veulent voir constamment suivie une certaine conduite par tous les membres d'une collectivité à laquelle ils appartiennent eux-mêmes, et leur puissance est assez grande pour que leur volonté puisse influencer dans leur conduite les hommes de cet ensemble : — si ces conditions sont remplies, une norme juridique existe.*

### 3. L'ÉTAT

*L'Etat est une relation juridique en vertu de laquelle il y a une puissance suprême dans un territoire.*

#### 1. L'Etat est une norme juridique.

Une relation juridique est la relation de celui qui doit se conduire d'une certaine façon (l'obligé) envers un autre dans l'intérêt duquel il doit se

conduire ainsi (l'ayant-droit), relation déterminée par des normes juridiques. Ainsi, la relation juridique du prêt est la relation du débiteur, lié par les normes juridiques concernant le prêt, envers le créancier à l'avantage duquel il est lié.

L'Etat est la relation juridique de tous les hommes, soumis par les normes juridiques à une puissance territoriale suprême, envers tous les autres hommes en faveur desquels ils y sont soumis. En ce cas, l'ensemble des ayants-droit est le même que celui des obligés ; l'Etat est la soumission de tous en faveur de tous.

Ici, on pourrait peut-être objecter que l'Etat est une personne et non une relation juridique. Mais qu'un ensemble d'hommes soit une personne morale et en même temps une relation juridique, ceci s'accorde très bien ; bien plus, sa qualité de personne morale est basée pour la plupart des cas sur sa qualité de relation juridique spéciale. La loi s'attache au fait que des individus se sont liés entre eux par une relation juridique pour considérer cet ensemble comme une personne morale dans ses affaires extérieures. Une société anonyme par actions est une personne morale parce que — et non quoique — elle est une relation juridique spéciale. Et le fait que l'Etat est une personne n'est pas seulement compatible avec sa qualité de relation juridique, mais il est fondé sur cette qualité.

2. Cette relation juridique est involontaire.

Il y a relation juridique volontaire, si — d'après une norme juridique — la naissance de cette relation a pour condition certaines actions de la part de l'obligé, actions tendant à réaliser cette relation ; par exemple : le louage dépend de la conclusion d'un bail. Il y a relation juridique involontaire si la naissance de la relation juridique ne dépend pas de telles actions ; par exemple : un brevet est délivré sans aucune action de ceux qu'il lie, et la vindicte publique vis-à-vis d'un criminel ne dépend pas d'une action de celui-ci, tendant à la réaliser.

Si l'Etat était une relation juridique volontaire, une puissance suprême n'existerait que pour ceux des habitants d'un territoire qui l'auraient reconnue. Mais cette puissance suprême existe pour tous les habitants du territoire, qu'ils l'aient reconnue ou non, donc, cette relation juridique est involontaire.

3. L'essence de cette relation juridique est l'existence d'une puissance suprême dans un territoire.

Il y a une puissance dans un territoire en vertu d'une relation juridique si, d'après les normes juridiques qui instituent cette relation, la volonté de quelques-uns — ou même d'un seul — sert de règle aux habitants de ce territoire. Cette puissance est suprême si, d'après les normes juridiques mentionnées, la volonté de quelques-uns



sert de règle en dernier ressort aux habitants d'un territoire, c'est-à-dire : si elle l'emporte en cas de litige entre plusieurs puissances. Ce qu'on nomme puissance suprême en ce cas, ce ne sont donc pas les hommes sur la volonté desquels sont basées les normes juridiques en vigueur sur un territoire donné, mais ce sont leurs mandataires suprêmes dont ils veulent que la volonté serve de règle en dernier ressort sur ce territoire.

Les normes sur lesquelles se base la relation juridique désignent les hommes dont la volonté sert de règle en dernier ressort sur un territoire donné ; par exemple : les membres d'une famille princière d'après l'ordre de succession, des élus d'après un certain mode d'élection, etc. Ces mêmes normes juridiques fixent les limites dans lesquelles la volonté de ces hommes sert de règle — sans que cette limitation de la puissance porte atteinte à sa qualité de puissance suprême : il n'est pas dit qu'un mandataire suprême soit en même temps un mandataire absolu.

Ici, on pourrait objecter que dans des fédérations les Etats fédérés ne possèdent pas la puissance suprême. Mais en réalité ils la possèdent. S'il y a, par exemple, dans l'empire allemand un grand nombre d'affaires pour lesquelles les puissances suprêmes des Etats fédérés doivent se soumettre à la puissance suprême de l'empire, il y a encore assez d'autres affaires sur lesquelles la puissance suprême des Etats fédérés statue en dernier ressort. Aussi longtemps qu'il y a de ces



affaires, il y a aussi une puissance suprême dans les Etats fédérés ; si un jour cet état de choses changeait, on ne pourrait plus parler d'Etats fédérés.

4. En tant que relation juridique, en vertu de laquelle il y a une puissance suprême sur un territoire donné, l'Etat se distingue de toutes les autres institutions, même de celles qui lui ressemblent le plus.

Par le fait d'être une relation juridique, l'Etat se distingue d'abord des institutions d'un empire de Dieu ou de la vertu — tant que nous pouvons nous l'imaginer, — ensuite de la domination d'un conquérant en pays conquis qui ne pourrait consister qu'en des commandements arbitraires.

L'Etat étant une relation juridique involontaire, il se distingue d'une réunion d'individus qui — nous pouvons l'admettre — aurait institué par contrat une puissance suprême, et se distingue aussi des fédérations basées sur le droit des gens, où il y a une puissance suprême en vertu d'un contrat.

Le fait que cette relation juridique constitue une puissance sur un territoire donné, distingue l'Etat de la communauté des nomades et de l'église, car dans le premier cas la puissance s'étend sur des hommes d'une certaine origine, dans le second cas sur des hommes d'une certaine religion ; dans aucun de ces cas sur les habitants d'un territoire donné. Ce fait enfin, que cette

puissance territoriale est une puissance territoriale suprême, distingue l'Etat des communes, des arrondissements, des provinces ; dans ceux-ci, il y a bien une puissance territoriale, mais elle doit — c'est le sens même de l'institution — se soumettre à une puissance supérieure.

5. Tenant compte des explications précédentes et de la définition donnée de la norme juridique, notre définition de l'Etat peut être développée comme suit :

*Certains habitants d'un territoire sont assez puissants pour que leur volonté influence les autres habitants de ce territoire quant à leur conduite ; or, ces individus veulent que la volonté de certains hommes, désignée d'une certaine façon, soit décisive en dernier ressort et en certaines limites, autant pour eux-mêmes que pour les autres habitants du territoire ; — si ces conditions sont remplies, l'Etat existe.*

#### 4. LA PROPRIÉTÉ

*La propriété est une relation juridique en vertu de laquelle dans un ensemble donné d'hommes, une seule personne dispose en dernier lieu d'une certaine chose.*

1. La propriété est une relation juridique.

Nous avons déjà montré qu'une relation juridique est la relation de celui qui est obligé de

faire quelque chose (des normes juridiques le lui prescrivent) envers un autre qui y a droit (des normes juridiques le statuent à son avantage).

La propriété est la relation juridique de tous les membres d'un ensemble donné d'individus qui sont exclus de disposer en dernier lieu d'une certaine chose envers celui — ou ceux — à l'avantage desquels cette exclusion est faite. L'ensemble des obligés est beaucoup plus considérable que celui des ayants-droit; le premier comprend par exemple tous les habitants d'un territoire ou tous les membres d'une tribu, le dernier n'en comprend que ceux en faveur desquels certaines conditions supplémentaires sont remplies, telles que cession, prescription, occupation.

2. Cette relation juridique est involontaire.

Il y a relation juridique volontaire — comme nous l'avons déjà montré — si des normes juridiques exigent de l'obligé certaines actions tendant à réaliser cette relation juridique; il y a relation juridique involontaire, si elle est indépendante de telles actions.

Si la propriété était une relation juridique volontaire, seuls ceux qui ont consenti à cette exclusion pourraient être exclus de disposer en dernier lieu d'une certaine chose. Mais en sont exclus tous les membres d'un ensemble donné d'hommes, par exemple tous les habitants d'un territoire ou tous les membres d'une tribu, qu'ils y aient consenti ou non.

3. L'essence de cette relation juridique est le fait que dans un ensemble donné d'hommes une seule personne dispose en dernier lieu d'une certaine chose.

Qu'en vertu d'une relation juridique, une personne, dans un ensemble donné d'hommes, ait le droit de disposer exclusivement d'une certaine chose, ceci veut dire que cet ensemble d'hommes est exclu, en faveur de cette personne, de la disposition de cette chose ; en d'autres termes : que cet ensemble d'hommes ne doit pas empêcher cette personne d'user de cette chose comme bon lui semblera et qu'il ne pourra en faire usage contrairement à la volonté de la personne en question. Or, dans un ensemble d'hommes, la faculté de disposer exclusivement d'une certaine chose peut — en vertu d'une norme juridique — être dispensée entre plusieurs individus de telle manière, que quelques-uns d'entre eux — ou même un seul — n'en disposent que sous quelque rapport défini (par exemple quant à l'usufruit), et qu'un seul — ou plusieurs autres individus réunis — en disposent sous tous les rapports qui restent. Est autorisé de disposer d'une chose en dernier lieu et dans un ensemble donné d'hommes, celui qui dispose de cette chose exclusivement sous tous les rapports sous lesquels il n'y a pas de disposition particulière.

Ce sont les normes sur lesquelles est basée la relation juridique en question qui confèrent ce droit exclusif de disposer en dernier lieu d'une

chose ; ce sont elles qui décideront, par exemple, si ce droit est accordé à quiconque aura converti une chose en une autre. Ce seront les mêmes normes qui fixeront les limites de ce droit : d'une part le droit de disposer d'une chose en dernier lieu sera limité par les droits qui en donnent à d'autres personnes la disposition en premier lieu ; d'autre part ce droit ne pourra jamais dépasser certaines limites, au-delà desquelles le droit de disposer d'une chose n'existe plus dans un ensemble d'hommes. Ces normes seront particulièrement importantes pour les questions suivantes : premièrement, pour savoir si des corporations seules ou si des corporations et individus, indistinctement, peuvent disposer exclusivement et en dernier lieu de certaines choses ; secondement, si ce droit s'étend à toutes catégories de choses ou s'il est limité à certaines de ces catégories.

4. En tant que relation juridique en vertu de laquelle un individu dispose exclusivement et en dernier lieu d'une chose, la propriété se distingue de toutes les autres institutions, même de celles qui lui ressemblent le plus.

Par le fait qu'elle est une relation juridique, la propriété se distingue d'abord de toutes les institutions dans lesquelles un individu dispose exclusivement et en dernier lieu d'une chose, soit grâce au développement intellectuel des hommes qui l'entourent (comme ce serait le cas dans un empire de Dieu ou de la raison — tel qu'on peut



se l'imaginer), soit grâce uniquement à sa force personnelle (comme c'est souvent le cas dans un pays conquis).

Par le fait, qu'elle est une relation juridique involontaire, la propriété se distingue de toutes les relations juridiques en vertu desquelles le droit de disposer exclusivement et en dernier lieu d'une chose est uniquement fondé sur la conclusion d'un contrat et n'existe que vis-à-vis des autres parties contractantes.

Par le fait, qu'en vertu de cette relation juridique, quelqu'un dispose exclusivement et en dernier lieu d'une chose, la propriété se distingue du droit d'auteur qui n'est pas le droit de disposer exclusivement d'une chose, mais un droit exclusif d'un autre genre ; elle se distingue aussi des droits à la chose d'autrui, en vertu desquels quelqu'un peut dans un ensemble donné d'hommes disposer d'une chose exclusivement mais non en dernier lieu.

5. Tenant compte des explications précédentes et de la définition de la norme juridique, notre définition de la propriété peut être développé comme suit :

*Certains hommes sont assez puissants pour que leur volonté puisse influencer dans leur conduite les membres d'une collectivité, dont ils font partie eux-mêmes ; or, ces hommes veulent qu'une personne, placée dans certaines conditions, ne soit pas empêchée par d'autres de*



*faire, dans certaines limites, usage d'une chose comme bon lui semble ; ils veulent également que, dans les mêmes limites, personne d'autre ne puisse faire usage de cette chose sans le consentement de la première personne — l'un et l'autre sous tous les rapports sous lesquels la validité de sa volonté n'a pas passé à une autre personne, dont la volonté remplace la sienne. Si ces conditions sont remplies — la propriété existe*

## TROISIÈME CHAPITRE

### La doctrine de Godwin

#### 1. GÉNÉRALITÉS

1. *William Godwin* naquit à Wisbeach (Cambridgeshire) en 1756. Dès 1773 il étudia la théologie à Hoxton. En 1778, il devint prédicateur à Ware (Hertfordshire), en 1780 à Stowmarket (Suffolk). En 1782, il quitta cette position et se rendit à Londres où il vécut de sa plume. Il y mourut en 1836.

Godwin a publié un grand nombre d'écrits de philosophie, d'économie sociale, d'histoire, et aussi des contes, des tragédies et des livres pour la jeunesse.

2. La doctrine de Godwin sur le droit, l'Etat et la propriété est surtout contenue dans son ouvrage : « *An enquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness* (1). » (2 volumes, 1793).

(1) Recherches sur la justice en politique et sur son influence sur la vertu et le bonheur de tous.

« L'impression de cette œuvre », c'est Godwin qui parle, « a été commencée longtemps avant son achèvement. Pendant le travail, les vues de l'auteur se sont éclaircies et approfondies ; quelques contradictions en résultent. En commençant son livre il avait compris que tout gouvernement enrayait nécessairement notre perfectionnement : mais plus il avançait dans son ouvrage plus il comprenait la portée de ce théorème et plus nettement il s'avisait de ce qui devait être fait (1) ». Dans notre livre, la doctrine de Godwin est exclusivement exposée d'après le contenu plus mûri de la seconde partie de son œuvre.

3. Godwin n'appelle pas « anarchisme » sa doctrine sur le droit, l'Etat et la propriété. Mais pourtant ce mot ne lui cause aucun effroi. « L'anarchisme est un mal terrible, le despotisme en est un pire. L'anarchisme a tué des centaines, le despotisme a sacrifié des millions et des millions et par cela même n'a fait que perpétuer l'ignorance, le vice, la misère. L'anarchisme est un mal éphémère, le despotisme est presque immortel. Evidemment, c'est une épreuve terrible pour un peuple que de laisser libre carrière à toutes ses passions jusqu'à ce que la vue des conséquences donne des forces nouvelles à la raison, mais ce remède est d'autant plus efficace qu'il est plus terrible (2). »

(1) Godwin, p. IX-X.

(2) P. 548-549.

## 2. LA BASE

*D'après Godwin; la loi suprême pour l'homme, c'est le bien-être universel.*

Qu'est-ce que le bien-être universel ? « Son essence dépend de celle de notre âme (1). » « Il est immuable : il sera le même aussi longtemps que les hommes seront des hommes (2). » « Il est favorisé par tout ce qui étend nos connaissances, stimule notre vertu, nous remplit d'un noble sentiment d'indépendance et qui écarte de nos chemins tout ce qui peut entraver notre activité (3). »

Le bien-être universel est pour nous la loi suprême.

« Le devoir n'est rien d'autre que la façon dont un être peut être employé le mieux pour le bien-être de tous (4). » « La justice comprend tous les devoirs moraux (5). » « Si elle doit avoir un sens quelconque, c'est bien celui-ci : il est juste que je contribue le plus possible au bien-être de tous (6). » « La vertu c'est le désir d'aug-

(1) P. 30.

(2) P. 150.

(3) P. 90.

(4) P. 101.

(5) P. 150, 80.

(6) P. 81.

menter le bonheur de tous les êtres raisonnables, et plus ce désir est fort, plus la vertu est grande (1) ; la perfection de ce sentiment est une disposition dans laquelle le bien fait par autrui nous rend aussi heureux que le bien fait par nous-mêmes (2). »

« Le vrai sage » (3) ne recherche que le bien-être universel. « Ni égoïsme, ni ambition ne le poussent, ni la recherche des honneurs, ni celle de la gloire. Il ne connaît pas la jalousie. Ce qui lui ravit le repos de l'âme c'est le fait de considérer ce qu'il atteint relativement à ce qu'il a à atteindre et non à ce que les autres ont atteint. Il se sent obligé de travailler pour le bien de tous ; mais le bien est un but absolu, s'il est fait par quelqu'un d'autre, le sage n'en est pas déçu. Il considère chacun comme collaborateur, personne comme rival (4). »

### 3. LE DROIT

*1. En vue du bien-être universel, Godwin rejette le droit non pas seulement pour des circonstances exceptionnelles locales et temporaires, mais d'une façon absolue.*

« Le droit est une institution aux effets les plus

(1) P. 254.

(2) P. 360-361.

(3) P. 361.

(4) P. 361.

pernicieux (1). » « Si l'on commence à légiférer, on n'en finit plus. Les actions humaines diffèrent toutes entre elles, de même que leurs degrés de nocivité ou d'utilité. Si de nouveaux cas se présentent, la loi se montre toujours insuffisante. Ainsi, il faut continuer de fabriquer des lois. Le livre où le droit inscrit toutes ses ordonnances, grossit toujours et le monde sera trop petit pour tous les codes futurs (2). » « L'incertitude des lois est une conséquence naturelle de leur nombre immense. On les a établies afin que tout le monde puisse savoir comment agir dans une circonstance donnée, et malgré cela, les meilleurs légistes sont souvent en désaccord sur la fin de mon procès (3). » « Ajoutez-y le caractère prophétique du droit. Sa tâche est de décrire comment des individus se conduiront dans l'avenir et même de statuer d'avance sur leur conduite (4). »

« Souvent nous appelons droit la sagesse de nos pères : mais ceci est une illusion des plus curieuses. Le droit était la plupart du temps la conséquence de leurs passions, de leur timidité, de leur jalousie, de leur étroitesse d'esprit, de leur ambition. Ne sommes-nous pas continuellement forcés de modifier, de changer cette soi-disant sagesse de nos pères ? de l'améliorer en démontrant leur ignorance et en condamnant leur intolé-

(1) P. 771.

(2) P. 766-767.

(3) P. 768.

(4) P. 769.



rance (1) ? » « Les hommes ne sont pas soumis à une législation telle qu'on se l'imagine habituellement. La Raison est notre unique législatrice et ses prescriptions sont invariables et partout les mêmes (2). » « La seule chose que peuvent faire les hommes, c'est d'interpréter et d'expliquer le droit ; nulle puissance dans le monde n'est assez grande, pour être autorisée à promulguer comme loi quelque chose que la justice éternelle n'a pas déjà promulgué (3). »

« Il est parfaitement vrai que nous sommes tous imparfaits, ignorants, esclaves des apparences (4). » « Mais quels que soient les inconvénients provenant des passions des hommes, l'établissement de lois stables ne peut pas être le véritable remède (5). » En effet, « aussi longtemps que quelqu'un est pris dans les filets de l'obéissance et qu'il est habitué à régler ses pas sur ceux de quelqu'un d'autre, sa raison et son intelligence resteront infailliblement endormies. Que faire pour qu'il se lève dans toute sa force ? Il faut lui enseigner à se sentir lui-même, à n'accepter aucune autorité, à comprendre la portée de ses principes, à se rendre compte de ses actions (6). »

(1) P. 773.

(2) P. 166.

(3) P. 381.

(4) P. 774.

(5) P. 775.

(6) P. 776.

II. *Le bien-être de tous exige que ce soit lui-même et non le droit qui soit loi pour l'humanité.*

« Si tout shilling de notre fortune, toute heure de notre temps, toute faculté de notre âme a reçu sa destination par les préceptes immuables de la Justice (1-2) » c'est-à-dire du bien commun (3), aucune autre prescription ne peut plus en disposer. « Le règne absolu de la Raison, voilà le principe qui doit remplacer le droit (4). »

« On pourrait nous objecter que la sagesse humaine est limitée. Mais il ne manque pas d'hommes qui soient d'une mentalité aussi développée que le droit. Or, s'il y a des hommes dont la sagesse équivaut à celle de la loi, il sera difficile de prouver que les vérités qu'ils ont à nous communiquer sont moins valables parce qu'elles ne sont appuyées que par leurs raisonnements (5). »

« Il est évident que les décisions judiciaires, prises immédiatement après l'abolition du droit, seraient presque identiques aux anciennes. Elles seraient basées sur le préjugé et sur la routine. Mais la routine perdrait peu à peu sa force en perdant son point d'appui. Ceux qui ont à trancher une question se souviendraient de plus en plus souvent que la cause entière ne dépend que

(1-2) P. 151.

(3) P. 121-81.

(4) P. 773.

(5) P. 773-774.

de leur libre jugement, et ils arriveraient nécessairement à soumettre à l'examen des thèses encore aujourd'hui inabordées. Leur compréhension augmenterait parallèlement au sentiment de l'importance de leur tâche et à la plus complète liberté de leurs recherches. Une heureuse organisation des choses se préparerait entraînant à sa suite d'innombrables conséquences ; l'aveugle croyance tomberait et ce serait le règne clair de la Justice (1). »

#### 4. L'ÉTAT

*Godwin rejetant le droit doit en faire de même pour l'Etat ; en effet il considère celui-ci comme une institution juridique des plus contraires au bien-être universel.*

On base l'Etat soit sur la force, soit sur le droit divin, soit sur un contrat (2). Mais « la première supposition signifie évidemment le renoncement complet à toute justice éternelle et absolue ; car elle déclare légitime tout gouvernement qui a la force d'imposer ses prescriptions. Elle renverse toute les sciences sociales et semble recommander aux hommes de se soumettre tranquillement à tous les maux et ne pas se creuser la tête sur des améliorations à faire. La seconde supposition est équivoque : ou bien, elle signifie la même chose

(1) P. 778.

(2) P. 140-141.

que la première, en faisant seulement dériver de Dieu toute puissance existante : ou bien, elle n'a pas de valeur jusqu'au moment où on connaîtra un signe permettant de distinguer les gouvernements approuvés par Dieu de ceux qui ne le sont pas (1). » La troisième supposition enfin, voudrait dire qu'une personne peut « conférer à quelqu'un d'autre la direction de sa conscience à elle et la critique de ses devoirs (2). » « Mais nous ne pouvons pas renoncer à notre autonomie morale ; elle est une propriété inaliénable et invendable ; par conséquent, aucun gouvernement ne peut faire dériver sa puissance d'un contrat primitif (3). »

« Tout gouvernement correspond jusqu'à un certain degré à ce que les Grecs ont appelé une tyrannie. La seule différence, c'est que dans les pays gouvernés despotiquement, la puissance exerce une pression uniforme sur l'esprit, tandis que dans les républiques, celui-ci reste plus mobile et que la puissance suit plus facilement les courants de l'opinion publique (4). » « L'existence d'institutions gouvernementales a toujours — dans une certaine mesure — pour conséquence de restreindre la mobilité de notre esprit et de limiter ses progrès (5). » « N'oublions jamais que tout gou-

(1) P. 141.

(2) P. 148.

(3) P. 149.

(4) P. 572.

(5) P. 185.

vernement est un mal : que c'est l'abdication de notre propre jugement et de notre conscience (1). »

*II. Le bien-être universel exige que l'Etat soit remplacé par une vie commune et sociale des hommes, vie basée uniquement sur les prescriptions du bien-être de tous.*

1. Ainsi après l'abolition de l'Etat les hommes vivront ensemble, socialement. « Il faut bien distinguer entre Etat et société. Les individus se réunissent d'abord pour s'entr'aider (2), » ce n'est que plus tard que la contrainte fait son apparition dans ces communautés, à cause des égarements et des méchancetés de quelques-uns. « Société et Etat diffèrent entre eux, non seulement par leurs caractères, mais aussi par leur origine. La société est née de nos besoins, l'Etat de nos méchancetés. La société est un bien, l'Etat tout au plus un mal nécessaire (3). »

Mais qui contiendra les hommes dans « une société sans gouvernement (4) ? » En tout cas aucune promesse (5). Aucune promesse ne peut me lier ; de deux choses l'une : ou, ce que j'ai promis est bon, alors je dois aussi le faire sans promesse, ou c'est mauvais, alors une promesse

(1) P. 380.

(2) P. 79.

(3) P. 79.

(4) P. 788.

(5) P. 163.

même ne peut pas m'obliger (1). « Avoir commis une faute ne peut m'obliger à en commettre une seconde (2). » « Supposons que j'aie promis une somme d'argent pour une cause bonne et honorable. Avant que j'aie eu l'occasion de remplir mon engagement une cause plus noble, plus grande, se présente en exigeant mon appui. Laquelle préférer ? Celle qui le mérite. Ma promesse n'y est pour rien. C'est la valeur des choses qui doit me guider et non un point de vue extérieur et étranger. Or, la valeur des choses n'est pas influencée par le fait que j'ai pris un engagement (3). »

A l'avenir « l'examen commun du bien public » (4) devra retenir les hommes en sociétés. Ceci correspond au plus haut degré du bien-être de tous. « Ce sera un pas en avant quand un peuple osera remplir sa tâche de l'examen commun du bien public, et ce pas améliorera nécessairement les caractères des individus. Le fait que des hommes se réunissent pour témoigner de la vérité est un bel indice de leur vertu. Et l'obligation de l'individu isolé, quelque grand qu'il se croie, de se soumettre à la voix de la communauté atteste — au moins extérieurement — ce grand principe que chacun doit sacrifier ses avantages au bien public (5). »

(1) P. 151.

(2) P. 156.

(3) P. 151.

(4) P. 161-162.

(5) P. 164-165.



2. Ces sociétés devront être petites et avoir le moins possible de relations entre elles.

Il faut partout l'autonomie pour ces petits territoires (1). « Aussi longtemps qu'une communauté suit les lois de la raison, elle ne peut éprouver le moindre besoin d'agrandir son territoire (2). » « Tous les maux inhérents à l'Etat deviennent plus graves si celui-ci est étendu, ils deviennent plus supportables à mesure que son territoire se rétrécit. L'ambition qui dans le premier cas est plus terrible que la peste, ne trouve pas d'espace pour exercer son action dans le second cas. Des désordres dans le peuple peuvent avoir les conséquences les plus redoutables, s'ils ont libre carrière comme les vagues dans une vaste étendue d'eau ; s'ils sont par contre étroitement limités, ils deviennent inoffensifs comme les flots d'un petit lac. Modération et équité ne se trouvent que dans des agglomérations restreintes (3). » « Le désir d'agrandir notre territoire, de vaincre des Etats voisins ou de les maintenir dans des limites voulues, celui de nous élever par ruse ou par violence, tout ceci n'est que la conséquence de préjugés et d'illusions. Qui dit puissance ne dit pas bonheur. Sécurité et paix valent mieux qu'un nom qui fait trembler les autres nations ; les hommes sont des frères. Si nous nous réunissons dans n'importe quelle latitude, c'est que notre tran-

(1) P. 561.

(2) P. 566.

(3) P. 562.

quillité intérieure ou bien que la témérité d'un adversaire commun le demande. Mais la rivalité des nations est un produit de notre imagination (1). »

Ces petits territoires autonomes devront avoir le moins de relations possibles entre eux. « Les relations entre individus ne sont jamais trop multiples ni trop libres ; mais pour ce qu'il s'agit des sociétés, il n'est pas avantageux qu'elles aient beaucoup d'affaire communes à moins que ce ne soit nécessité par des égarements ou par la violence. Grâce à cette réflexion, disparaissent tout à coup les objets principaux de la diplomatie si mystérieuse et si compliquée qui jusqu'à présent a occupé tous nos gouvernements. Sont devenus superflus les officiers de terre et de mer, les ambassadeurs, les consuls, tous les artifices inventés pour tenir en échec les autres peuples, pour pénétrer leurs secrets ; les alliances mêmes et les contre-alliances ne servent plus à rien (2). »

3. Mais comment remplir dans les sociétés à venir les tâches qui incombent aujourd'hui à l'Etat ? « De ces tâches il n'y en a que deux qui aient un fondement quelconque, c'est d'abord la réparation des torts commis dans une communauté contre des membres isolés (3) ; » ensuite le règlement à l'amiable des litiges survenant entre terri-

(1) P. 559.

(2) P. 561.

(3) P. 564.

toires différents (1) et « enfin c'est la défense en commun contre des attaques du dehors (2). »

« De toutes ces tâches il n'y a que la première qui pourrait ne jamais cesser de nous incomber. Un jury y remédierait, jugeant les offenses faites à la santé ou la propriété de l'un des membres de la société (3). » Ce tribunal ne statuerait d'après aucun code, mais simplement d'après la raison (4). « Il serait peut-être facile pour un criminel de s'échapper du territoire si restreint d'une juridiction et l'on pourrait croire nécessaire que les cantons et les districts avoisinants soient gouvernés d'une façon semblable ou au moins qu'ils se réunissent pour éliminer ou corriger un criminel dont l'action pourrait leur être nuisible aussi bien qu'à nous-mêmes. Mais à cet effet il n'est pas besoin d'une convention et encore moins d'une puissance commune suprême. La justice générale et l'avantage commun unissent mieux les hommes que n'importe quel parchemin signé et cacheté (5). »

La seconde tâche ne se présenterait que de temps à autre. « Des litiges entre les différentes communautés seraient le comble de la déraison, néanmoins ils pourraient se produire ; pour les régler, il faudrait le consentement des différents

(1) P. 566.

(2) P. 564.

(3) P. 564-565.

(4) P. 773, 778, 779, 780

(5) P. 565.

territoires afin que les lois de la justice soient bien mises en lumière et afin qu'en cas de besoin ses décisions puissent être imposées (1).» Des attaques du dehors nécessiteraient également des ententes analogues et ainsi cette question serait du même genre que celle des litiges dont nous venons de parler (2). C'est pourquoi « de temps en temps des assemblées nationales devraient avoir lieu, c'est-à-dire des réunions auxquelles incomberait la tâche de régler les litiges entre des communautés différentes, et de prendre les meilleures mesures pour repousser des attaques ennemies (3). » — « Mais il en faudrait faire un usage aussi restreint que possible (4), » car dans ces réunions c'est le nombre des voix qui déciderait ; « si tout allait bien, ce seraient les têtes les plus faibles qui détermineraient le vote ; mais il arriverait fréquemment qu'il soit causé par des intentions illégitimes (5). » De plus, les membres sont influencés habituellement par des causes tout extérieures et non par le résultat de leurs réflexions libres (6). Enfin, ils sont forcés de gaspiller leurs forces pour des futilités, tandis qu'il leur est impossible de se laisser impressionner par des

(1) P. 566.

(2) P. 566.

(3) P. 573-574.

(4) P. 573-574.

(5) P. 568-569. 571-572.

(6) P. 569-570.

preuves (1). C'est pourquoi, « ces assemblées nationales ne devraient être constitués que pour des cas exceptionnels, comme pour la dictature à Rome, ou bien elles devraient se réunir périodiquement — un jour par an peut-être, avec le droit de prolonger leurs séances jusqu'à une certaine limite. La première façon serait préférable (2). »

« Quelle serait donc la puissance de ces assemblées nationales et de ces jurys ? L'humanité est tellement dépravée par les institutions actuelles qu'il faudrait d'abord des commandements et une certaine contrainte pour les appliquer ; plus tard, il suffirait que les tribunaux proposent un compromis en cas de litige et que l'assemblée nationale se contente d'exhortations à la collaboration dans l'intérêt de tous (3). » « Si les tribunaux cessaient de juger et ne faisaient plus que donner des conseils, si la puissance diminuait peu à peu et que la Raison seule fût la garde du gouvernement, ne trouverions-nous pas, un jour, que les tribunaux et les autres institutions publiques sont devenus superflus ? Un sage ne pourrait-il pas aussi bien convaincre que douze ? La faculté de quelqu'un à renseigner son voisin ne serait-elle connue que par l'élection ? faudrait-il alors encore corriger beaucoup de vices et vaincre beaucoup de mauvaises volontés ? Ceci sera un des degrés des plus mémorables dans l'évolution humaine. Le

(1) P. 570-571.

(2) P. 574.

(3) P. 576-578.



philanthrope instruit, avec quel plaisir n'entrevoit-il pas ce temps de bonheur où aura disparu l'Etat, cette grossière machine qui est devenue l'unique et perpétuelle cause de tous les vices et qui entraîne avec elle beaucoup de défauts qui ne pourront être éliminés qu'avec sa complète annihilation (1). »

### 5. LA PROPRIÉTÉ

*Puisqu'il rejette le droit d'une façon absolue, Godwin doit en faire de même pour la propriété. En effet, la propriété ou comme il dit « le système actuel de la propriété (2) » — c'est-à-dire la distribution des biens basée actuellement sur le droit — lui apparaît comme une de ces institutions juridiques qui sont le plus grand obstacle au bien-être de tous. « La sagesse des législateurs et des parlements a été employé à créer la distribution la plus absurde et la plus détestable de la propriété, distribution en opposition absolue à la nature humaine et aux principes de la Justice (3). »*

Le système actuel de la propriété distribue les biens d'une façon inégale et encore de la manière la plus arbitraire. « Par le hasard de la naissance, il comble un seul individu de richesses

(1) P. 578-579.

(2) P. 794.

(3) P. 803.



immenses. Si quelqu'un devient homme riche de mendiant qu'il était, on sait qu'en général il ne doit ce changement ni à son honnêteté, ni à son utilité. Souvent, l'homme le plus actif, le plus consciencieux, a la plus grande peine d'empêcher sa famille de mourir de faim (1). » « Et si, par hasard, je reçois la récompense de mon labeur, on me donne cent fois plus de nourriture que je puis en manger, cent fois plus d'habits que je puis en porter. Où donc est ici la Justice? Supposons que je sois le plus grand bienfaiteur de l'humanité, est-ce une raison pour me donner des choses dont je n'ai pas besoin surtout si mon superflu pouvait être de la plus grande utilité pour des centaines et des milliers d'hommes (2) ? »

Cette distribution inégale des biens est absolument opposée au bien-être de tous. Elle empêche le progrès intellectuel. « L'accumulation des propriétés abat la puissance de l'idée, elle éteint l'étincelle du génie, elle noie la plupart des hommes dans des soucis sordides. Au riche elle enlève les meilleurs et les plus puissants ressorts de l'activité (3) ; » et de tout son superflu il ne peut « s'acheter que de la splendeur et de l'envie, rien que le triste plaisir de restituer au pauvre, sous forme d'aumônes, ce que la raison attribue incontestablement à celui-ci (4). »

(1) P. 794.

(2) P. 795.

(3) P. 806.

(4) P. 795.

La division inégale des biens est aussi un obstacle au perfectionnement moral. Chez le riche, elle crée l'ambition, la vanité, la vantardise ; chez le pauvre la violence, la bassesse, la ruse et avec elles l'envie, la méchanceté, le ressentiment (1). « Le riche se présente comme l'unique sujet de l'estime, de la vénération de tous. A quoi bon être tempérant, pur, diligent, à quoi bon posséder les plus sublimes forces mentales, être pénétré de la plus ardente philanthropie, à quoi bon tout cela, si tu n'as ni sou ni maille ? Gagner de l'argent et le montrer ensuite, voilà la tendance générale (2). » « La violence aurait certainement déjà été vaincue par la raison et par l'instruction, mais l'accumulation des richesses a fortifié son royaume (3). » « Le fait que quelqu'un possède en abondance des choses dont d'autres sont absolument privés est une source féconde de crimes (4). »

II. *Le bien-être de tous demande que la propriété soit remplacée par une distribution des biens basée uniquement sur ses propres prescriptions. Si Godwin appelle encore « propriété » la part des biens attribuée à chacun selon ces prescriptions, il ne le fait que dans un sens figuré ; en effet, dans le sens propre du mot, « propriété » ne peut être qu'une part de biens attribuée par le droit.*

(1) P. 810-811.

(2) P. 802.

(3) P. 809.

(4) P. 809.

Pour réaliser le bien-être de tous il faut que tout le monde possède de quoi vivre agréablement.

I. « Quel critérium accepterons-nous pour savoir si un objet utile au bien de tous doit appartenir à moi ou à quelque autre personne ? Il n'y a qu'une réponse à cela : la Justice (1). » « Les lois des différents pays déterminent la propriété de mille manières différentes ; mais une seule d'entre elles est la plus conforme à la raison (2). »

La Justice demande d'abord que tout individu ait de quoi vivre. « Nous savons depuis très longtemps que nos besoins, en tant que nous sommes animaux, consistent en nourriture, vêtement, habitation. Si Justice n'est pas un mot vide de sens, rien ne peut être plus injuste que ces choses puissent manquer à quelqu'un tandis qu'un autre en a trop. Mais la Justice ne s'arrête pas là, chacun a — en tant que la somme des biens de la société y suffit — non seulement le droit aux moyens de subsistance, mais aussi aux ressources permettant une vie agréable. Il est injuste qu'un homme travaille au détriment de sa santé ou même de sa vie, tandis qu'un autre fait ripaille. Il est injuste que quelqu'un n'ait pas le loisir de s'instruire tandis qu'un autre ne bouge pas du doigt dans l'intérêt de tous (3). »

(1) P. 789,

(2) P. 790.

(3) P. 790-791.

2. Un tel « état d'égalité de la propriété (1) » serait éminemment favorable au bien-être de tous. C'est avec lui « que le travail deviendrait une tâche si légère, qu'il serait plutôt une récréation ou un exercice (2). » « Tous vivraient d'une façon simple mais saine ; l'exercice modéré des forces corporelles conserverait à tous la sérénité de l'esprit ; personne ne s'affaiblirait plus de fatigue ; tous auraient le loisir de développer les penchants philanthropiques de leurs âmes et d'exercer leurs facultés en se perfectionnant (3). »

« Combien rapides et sublimes seraient les progrès de la raison, si tous avaient libre accès au champ du savoir. Certainement, l'inégalité intellectuelle subsistera dans un certain degré. Néanmoins, on peut être sûr que les esprits d'une telle époque dépasseront de beaucoup tout ce qu'on a produit jusqu'à présent (4). »

Le progrès moral irait de pair avec le progrès intellectuel. Les vices liés inséparablement à l'ordre économique actuel disparaîtront nécessairement dans un ordre social où tous vivront en abondance, où tous participeront également aux dons de la nature. Il n'y aura plus de place pour l'étroit égoïsme. Personne n'ayant plus besoin de veiller sur sa petite fortune ou de s'exténuer pour pourvoir à ses besoins, chacun pourra s'adonner

(1) P. 821.

(2) P. 821.

(3) P. 806.

(4) P. 807.

tout entier au bien de tous. La haine entre voisins disparaîtra avec l'objet de la lutte ; la philanthropie occupera le trône que la raison lui aura préparé (1).

3. Mais comment réaliser cette distribution des biens dans des cas spéciaux ?

« Dès que le droit serait aboli, on commencerait à se préoccuper de l'équité. Supposons qu'alors un juge soit sommé d'une affaire d'héritage, affaire que l'ancienne juridiction aurait résolue en partageant la succession en cinq parties égales, nombre des ayants-droit. Maintenant, les juges regarderaient de près les besoins et la situation de chacun d'eux. Le premier, supposons, est un homme honnête, réussissant bien dans ses affaires, estimé partout mais qui d'une augmentation de sa fortune n'aurait guère d'avantage ni de jouissance. Le second est un malheureux, écrasé par la misère et vaincu par la malchance. Le troisième est indigent mais sans soucis ; sa bonne volonté le pousse à occuper une place où il pourrait être de grande utilité ; mais pour s'en charger il lui faut une somme équivalente à deux tiers de la succession. La quatrième partie est une vieille demoiselle dont on ne peut plus attendre de progéniture. La cinquième enfin est une pauvre veuve chargée de subvenir aux besoins d'une nombreuse famille. Ce litige étant présenté à la libre décision de juges sans préjugés, ceux-ci devront nécessairement se

(1) P. 810.



demander : quelle justice y a-t-il donc dans le mode de répartition égale, usité jusqu'à présent (1) ? » Et la réponse qu'ils feraient ne laisserait pas de doute.

## 6. RÉALISATION

*Le changement que demande le bien-être de tous, doit se produire de la façon suivante : les hommes qui auront reconnu cette vérité convaincront les autres de la nécessité de ce changement en vue du bien-être universel et par cela même le droit, l'Etat et la propriété disparaîtront et la nouvelle ère commencera.*

I. La seule chose nécessaire c'est de convaincre les hommes de ce que le bien-être de tous demande ce changement.

1. Tout autre chemin est à rejeter. « La force des armes sera toujours suspecte à notre entendement car les deux partis peuvent l'utiliser avec la même chance de succès. C'est pourquoi il nous faut abhorrer la force. En descendant dans l'arène nous quittons le sûr terrain de la vérité et nous abandonnons le résultat au caprice et au hasard. La phalange de la raison est invulnérable : elle avance à pas lents et sûrs et rien ne peut lui résister. Mais si nous laissons de côté nos thèses

(1) P. 779-780.



et si nous prenons les armes, notre situation change. Qui donc, au milieu du bruit et du tumulte de la guerre civile, peut présager du succès ou de l'insuccès de sa cause ? Il faut donc bien distinguer entre instruction et excitation du peuple. Loin de nous l'irritation, la haine, la passion, il nous faut la réflexion calme, le jugement sobre, la discussion loyale (1). »

2. Il s'agit de convaincre le plus grand nombre possible d'hommes. Ce n'est qu'ainsi que des violences pourront être évitées. « Les Révolutions de l'Amérique et de la France, pourquoi ont-elles vu unies toutes les classes et catégories d'hommes tandis que l'opposition contre Charles I<sup>er</sup> a divisé notre nation en deux parties égales ? Parce que celle-ci s'est produite au xvii<sup>e</sup>, celles-là à la fin du xviii<sup>e</sup> siècle. Parce qu'à l'époque des révolutions d'Amérique et de France, la philosophie avait déjà développé quelques-unes des grandes vérités de la science politique et parce que sous l'influence de Sidney et de Locke, de Montesquieu et de Rousseau, un noyau d'esprits pensants et profonds avait reconnu le mal que la violence portait en soi. Si ces révolutions s'étaient produites plus tard, pas une goutte de sang d'un citoyen n'aurait été versée par la main d'un autre citoyen, pas même une fois, on n'aurait employé la violence contre les hommes ou contre les choses (2). »

(1) P. 203.

(2) P. 203-204.

3. Les moyens de convaincre le plus tôt possible les hommes de la nécessité d'un changement, sont « la démonstration et la persuasion. La meilleure garantie d'une bonne fin est dans la discussion libre et soutenue. C'est la vérité qui restera forcément victorieuse dans ce combat. Si nous voulons améliorer les institutions sociales de l'humanité, il nous faut convaincre les hommes par paroles et par écrits. Rien ne limite cette propagande, rien ne doit interrompre l'élaboration continue de cette œuvre. Tous les moyens doivent être employés, non pas tant pour attirer l'attention des hommes et pour les gagner par persuasion, que pour renverser toutes les barrières qui s'opposent aux progrès de la pensée, pour ouvrir à tous le temple des sciences et le champ des recherches (1). »

« L'homme qui se préoccupe de la régénération de son espèce doit se pénétrer de deux principes, à savoir, il doit considérer comme très importantes la découverte et la propagation de la vérité et il doit laisser s'écouler bien des années avant d'entreprendre la réalisation de sa doctrine. Malgré toute sa prudence il n'est pas impossible que la masse tumultueuse ne devance la marche tranquille et sûre de la raison ; alors il ne condamnera pas la révolution qui se déroulera quelques années avant l'époque désignée par la raison. Mais s'il obéit à une prudence absolue

(1) P. 202-203.

il pourra empêcher maint essai prématuré et prolonger de beaucoup le calme et l'ordre publics (1). »

« Ceci ne veut nullement dire, comme on serait tenté de le croire, que la transformation de notre société ne se fera qu'à des époques encore très éloignées. La nature humaine est ainsi faite que de grands changements s'y produisent tout à coup, et que de grandes découvertes se font sans qu'on s'y attende, comme par hasard. Si je cultive l'esprit d'un jeune homme, si je m'efforce d'influencer celui d'un homme âgé, pendant longtemps mes efforts sembleront suivis de succès très problématiques, mais ces fruits se montreront tout à coup au moment où je les attendrai le moins. Le règne de la vérité approche en tapinois. La semence de vérité peut encore germer quand on la croit perdue depuis longtemps (2). »

« Le véritable philanthrope qui proclame la vérité sans défaillance et qui lutte contre tout obstacle qui s'oppose à sa marche, peut attendre avec un cœur serein un résultat prochain et favorable (3). »

II. Lorsque cette conviction, que le bien de tous exige une transformation de nos institutions, aura pénétré partout, le droit, l'Etat, la propriété disparaîtront d'eux-mêmes et une nouvelle ère commencera.

(1) P. 204.

(2) P. 223.

(3) P. 225.

« Il est difficile de considérer comme un acte la transformation si nécessaire ; ce sera plutôt le fait d'une illumination générale des consciences. Les hommes se rendront compte de leur situation et les chaînes s'évanouiront comme des fantômes. A l'heure où nous prendrons cette décision nous n'aurons pas à tirer le glaive ni même à bouger. Ses adversaires seront trop faibles pour résister au sentiment général de l'humanité (1). »

De quelle façon pourrait s'effectuer la transformation de nos institutions ?

1. « Lorsqu'en France la Convention entra en activité, l'opinion généralement répandue était qu'elle n'avait à élaborer qu'un projet de constitution qui n'aurait force de loi qu'après qu'il aurait été présenté aux départements (2). »

« Cette idée nous suggère alors le postulat de soumettre à l'examen des départements non seulement les constitutions mais toutes les lois sans exception. Si d'ailleurs le consentement d'un département, nécessaire pour la promulgation d'une loi donnée, n'est pas pure affaire de formalité, la discussion de cette loi ne doit être restreinte en aucune façon. Certes, on ne peut guère prévoir qu'on obtiendrait des résultats définitifs en suivant cette méthode ; certains départements seront mécontents d'un article ou d'un autre et lorsque cet article aura été modifié selon

(1) P. 222-223.

(2) P. 657-658.

les vus des réclamants, la loi ne sera peut-être plus acceptée par d'autres départements (1). »

« Ainsi l'idée du consentement nécessaire des département amènerait — progressivement par bonheur — la dissolution complète de tous les gouvernements (2). » En effet « il est à désirer que les décisions les plus importantes des représentations du peuple soient soumises à l'approbation ou au rejet des départements représentés; et ceci pour la même raison qui nous fait souhaiter que d'ici peu les décisions prises par les départements ne soient en vigueur que dans ceux qui y ont consenti (3). »

2. « Ce système aurait pour première conséquence d'abrégé de beaucoup le contenu de la constitution. On s'apercevrait bientôt qu'il est impossible d'obtenir l'assentiment libre d'un grand nombre de départements pour un code volumineux; et toute la constitution pourrait consister en une déclaration sur la division du pays en départements avec nombre égal d'habitants et sur les époques électorales pour l'assemblée nationale; on pourrait d'ailleurs aussi se passer de cette dernière (4). »

Seconde conséquence : on reconnaîtrait bientôt que c'est une complication inutile que d'envoyer

(1) P. 658-659.

(2) P. 659-660.

(3) P. 660.

(4) P. 660-661.



aux départements, pour les examiner, des lois sans portée générale ; et ainsi, pour beaucoup de questions on laisserait aux départements eux-mêmes le soin de légiférer à leur sujet. « Ainsi, l'empire d'hier avec sa législation unifiée se transformerait bientôt en une fédération de petites communautés qui pour des affaires extraordinaires pourraient toujours agir en commun par l'intermédiaire de congrès, sorte de conseils des amphictyons (1). »

Une troisième conséquence serait la disparition graduelle de la législation. « Une assemblée nombreuse, venue des différentes parties d'un vaste empire et législatrice unique de cet empire se fait tout de suite une notion exagérée du nombre des lois nécessaires. Une grande ville accumulerait aisément règlement sur règlement, sous l'influence d'une jalousie mercantile et accordera des franchises et des immunités. Les habitants d'une petite commune, vivant encore quelque peu simplement et naturellement, comprendraient bien vite qu'il est inutile d'avoir des lois générales et qu'il est préférable de juger les affaires qui se présentent d'après le caractère propre à ce cas plutôt que conformément à des normes statuées d'avance et pour toujours (2). »

Quatrième conséquence de ce système ; il faciliterait la disparition de la propriété. « Tout nivellement de rang et de position favorise à un

(1) P. 661-662.

(2) P. 662.



haut degré le nivellement de la fortune (1). » Non seulement les basses classes de la société, mais également les autres classes se rendraient compte de l'injustice de la distribution actuelle de la propriété (2). « Les riches et les grands ne reculeront nullement devant la perspective du bonheur universel pourvu qu'on le leur montre en toute netteté et avec tout son charme (3). » Mais, même s'ils s'obstinaient à ne songer qu'à leurs revenus et à leurs plaisirs on pourrait facilement leur faire comprendre qu'il est impossible de résister à la vérité, qu'il est dangereux d'être sous le poids de la haine du peuple et qu'enfin ce serait leur propre intérêt de faire au moins quelques concessions (4).

(1) P. 888.

(2) P. 888-889.

(3) P. 882-883.

(4) P. 883-884.

## QUATRIÈME CHAPITRE

### La doctrine de Proudhon.

#### 1. GÉNÉRALITÉS

1. *Pierre-Joseph Proudhon* naquit à Besançon en 1809. C'est dans cette ville qu'il travailla d'abord dans une imprimerie avant que d'exercer son métier dans d'autres villes de France. En 1838 une pension de l'académie de Besançon lui permit de s'installer à Paris et d'y faire des études. En 1843 il entra dans les affaires à Lyon. En 1847 il abandonna cette place et se fixa à Paris.

Dans les années 1848-1850, Proudhon y publia différents journaux. En 1848, il devint membre de l'assemblée nationale; en 1849 il fondait une banque du peuple. Condamné peu de temps après à trois ans de prison pour un délit de presse, il fut incarcéré à Paris, sans toutefois interrompre ses occupations d'écrivain.

Relâché en 1852, il demeura à Paris jusqu'en 1858 d'où une nouvelle condamnation à trois ans

de prison pour délit de presse le força de s'enfuir. Il vécut à Bruxelles, d'où il retourna à Paris lorsqu'il fut gracié en 1860. Dès lors il vécut à Paris et y mourut en 1865.

Proudhon a publié de nombreux écrits, surtout sur des sujets de jurisprudence, d'économie sociale et de politique.

2. Parmi ses écrits publiés avant 1848, sont de la plus haute importance son livre : « Qu'est-ce que la propriété ? ou recherches sur le principe du droit et du gouvernement » (1840), et ses « Contradictions économiques, ou Philosophie de la misère » (2 volumes, 1846). Parmi les écrits publiés de 1848 à 1851 sont à citer les « Confessions d'un révolutionnaire » (1849) et son « Idée générale de la révolution au XIX<sup>e</sup> siècle » (1851). Enfin parmi ses livres après 1851 nous relevons « De la justice dans la Révolution et dans l'Eglise, nouveaux principes de philosophie pratique » (3 volumes, 1858), et l'ouvrage « Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution » (1863) (1).

La doctrine de Proudhon sur le droit, l'Etat et la propriété a subi des variations sur des points de seconde importance ; il n'a jamais changé d'opinion. Cette idée qu'il a transigé sur des points importants provient du langage irrégulier et changeant des œuvres de Proudhon. Nous n'avons nullement l'intention de conter ici l'évo-

(1) Et non en 1852, comme le prétendent Diehl, p. 116, et Zenker, p. 61.

lution des doctrines proudhoniennes et nous nous baserons, quant à ces points discutables, sur les livres publiés de 1848 à 1851 dans lesquels il a développé ses théories d'une façon spécialement claire et puissante.

3. Proudhon appelle *anarchisme* sa doctrine sur le droit, l'Etat et la propriété. « Quelle forme de gouvernement allons-nous préférer? — Eh! pouvez-vous le demander? répond sans doute quelqu'un de mes plus jeunes lecteurs; vous êtes républicain. — Républicain, oui; mais ce mot ne précise rien. *Res publica*, c'est la chose publique; or quiconque veut la chose publique, sous quelque forme de gouvernement que ce soit, peut se dire républicain. Les rois aussi sont républicains. — Eh bien! vous êtes démocrate? — Non. — Quoi! vous seriez monarchique? — Non. — Constitutionnel? — Dieu m'en garde. — Vous êtes donc aristocrate? — Point du tout. — Vous voulez un gouvernement mixte? — Encore moins. — Qu'êtes vous donc? — Je suis anarchiste (1). »

## 2. LA BASE

*D'après Proudhon la loi suprême pour nous, c'est la justice.*

Qu'est-ce que la justice? « La justice est le respect, spontanément éprouvé et réciproquement

(1) Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété*, p. 295.

garanti, de la dignité humaine, en quelque personne et dans quelque circonstance qu'elle se trouve compromise, et à quelque risque que nous expose sa défense (1). »

« Je dois respecter, et, si je le puis, faire respecter mon prochain comme moi-même : telle est la loi de ma conscience. En considération de quoi lui dois-je ce respect ? En considération de sa force, de son talent, de sa richesse ? ce sont des accidents extérieurs, précisément ce qu'il y a dans la personne humaine de non respectable. En considération du respect qu'il me rend à son tour ? Non, la justice est supérieure même à l'intérêt. Elle n'attend pas la réciproque pour agir ; elle affirme, elle veut le respect de la dignité humaine, même chez l'ennemi, c'est ce qui fait qu'il y a un droit de la guerre ; même chez l'assassin que nous tuons comme déchu de sa qualité d'homme, c'est ce qui fait qu'il y a un droit pénal. Ce que je respecte en mon prochain, ce ne sont pas les dons de la nature ou les charmes de la fortune ; ce n'est ni son bœuf, ni son âne, ni sa servante, comme dit le décalogue ; ce n'est pas même le salut que j'attends de lui en échange du mien : c'est sa qualité d'homme (2). »

« La justice est en même temps réalité et idée (3). »

« La justice est une faculté de l'âme, la pre-

(1) Pr., *De la Justice* 82-183.

(2) *Ibid.*, I, p. 184-

(3) *Ibid.*, I, p. 73.



mière de toutes, celle qui constitue l'être social ; mais elle n'est pas rien qu'une faculté : elle est une idée, un rapport, une équation. Comme faculté elle est susceptible de développement ; c'est ce développement qui constituera l'éducation de l'humanité. Comme équation elle ne présente rien de variable, d'arbitraire et d'antinomique ; elle est absolue et immuable comme toute loi, et, comme toute loi encore, hautement intelligible (1). »

La Justice est pour nous la loi suprême. « La Justice est le mètre inviolable de tous les actes humains (2). »

« C'est par elle, que les faits de la vie sociale, indéterminés de leur nature et contradictoires, deviennent susceptibles de définition et d'ordre (3). »

« La Justice est l'astre central qui gouverne les sociétés, le pôle sur lequel tourne le monde politique, le principe et la règle de toutes les transactions. Rien ne se fait entre les hommes qu'en vertu du droit ; rien sans l'invocation de la Justice. La Justice n'est point l'œuvre de la loi ; au contraire, la loi n'est jamais qu'une déclaration et une application du juste (4). » « Supposez une société où la Justice soit primée, de si peu que ce soit, par un autre principe, la religion par exemple ; ou bien dans laquelle tels individus jouis-

(1) Pr., *De la Justice*, I, p. 185.

(2) *Ibid.*, I, p. 195.

(3) *Ibid.*, I, p. 185.

(4) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. 18-19.



sent d'une considération, de si peu que l'on voudra, supérieure à celle des autres : je dis que, la Justice étant virtuellement annulée, il est inévitable que tôt ou tard la société périsse (1). »

« C'est le privilège de la Justice que la foi qu'elle inspire soit inébranlable, et qu'elle ne puisse être niée ou récusée dogmatiquement. Tous les peuples l'invoquent : même quand elle la viole, la raison d'Etat prétend s'appuyer sur elle ; la religion n'existe que pour elle ; le scepticisme se dissimule devant elle ; l'ironie n'a de puissance qu'en son nom ; le crime et l'hypocrisie lui rendent hommage. Si la liberté n'est pas un vain mot, elle n'agit, ne fonctionne, que pour le service du droit ; et malgré ses révoltes, la Liberté, au fond, ne le maudit pas (2). » « Tout ce que la sagesse humaine a enseigné de plus raisonnable concernant la Justice, est renfermé dans cet adage fameux : « fais aux autres ce que tu veux qu'on te fasse ; ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas qui te soit fait (3). »

### 3. LE DROIT

*Au nom de la Justice, Proudhon rejette, non pas le droit, mais presque toutes les normes légales et surtout les lois de l'Etat.*

L'Etat « fera autant de lois qu'il rencontrera d'in-

(1) Pr., *De la Justice*, I, p. 195.

(2) *Ibid.*, III, p. 45.

(3) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. 18.

térêts : et puisque les intérêts sont innombrables, la législation devra fonctionner sans relâche. Les lois, les décrets, les édits, les ordonnances, les arrêtés tomberont comme grêle sur le pauvre peuple. Au bout de quelque temps le sol politique sera couvert d'une couche de papier que les géologues n'auront plus qu'à enregistrer, sous le nom de formation papyracée, dans les révolutions du globe. La Convention, en trois ans, un mois et quatre jours, rendit onze mille six cents lois et décrets ; la Constituante et la Législative n'avaient guère moins produit ; l'Empire et les gouvernements postérieurs ont travaillé de même. Actuellement, le *Bulletin des lois* en contient, dit-on, plus de cinquante mille ; si nos représentants faisaient leur devoir, ce chiffre énorme serait bientôt doublé. Croyez-vous que le Peuple, et le Gouvernement lui-même, conserve sa raison dans ce dédale (1) ?... »

« Des lois à qui pense par soi-même, et ne doit répondre que de ses propres actes ! des lois à qui veut être libre et se sent fait pour le devenir ? Je suis prêt à traiter, mais je ne veux pas de lois ; je n'en reconnais aucune ; je proteste contre tout ordre qu'il plaira à un pouvoir de prétendue nécessité d'imposer à mon libre arbitre. Des lois ! On sait ce qu'elles sont et ce qu'elles valent. Toiles d'araignées pour les puissants et les riches, chaînes qu'aucun acier ne saurait rompre pour les

(1) Pr., *Idée générale*, p. 147-148.

petits et les pauvres, filets de pêche entre les mains du gouvernement (1). »

« Des lois en petit nombre, des lois excellentes ! Mais c'est impossible. Le gouvernement ne doit-il pas régler tous les intérêts, juger toutes les contestations ? Or, les intérêts sont par la nature de la société, innombrables, les rapports variables et mobiles à l'infini : comment est-il possible qu'il ne se fasse que peu de lois ? comment seraient-elles simples ? comment la meilleure loi ne serait-elle pas bientôt détestable (2) ? »

II. *La Justice postule qu'il n'y ait qu'une norme juridique unique, à savoir : qu'un contrat doit être rempli.*

« Qu'entend-on par contrat ? « Le contrat » dit le Code civil, art. 1101, « est une convention « par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent, « envers une ou plusieurs autres, à faire ou à ne « pas faire quelque chose (3). » « Pour que je reste libre, que je ne subisse d'autre loi que la mienne, et que je me gouverne moi-même, il faut rebâtir l'édifice de la société sur l'idée du contrat (4). » « C'est à l'idée du contrat que nous devons nous

(1) Pr., *Idée générale*, p. 149.

(2) *Ibid.*, p. 149-150.

(3) Pr., *Du principe fédératif*, p. 64.

(4) Pr., *Idée générale*, p. 235.

attacher comme à l'idée dominante de la politique (1). »

La norme qu'un contrat doit être rempli, ne sera pas seulement basée sur la Justice mais encore sur la volonté générale des hommes vivant ensemble, volonté d'obliger qui que ce soit à remplir un contrat conclu, dût-on y employer même la force; ainsi cette norme ne sera pas seulement un postulat moral, mais encore une norme juridique (2).

« Parmi tes semblables, plusieurs sont convenus entre eux de se garder mutuellement la foi et le droit, c'est-à-dire de respecter les règles de transaction que la nature des choses leur indique comme seules capables de leur assurer, dans la plus large mesure, le bien-être, la sécurité, la paix. Veux-tu adhérer à leur pacté ? faire partie de leur société ? Promets-tu de respecter l'honneur, la liberté, et le bien de tes frères ? Promets-tu de ne t'approprier jamais, ni par violence, ni par fraude, ni par usure, ni par agiotage, le produit ou la possession d'autrui ? Promets-tu de ne mentir et tromper jamais, ni en justice, ni dans le commerce, ni dans aucune de tes transactions ? Tu es libre d'accepter ou de refuser !

« Si tu refuses, tu fais partie de la société des sauvages. Sorti de la communion du genre humain, tu deviens suspect. Rien ne te protège. A la moindre insulte, le premier venu peut te frapper,

(1) Pr., *Du principe fédératif*, p. 64.

(2) Pr., *Idée générale*, p. 343.

sans encourir d'autre accusation que celle de sévices inutilement exercés contre une brute.

« Si tu jures le pacte, au contraire, tu fais partie de la société des hommes libres. Tous tes frères s'engagent avec toi, te promettent fidélité, amitié, secours, service, échange. En cas d'infraction, de leur part ou de la tienne, par négligence, emportement, mauvais vouloir, vous êtes responsables les uns envers les autres du dommage ainsi que du scandale et de l'insécurité dont vous aurez été cause : cette responsabilité peut aller, suivant la gravité du parjure ou la récidive, jusqu'à l'excommunication et à la mort (1). »

#### 4. L'ÉTAT

Puisque Proudhon ne reconnaît qu'une seule norme juridique, à savoir : qu'un contrat conclu doit être rempli, il ne peut approuver qu'une seule relation juridique, à savoir celle des parties contractantes. Or, l'Etat étant basé sur des normes juridiques spéciales, et liant des individus qui n'ont conclu aucun contrat, l'Etat doit être rejeté.

*En effet, Proudhon rejette l'Etat d'une façon absolue, sans restriction locale ou temporaire ; même il le regarde comme une des relations juridiques des plus contraires à la justice.*

(1) Pr., *Idée générale*, p. 342-343.



« Le gouvernement de l'homme par l'homme, c'est la servitude (1). » « Quiconque met la main sur moi pour me gouverner est un usurpateur et un tyran. Je le déclare mon ennemi (2). » « Dans une société donnée, l'autorité de l'homme sur l'homme est en raison inverse du développement intellectuel auquel cette société est parvenue, et la durée probable de cette autorité peut être calculée sur le désir plus ou moins général d'un gouvernement vrai, c'est-à-dire, d'un gouvernement selon la science (3). »

« Aucune royauté n'est légitime. Ni l'hérédité, ni l'élection, ni le suffrage universel, ni l'excelleuco du souverain, ni la consécration de la religion et du temps, ne font la royauté légitime. Sous quelque forme qu'elle se montre, monarchique, oligarchique, démocratique, la royauté, ou le gouvernement de l'homme par l'homme, est illégale et absurde (4). » Surtout « la démocratie n'est rien de plus qu'un arbitraire constitutionnel succédant à un autre arbitraire constitutionnel ; elle ne possède aucune valeur scientifique, et il faut y voir seulement une préparation à la République, une et indivisible (5). »

« L'autorité ne fut pas plus tôt inaugurée dans le monde, qu'elle devint l'objet de la compétition

(1) Pr., *Confessions*, p. 8.

(2) *Ibid.*, p. 6.

(3) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. 301.

(4) *Ibid.*, p. 298-299.

(5) Pr., *Solution du problème social*, p. 54.



universelle. Autorité, Gouvernement, Pouvoir, Etat — ces mots désignent tous la même chose ; chacun y voit le moyen d'opprimer et d'exploiter ses semblables. Absolutistes, doctrinaires, démagogues et socialistes tournèrent incessamment leurs regards vers l'autorité, comme vers leur pôle unique (1). » « Tous les partis, sans exception, en tant qu'ils affectent le pouvoir, sont des variétés de l'absolutisme, et il n'y aura de liberté pour les citoyens, d'ordre pour les sociétés, d'union entre les travailleurs, que lorsque le renoncement à l'autorité aura remplacé dans le catéchisme politique la foi à l'autorité. « Plus de partis ; plus « d'autorité ; liberté absolue de l'homme et du « citoyen ! » En trois mots, j'ai fait ma profession de foi politique et sociale (2). »

II. *La justice demande à la place de l'Etat une vie sociale basée sur la norme juridique qu'un contrat doit être rempli.* Cette vie sociale, Proudhon l'appelle « Anarchie » (3), plus tard, « fédération » (4-5).

(1) Pr., *Confessions*, p. 7.

(2) *Ibid.*, p. 7.

(3) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. 301. — *Confession*, p. 68. — *Solution du problème social*, p. 119.

(4) Pr., *Du principe fédératif*, p. 67.

(5) Diehl, (2 p. 116 et 3, p. 166-167) et Zenker (p. 61) prétendent que jusqu'en 1852 la doctrine de Proudhon était l'anarchie, à partir de cette date le fédéralisme ; ceci est une erreur, l'anarchie proudhonienne était du fédéralisme dès le commencement, seulement il ne fut appelé ainsi que plus tard.

1. Ainsi, après la disparition de l'Etat il y aura une vie commune et sociale parmi les hommes. Déjà en 1841 Proudhon cherche à « trouver un système d'égalité absolue, dans lequel toutes les institutions actuelles, moins la propriété ou la somme des abus de la propriété, non seulement puissent trouver place, mais soient elles-mêmes des moyens d'égalité : liberté individuelle, division des pouvoirs, ministère public, jury, organisation administrative et judiciaire (1). »

Mais les hommes ne seront contraints à vivre en société que par la force du contrat, et non par celle d'un pouvoir suprême. « En effet, lorsque je traite pour un objet quelconque avec un ou plusieurs de mes concitoyens, il est clair qu'alors c'est ma volonté seule qui est ma loi ; c'est moi-même qui, en remplissant mon obligation, suis mon gouvernement. Si donc le contrat que je fais avec quelques-uns, je pouvais le faire avec tous ; si tous pouvaient le renouveler entre eux ; si chaque groupe de citoyens, commune, canton, département, corporation, compagnie, etc., formé par un semblable contrat et considéré comme personne morale, pouvait ensuite, et toujours dans les mêmes termes, traiter avec chacun des autres groupes et avec tous, ce serait exactement comme si ma volonté se répétait à l'infini. Je serais sûr que la loi ainsi faite sur tous les points

(1) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. xix-xx.

de la République, sous des millions d'initiatives différentes, ne serait jamais autre chose que ma loi, et si ce nouvel ordre de choses était appelé gouvernement, que ce gouvernement serait le mien. Le régime des contrats, substitué au régime des lois, constituerait le vrai gouvernement de l'homme et du citoyen, la vraie souveraineté du peuple, la République (1). »

« La République est l'organisation par laquelle toutes les opinions, toutes les activités demeurant libres, le peuple, par la divergence même des opinions et des volontés, pense et agit comme un seul homme. Dans la République, tout citoyen, en faisant ce qu'il veut et rien que ce qu'il veut, participe directement à la législation et au gouvernement, comme il participe à la production et à la circulation de la richesse. Là, tout citoyen est roi ; car il a la plénitude du pouvoir, il règne et gouverne. La République est une anarchie positive. Ce n'est ni la liberté soumise à l'ordre, comme dans la monarchie constitutionnelle, ni la liberté emprisonnée *dans* l'ordre, comme l'entend le gouvernement provisoire. C'est la liberté réciproque et non pas la liberté qui se limite ; la liberté, non pas *fille* de l'ordre, mais *mère* de l'ordre (2). »

L'anarchie nous apparaît facilement « comme le comble du désordre et l'expression du chaos. On raconte qu'un bourgeois de Paris du xvii<sup>e</sup> siècle

(1) Pr., *Idée générale*, p. 235-236.

(2) Pr., *Solution du problème social*, p. 119.

ayant entendu dire qu'à Venise il n'y avait point de roi, ce bon homme ne pouvait revenir de son étonnement, et pensa mourir de rire à la première nouvelle d'une chose si ridicule. Tel est notre préjugé (1). »

Pour y répondre Proudhon esquisse en quelques traits la façon dont la vie sociale pourrait s'organiser dans l'anarchie, pour répondre aux tâches remplies aujourd'hui par l'Etat.

Il commence par un exemple. « Depuis bien des siècles, le pouvoir spirituel a été séparé, suivant la forme reçue, du pouvoir temporel. Or, je dis, que la séparation des deux pouvoirs n'a jamais été complète : par suite que leur centralisation a été toujours insuffisante, au grand détriment de l'administration ecclésiastique, comme des fidèles. Il y aurait séparation complète, si le pouvoir temporel, non seulement ne se mêlait en rien de la célébration des mystères, de l'administration des sacrements, du gouvernement des paroisses, etc., mais s'il n'intervenait point non plus dans la nomination des évêques.

Il y aurait ensuite centralisation plus grande, et par conséquent gouvernement plus régulier, si le peuple, dans chaque paroisse, avait le droit de choisir lui-même ses curés et succursalistes, comme de n'en prendre pas du tout ; si les prêtres, dans chaque diocèse électionnaient leur évêque ; si l'assemblée des évêques réglait seule les affaires

(1) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. 304-302.

religieuses. l'enseignement de la théologie, et le culte. Par cette séparation, le clergé cesserait d'être, dans la main du pouvoir politique, un instrument de tyrannie à l'égard du peuple ; et par cette application du suffrage universel, le gouvernement ecclésiastique centralisé en soi, recevant ses inspirations du peuple, non du gouvernement ou du pape, serait en harmonie constante avec les besoins de la société, et l'état moral et intellectuel des citoyens. — Il faut donc, pour rentrer dans la vérité organique, économique et sociale : 1° abolir le cumul constitutionnel, en ôtant à l'Etat la nomination des évêques, et séparant définitivement le spirituel du temporel ; — 2° centraliser l'église en elle-même, par un système d'élections graduées ; — 3° donner pour base au pouvoir ecclésiastique, comme à tous les autres pouvoirs de l'Etat, le suffrage universel. Par ce système, ce qui aujourd'hui est gouvernement n'est plus qu'administration ; la France entière, quant à ce qui concerne les fonctions ecclésiastiques, est centralisée ; le pays, par le seul fait de son initiative électorale, se gouverne lui-même, aussi bien dans les choses du salut que dans celles du siècle ; il n'est plus gouverné. Et l'on conçoit déjà que s'il était possible d'organiser le pays entier, au temporel, d'après les bases que nous venons d'indiquer pour son organisation spirituelle, l'ordre le plus parfait, la centralisation la plus vigoureuse existeraient, sans qu'il y eût rien de ce que nous appelons aujourd'hui



d'hui autorité constituée, ou gouvernement (1). »

« Autre exemple : Les fonctions judiciaires par leurs différentes spécialités, leur hiérarchie, leur inamovibilité, leur convergence en un ministère unique, témoignent d'une distinction et d'une tendance à la centralisation non équivoques. Mais elles ne relèvent aucunement des justiciables ; elles sont toutes à la disposition du pouvoir exécutif ; subordonnées, non pas au pays par l'élection, mais au gouvernement, président ou prince par la nomination. Il en résulte que les justiciables sont livrés à leurs juges, comme les paroissiens le sont à leurs curés : que le peuple appartient aux magistrats comme un héritage ; que le plaideur est au juge, non le juge au plaideur. Appliquez le suffrage universel et l'élection graduée aux fonctions judiciaires comme aux fonctions ecclésiastiques ; supprimez l'inamovibilité, qui est l'abdication du droit électoral ; ôtez à l'Etat toute action, toute influence sur l'ordre judiciaire ; que cet ordre, centralisé en lui-même et à part, ne relève plus que du peuple, et vous aurez ravi au pouvoir son plus puissant instrument de tyrannie ; vous aurez fait de la justice un principe de liberté autant que d'ordre ; et, à moins de supposer que le peuple, de qui doivent émaner, par le suffrage universel, tous les pouvoirs, ne soit en contradiction avec lui-même, vous êtes assuré que la séparation des pouvoirs

(1) Pr., *Confessions*, p. 65.



ne peut engendrer aucun conflit ; vous pouvez hardiment poser, en principe, que séparation et équilibre seront désormais synonymes (1). »

Ensuite, Proudhon, s'occupant des affaires de l'armée, des douanes, de l'agriculture, du commerce ; des travaux publics, de l'instruction publique, des finances, demande partout leur autonomie et leur centralisation basée sur le suffrage universel (2).

« Il faut pour qu'une nation se manifeste dans son unité, que cette nation soit centralisée dans sa religion, centralisée dans sa justice, centralisée dans sa force militaire, centralisée dans son agriculture, son industrie et son commerce, centralisée dans ses finances ; centralisée en un mot, dans toutes ses fonctions et facultés ; il faut que la centralisation s'effectue de bas en haut, de la circonférence au centre, et que toutes les fonctions soient indépendantes, et se gouvernent chacune par elle-même. Groupez ensuite, par leurs sommités, ces administrations différentes : vous avez votre conseil des ministres, votre pouvoir exécutif, qui pourra alors très bien se passer de conseil d'Etat. Elevez au-dessus de tout cela un grand jury, législature ou assemblée nationale, nommée directement par la totalité du pays, et chargée, non pas de nommer les ministres, — ils tiennent leur investiture de leurs commettants spéciaux — mais de vérifier les comptes, de faire des lois, de

(1) *Pr., Confessions*, p. 65-66.

(2) *Ibid.*, p. 66-68.

fixer le budget, de juger les différents entre les administrations, le tout après avoir entendu les conclusions du ministère public, ou ministre de l'intérieur, auquel se réduira désormais tout le gouvernement : et vous avez une centralisation d'autant plus forte, que vous en multipliez davantage les foyers, une responsabilité d'autant plus réelle, que la séparation entre les pouvoirs sera plus tranchée : vous avez une constitution à la fois politique et sociale (1). »

### 5. LA PROPRIÉTÉ

Puisque Proudhon ne reconnaît qu'une seule norme juridique, à savoir : qu'un contrat conclu doit être rempli, il ne peut approuver qu'une seule relation juridique, à savoir : celle des parties contractantes. Or, la propriété étant basée sur des normes juridiques spéciales, et liant des individus qui n'ont conclu aucun contrat, la propriété — comme l'Etat — doit être rejetée. *En effet, Proudhon rejette la propriété d'une façon absolue (2), sans restriction locale ou temporaire ; même il la regarde comme une des rela-*

(1) Pr., *Confessions*, p. 68.

(2) Ce que méconnaissent Pfau (*Kunst und Kritik*, 6. p. 227-231), Adler (*Nord und Süd*, 32, p. 372) et Zenker (p. 26, 41), erreur provenant de l'application figurée que fait au mot « propriété » Proudhon, pour exprimer une partie des biens garantis légalement.

*tions juridiques des plus contraires à la Justice.*

« D'après la définition, la propriété est le droit d'user et d'abuser, c'est-à-dire le domaine absolu, irresponsable, de l'homme sur sa personne et sur ses biens. Si la propriété cessait d'être le droit d'abuser, elle cesserait d'être la propriété. Le propriétaire n'a-t-il pas le droit de donner son bien à qui bon lui semble, de laisser brûler son voisin sans crier à l'incendie, de faire opposition au bien public, de gaspiller son patrimoine, d'exploiter et rançonner l'ouvrier, de mal produire et de mal vendre ? La propriété, précisément parce qu'elle est abusive, n'est-elle pas pour le législateur tout ce qu'il y a de plus sacré ? conçoit-on une propriété dont la police déterminerait l'usage, réprimerait l'abus ? Et n'est-il pas évident, enfin, que si l'on voulait introduire la justice dans la propriété, on détruirait la propriété ; comme la loi, en introduisant l'honnêteté dans le concubinage, a détruit le concubinage (1) ? »

- « On vole : 1° en assassinant sur la voie publique ;  
2° seul ou en bande ;  
3° par effraction ou escalade ;  
4° par soustraction ;  
5° par banqueroute frauduleuse ;  
6° par faux en écriture publique ou privée ;  
7° par fabrication de fausse monnaie ;

1) Pr., *Contradictions*, 2, p. 303-304.

- 8° par filouterie ;
- 9° par escroquerie ;
- 10° par abus de confiance ;
- 11° par jeux et loteries ;
- 12° par usure ;
- 13° par constitution de rente, par formage, loyer, amodiation ;
- 14° par le commerce, lorsque le bénéfice du commerçant dépasse le salaire légitime de sa fonction ;
- 15° en bénéficiant sur son produit, en acceptant une sinécure, en se faisant allouer de gros appointements (1) ».

« Dans le vol tel que les lois le défendent, la force et la ruse sont employées seules et à découvert ; dans le vol autorisé, elles se déguisent sous une utilité produite, dont elles se servent comme d'engin pour dévaliser leur victime. L'usage direct de la violence et de la ruse a été de bonne heure et d'une voix unanime repoussé, aucune nation n'est encore parvenue à se délivrer du vol dans son union avec le talent, le travail et la possession (2). » Dans ce sens, « la propriété, c'est le vol » (3) ; c'est l'exploitation du faible par le fort (4) « contre le droit (5) ; » « le suicide de la société (6). »

(1) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. 285-290.

(2) *Ibid.*, p. 293.

(3) *Ibid.*, p. 1-2.

(4) *Ibid.*, p. 283.

(5) *Ibid.*, p. 311.

(6) *Ibid.*, p. 311.

II. *La Justice exige que la propriété soit remplacée par une distribution des biens, basée sur la norme juridique qu'un contrat doit être rempli.*

Proudhon appelle « propriété » la part des biens attribuée à chacun par suite des contrats. En 1840 Proudhon avait demandé que la propriété soit remplacée par la possession individuelle, et qu'on chasse par cette seule modification le mal de la terre (1). Mais déjà en 1841 il déclarait qu'il n'entendait sous le mot de propriété que ses abus (2) ; il demandait alors même la création d'un système social immédiatement applicable, dans lequel puissent trouver place le droit de vente et d'échange, l'hérédité en ligne directe et collatérale, le droit d'ainesse et le droit de tester (3). En 1846 il dit : « Un jour, la propriété transformée sera une idée positive, complète, sociale et vraie ; une nouvelle propriété remplacera l'ancienne et sera pour tous également véritable et également bienfaisante (4). » En 1848 il déclare ; « La propriété, quant à son principe ou contenu, qui est la personnalité humaine, ne doit jamais périr : il faut qu'elle reste au cœur de l'homme comme stimulant perpétuel du travail, comme l'antagoniste dont l'absence ferait tomber le travail dans l'inertie et

(1) Pr., *Qu'est-ce que la propriété*, p. 311.

(2) *Ibid.*, p. XVIII-XIX.

(3) *Ibid.*, p. XIX-XX.

(4) Pr., *Contradictions*, 2. p. 234-235.



la mort (1). » Et en 1858 il précise : « Ce que je cherchais, dès 1840, en définissant la propriété, ce que je veux aujourd'hui, ce n'est pas une destruction, je l'ai dit à satiété : c'eût été tomber avec Rousseau, Platon, Louis Blanc lui-même et tous les adversaires de la propriété, dans le communisme, contre lequel je proteste de toutes mes forces ; ce que je demande pour la propriété est une balance (2) » c'est-à-dire : « la Justice (3). »

Dans toutes ces citations, propriété ne signifie autre chose que la part de biens dont chacun puisse disposer en vertu des contrats sur lesquels la société devrait être basée (4). La propriété, telle que la demande Proudhon, ne peut être une norme juridique spéciale, mais seulement une des applications de l'unique relation juridique qu'il approuve, savoir de la relation des contractants. Elle ne peut pas garantir la protection pour un groupe d'hommes déterminé par des normes juridiques, mais seulement pour un groupe d'hommes qui se sont garantis mutuellement une certaine quantité de biens. Proudhon applique donc ici le mot « propriété » dans un sens figuré : dans son sens propre propriété ne désigne qu'une part de biens, attribuée par une norme juridique spéciale et dans une relation juridique involontaire.

(1) Pr., *Le droit au travail et le droit à la propriété*, p. 50.

(2) Pr., *De la Justice*, 1, p. 302-303.

(3) Pr., *Ibid.*, p. 303.

(4) Pr., *Idée générale*, p. 235. — *Du principe fédératif*, p. 64.



Si Proudhon demande, au nom de la Justice, une certaine distribution des biens, ceci signifie seulement que les contrats — sur lesquels toute la société doit être basée — doivent statuer sur la distribution des biens à faire d'une certaine façon ; à savoir : que tout individu touche le produit de son travail.

1. « Figurons-nous la richesse comme une masse tenue par une force chimique en état permanent de composition, et dans laquelle des éléments nouveaux entrant sans cesse, se combinent en proportion différentes, mais d'après une loi certaine : la valeur est le rapport proportionnel (la mesure) selon lequel chacun de ces éléments fait partie du tout (1). » « Je suppose donc une force qui combine, dans des proportions certaines, les éléments de la richesse, et qui en fait un tout homogène (2). » « Cette force est le travail. C'est le travail, le travail seul, qui produit tous les éléments de la richesse, et qui les combine jusque dans leurs dernières molécules selon une loi de proportionnalité variable, mais certaine (3). » « Tout produit est un signe représentatif du travail (4). »

« Tout produit peut être échangé par un autre (5). » « Si donc le tailleur, pour rendre la

(1) Pr., *Contradictions*, I, p. 51.

(2) *Ibid.*, I, p. 53.

(3) *Ibid.*, I, p. 55.

(4) *Ibid.*, I, p. 68.

(5) *Ibid.*, I, p. 68.

valeur d'une journée, consomme dix fois la journée du tisserand, c'est comme si le tisserand donnait dix jours de sa vie pour un jour de la vie du tailleur. C'est précisément ce qui arrive quand un paysan paye 12 francs à un notaire pour un écrit dont la rédaction coûte une heure : et cette inégalité, cette iniquité dans les échanges, est la plus puissante cause de misère. Toute erreur dans la justice commutative est une immolation du travailleur, une transfusion du sang d'un homme dans le corps d'un autre homme (1). »

« Ce que je demande pour la propriété est une balance. Ce n'est pas pour rien que le génie des peuples a armé la Justice de cet instrument de précision. La Justice, en effet, appliquée à l'économie, n'est autre chose qu'une balance perpétuelle ; ou pour m'exprimer d'une manière encore plus exacte, la Justice, en ce qui concerne la répartition des biens, n'est autre chose que l'obligation imposée à tout citoyen et à tout Etat, dans leurs rapports d'intérêt, de se conformer à la loi d'équilibre qui se manifeste partout dans l'économie, et dont la violation accidentelle ou volontaire, est le principe de la misère (2). »

2. D'après Proudhon, la réciprocité seule peut faire que chacun jouisse du produit de son travail, et c'est pourquoi il appelle sa doctrine : « la

(1) Pr., *Contradictions*, I, p. 83.

(2) Pr., *De la Justice*, I, p. 303.

théorie de la *mutualité* ou du *mutuum* (1). » « La réciprocité est exprimée dans le précepte : Fais à autrui ce que tu veux que l'on te fasse ; précepte que l'économie politique a traduit dans sa formule célèbre : Les produits s'échangent contre des produits. Or, le mal qui nous dévore provient de ce que la loi de réciprocité est méconnue, violée. Le remède est tout entier dans la promulgation de cette loi. L'organisation de nos rapports mutuels, voilà toute la science sociale (2). »

Proudhon, dans la déclaration solennelle dont il fait précéder l'acte de société de sa « banque du peuple » lors de sa première édition, proclame : « Je proteste qu'en faisant la critique de la propriété, ou pour mieux dire de l'ensemble d'institutions dont la propriété est le pivot, je n'ai jamais entendu, ni attaquer les droits individuels reconnus par des lois antérieures, ni contester la légitimité des possessions acquises, ni provoquer une répartition arbitraire des biens, ni mettre obstacle à la libre et régulière acquisition, par vente et échange, des propriétés ; ni même interdire ou supprimer par décret souverain, la rente foncière et l'intérêt des capitaux. Je pense que toutes ces manifestations de l'activité humaine doivent demeurer libres et facultatives à tous ; je n'admets pour elles d'autres modifications, restrictions et suppressions, que celles qui résulteront

(1) Pr., *Contradictions*, 2, p. 528.

(2) Pr., *Organisation du crédit et de la circulation*, . 5.

naturellement et nécessairement de l'universalisation du principe de réciprocité et de la loi de synthèse que je propose. — Ceci est mon testament de vie et de mort. A celui-là seul qui pourrait mentir en mourant, je permets d'en soupçonner la sincérité (1). »

## 6. RÉALISATION

*Le changement demandé par la Justice doit se produire par le moyen que voici : les hommes qui ont reconnu la vérité doivent convaincre les autres de la grande nécessité de ce changement en vue du triomphe final de la Justice — et par cela même le droit se transformera, l'Etat et la propriété disparaîtront et la nouvelle ère commencera. « Aussitôt que l'idée circulera (2) » commencera la nouvelle ère ; mais pour qu'elle puisse arriver il faut « faire circuler l'idée (3). »*

I. L'unique moyen d'amener ce changement est de convaincre les hommes de ce que la Justice le demande.

1. Proudhon rejette tout autre moyen. Sa doctrine est « d'accord avec la constitution et les lois (4). » « Faites d'abord la Révolution, disent-ils,

(1) Pr., *Banque du peuple*, p. 3-4.

(2) Pr., *De la Justice*, p. 515.

(3) Pr., *Ibid.*, p. 515.

(4) Pr., *Confessions*, p. 71.

après quoi tout s'éclaircira. » « Comme si la Révolution était autre chose que l'élucidation même des idées (1) !... » « Se faire justice à soi-même, et par l'effusion du sang, est une extrémité qui existe peut-être chez les Californiens, rassemblés d'hier pour la recherche de l'or, mais dont la fortune de la France nous préserve (2) ! » « Malgré les violences dont nous sommes témoins, je ne crois pas que la liberté ait besoin désormais, pour revendiquer ses droits et venger ses outrages, d'employer la force. La raison nous servira mieux ; et la patience, comme la Révolution, est invincible (3). »

2. Mais comment convaincre les hommes, « comment faire circuler l'idée, si la bourgeoisie est hostile ; si le peuple, abruti par la servitude, plein de préjugés et de mauvais instincts, ne s'en soucie pas ; si la chaire, l'académie, la presse, calomnient ; si les tribunaux sévissent ; si le pouvoir met la sourdine ? Mais rassurons-nous : de même que le manque d'idées fait perdre les plus belles parties, la guerre aux idées ne sert qu'à faire pousser la Révolution. Ne voyez-vous pas déjà que le régime d'autorité, d'inégalité, de prédestination, de salut éternel et de raison d'Etat, est devenu pour les classes nanties, dont il torture la conscience et la raison, plus insupportable

(1) Pr., *De la Justice*, p. 515.

(2) Pr., *Ibid.*, p. 466.

(3) Pr., *Ibid.*, p. 470-471.



encore qu'à la plèbe dont il fait crier l'estomac (1) ? »

3. Le meilleur moyen, d'après Proudhon, de convaincre le peuple, c'est de lui donner dans l'Etat et sans offenser les lois, « un exemple de centralisation spontanée, indépendante et spéciale (2), » en se basant sur les idées de la société à venir. « Suscitez l'action collective, sans laquelle la condition du peuple sera éternellement malheureuse, et ses efforts impuissants ; apprenez au peuple à faire par lui-même, sans le secours du pouvoir, de la richesse et de l'ordre (3). »

Un tel exemple, Proudhon voulait le donner par la création de la banque du peuple (4).

Cette « banque du peuple » avait pour but « d'assurer le travail et le bien-être à tous les producteurs, en les organisant les uns à l'égard les autres comme principe et fin de la production, en d'autres termes, comme capitalistes et comme consommateurs (5). »

« La Banque du peuple devait être la propriété de tous les citoyens qui en accepteraient les services ; qui, dans ce but, la commanditeraient de leurs capitaux, s'ils jugeaient qu'une base métallique lui fût pour quelque temps encore indispensable ; qui, dans tous les cas, lui promettaient la

(1) Pr., *De la Justice* p. 515.

(2) Pr., *Confessions*, p. 69.

(3) *Ibid.*, p. 72.

(4) *Ibid.*, p. 69.

(5) *Ibid.*, p. 69.



préférence de leurs escomptes et recevaient en paiement ses reconnaissances. D'après cela, la Banque du peuple, fonctionnant au profit de ceux-là mêmes qui formaient sa clientèle, n'avait ni intérêts à percevoir pour ses avances, ni commission à prendre pour ses escomptes : elle n'avait à prélever qu'une rétribution minime pour salaires et frais. Le crédit était donc gratuit !... Le principe réalisé, les conséquences se déroulaient à l'infini (1). »

« La Banque du peuple donnant l'exemple de l'initiative populaire, aussi bien pour le gouvernement que pour l'économie politique, désormais identifiés dans une même synthèse, devenait donc à la fois pour le prolétariat, principe et instrument d'émancipation : elle créait la liberté politique et industrielle. Et comme toute philosophie, toute religion, est l'expression métaphysique ou symbolique de l'économie sociale, la Banque du peuple changeant la base matérielle de la société, prélu-dait à la révolution philosophique et religieuse : c'est ainsi du moins que l'avaient conçue les fondateurs (2). »

Nous montrerons ceci le mieux en reproduisant quelques articles de l'acte de société de la Banque du peuple.

« Article 1<sup>er</sup>. — Il est fondé par ces présentes une société de commerce sous le nom de *Société de la Banque du Peuple*, entre le citoyen Proud-

(1) Pr., *Confessions*, p. 69-70.

(2) *Ibid.*, p. 70.

*hon*, comparant, et les personnes qui adhéreront aux présents statuts, en devenant propriétaires d'actions.

« Article 3. — ..... La Société existera comme société en nom collectif et en commandite : elle sera en nom collectif à l'égard du citoyen *Proudhon*, et en commandite à l'égard des autres intéressés qui, en aucun cas, ne pourront être tenus au delà du capital de leurs actions.

« Article 5. — ..... La raison sociale sera *P.-I. Proudhon et Compagnie*.

« Article 6. — Indépendamment des membres de la Société commerciale proprement dite, tout citoyen est appelé à faire partie de la Banque du Peuple, à titre de coopérateur. Il suffit pour cela d'adhérer à ses statuts et d'accepter son papier.

« Article 7. — La Société de la Banque du Peuple étant susceptible d'une extension indéfinie, sa durée virtuelle est perpétuelle. Toutefois, et pour se conformer aux prescriptions de la loi, elle fixe sa durée à quatre-vingt-dix-neuf ans, qui commenceront au jour de sa constitution définitive.

« Article 9. — ..... La Banque du Peuple ayant pour base la gratuité essentielle du crédit et de l'échange ; pour objet la circulation des valeurs, non leur production ; pour moyen le consentement réciproque des producteurs et consommateurs, peut et doit opérer sans capital.

« Ce but sera atteint lorsque la masse en-

tière des producteurs et consommateurs aura fait son adhésion aux statuts de la Société.

« Jusque-là, la Société de la Banque du Peuple, devant se conformer aux usages établis et aux prescriptions de la loi, et surtout afin de solliciter plus efficacement l'adhésion des citoyens, se constituera un capital.

« Article 10. — Le capital de la Banque du Peuple sera de cinq millions de francs, divisés en un million d'actions de cinq francs chacune.

« La Société sera définitivement constituée, et ses opérations commenceront lorsque dix mille actions seront souscrites.

« Article 12. — L'émission des actions n'aura lieu qu'au pair. Elles ne portent point d'intérêt.

« Article 15. — Les principales opérations de la Banque du Peuple sont :

- 1° L'augmentation de son encaisse par l'émission de ses billets ;
- 2° L'escompte du papier de commerce à deux signatures ;
- 3° L'escompte des commandes et factures acceptées ;
- 4° Les avances sur consignation ;
- 5° Les crédits à découvert sur caution ;
- 6° Les avances sur annuités et hypothèques ;
- 7° Les paiements et recouvrements ;
- 8° La commande ;

« A ces attributions, la Banque du Peuple joindra encore :

- 9° Les caisses d'épargne, de secours et de retraite ;
- 10° Les assurances ;
- 11° Les consignations et dépôts ;
- 12° Le service du budget.

« Article 18. — A la différence des billets ordinaires de banque à *ordre* et payables en *espèces*, le papier de la Banque du Peuple est un ordre de livraison revêtu du caractère social rendu perpétuel, et payable à vue par tout sociétaire et adhérent en *produits* ou *services* de son industrie ou profession.

« Article 21. — Tout adhérent s'engage à se fournir de préférence, et pour tous les objets de sa consommation que la Société pourra lui offrir, auprès des adhérents à la Banque, et à réserver exclusivement à ses co-sociétaires et co-adhérents la faveur de ses commandes.

« Réciproquement tout producteur ou négociant adhérent à la Banque du Peuple s'engage à livrer aux autres adhérents, à prix réduit, les objets de son commerce et de son industrie.

« Article 62. — La Banque du Peuple a son principal établissement à Paris.

« Son but est d'établir successivement dans chaque arrondissement un comptoir, et dans chaque commune un correspondant.

« Article 63. — Dès que les circonstances le permettront, la présente société sera convertie en société anonyme, attendu que cette forme permet, suivant le vœu des fondateurs, de réaliser le triple

principe 1<sup>o</sup> de l'élection, 2<sup>o</sup> de la division et de l'indépendance des emplois, 3<sup>o</sup> de la responsabilité individuelle de chaque employé (1).»

II. Dès que les hommes seront convaincus de ce fait que c'est la Justice qui demande ce changement, « le despotisme tombe par son inutilité même (2); » l'Etat et la propriété disparaissent, le droit se transforme et la nouvelle ère commence.

« La Révolution n'agit pas à la manière du vieux principe gouvernemental, aristocratique ou dynastique. Elle est le droit, la balance des forces, l'égalité. Elle n'a pas de conquête à poursuivre, de nations à asservir, de frontières à défendre, de forteresses à bâtir, d'armée à nourrir, de lauriers à cueillir, de *concert européen* à maintenir. La puissance de ses institutions économiques, la gratuité de son crédit, l'éclat de sa pensée, lui suffisent pour convertir l'univers (3). »  
« La Révolution a pour alliés tous ceux qui souffrent oppression et exploitation : qu'elle paraisse, et l'univers lui tend les bras (4). »

« Je veux la révolution pacifique ; je veux qu'à la réalisation de mes désirs vous fassiez servir les institutions mêmes que je vous charge d'abolir et les principes de droit que vous aurez à compléter, de telle sorte que la société nouvelle

(1) Pr., *Banque du peuple*, p. 5-20.

(2) Pr., *Confessions*, p. 72.

(3) Pr., *De la Justice*, p. 509.

(4) Pr., *ibid*, p. 510.

apparaîsse comme le développement spontané, naturel et nécessaire de l'ancienne et que la Révolution, tout en abrogeant le vieil ordre de choses, en soit cependant le progrès (1).» « Le peuple une fois éclairé sur ses vrais intérêts déclare sa volonté, non pas de réformer le gouvernement, mais de révolutionner la société (2); » alors, « la dissolution du gouvernement dans l'organisme économique (3) » se fera d'une façon que nous ne pouvons encore que présumer (4).

(1) Pr. *Idée générale*, p. 196-197.

(2) Pr. *Ibid.*, p. 197.

(3) Pr. *Ibid.*, p. 277.

(4) Pr. *Ibid.*, p. 195-197,



## CINQUIÈME CHAPITRE

### La doctrine de Stirner.

#### 1. GÉNÉRALITÉS

1. *Johann Kaspar Schmidt (Jean-Gaspard)* naquit à Bayreuth (Bavière) en 1806. Il fit des études de philologie et de théologie, à Berlin, de 1826 en 1828 et à Erlangue de 1828 en 1829. En 1829, il interrompit ses études, fit un long voyage en Allemagne et vécut ensuite tour à tour à Königsberg et à Kulm. En 1832, il reprit ses études, vécut à Berlin jusqu'en 1834 où il passa son examen de professeur de lycée (gymnase), en 1835. Mais il n'obtint pas d'engagement officiel et en 1839 il devint maître d'une école privée de jeunes filles, position qu'il abandonna en 1844, tout en restant à Berlin, où il mourut en 1856.

Soit sous le pseudonyme de Max Stirner, soit sans nom d'auteur, Schmidt fit paraître un petit nombre d'écrits, en général philosophiques.

#### 2. La doctrine de Stirner sur le droit, l'État et

la propriété est principalement contenue dans son livre « *Der Einzige und sein Eigenthum* » (1845). (L'unique et sa propriété).

Mais avant même d'entrer en matière, une question se pose à nous : y a-t-il vraiment une doctrine de Stirner ?

Stirner nie le devoir. « Les hommes sont comme ils doivent être et comme ils peuvent être. Que doivent-ils être ? Ce qu'ils peuvent être et rien de plus ! Et que peuvent-ils être ? Rien de plus que ce qu'ils — peuvent, c'est-à-dire que ce qu'ils ont le pouvoir ou la force d'être (1). » « Un homme n'est « appelé » à rien ; il n'a pas plus de « devoir » et de « vocation » que n'en ont une plante ou un animal. Il n'a pas de vocation ou de mission à remplir, mais il a des forces, et ces forces se déploient, se manifestent où elles sont : parce que, pour elles, être c'est se manifester, et qu'elles ne peuvent pas plus rester inactives que ne le peut la vie, qui, si elle « s'arrêtait » une seconde, ne serait plus la vie. On pourrait donc crier à l'homme : emploie ta force ! Mais cet impératif impliquerait encore une idée de devoir là où il n'y en a pas l'ombre. Et d'ailleurs à quoi bon ce conseil ? Chacun le suit et agit, sans commencer par voir dans l'action un devoir : chacun déploie à chaque instant tout ce qu'il a de puissance (2). »

(1) Stirner, *Der Einzige*, p. 439 (traduction de Reclaire, p. 403).

(2) S. E., p. 435-436, Tr. 400-401.

Stirner nie jusqu'à la vérité. « Les vérités sont des phrases, des expressions, des mots (λογος) ; reliés les uns aux autres, enfilés bout à bout et rangés en lignes, ces mots forment la logique, la science, la philosophie (1). » « Il n'est pas une vérité, que ce soit même le Droit, la Liberté, l'Humanité, etc., qui ait une existence indépendante de moi et devant laquelle je m'incline (2). » « Tant qu'il reste une seule vérité à laquelle l'homme doit vouer sa vie et ses forces parce qu'il est homme, il est asservi à une règle, à une domination, à une loi, etc. ; il reste serf (3). » « Tant que tu crois à la vérité, tu ne crois pas à toi, et tu es un *serf*, un *homme religieux*. Toi seul tu es la vérité, ou plutôt tu es plus que la vérité, car sans toi elle n'est rien (4). »

Si, de ce qui précède, l'on voulait tirer des conclusions finales, le livre de Stirner ne contiendrait que des confessions, et ne serait que l'émanation de pensées sans portée générale ; Stirner ne nous entretiendrait pas de ce qu'il croit être vrai ou de ce que nous devons faire suivant ses opinions ; son livre ne ferait que nous offrir le moyen de contempler le jeu de ses idées. Or, ce n'est pas cette conclusion que Stirner a tirée de son ouvrage, et il ne faut pas le croire, bien qu'on y soit très porté par sa façon de parler sans cesse

(1) S. E., p. 465, Tr. 426-427.

(2) S. E., p. 464, Tr. 426.

(3) S. E., p. 466, Tr. 427.

(4) S. E., p. 473, Tr. 433-434.

du « Moi stirnerien ». D'ailleurs il traite d'aveuglé celui qui se borne à n'être rien d'autre qu'un « homme » (1). Il s'élève contre « cette idée que je ne puisse me permettre de faire tout ce dont j'ai besoin (2). » Il se moque de nos grand'mères qui croyaient à l'existence des revenants (3). Il déclare « que la peine doit disparaître pour faire place à la satisfaction (4) » et que « l'homme doit se défendre contre l'homme (5). » Aussi affirme-t-il : « Au fronton de notre siècle, on ne lit plus la maxime delphique : « Connais-toi toi-même » mais bien : « Exploite-toi toi-même (6) ! » Stirner n'a donc pas seulement l'intention de nous instruire sur son état d'âme au moment où il écrit son livre, mais il veut aussi nous entretenir de ce qu'il croit être la vérité et de ce que nous devons faire. Le contenu de son livre n'est donc pas une confession mais une doctrine philosophique.

3. Stirner ne désigne pas sous le nom d'« anarchisme » sa propre doctrine sur l'Etat, le droit, la propriété ; mais il emploie au contraire cette expression pour désigner son adversaire, le libéralisme politique (7).

(1) S. E., 322, Tr. 293.

(2) S. E., 343, Tr. 313.

(3) S. E., 45, Tr. 37.

(4) S. E., 281, Tr. 289.

(5) S. E., 281, Tr. 289.

(6) S. E., 420, Tr. 386.

(7) S. E., 189-90, Tr. 171.

## 2. LA BASE

*D'après Stirner, la loi suprême pour chacun de nous est le bien-être individuel.*

Que signifie le bien-être individuel ? « Nous cherchons la jouissance de la vie (1). » « La question, désormais, n'est plus de savoir comment conquérir la vie, mais comment la dépenser et en jouir ; il ne s'agit plus de faire fleurir en moi le vrai moi ; mais de faire ma vendange et de consommer ma vie (2). » « Pour triompher de l'aspiration à la vie, la jouissance de la vie doit la vaincre sous la double forme (montrée par Schiller dans sa poésie : L'Idéal et la Vie), écraser aussi bien la détresse spirituelle que la détresse temporelle, exterminer à la fois la soif de l'idéal et la faim du pain quotidien. Celui qui doit user sa vie à la conserver ne peut en jouir, et celui qui la cherche ne l'a pas et ne peut pas non plus en jouir : tous deux sont pauvres (3). »

Le bien-être individuel est notre loi suprême. Stirner nie tout devoir (4). « Que m'importe que, ce que je pense et ce que je fais, soit chrétien ? Que ce soit humain ou inhumain, libéral ou non

(1) S. E., 427, Tr. 393.

(2) S. E., 428, Tr. 394.

(3) S. E., 429, Tr. 394.

(4) S. E., 258, Tr. 234.

libéral, du moment que cela mène au but que je poursuis, du moment que cela me satisfait, c'est bien. Accablez-le de tous les prédicats qu'il vous plaira, je m'en moque (1). » « Voici donc en quoi consistent mes rapports avec le monde : Je ne fais plus rien pour lui, « pour l'amour de Dieu, » je ne fais plus rien pour « l'amour de l'Homme », mais ce que je fais, je le fais pour « l'amour de Moi » (2). « Quand le monde se trouve sur mon chemin (et il s'y trouve toujours) je le consomme pour apaiser la faim de mon égoïsme : tu n'es pour moi qu'une nourriture ; de même, toi aussi tu me consommes et tu me fais servir à ton usage. Il n'y a entre nous qu'un rapport, celui de l'utilité, du profit, de l'intérêt (3). » « Moi aussi, j'aime les hommes, non seulement quelques-uns, mais chacun d'eux. Mais je les aime avec la conscience de mon égoïsme : je les aime parce que l'amour me rend heureux, j'aime parce qu'il m'est naturel et agréable d'aimer. Je ne connais pas d'obligation d'aimer (4). »

(1) S. E., 478, Tr. 438.

(2) S. E., 426, Tr. 391.

(3) S. E., 395, Tr. 362.

(4) S. E., 387, Tr. 354-355.



## 3. LE DROIT

*I. En vue du bien-être individuel, Stirner repousse le droit, et cela sans restriction, ni locale, ni temporaire.*

Le droit n'existe pas par le fait que l'individu le considère comme utile pour son bien-être, mais parce qu'il le considère comme sacré. « Qui peut s'enquérir du « droit », s'il ne se place au point de vue religieux ? Le « droit » n'est-il pas une notion religieuse, c'est-à-dire, quelque chose de sacré (1) ? » « En donnant à l'égalité l'estampille du droit, la Révolution prenait position dans le domaine du sacré, de l'idéal (2). » « Je dois dans un sultanat respecter le droit du Sultan, en république le droit du peuple, dans la communauté catholique le droit canon, etc. Je dois me soumettre à ces droits, les tenir pour sacrés (3). » « La loi est sacrée, celui qui la viole est un criminel (4). » « On ne peut être criminel qu'envers quelque chose de sacré (5), si le sacré disparaît, il entraîne le crime avec lui (6). » « Le chà-

(1) S. E. ; p. 247, Tr. 224.

(2) S. E. ; p. 245, Tr. 225.

(3) S. E. ; p. 246, Tr. 223.

(4) S. E. ; p. 314, Tr. 285.

(5) S. E. ; p. 268, Tr. 244.

(6) S. E. ; p. 317, Tr. 289.

timent n'a de signification que par rapport au sacré (1). » « Que fait le prêtre qui exhorte un criminel ? Il lui représente le tort immense qu'il a eu de profaner ce que l'Etat avait consacré, de porter une main sacrilège sur la propriété de l'Etat (on comprend également sous ce titre la vie de ceux qui font partie de l'Etat) (2). »

Mais le droit est tout aussi peu sacré qu'il est peu utile pour le bien-être individuel. « Le droit est une marotte dont nous a gratifié un fantôme (3). » « Les hommes en sont venus à ne plus être capables de maîtriser cette idée de droit qu'eux-mêmes avaient créée ; leur propre créature les a réduits en esclavage (4). » « Que l'homme individuel prétende à tous les droits du monde ; que m'importent, à moi, son droit et ses prétentions (5) ? » Je ne les respecte pas. « Ce que tu as la force d'être, tu as aussi le droit de l'être. C'est de moi seul que dérive tout droit et toute justice ; j'ai le droit de tout faire dès que j'en ai la force. J'ai le droit de renverser Zeus, Jéhova, Dieu, etc., si je le puis ; si je ne le puis pas, ces dieux demeureront debout devant moi, forts de leur droit et de leur puissance (6). » « Le droit

(1) S. E. ; p. 317; Tr. 289.

(2) S. E. ; p. 265-266, Tr. 241.

(3) S. E. ; p. 276, Tr. 251.

(4) S. E. , p. 270, Tr. 246.

(5) S. E. ; p. 326-327, Tr. 297.

(6) S. E. ; p. 248-249, Tr. 225-226.

rentre dans son néant, si la force l'absorbe (1) ; »  
« avec sa notion, le mot perd son sens (2). » « Le  
peuple sera peut-être ennemi des blasphémateurs ;  
de là, loi contre les blasphémateurs. Sera-ce une  
raison pour que je ne blasphème pas ? Cette loi  
sera-t-elle pour moi plus qu'un « ordre » (3) ? »  
« Celui qui a la force est « au-dessus des lois »  
(4) ! » « Je crois que la terre appartient à celui  
qui sait la prendre ou qui ne se la laisse pas  
enlever. S'il s'en empare et la fait sienné, il aura  
non seulement la terre, mais encore le droit de la  
posséder. C'est le droit égoïste, qui peut se  
formuler ainsi : Je le veux, donc c'est juste (5). »

*II. Le bien individuel exige, qu'à l'avenir la loi directrice de l'individu soit, non pas le droit, mais lui-même.*

Chacun de nous est « unique » (6), « est pour soi une histoire du monde » (7) et s'il se sait « unique » (8) il est « Propriétaire » (9). « Dieu et l'Humanité n'ont basé leur cause sur rien, sur

(1) S. E. ; p. 275, Tr. 250.

(2) S. E. ; p. 275, Tr. 250.

(3) S. E. ; p. 259, Tr. 235-236.

(4) S. E. ; p. 220, Tr. 199.

(5) S. E. ; p. 251, Tr. 228.

(6) S. E., p. 8, Tr. 4.

(7) S. E., p. 490, Tr. 448.

(8) S. E., p. 491, Tr. 449.

(9) S. E., p. 491, Tr. 449.

rien qu'eux-mêmes. Donc, je baserai de même ma cause sur moi : aussi bien que Dieu, je suis la négation de tout le reste, je suis tout pour moi, je suis l'Unique (1). » « Foin donc de toute cause qui n'est pas entièrement la mienne ! Ma cause, dites-vous, devrait au moins être la « bonne cause » ? Qu'est-ce qui est bon, qu'est-ce qui est mauvais ? Je suis moi-même ma cause, et je ne suis ni bon ni mauvais, ce ne sont là pour moi que des mots. Le divin considère Dieu, l'humanité considère l'homme. Ma cause n'est ni divine ni humaine, ce n'est ni le vrai, ni le bon, ni le juste, ni le libre, c'est... *le mien* ; elle n'est pas générale, mais unique comme je suis unique. Rien n'est, pour moi, au-dessus de moi (2). »

« Quelle différence entre la liberté et l'individualité ! Je suis libre vis-à-vis de ce que je n'ai plus ; je suis propriétaire de ce qui est en mon pouvoir, ou de ce dont je suis capable (3). » « Ma liberté ne devient complète que lorsqu'elle est ma puissance ; c'est grâce à cette dernière seule que je cesse d'être simplement libre pour devenir individu et possesseur (4). » « Chacun doit se dire : je suis pour moi tout, et tout ce que je fais, je le fais à cause de moi. S'il vous arrivait, ne fût-ce qu'une fois, de voir clairement que le Dieu, la loi, etc., ne font que vous nuire, qu'ils vous

(1) S. E., p. 7, Tr. 3.

(2) S. E., p. 8, Tr. 3-4.

(3) S. E., p. 207, Tr. 187-188.

(4) S. E., p. 219, Tr. 199.

amoindrissent et vous corrompent, il est certain que vous les rejetteriez loin de vous, comme les chrétiens renversèrent jadis les images de l'Apolon et de la Minerve et la morale païenne (1). » Comme chacun n'agit que d'après lui-même et ne s'inquiète de rien au-delà, les chrétiens se sont imaginés qu'il ne pouvait en être autrement de Dieu. Il agit « comme il lui plaît (2). »

« La force est une belle chose, et utile dans bien des cas, car « on va plus loin avec une main pleine de force qu'avec un sac plein de droit. » Vous aspirez à la liberté ? Fous ! Ayez la force, et la liberté viendra toute seule. Voyez, celui qui a la force est « au-dessus des lois » ! Cette remarque est-elle à votre goût, gens « légaux » ? Mais vous n'avez pas de goût (3) ! »

#### 4. L'ÉTAT

*1. En même temps qu'il rejette le droit, Stirner rejette, sans restriction également, l'institution légale, appelée l'Etat.*

L'Etat ne peut exister sans le droit. « Respect à la loi ! » tel est le ciment qui maintient debout tout l'édifice de l'Etat (4).

(1) S. E., p. 214, Tr. 194.

(2) S. E., p. 212, Tr. 192.

(3) S. E., p. 220, Tr. 199.

(4) S. E., p. 314, Tr. 285.

L'Etat, comme le droit, n'existe pas par le fait que l'individu le considère comme utile pour son bien-être, mais parce qu'il le croit sacré, parce que « nous ne nous sommes pas débarrassés de cette idée erronée que lui, l'Etat, est un « moi » et que, comme tel, il est une « personne » morale, mystique ou politique. C'est de cette peau du lion du moi que je dois, Moi, qui suis véritablement un moi, dépouiller le vaniteux mangeur de char-dons (1). » Pour l'Etat, il en est de même que pour la famille. « Pour que la famille soit acceptée et maintenue telle qu'elle l'est par chacun de ceux qui en font partie, il faut que chacun d'eux considère le lien du sang pour sacré, et qu'il éprouve, envers ce lien de la piété, un respect qui sanctifie chacun de ses parents. De même chaque membre de l'Etat doit considérer comme sacrée cette société, et vénérer comme notion suprême celle qui sera considérée comme telle par l'Etat même (2) ». Et l'Etat « est non seulement autorisé mais obligé d'exiger cela de chacun des siens (3). »

Mais l'Etat n'est pas sacré. « C'est par la force brutale que l'Etat agit; dans ses mains, la force s'appelle « droit », dans les mains de l'individu, elle s'appelle « crime » (4). Si je ne fais pas ce qu'il veut, « l'Etat se tournera contre moi et me fera sentir ses griffes et ses serres, car il est le

(1) S. E., p. 295, Tr. 269.

(2) S. E., p. 231-232, Tr. 210.

(3) S. E., p. 231, Tr. 210.

(4) S. E., p. 259, Tr. 235.



roi des animaux, le lion et l'aigle (1) ». « Si même, par votre puissance, vous parvenez à en imposer à votre adversaire, il ne vous considérera jamais comme une autorité sacrée — à moins qu'il ne soit un pauvre hère. Il ne vous doit ni respect, ni hommages, bien qu'il doive se tenir sur ses gardes devant votre puissance (2). »

L'Etat, d'ailleurs, n'est également pas utile pour le bien-être individuel. « Je suis l'ennemi mortel de l'Etat (3). » « Le bien-être public, comme tel, est loin d'être identique avec mon bien-être individuel, car il est au contraire le suprême degré de l'abnégation. Il se peut que le bien public pousse des cris d'allégresse en m'ordonnant : « Couche-toi ! » ; que l'Etat rayonne d'éclat tandis que je crève de faim (4). » « Tout Etat est despotique, que le despote soit un, qu'il soit plusieurs, ou que (comme on l'admet pour la république) tous étant maîtres l'un soit le despote de l'autre (5). » « L'Etat permet qu'autant que possible les individus jouent librement, mais il leur défend de prendre ce jeu au sérieux et de le perdre de vue, lui, l'Etat. L'Etat ne poursuit jamais qu'un but : limiter, enchaîner, assujettir l'individu, le subordonner à une généralité quelconque. Il ne peut subsister qu'à condition que l'individu ne soit pas pour soi-

(1) S. E., p. 337, Tr. 307.

(2) S. E., p. 258, Tr. 234-235.

(3) S. E., p. 339, Tr. 309.

(4) S. E., p. 280, Tr. 255.

(5) S. E., p. 257, Tr. 233.

même tout dans tout ; il implique de toute nécessité la limitation du moi, ma mutilation et mon esclavage. Jamais l'Etat ne se propose de stimuler la libre activité de l'individu ; la seule activité qu'il encourage est celle qui se rattache à son but à lui (1). » « L'Etat cherche à enrayer toute activité libre par sa censure, sa surveillance, sa police ; il croit remplir son devoir en agissant de la sorte, car — en vérité — il s'agit du devoir de conservation (2). » « Je ne puis pas faire tout ce dont je serais capable, mais seulement ce que l'Etat me permet de faire ; je ne puis faire valoir ni mes pensées, ni mon travail, ni en général rien de ce qui est à moi (3). » « Le paupérisme est un corollaire de la non-valeur du moi, de mon impuissance à me faire valoir. Aussi Etat et paupérisme sont-ils deux phénomènes inséparables. L'Etat n'admet pas que je me mette moi-même à profit et il n'existe qu'à condition que je n'aie pas voix au marché : toujours il vise à tirer parti de moi, c'est-à-dire à m'exploiter, à me dépouiller, à me faire servir à quelque chose, ne fût-ce qu'à engendrer une *proles* (prolétariat) ; il veut que je sois sa « créature » (4). »

« L'Etat ne peut tolérer des relations immédiates d'homme à homme : il doit s'interposer comme médiateur, il doit intervenir. Il sépare

(1) S. E., p. 298, Tr. 272.

(2) S. E., p. 299, Tr. 272-273.

(3) S. E., p. 298, Tr. 272.

(4) S. E., p. 336, Tr. 306-307.

l'homme de l'homme et s'interpose entre eux comme « le Saint-Esprit ». Les ouvriers qui réclament une augmentation de salaire sont traités en criminels dès qu'ils tentent de l'arracher de force au patron. Que doivent-ils faire ? S'ils n'usent pas de leur force, ils s'en retourneront les mains vides ; mais user de sa force, recourir à la contrainte, c'est mettre en pratique le « aide-toi toi-même », c'est se faire valoir soi-même, tirer librement et réellement de sa propriété ce qu'elle vaut, toutes choses que l'Etat ne peut tolérer (1). »

II. *Le bien-être individuel exige que l'Etat soit remplacé par une vie sociale qui ne soit basée que sur ses propres règlements.* Stirner appelle cette sorte de vie sociale : « l'Union des Egoïstes » (2).

Après s'être débarrassé de l'Etat, les hommes doivent cependant mener une vie sociale. « Les individualistes, eux, lutteront pour l'unité personnellement voulue qui naît de l'association (3). » Mais quel sera le lien qui réunira les hommes de cette union ?

Pour sûr, aucune sorte d'engagement ! « Si j'étais lié, aujourd'hui et toujours, à ma volonté d'hier, ma volonté serait immobilisée, paralysée. Ma création, savoir un acte de ma volonté déter-

(1) S. E., p. 337-338, Tr. 307-308.

(2) S. E., p. 235, Tr. 213. Wigand, Vierteljahrschrift, 3, p. 192.

(3) S. E., p. 304, Tr. 277.

minée, serait devenu mon maître. Parce que j'étais hier un fou, j'en devrais rester un pendant tout le reste de ma vie (1) ? » « L'union est mon œuvre, ma créature ; elle n'est pas sacrée, elle ne représente pas plus une puissance spirituelle supérieure à mon intellect qu'une association quelconque. Et de même que je ne veux pas être esclave de mes maximes, que je veux qu'elles restent, sans aucune garantie, exposées à ma critique continuelle et que je ne fournis aucune caution pour leur durée — de même, et encore moins, j'entends engager mon avenir à l'union et lui « vendre mon âme » comme on dit quand il s'agit du diable et comme c'est réellement le cas quand il s'agit de l'Etat ou d'une autorité spirituelle. Je suis, et je reste pour moi plus que l'Etat, plus que l'Eglise, plus que Dieu, etc., et par conséquent, infiniment plus aussi que l'union (2). »

Le lien, au contraire, qui rassemble les hommes dans l'union, c'est l'avantage qui, à tout moment, ressort pour eux de cette union. « Si mon prochain peut m'être utile, je consens à m'entendre avec lui, à m'associer avec lui pour que cet accord augmente ma force, pour que nos puissances réunies produisent plus que l'une d'elles ne pourrait faire isolément. Mais je ne vois dans cette réunion rien d'autre qu'une augmentation de ma force et je ne la conserve que tant qu'elle est ma force multipliée (3). »

(1) S. E. ; p. 258 Tr. 234.

(2) S. E. ; p. 411, Tr. 377, 378.

(3) S. E. ; . 416, Tr. 382.

Par conséquent l'union est toute autre chose que « la société que le communisme veut fonder (1). » « Dans l'union, tu apportes toute ta puissance, toute ta richesse et tu t'y fais valoir. Dans la société, toi et ton activité, vous êtes utilisés. Dans la première, tu vis en égoïste, dans la seconde tu vis en homme, c'est-à-dire religieusement : tu y travailles à la vigne du Seigneur. Tu dois à la société tout ce que tu as, tu es son obligé et tu es obsédé de « devoirs sociaux » : à l'union, tu ne dois rien : elle te sert, et tu la quittes sans scrupules dès que tu n'as plus d'avantages à en tirer. Si la société est plus que toi, tu la feras passer avant toi et tu t'en feras le serviteur : l'association est ton outil, ton arme, elle aiguise et multiplie ta force naturelle. L'union n'existe que pour toi et par toi, la société au contraire te réclame comme son bien et elle peut exister sans toi. Bref, la société est sacrée et l'association est ta propriété, la société se sert de toi et tu te sers de l'union (2). »

2. Mais de telles unions, comment se formeront-elles ? Stirner, dans sa polémique avec son critique Moses Hess donne quelques exemples d'unions déjà existantes.

« Peut-être que dans ce moment même se réunissent des enfants devant sa fenêtre pour jouer en bons camarades. Qu'il les regarde et il verra des réunions d'égoïstes assez gaies. Peut-être que

(1) S. E. ; p. 411, Tr. 378.

(2) S. E. ; p. 417-418, Tr. 383-384. .



Monsieur Hess possède un ami, une amante ; dans ce cas il saura de quelle manière un cœur s'attache à un autre, de quelle façon deux individus égoïstes se réunissent pour jouir l'un de l'autre et comment il se fait que chacun y trouve son compte. Peut-être rencontrera-t-il dans la rue quelques amis qui l'inviteront à prendre un verre de vin avec eux — est-ce qu'il les suit pour leur faire charité ? Ou bien est-ce qu'il se « réunit » avec ses amis parce qu'il s'en promet une jouissance ? Est-ce que ses convives auront l'obligance de lui faire de beaux remerciements pour son « sacrifice » ? Ou bien sont-ils conscients d'avoir pour une heure formé une « union d'égoïstes » (1) ?

Stirner songe même à la fondation d'une « union allemande » (2) (d'égoïstes).

## § 5. LA PROPRIÉTÉ

I. *Stirner rejette, également sans restriction, l'institution légale de la propriété.* Elle « ne vit que grâce au droit, elle n'a pas d'autres garanties que le droit. Elle n'est pas un « fait » mais une fiction, une idée. C'est la propriété « de par le droit », propriété légale, propriété garantie. Ce

(1) Wigands Vierteljahrschrift, 3, p. 193-194.

(2) S. E., 305, Tr., 278.



n'est pas de « moi » que je possède, c'est « de droit (1). »

La propriété, prise dans ce sens, n'existe pas par le fait que l'individu la considère comme utile pour son bien-être, mais parce qu'il la considère comme sacrée. « Propriété au sens bourgeois du mot, signifie propriété sacrée, de sorte que je dois respecter ta propriété. « Respect à la propriété ! » Aussi les politiciens verraient-ils volontiers chacun posséder sa parcelle de propriété, et cette tendance a abouti dans certaines régions à un morcellement incroyable. Chacun doit avoir son os où il trouve quelque chose à ronger (2). »

Mais la propriété n'est pas sacrée. « Je ne recule pas devant ta ou votre propriété ; je la considère au contraire toujours comme ma propriété que je n'ai pas à « respecter ». Traitez donc de même ce que vous appelez ma propriété (3). »

La propriété n'est même pas utile au bien-être individuel. « La propriété telle que la comprennent les libéraux bourgeois est insoutenable, attendu que le citoyen propriétaire ne possède en réalité rien et est partout un banni. Loin que le monde puisse lui appartenir, le misérable coin où il vitote n'est même pas à lui (4). »

(1) S. E., p. 332, Tr. 303.

(2) S. E., p. 327-328, Tr., 298.

(3) S. E., p. 328, Tr., 298.

(4) S. E., p. 328-329, Tr., 299.

II. *Le bien-être individuel exige que la propriété soit remplacée par une distribution des biens qui ne soit basée que sur les exigences du bien-être individuel.* Si Stirner appelle encore « propriété » la part résultant de cette distribution — et il le fait dans tout son livre — ce n'est pas dans le sens propre du mot, qui ne peut signifier qu'une part de biens dont la possession est basée sur le droit (1).

C'est pour répondre aux exigences de son propre bien-être que chacun doit avoir tout ce qui est dans son pouvoir d'acquérir.

1. « Tant que vous ne pouvez m'arracher mon pouvoir sur une chose, cette chose demeure ma propriété. Hé bien, soit ! Que la force décide de la propriété, et j'attendrai tout de ma force ! La puissance étrangère, la puissance que je laisse à autrui a fait de moi un serf ; puisse ma propre puissance faire de moi un propriétaire (2). » « A quelle propriété suis-je autorisé ? A toute à laquelle moi-même je m'autorise. Moi-même je me donne le droit de propriété sur un objet en m'emparant de celui-ci, ou, en d'autres termes, en m'en donnant le pouvoir, l'autorisation, le titre (3). » « Tout ce que je suis capable d'avoir —

(1) Ce que méconnaît M. Zenker à la page 80 de son livre déjà cité, où il prétend que Stirner demande la propriété d'après le droit du premier occupant.

(2) S. E ; p. 340. Tr. 310.

(3) S. E ; p. 339. Tr. 310.

voilà mes biens (1).» « Les malades, les enfants, les vieillards sont encore capables de bien des choses, ne fût-ce que de conserver leur vie au lieu de se l'ôter. Et s'ils sont capables de vous faire désirer leur conservation, c'est qu'ils possèdent un pouvoir sur vous (2). » « Quels biens ne possède pas l'enfant dans son sourire, dans ses gestes, dans ses cris, bref, dans le seul fait qu'il existe. Es-tu capable de résister à son désir ? Toi, mère, ne lui offres-tu pas ton sein ; toi, père, ne lui cèdes-tu pas de ton bien tout ce qu'il lui faut ? Il vous contraint, et par cela même il possède ce que vous croyez à vous (3). »

« La propriété ne doit et ne peut donc pas être abolie ; ce qu'il faut c'est l'arracher aux fantômes pour en faire ma propriété. Alors s'évanouira cette illusion que je ne suis pas autorisé à prendre tout ce dont j'ai besoin. — « Mais de combien de choses l'homme n'a-t-il pas besoin ! » Celui qui a besoin de beaucoup et qui s'entend à le prendre s'est-il jamais fait faute de se l'approprier ? Napoléon a pris l'Europe et les Français Alger. Ce qu'il faudrait, c'est que « la plèbe », que le respect paralyse, apprenne enfin à se procurer ce qui lui faut. Si elle va trop loin et si vous vous jugez lésés, hé bien, défendez-vous (4). » « Les besoins de « l'Homme » ne sont nullement une mesure

(1) S. E ; p. 351. Tr. 321.

(2) S. E ; p. 351. Tr. 320.

(3) S. E. ; p. 351-352 Tr. 321.

(4) S. E. ; p. 343-344 Tr. 313

applicable à moi et à mes besoins ; car je puis avoir besoin de plus ou de moins. Non, je dois avoir autant que je suis capable de m'approprier (1).»

« Des unions entre individus multiplieront les moyens d'action de chacun et sauvegarderont sa propriété menacée (2) » « Si nous voulons nous approprier le sol, au lieu d'en laisser l'aubaine aux propriétaires fonciers, unissons-nous, associons-nous dans ce but et formons « une union » qui s'en rendra propriétaire. Si nous réussissons, ceux qui sont aujourd'hui propriétaires cesseront de l'être. Et de même que nous les aurons dépossédés de la terre et du sol, nous pourrons encore les expulser de mainte autre propriété, pour en faire la nôtre, la propriété des ravisseurs. Les « ravisseurs » forment une société que l'on peut s'imaginer croissant en s'étendant progressivement au point de finir par embrasser l'humanité tout entière. Mais cette humanité elle-même n'est qu'une pensée (un fantôme) et n'a de réalité que dans les individus. Et ces individus pris en masse n'en useront pas moins arbitrairement de la terre et du sol que ne le faisait l'individu isolé, le dit « propriétaire » (3). »

« Ce à quoi tous veulent avoir part sera retiré à ce même individu qui veut l'avoir pour lui seul et sera érigé en bien commun. En tant que bien

(1) S. E. ; p. 349 Tr. 318.

(2) S. E. ; p. 342, Tr. 312.

(3) S. E. ; p. 329-330, Tr. 300.

commun, chacun en a sa part, et cette part sera sa propriété. C'est ainsi que, d'après notre vieux droit de succession, une maison qui appartient à cinq héritiers est leur bien commun, indivis, tandis qu'un cinquième seulement du revenu est la propriété de chacun. La propriété dont nous sommes encore dépourvus en ce moment sera mieux utilisée dans les mains de nous tous. Unissons-nous donc pour commettre ce vol (1). »

## 6. RÉALISATION

*Le changement nécessaire pour le bien-être individuel s'accomplira — d'après Stirner — de la façon suivante : d'abord une quantité suffisante d'hommes se transformera intérieurement et reconnaîtra comme loi suprême leur bien-être personnel ; ensuite, ces hommes provoqueront la transformation extérieure, c'est-à-dire, la destruction du droit, de l'Etat, de la propriété et par cela même ils inaugureront une ère nouvelle.*

1. La condition « sine qua non » est la transformation intérieure de l'individu.

« Révolution et rébellion ne sont pas synonymes. La première consiste en un bouleversement de l'ordre établi, du *status* de l'Etat ou de la Société, elle n'a donc qu'une portée *politique* ou

(1) S. E. p. 330. Tr. 301.



*sociale*. La seconde entraîne bien comme conséquence le même renversement des institutions établies, mais elle n'est pas une levée de boucliers, c'est le soulèvement d'individus qui se redressent, sans s'inquiéter des institutions qui pourront en résulter. La révolution avait en vue un régime nouveau, la rébellion nous mène à ne plus nous laisser régir mais à nous régir nous-mêmes et elle ne fonde pas de brillantes espérances sur les « institutions à venir. » Elle n'est pas une lutte contre ce qui est établi, en ce sens que, lorsqu'elle réussit, ce qui est établi s'écroule tout seul. Elle est mon effort pour me dégager du présent qui m'opprime ; et dès que je l'ai abandonné, ce présent est mort et tombe en décomposition. En somme, mon but n'étant pas de renverser ce qui est, mais de m'élever au-dessus de lui, mes intentions et mes actes n'ont rien de politique ni de social ; n'ayant d'autre objet que moi et mon individualité, ils sont égoïstes (1). »

Le fondateur du christianisme, pourquoi « n'a-t-il pas été un révolutionnaire, ou un démagogue, comme les Juifs l'auraient bien voulu ? Pourquoi n'a-t-il pas été un libéral ? Parce qu'il n'attendait pas le salut du remaniement des institutions, et que toute la boutique gouvernementale et administrative lui était totalement indifférente. Il n'était pas un révolutionnaire, comme le fut par exemple César, mais un rebelle ; il ne cherchait

(1) S. E., p. 421-422, Tr., 387-388.



pas à renverser un gouvernement, mais à se relever lui-même. Il ne menait pas une campagne libérale et politique contre l'autorité établie ; mais il voulait suivre sa propre voie, sans s'inquiéter de l'autorité établie et sans s'en laisser influencer (1)... »

« Tout ce qui est sacré est un lien, une chaîne. Tout ce qui est sacré est falsifié par des faussaires et il ne pourrait en être autrement ; aussi trouve-t-on à notre époque une foule de ces faussaires dans toutes les sphères. Ils préparent la rupture avec le droit, la suppression du droit (2). » « Considère-toi comme plus puissant que tu ne parais, et tu le seras ; estime à plus haut ta valeur et tu seras plus (3). » « Les pauvres ne deviendront libres que lorsqu'ils se mettront en rébellion, quand ils se soulèveront, quand ils s'élèveront (4). » « C'est de l'égoïsme seul que la plèbe doit attendre quelque aide ; cette aide elle doit se la prêter à elle-même — c'est ce qu'elle fera d'ailleurs. La plèbe est une puissance pourvu qu'elle ne se laisse pas dompter par la crainte (5). »

II. Pour amener la « transformation des institutions établies » (6) et pour remplacer le droit, l'Etat, la propriété par des conditions nouvelles,

(1) S. E., p. 423, Tr., 389.

(2) S. E., p. 284, Tr., 258-259.

(3) S. E., p. 483, Tr., 443.

(4) S. E., p. 344, Tr., 314.

(5) S. E., p. 343, Tr., 313.

(6) S. E., p. 422, Tr., 387.

il faut de plus un soulèvement violent contre l'état actuel.

« Ce n'est que par l'audace arbitraire que l'Etat peut être vaincu (1). » « Crime signifie : emploi de sa force par l'individu ; ce n'est que par le crime que l'individu peut détruire la puissance de l'Etat, quand il est d'avis que ce n'est pas lui qui est au-dessous de l'Etat, mais bien l'Etat qui est au-dessous de lui (2). » « Il en résulte que dans leur lutte contre le gouvernement les penseurs ont tort (autrement dit : sont impuissants) lorsqu'ils entreprennent de mener des pensées à l'assaut d'une puissance personnelle (la puissance égoïste ferme la bouche aux raisonneurs). Ce n'est pas sur le champ de bataille de la théorie qu'on peut remporter une victoire décisive, et la puissance sacrée de la pensée succombe sous les coups de l'égoïsme. Seul le combat égoïste, le combat entre égoïstes, peut trancher une question (3). »

« La question de la propriété n'est pas aussi simple à résoudre que se l'imaginent les socialistes et même les communistes. Elle ne sera résolue que par la guerre de tous contre tous (4). » « Que je rentre donc en possession de la puissance que j'ai abandonnée aux autres, ignorant que j'étais de la valeur de mes forces. Pour moi, ma propriété s'étend jusqu'où s'étend mon bras ; je reven-

(1) S. E., p. 199, Tr., 181.

(2) S. E., p. 259, Tr., 235.

(3) S. E., p. 198-199, Tr., 180.

(4) S. E., p. 344, Tr. 314.

diquerai comme mien tout ce que je suis capable de conquérir, et je ne verrai à ma propriété d'autres limites réelles que ma — force, unique source de mon droit (1). » « Pour exterminer le paupérisme, l'égoïsme ne dit pas à la plèbe : attends ce dont une cour d'équité te fera cadeau au nom de la communauté ; mais il lui dit : mets la main sur tout ce dont tu as besoin, prends-le (2) ! »

Dans cette lutte, Stirner ne rejette aucun moyen. « Je ne m'arrêterai devant aucune action, quelle qu'elle soit, je ne reculerai pas devant l'esprit d'impiété, d'immoralité ou d'injustice qui pourrait l'animer, pas plus que saint Boniface ne s'abstint par scrupule religieux d'abattre les chênes sacrés des païens (3). » « Le droit de vie et de mort que se sont réservés l'Eglise et l'Etat, je le déclare être à moi (4). » « La vie de l'individu ne m'importe que d'autant qu'elle a une valeur pour moi ; ses biens, tant matériels que spirituels, sont à moi, et je les traite en propriétaire, proportionnellement à mes — forces (5). »

2. Stirner nous montre un cas particulier de la transformation par violence. Il suppose qu'un certain nombre d'hommes reconnaissent être exploités outre mesure, surtout relativement à d'autres individus.

(1) S. E., p. 340, Tr. 310.

(2) S. E., p. 341, Tr. 311.

(3) S. E., p. 479, Tr. 439.

(4) S. E., p. 424, Tr. 390.

(5) S. E., p. 326-327, Tr. 297.

« Les exploités s'enhardissent à demander : qu'est-ce donc qui fait la sécurité de votre propriété, Messieurs les privilégiés ? et ils répondront eux-mêmes : votre propriété est sûre parce que nous nous abstenons de l'attaquer ! Elle ne l'est donc que grâce à notre protection ! Et que nous donnez-vous en récompense ? Vous n'avez pour le « menu peuple » que du mépris et des coups de pied, la surveillance de la police, et un catéchisme avec ce principe fondamental : Respecte ce qui n'est pas à toi, ce qui est à autrui ! Respecte les autres, et en particulier tes supérieurs ! A cela nous répondons : vous voulez notre respect ? Soit, achetez-le nous, voici le prix que nous en demandons. Nous voulons bien vous laisser votre propriété, mais moyennant une compensation suffisante. Qu'est-ce qu'un général fournit en temps de paix, en retour des milliers de son traitement ? Et tel autre pour ses centaines de mille ou ses millions annuels ? Quelle compensation recevons-nous donc de vous, quand nous mangeons des pommes de terre en vous regardant tranquillement gober vos huîtres ? Achetez-nous seulement ces huîtres au prix que nous sommes forcés de payer pour les pommes de terre, et vous pourrez continuer à les manger en paix. Vous imaginez-vous peut-être que les huîtres ne sont pas à nous aussi bien qu'à vous ? Vous crierez à la violence si vous nous voyiez en remplir notre assiette et nous mettre à les consommer avec vous et vous auriez raison. Sans violence,

nous ne les aurions pas ; mais vous, ce n'est que parce que vous nous faites violence que vous les avez.

« Mais va pour les huîtres, et passons à une propriété qui nous touche de plus près, (car cela n'était que possession), au travail. Nous peinons douze heures par jour à la sueur de notre front, et vous nous donnez pour cela quelques sous. Hé bien ! faites-vous donc payer votre travail au même prix. Nous serons bientôt d'accord, pourvu qu'il soit bien entendu que personne n'a plus ni à faire ni à recevoir de cadeaux. Il y a des siècles que nous vous faisons l'aumône d'une bonne volonté — stupide ; il y a des siècles que nous donnons l'obole du pauvre et que nous rendons au seigneur — ce qui n'est pas au seigneur. C'est fini : déliez les cordons de votre bourse, car dès à présent le prix de notre marchandise subit une hausse énorme. Nous ne vous prendrons rien, rien du tout, mais vous paierez mieux ce que vous voudrez avoir. Toi, quelle est ta fortune ? — « J'ai un bien de mille arpents. » — Hé bien, moi je suis ton valet de ferme, et dorénavant je ne labourerai plus ton champ qu'au prix d'un écu par jour. « Alors j'en prendrai un autre. » — Tu n'en trouveras pas, car nous autres laboureurs nous ne travaillons plus à d'autres conditions, et s'il s'en présente un qui demande moins, qu'il prenne garde à lui (1) ! »

(1) S. E. p. 357-360. Tr. 326-329.



## SIXIÈME CHAPITRE

### La doctrine de Bakounine.

#### I. GÉNÉRALITÉS

1. *Michel Alexandrowitsch Bakounine* naquit à Prjamouchino, district Torshok, gouvernement Twer, en 1814. En 1834, il entra dans l'école d'artillerie à Saint-Pétersbourg, devint officier en 1835, mais prit sa retraite cette même année. Plus tard il vécut tantôt à Prjamouchino, tantôt à Moscou.

En 1840, Bakounine quitta la Russie. Les années suivantes ses projets révolutionnaires lui firent parcourir les différentes parties de l'Europe ; à Paris, il fréquenta beaucoup Proudhon. En 1849 en Saxe il fut condamné à mort, puis gracié ; extradé de l'Autriche en 1850 et de nouveau condamné à la peine capitale il fut livré à la Russie en 1850 où il fut retenu prisonnier d'abord à Saint-Pétersbourg, puis à Schlussembourg, enfin déporté en Sibérie, en 1857.

En 1865, Bakounine s'évada de la Sibérie en



passant par le Japon et la Californie et se réfugia à Londres. Il recommença aussitôt son agitation révolutionnaire et vécut dans les plus différentes parties de l'Europe. En 1868, il devint membre de l'Association internationale des travailleurs et fonda peu après l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. En 1869, il entra en relations étroites avec le fanatique *Netchajew*, qu'il désavoua cependant déjà l'année suivante. En 1872, il fut exclu de l'Association internationale des travailleurs à cause de son séparatisme. Il mourut à Berne en 1876.

*Bakounine* a écrit un certain nombre d'ouvrages d'ordre philosophique et politique :

2. La doctrine de Bakounine sur le droit, l'Etat et la propriété apparaît surtout dans sa *Proposition motivée au comité central de la Ligue de la paix et de la liberté* (1868) (1) ; dans les *Statuts de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste* (1868) (2) écrits par lui et dans son ouvrage : *Dieu et l'Etat* (3) (1871).

(1) Imprimée sous le titre : *Fédéralisme, socialisme et antithéologisme* dans Michel Bakounine. Œuvres (1895) p. 1-205.

(2) Imprimés dans *L'Alliance de la démocratie socialiste et l'association internationale des travailleurs* (1873), p. 118-135.

(3) Il n'y en a que des fragments qui aient été imprimés, savoir : *L'empire Knoutagermanique et la révolution sociale* (1871), un autre sous le titre : *Dieu et l'Etat* (1882) et un troisième sous le même titre dans Michel Bakounine : Œuvres (1895). p. 261-326.

Nous n'avons pas puisé dans les écrits qui ne peuvent être attribués avec certitude à la plume de Bakounine. Ce sont surtout les deux écrits suivants : « Die Principien der Revolution » (1) et « Katechismus der Revolution » (2) dans lesquels les idées de Netchajew sont défendues. Il y a des personnes qui les attribuent à *Bakounine* (3) mais leur contenu est en contradiction avec ses autres manifestations et actions ; il a même protesté à plusieurs reprises avec violence contre le « machiavélisme et le jésuitisme » de *Netchajew* (4). En admettant même qu'ils soient vraiment de la plume de *Bakounine*, ces écrits ne représenteraient qu'une période très courte de son développement.

3. Bakounine appelle « Anarchisme » sa doctrine sur le droit, l'Etat et la propriété. « En un mot, nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patentée, offi-

(1) Imprimés en Dragomanow : *Michail Bakunins sozial-politischer Briefwechsel mit Alexander lw. Herzen und Ogarjow*, deutsch von Minzès (1894). p. 358-364.

(2) Une partie en a paru en traduction française dans *l'Alliance de la démocratie socialiste et l'association internationale des travailleurs* (1873) p. 90-95. Le reste se trouve chez Dragomanow p. 371-383.

(3) *L'alliance de la démocratie socialiste et l'association internationale des travailleurs*. p. 89., Dragomanow. p. ix.

(4) Correspondance de Bakounine : Dragomanow p. 223. 233. 266. 272.

cielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincus qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante, contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes (1). »

## 2. LA BASE

*D'après Bakounine, la loi suprême pour l'homme est la loi de l'évolution de l'humanité, c'est-à-dire la loi du progrès dans le sens d'un état moins parfait vers l'état le plus parfait possible.*

« La science n'a d'autre objet que la reproduction mentale, réfléchie et aussi systématique que possible, des lois naturelles qui sont inhérentes à la vie matérielle, intellectuelle et morale, tant du monde physique que du monde social, ces deux mondes ne constituant, dans le fait, qu'un seul et même monde naturel (2). »

« La science vraie et désintéressée » (3) nous enseigne que « tout développement implique la négation du point de départ. La base ou le point de départ, selon l'école matérialiste, étant matérielle, la négation doit être nécessairement idéale (4). » C'est-à-dire que « tout ce qui vit tend

(1) Bakounine, *Dieu et l'Etat*, p. 34

(2) *Ibid.*, p. 33.

(3) *Ibid.*, p. 3.

(4) *Ibid.*, p. 52.

à se réaliser dans la plénitude de son être (1). »

Dé même, « Le développement historique de l'homme, selon l'école matérialiste, est une ascension progressive (2). » « C'est un mouvement tout à fait naturel du simple au composé, de bas en haut, ou de l'inférieur au supérieur (3). » « L'histoire consiste dans la négation progressive de l'animalité première de l'homme par le développement de son humanité (4). »

« L'homme, bête féroce, cousin du gorille, est parti de la nuit profonde de l'instinct animal pour arriver à la lumière de l'esprit, ce qui explique d'une manière tout à fait naturelle toutes ses divagations passées et nous console en partie de ses erreurs présentes. Il est parti de l'esclavage animal, et, traversant l'esclavage divin, terme transitoire entre son animalité et son humanité, il marche aujourd'hui à la conquête et à la réalisation de la liberté humaine... Derrière nous est notre animalité et devant nous notre humanité; la lumière humaine, la seule qui puisse nous réchauffer et nous éclairer, la seule qui puisse nous émanciper, nous rendre dignes, libres, heureux, et réaliser la fraternité par nous, n'est jamais au début mais relativement à l'époque où l'on vit, toujours à la fin de l'histoire (5). »

(1) B., *Proposition*, Œuvres, p. 104.

(2) B., *Dieu et l'État*, p. 52.

(3) *Ibid.*, p. 7.

(4) *Ibid.*, p. 16.

(5) *Ibid.*, p. 16.

L'histoire est « la négation révolutionnaire, tantôt lente, apathique, endormie, tantôt passionnée et puissante, du passé (1). » Toujours elle s'accomplit par une nécessité absolue et naturelle; « nous croyons au triomphe de l'humanité sur la terre (2). » « Ce triomphe, nous l'appelons de nos vœux et nous le voulons rapprocher par tous nos efforts réunis (3); » « ne regardons donc jamais en arrière, regardons toujours en avant; car en avant est notre soleil, en avant est notre salut (4) ».

### 3. LE DROIT.

*D'après Bakounine, c'est le droit juridique, non le droit lui-même, qui disparaîtra tout d'abord dans l'évolution de l'humanité de l'état animal vers l'état humain.*

Le droit juridique se rattache à une phase peu avancée de l'évolution. « Une législation politique, qu'elle émane de la volonté du souverain ou de la votation d'un parlement élu par le suffrage universel, ne peut jamais être conforme aux lois naturelles, et est toujours également funeste et contraire à la liberté des masses, par cela seul

(1) B., *Dieu et l'État*, p. 16.

(2) B., *Proposition : Œuvres*, p. 155.

(3) B., *Ibid.*, p. 155.

(4) B., *Dieu et l'État*, p. 16.



qu'elle leur impose un système de lois extérieures et par conséquent despotiques (1). »

Nulle législation « n'a jamais eu d'autre objet que d'établir et de systématiser l'exploitation du travail des masses populaires au profit des classes gouvernantes (2). » Ainsi « toute législation tend à l'asservissement de la société et à l'abrutissement des législateurs eux-mêmes (3). »

Bientôt, l'humanité aura dépassé le degré de l'évolution auquel se rattache le droit. Le droit légal est lié nécessairement à l'Etat, ce « mal historiquement nécessaire (4) ; » « cette forme passagère de la société (5), » « Avec l'Etat doit tomber nécessairement tout ce qui s'appelle le droit juridique, toute réglementation soi-disant légale de la vie populaire, du haut en bas par voie de législation (6). » Chacun sent déjà que ce moment est proche (7), que le changement ne tardera pas de s'effectuer (8), que notre siècle le verra encore (9).

(1) B., *Dieu et l'Etat*, p. 27-28.

(2) B., *Programme de la section slave à Zurich* : Dragomanow, p. 382.

(3) B., *Dieu et l'Etat*, p. 30.

(4) *Ibid.*, *Œuvres*, p. 287.

(5) *Ibid.*, p. 285.

(6) *Programme de la section slave à Zurich* : Dragomanow, p. 382.

(7) B., *Articles : Mémoires, pièces justificatives* p. 113.

(8) *Statuts : l'Alliance*, p. 125.

(9) *Ibid.*, p. 125.



II. *Au plus proche degré de l'évolution auquel l'humanité parviendra peu de temps après ce changement, il y aura bien encore un droit, mais ce ne sera plus le droit juridique.*

Les prévisions de *Bakounine* sur ce prochain degré de l'évolution nous montrent qu'il s'attend à ce qu'il y ait alors des normes, « confirmées par l'assentiment de tout le monde (1) », dont le respect serait au besoin imposé par la force (2), qui seraient donc des normes juridiques.

Parmi ces normes juridiques du prochain degré de notre évolution, *Bakounine* mentionne celle qui garantit « une complète autonomie » (3). Pour moi, en tant qu'individu, cela veut dire, que c'est « mon droit humain à n'obéir à aucun autre homme et à ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres (4). » Mais aussi « chaque peuple, chaque province, chaque commune a le droit absolu à une complète autonomie, pourvu que sa constitution intérieure ne soit pas une menace et un danger pour l'autonomie et la liberté des pays voisins (5). »

De même *Bakounine*, considère comme norme juridique de notre prochain degré de l'évolution l'obligation à ce que des contrats soient remplis.

(1) B., *Dieu et l'État*. Œuvres, p. 281.

(2) B., *Statuts* : *L'Alliance*, p. 129-131.

(3) B., *Proposition* : Œuvres, p. 17-18.

(4) B., *Dieu et l'État* : Œuvres, p. 281.

(5) B., *Proposition* : Œuvres., p. 17-18.

La force d'obligation d'un contrat est limitée. « Aucune obligation perpétuelle ne saurait être acceptée par la justice humaine. Nous ne reconnaitrons jamais d'autres droits, ni d'autres devoirs que ceux qui se fondent sur la liberté. Le droit de la libre réunion et de la sécession également libre est le premier, le plus important de tous les droits politiques (1). »

Une autre des normes juridiques du prochain degré de l'évolution sera celle qui affirmera que « la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant la propriété collective de la société tout entière, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles (2). »

#### 4. L'ÉTAT

*D'après Bakounine, l'Etat disparaîtra bientôt dans l'évolution de l'humanité de l'état animal vers l'état humain. « L'Etat est une institution historique, transitoire, une forme passagère de la société (3). »*

1. L'Etat appartient à une phase peu avancée de l'évolution.

« Par la religion, l'homme animal, en sortant de la bestialité, fait un premier pas vers l'huma-

(1) B., *Proposition* : Œuvres, p. 18.

(2) B., *Statuts* : *L'Alliance*, p. 133.

(3) B., *Dieu et l'Etat* : Œuvres p. 285.

nité : mais tant qu'il restera religieux, il n'atteindra jamais son but, parce que toute religion le condamne à l'absurde et, faussant la direction de ses pas le fait chercher le divin au lieu de l'humain (1). » « Toutes les religions, avec leurs dieux, leurs demi-dieux et leurs prophètes, leurs messies et leurs saints, ont été créées par la fantaisie crédule des hommes, non encore arrivés au plein développement et à la pleine possession de leurs facultés intellectuelles (2). » Ceci est surtout vrai pour le christianisme ; il est « le renversement absolu du sens commun, de toute raison humaine (3). ».

L'Etat est un produit de la religion. « Il est né dans tous les pays du mariage de la violence, de la rapine, du pillage, en un mot de la guerre et de la conquête, avec les Dieux créés successivement par la fantaisie théologique des nations (4). » « Qui dit révélation dit révélateurs, messies, prophètes, prêtres et législateurs inspirés par Dieu même ; et ceux-là, une fois reconnus comme les représentants de la divinité sur la terre, comme les saints instituteurs de l'humanité élus par Dieu même pour la diriger dans la voie du salut, exercent nécessairement un pouvoir absolu. Tous les hommes leur doivent une obéissance passive et illimi-

(1) B., *Proposition Œuvres*, p. 134.

(2) B., *Dieu et l'Etat.*, p. 19.

(3) B., *Dieu et l'Etat : Œuvres*, p. 287

(4) *Ibid.*, p. 287.

tée ; car, contre la raison divine, il n'y a point de raison humaine, et contre la justice de Dieu, il n'y a point de justice terrestre qui tienne. Esclaves de Dieu les hommes doivent l'être aussi de l'Eglise et de l'Etat, en tant que ce dernier est consacré par l'Eglise (1). »

« Il n'est pas, il ne peut exister d'Etat sans religion. Prenez les Etats les plus libres du monde, les Etats-Unis d'Amérique ou la Confédération Suisse, par exemple, et vous voyez quel rôle important y remplit, dans tous les discours officiels, la divine Providence, cette sanction supérieure de tous les Etats (2). » « Les gouvernements considèrent la croyance en Dieu, non sans beaucoup de raison, comme l'une des conditions essentielles de leur propre puissance (3). » « Il est une catégorie de gens qui, s'ils ne croient pas, doivent au moins faire semblant de croire. Ce sont tous les tourmenteurs, tous les oppresseurs, et tous les exploiters de l'humanité : prêtres, monarques, hommes d'Etat, hommes de guerre, financiers publics et privés, fonctionnaires de toutes sortes, policiers, gendarmes, geôliers et bourreaux, capitalistes, pressureurs, entrepreneurs et propriétaires, avocats, économistes, politiciens de toutes les couleurs, jusqu'au dernier vendeur d'épices, tous répéteront à l'unisson ces paroles de Voltaire : « Si Dieu n'existait pas, il faudrait

(1) B., *Dieu et l'Etat*, p. 20.

(2) *Ibid.*, p. 97.

(3) *Ibid.*, p. 9.

l'inventer. » Car, vous comprenez, « il faut une religion pour le peuple. » C'est la soupape de sûreté (1). »

2. Les traits caractéristique de l'Etat correspondent au degré inférieur de la phase de l'évolution à laquelle il se rattache.

L'Etat asservit les gouvernés. « L'Etat c'est l'autorité, c'est la force, c'est l'ostentation et l'infatuation de la force. Il ne s'insinue pas, il ne cherche pas à convertir : et toutes les fois qu'il s'en mêle, il le fait de très mauvaise grâce ; car sa nature, ce n'est point de persuader, mais de s'imposer, de forcer. Quelque peine qu'il se donne pour masquer cette nature comme le violateur légal de la volonté des hommes, comme la négation permanente de leur liberté. Alors même qu'il commande le bien, il le dessert et le gâte, précisément parce qu'il le commande, et que tout commandement provoque et suscite les révoltes légitimes de la liberté ; et parce que le bien, du moment qu'il est commandé, au point de vue de la vraie morale, de la morale humaine, non divine sans doute, au point de vue du respect humain et de la liberté, devient le mal. La liberté, la moralité et la dignité humaine de l'homme consiste précisément en ceci, qu'il fait le bien, non parce qu'il lui est commandé, mais parce qu'il le conçoit, qu'il le veut et qu'il l'aime (2). »

(1) B., *Dieu et l'Etat*, p. 11.

(2) B., *Dieu et l'Etat*, Œuvres, p. 288.



En même temps, l'Etat démoralise les gouvernants. « C'est le propre du privilège et de toute position privilégiée que de tuer l'esprit et le cœur des hommes. L'homme privilégié, soit politiquement, soit économiquement, est un homme dépravé d'esprit et de cœur. Voilà une loi sociale qui n'admet aucune exception, et qui s'applique aussi bien à des nations tout entières qu'aux classes, aux compagnies et aux individus. C'est la loi de l'égalité, condition suprême de la liberté et de l'humanité (1). »

« Tandis que les petits Etats ne sont vertueux que par faiblesse, les Etats puissants ne se soutiennent que par le crime (2). » « Nous détestons la monarchie de tout notre cœur ; mais nous sommes fermement persuadés, qu'une grande république militaire, bureaucratique et politiquement centralisée peut devenir et nécessairement deviendra une puissance conquérante au dehors, oppressive à l'intérieur, et qu'elle sera incapable d'assurer à ses sujets, lors même qu'ils s'appelleraient des citoyens, le bien-être et la liberté (3). » « C'est, dans les pays même les plus démocratiques comme les Etats-Unis de l'Amérique et la Suisse la domination régulière du privilège d'une minorité quelconque et de l'asservissement réel de l'immense majorité (4). »

(1) B., *Dieu et l'Etat*, p. 29-30.

(2) B., *Proposition : Œuvres*, p. 134.

(3) *Ibid.*, p. 10.

(4) B., *Dieu et l'Etat*, Œuvres, p. 287-288.



3. Le degré de l'évolution, auquel appartient l'Etat, sera bientôt dépassé par l'humanité.

« Dès l'origine de la société historique jusqu'à nos jours, il y a toujours eu et partout oppression des peuples par l'Etat. Faut-il en conclure que cette exploitation et cette oppression soient des nécessités absolument inhérentes à l'existence même de la société humaine (1) ? » Certainement, non ! « Le grand, le vrai but de l'histoire, le seul légitime, c'est l'humanisation et l'émancipation, c'est la liberté réelle, la prospérité de chaque individu vivant dans la société (2). » « Le triomphe de l'humanité, but et sens principal de l'histoire, n'est réalisable que par la liberté (3). » Comme l'Etat était un mal historiquement nécessaire dans le passé, aussi nécessaire sera tôt ou tard son extinction complète (4). Chacun sent déjà que ce moment est proche (5), que le changement ne tardera pas à s'effectuer (6), que notre siècle le verra encore (7).

*II. Au plus proche degré de l'évolution auquel l'humanité parviendra peu de temps après ce changement, l'Etat sera remplacé par une vie sociale, basée sur la norme légale qu'il faut exécuter les clauses d'un contrat conclu.*

(1) B., *Dieu et l'Etat*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 65.

(3) *Ibid.*, p. 53.

(4) *Ibid.*, *Œuvres*, p. 287.

(5) B., *Articles : Mémoires, pièces justificatives*, p. 113.

(6) B., *Statuts : L'Alliance*, p. 125.

(7) B., *Statuts : L'Alliance*, p. 125.

1. Aussi, après la disparition de l'Etat, les hommes vivront socialement réunis. Le but de l'évolution humaine, « l'humanité développée (1) », ne peut être atteint que par une société. « L'homme ne devient homme et n'arrive tant à la conscience qu'à la réalisation de son humanité que dans la société et seulement par l'action collective de la société tout entière ; il ne s'émancipe du joug de la nature extérieure que par le travail collectif et social qui seul est capable de transformer la surface de la terre en un séjour favorable aux développements de l'humanité ; et sans cette émancipation matérielle, il ne peut y avoir d'émancipation intellectuelle et morale pour personne. Il ne peut s'émanciper du joug de sa propre nature, c'est-à-dire il ne peut subordonner les instincts et les mouvements de son propre corps à la direction de son esprit de plus en plus développé, que par l'éducation et par l'instruction ; mais l'une et l'autre sont des choses éminemment, exclusivement sociales ; car en dehors de la société, l'homme serait resté éternellement une bête sauvage ou un saint, ce qui signifie à peu près la même chose. Enfin, l'homme isolé ne peut avoir la conscience de sa liberté. Être libre, pour l'homme, signifie être reconnu et considéré et traité comme tel par un autre homme, par tous les hommes qui l'entourent. La liberté n'est donc point un fait d'isolement, mais de réflexion mutuelle, non d'exclu-

(1) B., *Dieu et l'Etat*, p. 11.

sion, mais au contraire de liaison, la liberté de tout individu n'étant autre chose que la réflexion de son humanité ou de son droit humain dans la conscience de tous les hommes libres, ses frères, ses égaux (1). »

Les hommes ne seront plus maintenus en l'état social par une puissance suprême, mais par la force juridique du contrat. L'humanité développée ne peut être atteinte que dans une société libre. En effet, « ma liberté, ou ce qui veut dire la même chose, ma dignité d'homme, consiste à n'obéir à aucun autre homme et à ne déterminer mes actes que conformément à mes convictions propres (2) ». « Je ne suis humain et libre moi-même qu'autant que je reconnais la liberté et l'humanité de tous les hommes qui m'entourent. Ce n'est qu'en respectant leur caractère humain que je respecte le mien propre. Un anthropophage qui mange son prisonnier, en le traitant de bête sauvage, n'est pas un homme mais une bête. Un maître d'esclaves n'est pas un homme, mais un maître (3). » « Je ne deviens libre vraiment que par la liberté d'autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde et plus large devient ma liberté. C'est au contraire l'esclavage des hommes qui pose une barrière à ma liberté, ou, ce qui revient au

(1) B., *Dieu et l'État*: Œuvres, p. 277-278.

(2) *Ibid.*, p. 281.

(3) *Ibid.*, p. 279.

même, c'est leur bestialité qui est une négation à mon humanité (1) ».

Une société libre ne peut être contenue par une autorité (2), mais par un contrat (3).

2. Quelle sera, dans ses détails, l'organisation de la société future ?

« L'unité est le but, vers lequel tend irrésistiblement l'humanité (4). » Les hommes se réuniront donc autant que possible. Mais ils « remplaceront l'ancienne organisation fondée, de haut en bas, sur la violence et sur le principe d'autorité, par une organisation nouvelle n'ayant d'autre base que les intérêts, les besoins et les attractions naturelles des populations (5). » Ainsi s'organisera « la fédération libre des individus dans les communes, des communes dans les provinces, des provinces dans les nations, enfin de celles-ci dans les Etats-Unis de l'Europe d'abord et plus tard du monde entier (6). »

Il y aura « reconnaissance du droit absolu de chaque nation, grande ou petite, de chaque peuple, faible ou fort, de chaque province, de chaque commune à une complète autonomie, pourvu que sa constitution intérieure ne soit pas une menace

(1) B., *Dieu et l'Etat*, Œuvres, p. 281.

(2) *Ibid.*, p. 283.

(3) B., *Proposition*, Œuvres, p. 16-18.

(4) *Ibid.*, p. 20.

(5) *Ibid.*, p. 16.

(6) *Ibid.*, p. 16-17.

et un danger pour l'autonomie et la liberté des pays voisins (1). »

« Abandon absolu de tout ce qui s'appelle droit historique des Etats ; toutes les questions relatives aux frontières naturelles, politiques, stratégiques, commerciales devront être considérées désormais comme appartenant à l'histoire ancienne et repoussées avec énergie (2). »

« De ce qu'un pays fait partie d'un Etat, s'y fût-il même adjoint librement, il ne s'ensuit nullement pour lui l'obligation d'y rester toujours attaché. Aucune obligation perpétuelle ne saurait être acceptée par la justice humaine, la seule qui puisse faire autorité parmi nous, et nous ne reconnaitrons jamais d'autre droit, ni d'autres devoirs que ceux qui se fondent sur la liberté. Le droit de la libre réunion et de la sécession également libre est le premier, le plus important de tous les droits politiques, celui sans lequel la confédération ne serait jamais qu'une centralisation masquée (3). »

## 5. LA PROPRIÉTÉ

*1. D'après Bakounine, dans l'évolution de l'humanité d'un état moins parfait vers l'état le plus parfait possible, disparaîtra — non pas*

(1) B., *Proposition*, Œuvres, p. 17-18.

(2) *Ibid.*, p. 17.

(3) *Ibid.*, p. 18.



*la propriété — mais sa forme actuelle, la propriété illimitée.*

1. La propriété privée en tant qu'elle comprend toute chose quelle qu'elle soit, se rattache à la même phase inférieure de l'évolution que l'Etat.

« La propriété individuelle est la conséquence aussi bien que la base naturelle de l'institution de l'Etat (1). » « *Exploitation et Gouvernement*, le premier donne les moyens de gouverner, et constitue la base nécessaire aussi bien que le but de tout gouvernement, qui à son tour garantit et légalise le pouvoir d'exploiter (2). » Dans tout gouvernement, il y a « deux genres différents de rapport ; le premier est celui de l'*exploitation*, et le second celui de *gouvernement*. S'il est vrai que gouverner signifie se sacrifier pour le bien de ceux qu'on gouverne, ce second rapport est en effet en pleine contradiction avec le premier, avec celui de l'exploitation. Mais entendons-nous. Selon la théorie idéale, soit théologique, soit métaphysique, ces mots, le *bien des masses*, ne peuvent signifier leur bien-être terrestre, ni leur bonheur temporel ; qu'est-ce que c'est que quelques dizaines d'années de vie terrestre en comparaison de l'éternité. On doit donc gouverner les masses non en vue de cette félicité grossière que nous donnent les puissances matérielles sur la terre, mais en vue de leur salut éternel. Les privations et les

(1) B., *Statuts* : L'alliance, p. 128.

(2) B., *Dieu et l'Etat*, Œuvres, p. 324.



souffrances matérielles peuvent être même considérées comme un manque d'éducation, étant prouvé que trop de jouissances corporelles tuent l'âme immortelle. Mais alors la contradiction disparaît : exploiter et gouverner signifient la même chose, l'un complétant l'autre et lui servant à la fin de moyen et de but (1). »

2. Les traits caractéristiques de la propriété privée de toute chose, quelle qu'elle soit, correspondent parfaitement à l'infériorité de la phase de l'évolution à laquelle elle se rattache.

« Aux représentants privilégiés du travail nerveux — qui par parenthèse, dans l'organisation actuelle de la société, sont appelés à la représenter non parce qu'ils seraient les plus intelligents, mais seulement parce qu'ils sont nés au milieu de la classe privilégiée — à eux tous les bienfaits, mais aussi toutes les corruptions de la civilisation actuelle, la richesse, le luxe, le confort, le bien-être, les douceurs de la famille, la liberté politique exclusive avec la faculté d'exploiter le travail des millions d'ouvriers et de les gouverner à leur guise et dans leur intérêt propre. Aux représentants du travail musculaire, à ces innombrables millions de prolétaires ou même de petits propriétaires de la terre, que reste-t-il ? une misère sans issue, pas même les joies de la famille, car la famille pour le pauvre devient vite un fardeau,

(1) B., *Dieu et l'État*, Œuvres, p. 323-24.

l'ignorance, une barbarie et nous dirions presque une bestialité forcée avec la consolation qu'ils servent de piédestal à la civilisation, à la liberté et à la corruption d'un petit nombre (1). »

Plus le commerce et l'industrie sont libres et développés, plus grande est leur propriété « d'énerver ou de démoraliser plus complètement le petit nombre des privilégiés, d'augmenter la misère, les griefs et la juste indignation des masses ouvrières. L'Angleterre, la Belgique, la France, l'Allemagne sont certainement les pays de l'Europe où le commerce et l'industrie jouissent comparativement de la plus grande liberté, ont atteint le plus haut degré de développement. Et précisément ce sont aussi les pays où le paupérisme se sent de la manière la plus cruelle, où l'abîme entre les capitalistes et les propriétaires d'un côté et les classes ouvrières de l'autre semble s'être élargi à un point inconnu dans d'autres pays. En Russie, dans les pays scandinaves, en Italie, en Espagne, où le commerce et l'industrie sont peu développés, à moins de quelque catastrophe extraordinaire, on meurt rarement de faim. En Angleterre, la mort par la faim est un fait journalier. Et ce ne sont pas seulement des individus isolés, ce sont des milliers, des dizaines, des centaines de milliers qui en meurent (2). »

3. Mais bientôt l'humanité aura dépassé cette

(1) B., *Proposition*, Œuvres, p. 32-33.

(2) B. *Ibid.*, p. 26-27.

phase si inférieure de son évolution à laquelle se rattache la propriété individuelle.

De même que toujours il y avait oppression des peuples par l'Etat, de même, il y avait toujours exploitation du travail forcé des masses, esclaves, serves ou salariées, par quelque minorité dominante (1). » « Mais pas plus que cette oppression, cette exploitation n'est inhérente à l'existence même de la société humaine (2). » « Par la force même des choses » (3), la propriété illimitée disparaîtra. Chacun sent déjà que ce moment est proche (4), que le changement ne tardera pas de s'effectuer (5), que notre siècle le verra encore (6). »

*II. Au plus proche degré de l'évolution auquel l'humanité parviendra peu de temps après ce changement, la propriété subira une transformation d'après laquelle la propriété privée des moyens de consommation subsistera encore, mais d'après laquelle le sol, les instruments de travail ainsi que tout autre capital deviendront propriété de la communauté. La société de l'avenir sera collectiviste.*

(1) B., *Dieu et l'Etat*, p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 14.

(3) B., *Programme de la section slave à Zurich*, Dragomanow, p. 382.

(4) B., *Articles, Mémoires, pièces justificatives*, p. 113.

(5) B., *Statuts, l'Alliance*, p. 125.

(6) *Ibid.*, p. 125.

De cette façon le produit intégral du travail sera garanti à tout ouvrier.

1. La justice doit servir de base au monde nouveau ; sans elle, point de liberté, point de république, point de prospérité, de paix (1). » « La justice, non juridique, ni théologique, ni métaphysique, mais simplement humaine » (2) exige « qu'à l'avenir, la jouissance soit égale à la production de chacun (3). » Il s'agit donc de trouver le moyen « d'organiser une société qui, rendant à tout individu, quel qu'il soit, l'exploitation du travail d'autrui impossible, ne laisse chacun participer à la jouissance des richesses sociales, qui ne sont en réalité jamais produites que par le travail, qu'autant qu'il aura directement contribué à les produire par le sien (4). »

Ce moyen consiste en ce que « la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant la propriété collective de la société tout entière, ne puissent être utilisés que par les travailleurs, c'est-à-dire par les associations agricoles et industrielles (5). »

• « Je ne suis pas un communiste, je suis un collectiviste (6). »

(1) B., *Proposition*, Œuvres, p. 54-55.

(2) *Ibid.*, p. 59.

(3) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 133.

(4) B., *Proposition*, Œuvres, p. 55.

(5) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 133.

(6) B., *Discours, mémoire, pièces justificatives* p. 27.

Le collectivisme de la société future n'exige nullement « l'établissement d'une autorité réglementaire de quelque nature que ce fût ; et au nom de cette liberté que nous reconnaissons comme l'unique fondement et comme l'unique créateur légitime de toute organisation, tant économique que politique, nous protesterons toujours contre tout ce qui ressemblera, de près ou de loin, au communisme et au socialisme d'État (1). » « Je veux l'organisation de la société et de la propriété collective ou sociale, de bas en haut, par la voie de la libre association, et non du haut en bas par le moyen de quelque autorité que ce soit (2). »

## 6. RÉALISATION

*D'après Bakounine, la transformation que doit amener bientôt l'évolution dans son passage de l'état animal à l'état humain, c'est-à-dire la disparition de l'État, la transformation du droit et de la propriété, ainsi que l'avènement d'une ère nouvelle, tout cela sera précédé d'une révolution sociale qui s'effectuera spontanément, mais que devront hâter et aider ceux qui prévoient le sens de la marche de l'évolution.*

I. « Pour sortir de sa situation misérable, le peuple n'a que trois moyens, dont deux fantasti-

(1) B., *Propositions*, Œuvres, p. 58.

(2) B., *Discours, mémoire, pièces justificatives*, p. 28



ques et le troisième réel. Les deux premiers sont le cabaret et l'église ; le troisième, c'est la révolution sociale (1). » « Contre cette maladie [sociale], il n'est qu'un seul remède : la Révolution sociale (2) », c'est-à-dire la destruction de « toutes les institutions de l'Inégalité et par la fondation de l'Égalité économique et sociale de tous. (3) »

La révolution n'est pas faite par quelqu'un. « Les révolutions ne sont jamais faites ni par les individus, ni même, par les sociétés secrètes. Elles se font comme d'elles-mêmes, produites par la force des choses, par le mouvement des événements et des faits. Elles se préparent longtemps dans la profondeur de la conscience instinctive des masses populaires — puis elles éclatent, suscitées en apparence souvent par des causes futiles (4). » Aujourd'hui la révolution est imminente (5), chacun sent son approche (6), notre siècle la verra encore (7).

1. « Nous comprenons la révolution dans le sens du déchaînement de ce qu'on appelle aujourd'hui les mauvaises passions, et de la destruc-

(1) B., *Dieu et l'État*, p. 10.

(2) *Ibid.*, p. 18.

(3) *Ibid.*, p. 45.

(4) B., *Statuts*. L'Alliance, p. 132.

(5) *Ibid.*, p. 125.

(6) B., *Articles*, Mémoire, pièces justificatives, p. 113.

(7) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 125.



tion de ce qui dans la même langue s'appelle « l'ordre public (1). »

La révolution ne se tournera pas contre des individus, mais contre des institutions et des choses (2). Des révolutions sanglantes sont quelquefois nécessaires à cause de la bêtise humaine ; mais elles sont toujours un mal, un mal immense, et un grand malheur, non seulement au point de vue des sacrifices mais aussi à cause de la pureté et de la perfection du but au nom duquel elles se produisent (3). » « Il ne faudra pas s'étonner si dans le premier moment le peuple insurgé tue beaucoup d'opresseurs et d'exploiteurs — ce sera un malheur inévitable peut-être, aussi futile que les ravages causés par une tempête. Mais ce fait naturel ne sera ni moral, ni même utile. Les carnages politiques n'ont jamais tué de partis ; ils se sont montrés surtout impuissants contre les classes privilégiées, tant la puissance réside beaucoup moins dans les hommes que dans les positions que fait aux hommes privilégiés l'organisation des choses, c'est-à-dire l'institution de l'Etat et sa conséquence aussi bien que sa base naturelle, la propriété individuelle. Pour faire une révolution radicale, il faut donc s'attaquer aux positions et aux choses, détruire la propriété et l'Etat, alors on n'aura pas besoin de détruire les hom- »

(1) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 129.

(2) *Ibid.*, p. 126.

(3) B., *Die Volkssache*, Dragomanow, p. 309.

mes, et de se condamner à la réaction infaillible et inévitable que n'a jamais manqué et ne manquera jamais de produire dans chaque société le massacre des hommes. Mais pour avoir le droit d'être humain pour les hommes, sans danger pour la révolution, il faudra être impitoyable pour les positions et les choses ; il faudra tout détruire et surtout et avant tout la propriété, et son corrolaire inévitable — l'Etat. Voilà tout secret de la révolution (1). »

« La révolution, telle que la force des choses la pose nécessairement aujourd'hui porte un caractère essentiellement international ou universel. En vue de la coalition menaçante de tous les intérêts privilégiés et de toutes les puissances réactionnaires en Europe, disposant de tous les formidables moyens que leur donne une organisation savamment organisée, en vue de la scission profonde qui règne aujourd'hui partout entre la bourgeoisie et les travailleurs, — aucune révolution nationale ne saurait réussir, si elle ne s'étend pas aussitôt sur toutes les autres nations, et elle ne pourrait jamais dépasser les frontières d'un pays et prendre ce caractère d'universalité, si elle ne portait pas en elle-même tous les éléments de cette universalité, c'est-à-dire, si elle n'était une révolution franchement socialiste, destructive de l'Etat, et créatrice de la liberté par l'égalité et par la justice ; car rien ne sau-

(1) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 127-128.

rait désormais réunir, électriser, soulever la grande, la seule véritable puissance du siècle — les travailleurs — si ce n'est l'émancipation seule et complète du travail, sur les ruines de toutes les institutions protectrices de la propriété héréditaire et du capital (1). » — « Il ne peut plus y avoir de révolution ni politique, ni nationale triomphante à moins que la révolution politique ne se transforme en révolution sociale, et que la révolution nationale, précisément par son caractère radicalement socialiste et destructif de l'Etat ne devienne la révolution universelle (2). »

2. « La révolution telle que nous l'entendons devra dès le premier jour détruire radicalement et complètement l'Etat et toutes les institutions de l'Etat. Les conséquences naturelles et nécessaires de cette destruction seront : *a*) la banqueroute de l'Etat; *b*) la cessation du paiement des dettes privées par l'intervention de l'Etat, en laissant à chaque débiteur le droit de payer les siennes s'il le veut; *c*) la cessation des paiements de tout impôt et du prélèvement de toutes les contributions, soit directes, soit indirectes; *d*) la dissolution de l'armée, de la magistrature, de la bureaucratie, de la police et des prêtres; *e*) l'abolition de la justice officielle, la suspension de tout ce qui juridiquement s'appelait droit, et de l'exercice

(1) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 125.

(2) *Ibid.*, p. 131.

de ces droits. Par conséquent, abolition et auto-dafé de tous les titres de propriété, actes d'héritage, de vente, de donation, de tous les procès — de toute la paperasse juridique et civile en un mot. Partout et en toute chose le fait révolutionnaire au lieu du droit créé et garanti par l'Etat ; f) la confiscation de tous les capitaux productifs et instruments de travail au profit des associations de travailleurs, qui devront les faire produire collectivement ; g) la confiscation de toutes les propriétés de l'Eglise et de l'Etat aussi bien que des métaux précieux des individus au profit de l'Alliance fédérative de toutes les associations ouvrières — Alliance qui constituera la Commune. En retour des biens confisqués la Commune donnera le strict nécessaire à tous les individus ainsi dépouillés, qui pourront plus tard, par leur propre travail gagner davantage s'ils le peuvent et s'ils le veulent (1). »

La destruction sera suivie de la réorganisation. On aura donc : « h) pour l'organisation de la Commune, la fédération des barricades en permanence et la fonction de la Commune révolutionnaire par la délégation d'un ou deux députés par chaque barricade, un par rue, ou par quartier, députés investis de mandats impératifs, toujours responsables et toujours révocables. Le Conseil Communal ainsi organisé pourra choisir dans son

(1) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 129-130.

soin des comités exécutifs — séparés pour chaque branche de l'administration révolutionnaire de la Commune ; *i*) déclaration de la capitale insurgée et organisée en commune, qu'après avoir détruit l'Etat autoritaire et tutélaire, elle renonce à son droit, ou plutôt à toute prétention de gouverner, d'imposer les provinces ; *k*) Appel à toutes les provinces, communes, et associations, en laissant tous libres de suivre l'exemple donné par la capitale de se réorganiser révolutionnairement d'abord, et de déléguer ensuite, à un point de réunion convenu, leurs députés, tous aussi investis de mandats impératifs, responsables et révocables, pour constituer la fédération des associations, communes, et provinces insurgées au nom des mêmes principes, et pour organiser une force révolutionnaire capable de triompher de la réaction. Envoi non de commissaires révolutionnaires officiels avec des écharpes quelconques, mais de propagateurs révolutionnaires dans toutes les provinces et communes — chez les paysans surtout qui ne pourront être révolutionnés ni par les principes, ni par les décrets d'une dictature quelconque, mais seulement par le fait révolutionnaire lui-même, c'est-à-dire par les conséquences que produira infailliblement dans toutes les communes la cessation complète de la vie juridique, officielle de l'Etat. Abolition de l'Etat national, encore dans ce sens que tout pays étranger, province, commune, association ou même individu isolé, qui se seraient soulevés



au nom des mêmes principes, seront reçus dans la fédération révolutionnaire sans égard pour les frontières actuelles des Etats et quoique appartenant à des systèmes politiques ou nationaux différents, et que les propres provinces, communes, associations, individus qui prendront parti pour la Réaction en seront exclus. C'est donc par le fait même de l'épanchement et de l'organisation de la révolution en vue de la défense mutuelle des pays insurgés que l'universalité de la révolution fondée sur l'abolition des frontières et sur la ruine des Etats, triomphera (1). »

II. « Préparer, organiser et accélérer (2) » « la révolution, qui doit se faire partout par le peuple (3), » voilà l'unique tâche de ceux qui prévoient la marche de l'évolution. Nous devons rendre les « services d'une sage-femme (4) » aux temps nouveaux, « aider la naissance de la Révolution (5). »

Nous devons donc « répandre dans les masses des idées correspondantes aux instincts des masses (6). » « Qu'est-ce qui empêche encore le développement plus rapide de cette pensée salutaire au sein des masses ouvrières ? Leur ignorance sans doute, et en grande partie les préjugés politiques

(1) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 130-134.

(2) *Ibid.*, p. 125.

(3) *Ibid.*, p. 131.

(4) B., *Die Volkssache*. Dragomanow, p. 309.

(5) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 132,

(6) *Ibid.*, p. 132,



et religieux par lesquels les classes intéressées s'efforcent encore aujourd'hui d'obscurcir leur conscience et leur intelligence naturelle (1). » « Le but est donc de lui donner la pleine conscience de ce qu'il veut, de faire naître en lui une pensée qui corresponde à son instinct, car du moment que la pensée des masses ouvrières se sera élevée à la hauteur de leur instinct, leur volonté sera déterminée et leur puissance deviendra irrésistible (2). »

Il s'agit ensuite « d'organiser, non l'armée de la révolution — l'armée doit être toujours le peuple — mais une sorte d'état-major révolutionnaire, composé d'individus dévoués, énergiques, intelligents, et surtout amis sincères, et non ambitieux ni vaniteux, du peuple — capable de servir d'intermédiaire entre l'idée révolutionnaire et les instincts populaires. Le nombre de ces individus ne doit donc pas être immense. Pour l'organisation internationale dans toute l'Europe cent révolutionnaires fortement et sérieusement alliés suffisent. Deux, trois centaines de révolutionnaires suffiront pour l'organisation du plus grand pays (3). »

Voici surtout le champ d'action des sociétés secrètes (4). « En vue de servir, d'organiser et d'accélérer la Révolution universelle (5) » *Bakounine* fonda [en 1868] *l'Alliance internationale de*

(1) B., *Articles*, Mémoire, pièces justificatives, p. 103.

(2) *Ibid.*, p. 103.

(3) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 132.

(4) *Ibid.*, p. 132.

(5) *Ibid.*, p. 125.

*la démocratie socialiste.* Elle avait un double but.

« *a)* Elle s'efforcera de répandre, dans les masses populaires de tous les pays, les vraies idées sur la politique, sur l'économie sociale et sur toutes les questions philosophiques. Elle fera une active propagande par les journaux, les brochures et les livres aussi bien qu'en fondant des associations publiques. — *b)* Elle cherchera à s'affilier tous les hommes intelligents, énergiques, discrets, de bonne volonté, sincèrement dévoués à nos idées, afin de former dans toute l'Europe et autant que faire se pourra en Amérique, un réseau invisible de révolutionnaires dévoués et devenus plus puissants par cette alliance même (1). »

(1) B., *Statuts*, L'Alliance, p. 125-126.

## SEPTIÈME CHAPITRE

### La doctrine de Kropotkine.

#### I. GÉNÉRALITÉS.

1. Le prince *Pierre Alexejewitsch Kropotkine* naquit à Moscou en 1842. De 1862 à 1867, il fut officier des cosaques de l'Amour et parcourut pendant ce temps une grande partie de la Sibérie et de la Manchourie. De 1867 à 1871, il étudia les mathématiques à St-Pétersbourg : à cette époque, il était également le secrétaire de la Société géographique, sur la demande de laquelle il explora les glaciers de la Finlande et de la Suède, dans le cours de l'année 1871.

En 1872, Kropotkine fit un voyage en Belgique et en Suisse ; il adhéra alors à l'Association internationale des travailleurs. La même année, il retourna à St-Pétersbourg et y devint un des membres des plus importants de la société secrète des Tschaikowzs. Ceci fut découvert en 1874. Il fut arrêté et gardé en prison, mais en

1876, il réussit à s'évader et à se réfugier en Angleterre.

En 1877, Kropotkine quitta l'Angleterre et se rendit en Suisse, d'où il fut expulsé en 1881. Depuis, il séjourna alternativement en France et en Angleterre. Condamné en France en 1883 à cinq ans de prison pour adhésion à une association défendue, il restait enfermé jusqu'en 1886 où on l'ammistia. Dès lors, il vit en Angleterre.

Kropotkine a publié des descriptions de voyages et des travaux géographiques, et aussi des écrits de philosophie juridique, d'économie sociale et de politique.

2. Pour bien se rendre compte des idées de Kropotkine sur le droit, l'Etat et la propriété, il faut connaître ses petites brochures — il en existe une multitude — ses articles de journaux et ses conférences. Les articles qu'il avait publiés dans « *Le révolté* » (Genève, 1879-1882) ont été publiés en 1885 sous forme de livre ayant pour titre : *Paroles d'un révolté* (1). L'unique ouvrage dans lequel Kropotkine développe ses théories d'une façon un peu complète est sa *Conquête du pain*, (Paris, 1892).

3. Kropotkine appelle sa doctrine « anarchie ». Lorsqu'au sein de l'Internationale, il surgit un parti qui niait l'autorité dans l'Association et qui

(1) *Recueil* publié par Elisée Reclus, avec annotations et préface du même. (Le traducteur.)

se révoltait contre l'autorité sous toutes ses formes, ce parti se donna d'abord le nom de parti *fédéraliste*, puis celui d'*anti-étatiste* ou *anti-autoritaires*. A cette époque, il évitait même de se donner le nom d'anarchiste. Le mot *anarchie* (c'est ainsi qu'on l'écrivait alors) semblait trop rattacher le parti aux Proudhoniens, dont l'Internationale combattait en ce moment les idées de réforme économique. Mais, c'est précisément à cause de cela, pour jeter de la confusion, que les adversaires se plurent à faire usage de ce nom ; en outre, il permettait de dire que le nom même des anarchistes prouve que leur seule ambition est de créer le désordre et le chaos, sans penser au résultat.

Le parti anarchiste s'empressa d'accepter le nom qu'on lui donnait. Il insista d'abord sur le petit trait d'union entre *an* et *archie*, en expliquant que sous cette forme, le mot *an-archie*, d'origine grecque, signifiait *pas de pouvoir*, et non pas « désordre » ; mais bientôt il l'accepta tel quel, sans donner de besogne inutile aux correcteurs d'épreuves ni de leçon de grec à ses lecteurs (1). » Et en effet, « le mot *anarchie*, impliquant la négation de cet ordre et invoquant le souvenir des plus beaux moments de la vie des peuples, n'est-il pas bien choisi pour un parti qui marche à la conquête d'un avenir meilleur (2) ? »

(1) Kropotkine, *Paroles d'un révolté*, p. 99.

(2) *Ibid.*, p. 104.



## 2. LA BASE

*D'après Kropotkine, la loi suprême pour l'homme est la loi de l'évolution de l'humanité, c'est-à-dire du progrès dans le sens d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible ; de cette loi, il déduit le postulat de la justice et le postulat de l'énergie.*

1. La loi suprême pour l'homme est la loi de l'évolution de l'humanité, c'est-à-dire la loi du progrès dans le sens d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible.

Il n'y a « qu'une seule méthode scientifique : celle des sciences naturelles (1) » et nous appliquons cette méthode dans « les sciences ayant trait à l'homme » (2) « et surtout dans la « science des sociétés (3). » Dans toute la science se produit actuellement un « changement important (4) » grâce à la « philosophie évolutionniste (5). » « L'idée jusqu'à présent dominatrice, que tout persévérerait dans la nature, est tombée, est détruite, est anéantie. Tout change dans la nature, rien ne reste intact, ni le rocher qui nous paraît immuable, ni

(1). Kropotkine, *Les Temps nouveaux*, p. 39.

(2) *Ibid.*, p. 39.

(3) *Ibid.*, p. 8-39.

(4) *Ibid.*, p. 5.

(5) K., *Anarchist communism*, p. 4.

le continent — appelé « Festland » en allemand, c'est-à-dire « terre ferme » — ni ses habitants, ni leurs mœurs, ni leurs usages, ni leurs pensées. Tout ce que nous voyons est un phénomène passager et doit changer, puisque l'immobilité ne serait que la mort (1). » Pour les organismes, cette évolution est le progrès, à cause de leur « faculté admirable de s'adapter aux conditions du milieu où ils vivent. Ils développent de telles propriétés, que l'organisme entier s'adapte au milieu et chaque partie de l'organisme aux conditions d'une coopération libre (2). » « C'est là « la lutte pour l'existence » qu'il ne faut donc pas comprendre uniquement dans le sens étroit d'une lutte pour les moyens de subsistance (3). »

« L'évolution ne marche jamais de ce pas lent et uniforme qu'on a voulu lui attribuer. Ici, l'évolution est continuellement interrompue de révolutions locales, et ces révolutions, ces périodes d'évolution accélérée, font aussi bien partie de l'harmonie de la nature que les périodes d'évolution ralentie (4). » « L'ordre est l'équilibre librement établi entre toutes les forces agissant sur un même point. Que certaines de ces forces soient gênées dans leur action par la volonté humaine, elles n'en agiront pas moins ; mais leurs effets s'accumuleront pour rompre un jour les digues

(1) K., *Revolutionary studies*, p. 9.

(2) K., *Anarchist communism*, p. 8-9.

(3) *Ibid.*, p. 9.

(4) K., *Les Temps nouveaux*, p. 13.

imposées et pour produire un bouleversement, un cataclysme, une révolution (1). »

Kropotkine applique ces théories générales à la vie sociale des hommes (2). « Une société est un ensemble d'organismes qui s'efforcent entre eux de satisfaire aux besoins de chacun et en même temps de travailler ensemble en vue du bien de l'espèce » (3), elle est « un tout qui sert à créer un maximum de bonheur avec un minimum de travail (4). » Or, les sociétés humaines se développent (5) et l'on peut essayer de déterminer la direction de ce développement (6). Les sociétés évoluent d'une organisation moins haute à une organisation plus haute (7), le but de cette évolution, c'est-à-dire le point vers lequel elle tend, est « la création des meilleures conditions d'un bonheur maximum pour toute l'humanité (8). » Ce que nous appelons progrès est le bon chemin vers ce but (9). L'humanité peut s'écarter de ce chemin pendant quelque temps, elle y sera toujours ramenée (10).

Mais aussi dans ce cas, l'évolution ne se pro-

(1) K., *Les Temps nouveaux*, p. 12.

(2) *Ibid.*, p. 7.

(3) K., *Anarchist communism*, p. 4.

(4) K., *Revolutionary studies*, p. 24.

(5) K., *Anarchist communism*, p. 7.

(6) *Ibid.*, p. 4.

(7) *Ibid.*, p. 7.

(8) *Ibid.*, p. 4.

(9) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 28.

(10) K., *Paroles d'un révolté*, p. 17.

duit pas sans des révolutions. Ce qu'on peut avancer à propos des idées d'un individu, du climat d'un pays, des propriétés d'une espèce, est valable aussi pour les sociétés, « elles évoluent avec lenteur, mais elles ont aussi leurs périodes de révolution rapide (1). » Différentes circonstances peuvent s'opposer à la tendance d'atteindre le maximum de bonheur possible, commune à toutes les associations humaines (2). « Des idées nouvelles germent de partout, elles cherchent à se faire jour, à trouver une application dans la vie, mais elles se heurtent continuellement à la force d'inertie de ceux qui ont intérêt à maintenir l'ancien régime, elles étouffent dans l'atmosphère suffocante des anciens préjugés et des traditions (3). » « Les institutions politiques, économiques et sociales tombent en ruine ; édifice devenu inhabitable, il gêne, il empêche le développement des germes qui se produisent dans ses murs lézardés et naissent autour de lui (4). » Alors « il faut de grands événements qui viennent rompre brusquement le fil de l'histoire, jeter l'humanité hors de l'ornière où elle s'est embourbée et la lancer dans des voies nouvelles (5), » « la révolution devient une impérieuse nécessité (6). » — « L'homme a

(1) K., *Les Temps nouveaux*, p. 59.

(2) K., *Anarchist communism*, p. 4.

(3) K., *Paroles d'un révolté*, p. 275-276.

(4) *Ibid.*, p. 277-278.

(5) *Ibid.*, p. 17.

(6) *Ibid.*, p. 275.

reconnu sa position dans la nature, il a reconnu que les institutions sont son œuvre à lui et que lui seul est capable de les changer (1). » « La technologie, que n'a-t-elle pas osé ; et la littérature, l'art imitatif, le drame, la musique, que n'osent-ils pas (2) ! » Donc, partout où des institutions quelconques empêchent le progrès de la société il faut « oser combattre pour rendre accessible à tous une vie riche et débordante (3). »

2. De la loi de l'évolution de l'humanité, c'est-à-dire de la loi du progrès dans le sens d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible, Kropotkine déduit le postulat de la justice et le postulat de l'énergie.

Dans la lutte pour l'existence, les sociétés humaines tendent vers un état, dans lequel les meilleures conditions seront données pour procurer à l'humanité le maximum de bonheur possible (4). En désignant une chose comme bonne, nous entendons par là, qu'elle favorise la marche vers ce but, c'est-à-dire qu'elle est utile à la société dans laquelle nous vivons ; d'autre part, nous appelons mauvaise toute action qui empêche, selon nous, la marche vers ce but, c'est-à-dire qui est nuisible à la société dans laquelle nous vivons (5).

(1) K., *Revolutionary studies*, p. 9.

(2) *Ibid.*, p. 10.

(3) K., *La Morale anarchiste*, p. 74.

(4) K., *Anarchist communism*, p. 4.

(5) K., *La morale anarchiste*, p. 24.31.

Il est certain qu'elles sont sujettes à variations, les idées relatives à la valeur des conditions qui favorisent — ou empêchent la réalisation du maximum de bonheur pour l'humanité : en d'autres termes, les idées sur ce qui est utile à la société et sur ce qui lui est nuisible (1). Or, malgré la divergence des opinions il faudra toujours admettre une condition fondamentale, nécessaire pour pouvoir atteindre ce but. On « peut la résumer dans la maxime : « Traite les autres comme tu aimerais à être traité par eux dans des circonstances analogues (2). » Cet axiome « n'est rien d'autre que le principe de l'égalité (3). » L'égalité, d'ailleurs, « signifie la même chose qu'équité (4), » que « solidarité » (5), que « justice » (6).

Mais il faut encore une autre condition, fondamentale et incontestable, pour atteindre le but. « C'est quelque chose de plus grand, de plus beau, de plus prodigieux que la simple égalité (7). » On peut le résumer comme suit : « Sois fort, déborde dans la passion de penser et d'agir, alors ton intelligence, ton amour, ton énergie se répandra parmi les autres (8). »

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 30.

(2) *Ibid.*, p. 30-31.

(3) *Ibid.*, p. 41.

(4) *Ibid.*, p. 42.

(5) *Ibid.*, p. 38. — *Conquête du pain*, p. 296.

(6) K., *Paroles d'un révolté*, p. 342. 129.

(7) K., *La Morale anarchiste*, p. 57.

(8) *Ibid.*, p. 61-62.



## 3. LE DROIT

I. *D'après Kropotkine, dans l'évolution de l'humanité d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible, disparaîtra non pas le droit, mais le droit juridique.*

1. Le droit juridique est devenu un obstacle au progrès de l'humanité dans le sens de l'existence la plus heureuse possible.

« Voilà des milliers d'années que ceux qui nous gouvernent ne font que répéter sur tous les tons :  
« Respect à la loi, obéissance à l'autorité ! (1) »  
« Dans les États actuels, une loi nouvelle est considérée comme un remède à tous les maux (2). »  
Mais « la loi n'a aucun titre au respect des hommes (3) », « c'est un mélange habile des coutumes utiles à la société — coutumes qui n'ont pas besoin de lois pour être respectées — avec ces autres coutumes qui ne présentent d'avantages que pour les dominateurs, qui sont nuisibles aux masses et ne sont maintenues que par la crainte

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 215.

(2) *Ibid.*, p. 214.

(3) *Ibid.*, p. 227.

des supplices (1) ». « La loi que l'on présenta au début comme un recueil de coutumes utiles à la préservation de la société, n'est plus qu'un instrument pour le maintien de l'exploitation et de la domination des riches oisifs sur les masses laborieuses. Sa mission civilisatrice est nulle aujourd'hui ; elle n'a qu'une mission : le maintien de l'exploitation (2). » « Son trait distinctif est l'immobilité, remplaçant le développement continu de l'humanité (3). » « Elle travaille à immobiliser les coutumes avantageuses à la minorité dominante (4). »

« Si on étudie les millions de lois qui régissent l'humanité, on s'aperçoit aisément qu'elles peuvent être subdivisées en trois grandes catégories : protection de la propriété, protection du gouvernement, protection des personnes. Et, en analysant ces trois catégories, on en arrive, à l'égard de chacune d'elles, à cette conclusion logique et nécessaire : *Inutilité et nocivité de la Loi*. Pour la protection de la propriété, les socialistes savent ce qu'il en est. Les lois sur la propriété ne sont faites pour garantir, ni à l'individu, ni à la société, la jouissance des produits de leur travail. Elles sont faites, au contraire, pour dérober au producteur une partie de ce qu'il produit et pour assurer à quelques-uns la part des

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 227.

(2) *Ibid.*, p. 235.

(3) *Ibid.*, p. 210.

(4) *Ibid.* p. 226.

produits qu'ils ont dérobés, soit aux producteurs, soit à la société entière (1). » Quant aux lois destinées à la protection du gouvernement « nous savons fort bien que la mission de *tous* les gouvernements, monarchiques, constitutionnels et républicains, est de protéger et de maintenir par la force les privilèges des classes possédantes : aristocratie, prêtraille, bourgeoisie. Qu'on analyse toutes ces lois, qu'on les observe en action au jour le jour, et l'on s'apercevra qu'il n'y en a pas une bonne à conserver (2). » De même, « sont inutiles et nuisibles les lois concernant la protection des personnes, la punition et la prévention des « crimes ». Il est connu que la peur de la punition n'a jamais arrêté un seul assassin. Celui qui va tuer son voisin par vengeance ou par misère ne raisonne pas trop sur les conséquences, et il n'y a pas d'assassin qui n'ait eu la ferme conviction d'échapper aux poursuites. Le jour où *aucune punition* ne serait infligée aux assassins, le nombre des assassinats n'augmenterait pas d'un seul cas ; il est fort probable qu'il diminuerait au contraire de tous les cas qui sont dus aujourd'hui aux récidivistes, abrutis dans les prisons (3). »

2. Le degré de l'évolution, auquel se rattache le droit juridique sera bientôt dépassé par l'humanité.

En effet « la loi est un produit relativement

(1) K., *Paroles d'un récolte*, p. 236.

(2) *Ibid.*, p. 239.

(3) *Ibid.*, p. 240-242.

moderne ; car l'humanité a vécu des siècles et des siècles sans avoir aucune loi écrite. A cette époque les relations des hommes entre eux étaient réglées par de simples coutumes, par des habitudes, des usages, que la constante répétition rendait vénérables et que chacun acquérait dès son enfance, comme il apprenait à se procurer sa nourriture par la chasse, l'élevage des bestiaux ou l'agriculture (1). » « Mais, lorsque la société eut commencé à se scinder de plus en plus en deux classes hostiles, — l'une qui cherche à établir sa domination et l'autre qui cherche à s'y soustraire — alors le vainqueur d'aujourd'hui s'empresse d'immobiliser le fait accompli, il cherche à le rendre indiscutable, à le rendre saint et vénérable par tout ce que les vaincus peuvent respecter. La loi fait apparition, sanctionnée par le prêtre et ayant à son service la massue du guerrier (2). »

Mais sa fin approche : « On trouve partout des révoltés qui ne veulent plus obéir à la loi, sans savoir d'où elle vient, quelle en est l'utilité, d'où vient l'obligation de lui obéir et le respect dont on l'entoure. Ils soumettent à leur critique toutes les bases de la société, vénérée jusqu'à présent, et avant tout, ce fétiche, — la loi (3). » Il est proche (4), le jour de sa disparition pour l'avènement

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 221.

(2) *Ibid.*, p. 226.

(3) *Ibid.*, p. 218-219.

(4) *Ibid.*, p. 264-265.

duquel nous devons combattre (1), il arrivera peut-être encore avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (2).

II. *Au plus proche degré de l'évolution que l'humanité ne manquera pas d'atteindre peu de temps après ce changement, il y aura bien encore un droit, mais plus de droit légal.*

« Les lois seront complètement abolies (3), » « des coutumes non codifiées (4), » « un droit coutumier », comme disent les juristes (5) » « suffira pour maintenir les bons rapports (6). » Les normes de ce prochain degré d'évolution seront réglées par la volonté commune (7) et leur acceptation générale sera suffisamment garantie « par le besoin de chacun du travail en commun, de secours, de sympathie (8) » et par la crainte d'être exclu de la communauté (9) ; s'il le faut, elles seront garanties par l'intervention de citoyens isolés (10) ou même par une insurrection du peu-

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 74.

(2) *Ibid.*, p. 235. — *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 28-29.

(3) K., *Paroles d'un révolté*, p. 227. 235.

(4) K., *Anarchist communism*, p. 29.

(5) K., *Paroles d'un révolté*, p. 221.

(6) *Ibid.*, p. 221.

(7) K., *Conquête du pain*, p. 229. 109.

(8) K., *Anarchist communism*, p. 21.

(9) K., *Conquête du pain*, p. 202.

(10) K., *Revolutionary studies*, p. 30.

ple (1) ; donc, ces normes seront des normes juridiques.

Parmi les normes juridiques du prochain degré de l'évolution, Kropotkine cite entre autres la norme en vertu de laquelle il faut exécuter les clauses d'un contrat conclu (2).

Une autre norme juridique qui, d'après Kropotkine, entrera en vigueur à la même époque, sera, que non seulement les moyens de production mais que toutes les choses seront propriété commune (3).

En même temps, on appliquera — c'est toujours Kropotkine qui parle — une norme juridique « qui reconnaîtra le droit à la vie d'abord, à l'aisance ensuite pour tous ceux qui prendront une certaine part à la production (4). »

#### 4. L'ÉTAT

*1. Dans l'évolution de l'humanité d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible, l'Etat — d'après Kropotkine — disparaîtra d'ici peu de temps.*

*1. L'état est devenu une entrave à l'évolution*

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 110, 134-135. — *La Conquête du pain*, p. 109.

(2) K., *La Conquête du pain*, p. 169, 128-129, 203-205.

(3) K., *Paroles d'un révolté*, p. 136-137.

(4) K., *La Conquête du pain*, p. 229.



humaine qui progresse dans le sens du maximum de bonheur.

« A quoi sert-elle, cette immense machine que nous nommons Etat ? — Est-ce à empêcher l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste, du paysan par le rentier ? Est-ce à nous assurer le travail ? à nous défendre de l'usurier, à nous fournir la nourriture lorsque la femme n'a que de l'eau pour apaiser l'enfant qui pleure à son sein tari ? — Non, mille fois non (1) ! » — Mais en échange « il s'immisce dans toutes les manifestations de notre vie. Du berceau à la tombe il nous étrangle dans ses bras. Il légifère sur toutes nos actions. Il accumule des montagnes de lois et d'ordonnances dans lesquelles l'avocat le plus malin ne sait plus se retrouver. Il crée une armée d'employés, d'araignées aux doigts crochus, qui ne connaissent l'univers qu'à travers les sales vitres de leurs bureaux. — Les sommes immenses et toujours croissantes que les Etats prélèvent sur les peuples ne leur suffisent jamais. L'Etat existe toujours aux dépens des générations futures ; il s'endette, et partout il marche vers la ruine. — Qui dit « Etat », nécessairement, dit « guerre ». L'Etat cherche forcément à affaiblir, à appauvrir d'autres Etats pour leur imposer sa loi, sa politique, ses traités de commerce, pour s'enrichir à leurs dépens ; la guerre est devenue la condition normale de l'Europe : on a déjà des causes de

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 14.

guerre pour trente ans. — A côté de la guerre extérieure, — la guerre intérieure. Accepté par les peuples à la condition d'être le défenseur de tous et surtout des faibles contre les forts, l'Etat aujourd'hui est devenu la forteresse des riches contre les exploités, du propriétaire contre le prolétaire (1). »

D'ailleurs, la forme de l'Etat ne change rien à l'affaire. « Vers la fin du siècle passé, le peuple français renversait la monarchie, et le dernier des rois absolus expiait sur l'échafaud ses crimes et ceux de ses prédécesseurs (2). » « Plus tard, tous les pays de l'Europe continentale font la même évolution. Tous renversent l'un après l'autre leurs monarchies absolues, et tous se lancent dans la voie du parlementarisme (3). » « Et l'on s'aperçoit que, reçu avec des grandes espérances, partout le parlementarisme est devenu un simple instrument d'intrigues, d'enrichissement personnel, ou d'entraves à l'initiative populaire et au développement ultérieur (4). » « Semblable en cela aux despotes, le gouvernement représentatif, — qu'il s'appelle Parlement, Convention, Conseil de la Commune, ou qu'il se donne tout autre titre plus ou moins saugrenu, qu'il soit nommé par les préfets d'un Bonaparte ou archi-librement élu par une ville insurgée, —

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 11-14.

(2) *Ibid.*, p. 172.

(3) *Ibid.*, p. 173.

(4) *Ibid.*, p. 175.

le gouvernement représentatif cherchera toujours à étendre sa législation, à renforcer toujours le pouvoir en s'ingérant dans toute chose, en tuant l'initiative de l'individu et du groupe pour les supplanter par la loi (1). » « Il a fallu quarante ans d'une agitation qui, par moments, mettait le feu aux campagnes, pour décider le Parlement anglais à garantir au fermier le bénéfice des améliorations, par lui faites sur la terre qu'il tient à bail. — Mais s'il s'agit de protéger les intérêts du capitaliste, menacé par l'insurrection ou même par l'agitation, — oh ! alors, le gouvernement représentatif devient féroce. Il frappe, et il le fait avec plus de sûreté, plus de lâcheté que n'importe quel despote. La bête anonyme à six cents têtes a su surpasser les Louis XI et les Jean IV (2). » « Le parlementarisme n'inspire que le dégoût à ceux qui l'ont vu de près (3). »

« La domination de ceux qui s'intitulent « Gouvernement » ne peut pas coexister avec une morale basée sur la solidarité de tous (4). » C'est ce que nous montrent le mieux « *les droits politiques du citoyen* » que la presse bourgeoise nous chante chaque jour et sur tous les tons (5). » « Sont-ils faits pour ceux qui en ont seuls besoins ? — Certainement non. Le suffrage universel peut

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 181-182.

(2) *Ibid.*, p. 183-184.

(3) *Ibid.*, p. 190.

(4) *Ibid.*, p. 17.

(5) *Ibid.*, p. 33.

quelquefois protéger jusqu'à un certain point la bourgeoisie contre les empiètements du pouvoir central, sans qu'elle ait besoin de recourir constamment à la force pour se défendre. Il peut servir à rétablir l'équilibre entre deux forces qui se disputent le pouvoir, sans que les rivaux en soient réduits à se donner des coups de couteau, comme on le faisait jadis. Mais il ne peut aider en rien s'il s'agit de renverser, ou même de limiter le pouvoir, d'abolir la domination. Excellent instrument pour résoudre d'une manière pacifique les querelles entre gouvernants, — de quelle utilité peut-il être pour les gouvernés ? — De même pour la liberté de la presse. — Quel a été l'argument le plus concluant, aux yeux de la bourgeoisie, en faveur de la liberté de la presse ? — Son impuissance. « Voyez, disent-ils, l'Angleterre, la Suisse, les États-Unis. La presse y est libre, et cependant l'exploitation capitaliste y est mieux établie que dans toute autre contrée, le règne du capital y est plus sûr que partout ailleurs. » — Pour la liberté de réunion, même raisonnement. — « Donnons pleine liberté de réunion, dit la bourgeoisie : — elle ne portera pas atteinte à nos privilèges. Ce que nous devons craindre, ce sont les sociétés secrètes ; et les réunions publiques sont les meilleurs moyens de les paralyser. » — « L'inviolabilité du domicile ? — Parbleu ! inscrivez-la dans les codes, criez-la par dessus les toits » ! disent les malins de la bourgeoisie. — « Nous ne voulons pas que des agents viennent nous sur-

prendre dans notre petit ménage. Et quand nous aurons flairé un jour que ça se gâte, alors allons-y drûment, fichons-nous de l'inviolabilité, arrêtons les gens dans leurs lits, perquisitionnons, fouillons ! » — « Le secret de la correspondance ? — Dites partout, écrivez, criez que la correspondance est inviolable. — Prenez garde que les petits secrets que nous nous disons les uns les autres dans nos lettres ne puissent être divulgués. Mais si nous avons vent d'un complot tramé contre nos privilèges, — alors ne nous gênons pas : ouvrons toutes les lettres, nommons mille employés pour cela, s'il le faut, et si quelqu'un s'avise de protester, répondons franchement comme un ministre anglais l'a fait dernièrement aux applaudissements du parlement : — « Oui, messieurs, c'est le cœur serré et avec le plus profond dégoût que nous faisons ouvrir les lettres ; mais c'est exclusivement parce que la patrie (c'est-à-dire, l'aristocratie et la bourgeoisie) est en danger ! » ..... Voilà à quoi se réduisent ces soi-disant libertés politiques. — Liberté de la presse et de réunion, inviolabilité du domicile et de tout le reste, ne sont respectées *que si le peuple n'en fait pas usage contre les classes privilégiées*. Mais le jour où il commence à s'en servir pour saper les privilèges, — toutes ces soi-disant libertés sont jetées par-dessus bord (1). »

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 35-39.



2. Le degré de l'évolution, auquel se rattache l'Etat, sera bientôt dépassé par l'humanité. L'Etat est condamné à disparaître (1).

En effet, « il est d'une origine relativement récente(2). » « L'Etat est une croissance historique, qui, dans la vie de tous les peuples, est venue à une certaine époque se substituer lentement, peu à peu, aux confédérations libres. Eglise, loi, force militaire et force de richesse acquise par le pillage des voisins, faisant cause commune pendant des siècles : travaillant lentement à élaborer, pierre par pierre, empiètement par empiètement, saisie par saisie, cette institution colossale qui a fini par pénétrer dans chaque recoin de la vie sociétaire, du cerveau et du cœur humain, — cette pieuvre qui a nom « Etat (3). »

Actuellement, il tend à se décomposer. « Les peuples, — surtout ceux de race latine, — aspirent déjà à la démolition de ce pouvoir qui ne fait qu'empêcher leur libre développement. Ils veulent l'autonomie des provinces, des communes, des groupements ouvriers liés entre eux, non plus par un pouvoir qui s'impose, mais par les liens des engagements mutuels, librement consentis (4). » « Nous assistons à la décomposition galopante des Etats. Vicillards impuissants, la peau ridée et les pieds chancelants, rongés de maladies cons-

(1) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 30.

(2) K., *Anarchist communism*, p. 7.

(3) K., *Temps nouveaux*, p. 49-50.

(4) K., *Paroles d'un révolté*, p. 10.



titutionnelles, incapables de s'assimiler les flots d'idées nouvelles, ils gaspillent le peu de forces qui leur restent, ils vivent aux dépens de leurs années déjà comptées, et ils accélèrent leur chute en s'entre-déchirant comme de vieilles grogneuses (1). » Le moment de la disparition de l'État ne peut tarder d'arriver (2). Kropotkine en prédit la venue tantôt pour d'ici en quelques années (3), tantôt pour la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (4).

*II. Au plus proche degré de l'évolution que l'humanité ne manquera pas d'atteindre peu de temps après ce changement l'État sera remplacé par une vie sociale, basée sur la norme juridique qu'il faut exécuter les clauses d'un contrat conclu. L'anarchie est inévitablement (5) « le prochain et plus haut degré de l'évolution humaine (6). »*

1. Aussi après la disparition de l'État, les hommes vivront socialement réunis, mais cette société ne sera plus basée sur une puissance gouvernante mais sur l'obligation de remplir un contrat conclu. « Libre développement des individus en groupes, des groupes en associations, libre arrangement du simple au composé d'après les

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 9-10.

(2) *Ibid.*, p. 264-265.

(3) *Ibid.*, p. 139.

(4) *Ibid.*, p. 235. — *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 28-29.

(5) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 30.

(6) K., *Anarchist communism*, p. 4, 7.

besions et les tendances (1), » voilà la forme de la société future.

Actuellement, nous pouvons remarquer « un mouvement anarchiste toujours croissant, c'est-à-dire un mouvement qui tend à limiter l'action des gouvernements. L'humanité, après avoir essayé toutes les espèces de gouvernement, veut se débarrasser enfin de tous les liens gouvernementaux et co-opérer librement (2). » « Des sociétés libres commencent à couvrir tout l'immense champ de l'activité humaine (3). » « Les grandes organisations basées uniquement sur la libre entente de leurs membres, deviennent de plus en plus nombreuses. Exemples : le réseau européen des chemins de fer, constitué par une multitude de sociétés autonomes, les « bourdes » hollandaises (c'est-à-dire des sociétés d'armateurs) qui commencent à assimiler la navigation fluviale de l'Allemagne et le commerce de la mer Baltique, les nombreuses associations de commerçants en France, ainsi que les syndicats du même pays. — Poursuivent des buts plus nobles des centaines d'associations organisées similairement, s'occupant du sauvetage en mer, de la fondation d'asiles, d'hôpitaux, etc. — Nous ne citons que la société de la Croix Rouge : assassiner les hommes sur les champs de bataille, ceci reste la tâche de l'Etat, mais ce même Etat se déclare incapable d'aider ceux qui ont été blessés en défen-

(1) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 26.

(2) K., *Anarchist. communism*, p. 23.

(3) K., *Paroles d'un révolté*, p. 117.

dant sa cause et la plupart du temps, il en laisse l'initiative à l'action privée (1). » « Cette tendance prenant son libre essor, et trouvant un nouveau champ immense d'application, servira de base à la société future (2). »

« L'entente entre les centaines de compagnies auxquelles appartiennent les chemins de fer de l'Europe s'est établie directement, sans intervention d'un gouvernement central faisant la loi aux diverses sociétés ; elle s'est maintenue au moyen de congrès, composés de délégués discutant entre eux et soumettant à leurs commettants des projets, non des lois. C'est un principe nouveau, qui diffère du tout au tout du principe gouvernemental, monarchiste ou républicain, absolu ou parlementaire. C'est une innovation qui s'introduit, timidement encore, dans les mœurs de l'Europe, mais qui a l'avenir pour elle (3). »

2. « Il serait ridicule de nous casser la tête dès à présent sur les détails de la vie publique dans la société future. Néanmoins, il nous faut nous mettre d'accord sur les idées générales (4). » « Il ne nous faut pas oublier que d'ici quelques années nous pourrions être appelés à décider toutes les questions de l'organisation sociale (5). »

(1) K., *Anarchist communism*, p. 25-27.

(2) K., *Paroles d'un révolté*, p. 118.

(3) K., *La Conquête du pain*, p. 174.

(4) K., *Revolutionary studies*, p. 25.

(5) *Ibid.*, p. 26.

Il y aura des communes ; mais « ces communes ne seront plus des agglomérations territoriales ; elles ne connaîtront ni frontières, ni murailles. La commune est un groupement d'égaux et non un tout, nettement défini. Chaque groupe de la commune sera nécessairement attiré vers d'autres groupes similaires des autres communes ; il se groupera, se fédérera avec eux par des liens tout au moins aussi solides que ceux qui le rattachent à ses concitadins, constituera une commune d'intérêts dont les membres sont disséminés dans mille cités et villages (1). »

Les hommes se réuniront en de tels groupes par des « contrats » (2). Ils auront « à s'acquitter de leurs devoirs envers la société (3), » qui de son côté garanti certaines prestations (4). Il sera inutile de forcer l'accomplissement des clauses du contrat (5) ; il n'y aura plus besoin ni de punitions, ni de juges (6). L'accomplissement en sera suffisamment garanti par le besoin de chacun « de travail en commun de secours, de sympathie (7). » D'ailleurs on pourra toujours exclure ceux qui ne voudront pas remplir leurs engagements (8).

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 117.

(2) K., *Conquête du pain*, p. 169, 203.

(3) *Ibid.*, p. 145, 136, 128-129.

(4) *Ibid.*, p. 203-205.

(5) K., *Anarchist communism*, p. 24. — *Conquête du pain*, p. 188.

(6) K., *Les prisons*, p. 49.

(7) K., *Anarchist communism*, p. 24.

(8) K., *Conquête du pain*, p. 202.

Dans les communes « chacun fera soi-même ses affaires, sans attendre les ordres d'un gouvernement (1). » « La commune ne supprimera pas l'Etat pour le reconstituer (2). » « Et on verra que la meilleure manière d'être libre, c'est de ne pas être représenté, de ne pas abandonner les choses, toutes les choses, à la Providence ou à des élus, mais de les faire soi-même (3). » Il n'y aura plus de prisons, ni d'autres institutions pénitentiaires (4). Quant aux quelques individus aux penchants pervers, le seul correctif, honnête et pratique, sera encore le traitement fraternel, le soutien moral qu'ils trouveront au près de tous, la liberté (5).

Les communes, de la même manière que les membres des communes, se coaliseront par le moyen des contrats (6). « Au dessus de la commune il ne peut y avoir que les intérêts de la fédération, librement consentie par elle-même avec d'autres communes (7). » « Nos besoins sont si variés, il naissent avec une telle rapidité, que bientôt une seule fédération ne suffira plus à les satisfaire tous. La commune sentira donc la nécessité de contracter d'autres alliances, d'entrer dans

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 139.

(2) *Ibid.*, p. 111.

(3) *Ibid.*, p. 175.

(4) K., *Les prisons*, p. 49.

(5) *Ibid.*, p. 58-59.

(6) K., *La conquête du pain*, p. 44-45.

(7) K., *Paroles d'un révolté*, p. 108.



une autre fédération. Membre d'un groupe pour l'acquisition de ses denrées alimentaires, la commune devra se faire membre d'un deuxième groupe pour obtenir d'autres objets qui lui sont nécessaires, les métaux, par exemple, et puis encore d'un troisième et d'un quatrième groupe pour les étoffes et les œuvres d'art. — Prenez un atlas économique de n'importe quel pays, et vous verrez qu'il n'existe pas de frontières économiques : les zones de production et d'échange des divers produits se pénètrent mutuellement, s'enchevêtrent, se superposent. De même, les fédérations de communes, si elles suivaient leur libre développement, viendraient bientôt s'enchevêtrer, se superposer et former ainsi un réseau bien autrement compact, « un et indivisible », que ces groupements étatistes qui ne sont que juxtaposés, comme les verges en faisceaux autour de la hache du lecteur (1). »

3. La société future remplira, et avec facilité, les tâches dont l'Etat se charge actuellement.

« Vous faut-il une route ? — Eh bien, que les habitants des communes voisines s'entendent entre eux, et ils feront mieux que le ministère des travaux publics. — Un chemin de fer ? — Les communes intéressées d'une région entière le feront encore mieux que les entrepreneurs, qui amassent des millions en faisant de mauvaises routes. — Vous faut-il des écoles ? vous les ferez vous-

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 115-116.



mêmes tout aussi bien que les messieurs à Paris. Vous faudra-t-il vous défendre contre des envahisseurs étrangers ? — Sachez avant tout vous défendre vous-mêmes et ne confiez jamais ce soin à des généraux qui, certainement, vous trahiront. Vous faudra-t-il des outils, des machines ? — Vous vous entendrez avec les ouvriers des villes qui vous les enverront en échange de vos produits, au prix de revient, sans passer par l'intermédiaire d'un patron qui s'enrichit en volant et l'ouvrier qui fait l'outil et le paysan qui l'achète (1). »

« Une querelle vient d'éclater, ou quelqu'un de fort cherche à opprimer un faible. — Dans le premier cas le peuple s'arrangera de manière à soumettre le litige à un arbitrage, dans le second tout citoyen croira de son devoir d'intervenir personnellement, sans attendre la police ; on aura aussi peu besoin de gardiens de paix que de juges et de gardes-chiourmes (2). »

## 5. LA PROPRIÉTÉ

*1. D'après Kropotkine, dans l'évolution de l'humanité d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible — disparaîtra non pas la propriété — mais sa forme actuelle, la propriété privée.*

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 166.

(2) K., *Revolutionary studies*, p. 30.

1. La propriété privée est devenue un obstacle au progrès de l'humanité dans le sens de l'existence la plus heureuse possible.

Quelles sont les conséquences de la propriété privée ? « La crise, autrefois calamité passagère, est devenue chronique. La crise du coton, la crise en métallurgie, la crise horlogère, toutes les crises se déchainent aujourd'hui à la fois, s'installent en permanence. On évalue à plusieurs millions le nombre d'ouvriers sans travail, à l'heure qu'il est, en Europe ; à des dizaines de mille le nombre de ceux qui rôdent de ville en ville en mendiant, ou s'ameutent pour demander avec menaces « du travail ou du pain. » De grandes industries tuées roide, de grandes villes, comme Sheffield, rendues désertes. Chômage partout : et avec le chômage, la gêne ou plutôt la misère : les enfants livides, la femme vieillie de cinq ans au bout de l'hiver ; les maladies fauchant à grands coups dans les rangs ouvriers — et ils viennent nous parler de surproduction (1) ! »

On pourrait faire valoir la bonne influence de la propriété privée sur le paysan (2). « Mais cet âge d'or de la petite propriété foncière est passé. Aujourd'hui, le paysan possesseur d'un petit lopin joint à peine les deux bouts. Il s'endette, il devient la proie du marchand de bétail, du marchand de terre, de l'usurier ; le billet à ordre et

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 5-6.

(2) *Ibid.*, p. 322-323.

l'hypothèque ruinent des villages entiers, bien plus encore que les impôts formidables prélevés par l'Etat et la commune. La petite propriété se débat dans les angoisses, et si le paysan garde encore le nom de propriétaire, il n'est, au fond, que le tenancier des banquiers et des usuriers (1).»

Mais la propriété privée a encore d'autres conséquences, moins directes, il est vrai. « Tant que nous aurons une caste d'oisifs, entretenue par notre travail, sous prétexte qu'ils sont nécessaires pour nous diriger, ces oisifs seront toujours un foyer pestilentiel pour la moralité publique. L'homme oisif et abruti, qui toute sa vie est en quête de nouveaux plaisirs, celui chez lequel tout sentiment de solidarité avec les autres hommes est tué par les principes mêmes de son existence, et chez lequel les sentiments du plus vil égoïsme sont nourris par la pratique même de sa vie, — cet homme-là penchera toujours vers la sensualité la plus grossière : il avilira tout ce qui l'entoure. Avec son sac d'écus et ses instincts de brute, il prostituera femme et enfant ; il prostituera l'art, le théâtre, la presse ; il vendra son pays, il en vendra les défenseurs et, trop lâche pour massacrer lui-même, il fera massacrer l'élite de la patrie, le jour où il aura peur de perdre son sac d'écus, l'unique source de ses jouissances (2). » « D'année en année, des milliers d'enfants

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 326.

(2) *Ibid.*, p. 24.

grandissent au milieu de la saleté morale et matérielle de nos grandes villes, au milieu d'une population démoralisée par la vie du jour au lendemain, en face des ordures et de la fainéantise, de la luxure dont nos cités resplendissent (1). »  
« C'est la société elle-même qui fabrique chaque jour ces êtres incapables de mener une vie honnête de labour, ces êtres imbus de sentiments anti-sociaux. Elle les glorifie quand leurs crimes sont couronnés de succès ; elle les envoie au bagne quand ils n'ont pas « réussi » (2).

La propriété privée est une injustice. « Toutes les richesses accumulées sont des produits du travail de tous, de toute la génération actuelle et de toutes les générations précédentes. La maison dans laquelle nous sommes réunis en ce moment n'a de valeur que parce qu'elle est dans Paris, cette ville superbe où les labours de vingt générations se superposent. Si on la transportait dans les neiges de la Sibérie, la valeur de cette maison serait presque nulle. Cette machine que vous avez inventée et brevetée, contient en soi l'intelligence de cinq ou six générations : elle n'a d'importance que comme partie de cette immense tout que nous appelons l'industrie du XIX<sup>e</sup> siècle. La valeur de votre machine à faire des dentelles sera nulle au milieu des Papouas de la Nouvelle-Guinée (3). »  
« Sciences et industrie, savoir et application,

(1) K., *Les prisons*, p. 47.

(2) *Ibid.*, p. 49.

(3) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 10.

découverte et réalisation pratique menant à de nouvelles découvertes, travail cérébral et travail manuel, — pensée et œuvre des bras — tout se tient. Chaque découverte, chaque progrès, chaque augmentation de la richesse de l'humanité a son origine dans l'ensemble du travail manuel et cérébral du passé et du présent. Alors, de quel droit quiconque pourrait-il s'approprier la moindre parcelle de cet immense tout, et dire : Ceci est à moi, non à vous (1) ? » Or, cette appropriation du bien commun a eu lieu ; « il arriva, pendant la série des âges traversés par l'humanité, que tout ce qui permet à l'homme de produire et d'accroître sa force de production fut accaparé par quelques-uns. Aujourd'hui, le sol qui tire sa valeur précisément des besoins d'une population toujours croissante, appartient aux minorités qui peuvent empêcher, et empêchent, le peuple de le cultiver, ou ne lui permettent pas de le cultiver selon les besoins modernes. Les mines qui représentent le labeur de plusieurs générations, et qui ne dérivent leur valeur que des besoins de l'industrie et de la densité de la population, appartiennent encore à quelques-uns ; et ces quelques-uns limitent l'extraction du charbon ou la prohibent totalement, s'ils trouvent un placement plus avantageux pour leurs capitaux. La machine aussi est encore la propriété de quelques-uns seulement, et lors même que telle machine représente incontestablement les perfectionnements apportés à l'engin

(1) K., *Conquête du pain*, p. 8-9.



primitif par trois générations de travailleurs, elle n'en appartient pas moins à quelques patrons. — Les chemins de fer, qui ne seraient que ferraille inutile sans la population si dense de l'Europe, sans son industrie, sans son commerce et ses échanges, appartiennent à quelques actionnaires, ignorant peut-être où se trouvent les routes qui leur donnent des revenus supérieurs à ceux d'un roi du moyen-âge (1). »

2. L'époque de la propriété privée sera bientôt dépassée par l'humanité. La propriété privée est condamnée à disparaître (2).

La propriété privée est une formation historique ; « elle s'est formée en parasite au milieu des libres institutions de nos ancêtres (3), » étroitement liée à l'Etat. « Le régime politique est toujours l'expression et, en même temps, la consécration du régime économique (4). » « Le fait est que jamais, à aucune époque de son existence, l'Etat n'a cessé, et ne cessera d'intervenir en faveur de celui qui possède, contre celui qui ne possède rien (5). » « La toute-puissance de l'Etat, voilà la base de la puissance bourgeoise (6) ! »

Mais déjà la propriété privée s'approche de sa dissolution. « Le chaos économique ne peut plus

(1) K., *Conquête du pain*, p. 3-10.

(2) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 30.

(3) K., *Anarchist communism*, p. 11.

(4) K., *Paroles d'un révolté*, p. 169.

(5) K., *Les Temps nouveaux*, p. 45.

(6) K., *Revolutionary studies*, p. 17.



durer longtemps. Le peuple est las de subir ces crises, provoquées par la rapacité des classes régnautes : il veut vivre en travaillant, et non pas subir des années de misère, assaisonnées de charité humiliante, pour deux, trois ans de travail exténuant, plus ou moins assuré quelquefois, mais toujours très mal rétribué. Le travailleur s'aperçoit de l'incapacité des classes gouvernantes : incapacité de comprendre ses aspirations nouvelles ; incapacité de gérer l'industrie ; incapacité d'organiser la production et l'échange (1). » Par conséquent « un des traits caractéristiques de notre siècle est la croissance du socialisme et la propagation toujours plus grande des idées socialistes parmi la classe ouvrière (2). » Le moment où la propriété privée disparaîtra ne peut tarder de venir, peut-être d'ici quelques années (3), peut-être à la fin du xix<sup>e</sup> siècle (4), peut-être plus tard, mais en tout cas pas de beaucoup (5).

*II. Au plus proche degré de l'évolution que l'humanité ne manquera pas d'atteindre peu de temps après ce changement la propriété sera organisée de telle sorte qu'il n'y aura plus que la*

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 7-8.

(2) K., *Anarchist communism*, p. 4.

(3) K., *Paroles d'un révolté*, p. 139. — *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, p. 25.

(4) K., *Paroles d'un révolté*, p. 235. — *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 30.

(5) K., *Paroles d'un révolté*, p. 264-265.

*propriété sociale.* « Le prochain et plus haut degré de l'évolution humaine (1) sera inévitablement (2) non seulement l'anarchie, mais le communisme anarchiste (3). » « La tendance à la liberté économique comme la tendance à la liberté politique sont toutes les deux l'expression du même besoin d'égalité, besoin qui est la base de toutes les luttes dans l'histoire (4). » « Notre siècle est caractérisé par l'intensité avec laquelle ces deux tendances se présentent (5). » Ainsi sera garantie une vie agréable à chaque individu qui coopérera à la production dans une certaine mesure.

1. Le prochain degré de l'évolution humaine ne connaîtra plus que la propriété sociale.

« Une tendance communiste se montre de plus en plus dans notre société : le pontonage disparaît, le pont devient libre : les barrières tombent, la route devient publique. Le même esprit pénètre mille autres institutions : musées, bibliothèques, écoles gratuites, parcs, promenades, rues pavées et éclairées, tout cela est à la disposition de tous; de même on tâche de distribuer l'eau dans les ménages sans se préoccuper de la quantité utili-

(1) K., *Anarchist communism*, p. 4.7.

(2) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 30.

(3) K., *Paroles d'un révolté*, p. 88. — *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 30.

(4) K., *Anarchist communism*, p. 8.

(5) *Ibid.*, p. 8.

sée ; les tramways et les chemins de fer ont déjà commencé à introduire des abonnements et des tarifs uniques et certainement ils iront encore plus loin dans cette voie dès qu'ils ne seront plus des entreprises privées. Tout ceci nous montre de quel côté s'oriente le progrès de l'avenir (1).»

La société future sera communiste : « La première préoccupation de la Commune au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle sera de s'emparer de tout le capital social accumulé dans son sein (2), » et ceci « de toutes les valeurs de consommation et de production (3). » « On a cherché à établir une distinction entre le capital qui sert à la production et la richesse qui sert à subvenir aux nécessités de la vie. La machine, l'usine, la matière première, les voies de communication et le sol d'un côté, les habitations, les produits manufacturés, les vêtements, les denrées de l'autre. Les uns devenant propriété collective, les autres destinés à rester propriété individuelle. Mais cette distinction est illusoire et impossible à établir : la maison qui nous abrite, le charbon et le gaz que nous brûlons, la nourriture que brûle la machine humaine pour maintenir la vie, le vêtement dont l'homme se couvre pour préserver son existence, le livre qu'il lit pour s'instruire, voire même l'agrément qu'il se procure sont autant de parties intégrantes de son

(1) K., *Anarchist communism*, p. 21.

(2) K., *Paroles d'un révolté*, p. 110.

(3) *Ibid.*, p. 137.

existence, tout aussi nécessaires pour le succès de la production et pour le développement de l'humanité, que les machines, les manufactures, les matières premières et les autres agents de la production. Maintenir la propriété individuelle pour ces richesses, serait maintenir l'inégalité, l'oppression, l'exploitation, paralyser d'avance les résultats de l'expropriation partielle (1). »

L'isolement des Communes communistes n'est pas à craindre (2). « Une telle grande ville proclame demain « la Commune », qu'elle abolisse dans son sein la propriété individuelle, qu'elle introduise chez soi le communisme complet, c'est-à-dire la jouissance collective du capital social, des instruments de travail et des produits du travail accompli, et, pourvu que la ville ne soit pas cernée par des armées ennemies, au bout de quelques jours déjà, les convois de chars arriveront aux halles, les fournisseurs lui expédieront des ports lointains leurs cargaisons de matières premières ; les produits de l'industrie de la cité, après avoir satisfait aux besoins de la population, iront chercher des acheteurs aux quatre coins du monde ; les étrangers viendront en foule, et tous, paysans, citoyens des villes voisines, étrangers, iront conter à leurs foyers la vie merveilleuse de la libre cité où tous travaillent, où il n'y a plus ni pauvres ni opprimés, où tous jouissent des fruits de leur

1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 137.

(2) *Ibid.*, p. 114.

labeur, sans que personne mette la main sur la part du lion (1). »

2. Le Communisme de la société future ne sera pas le « Communisme de couvent ni de caserne, prêché jadis, mais le Communisme libre, qui met à la disposition de tous, les produits récoltés et fabriqués en commun, laissant à chacun la liberté de les consommer comme il lui plaira chez lui ou ailleurs (2). » Il est encore impossible de s'en représenter tous les détails ; néanmoins « il faut nous mettre d'accord sur les points principaux (3). »

Comment la production se passera-t-elle ?

D'abord « il faut produire pour satisfaire les besoins les plus impérieux de l'homme (4). » Pour cela il suffit « que tous les adultes, sauf les femmes occupées à l'éducation des enfants, s'engagent à travailler cinq heures par jour de l'âge de vingt ou vingt-deux ans à celui de quarante-cinq ou cinquante, et qu'ils s'emploient à des occupations, à leur choix, dans n'importe laquelle des branches des travaux humains considérés comme nécessaires (5). » « Une association, par exemple, stipulerait avec chacun de ses membres le contrat suivant : « Nous sommes prêts à vous garantir la jouissance de nos maisons, magasins, rues,

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 113-114.

(2) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 12.

(3) K., *Revolutionary studies*, p. 25.

(4) K., *Conquête du pain*, p. 239.

(5) K., *Conquête du pain*, p. 128-129.



moyens de transport, écoles, musées, etc., à condition que de vingt à quarante-cinq ans ou cinquante ans, vous consacriez quatre ou cinq heures par jour à l'un des travaux reconnus nécessaires pour vivre. Choisissez vous-mêmes, quand il vous plaira, les groupes dont vous voudrez faire partie, ou constituez-en un nouveau, pourvu qu'il se charge de produire le nécessaire. Et, pour le reste de votre temps, groupez-vous avec qui vous voudrez en vue de n'importe quelle récréation, d'art ou de science, à votre goût. Douze ou quinze cents heures de travail par an dans un des groupes produisant la nourriture, le vêtement, et le logement, ou s'employant à la salubrité publique, aux transports, etc. — c'est tout ce que nous vous demandons pour vous garantir tout ce que ces groupes produisent ou ont produit (1). »

On aura amplement le temps de produire des choses qui satisferont des besoins moins urgents. « L'homme se déchargera d'abord, soit dans les champs, soit dans les usines, du travail qu'il devra à la société pour sa part de contribution à la production générale. Et il emploiera l'autre moitié de sa journée, de sa semaine, ou de son année, à la satisfaction de ses besoins artistiques ou scientifiques (2). » « Celui qui voudra un piano à queue entrera dans l'association des fabricants d'instruments de musique: Et en lui donnant une partie

(1) K., *Conquête du pain*, p. 203-204.

(2) *Ibid.*, p. 136.



de ses demi-journées de loisir, il aura bientôt le piano de ses rêves. S'il se passionne pour les études astronomiques, il rejoindra l'association des astronomes, avec ses philosophes, ses observateurs, ses calculateurs, ses artistes en instruments astronomiques, ses savants et ses amateurs, et il aura le télescope qu'il désire en fournissant une part de travail à l'œuvre commune, car c'est le gros travail surtout que demande un observatoire astronomique, travaux de maçon, de menuisier, de mécanicien, — le dernier fini étant donné à l'instrument de précision par l'artiste. — En un mot, les cinq à sept heures par jour dont chacun disposera, après avoir consacré quelques heures à la production du nécessaire, suffiraient largement pour donner satisfaction à tous les besoins de luxe, infiniment variés (1). »

« On aura la combinaison de l'agriculture avec l'industrie ; l'homme sera agriculteur et industriel en même temps (2). » « Industrie éminemment périodique qui demande à certaines époques un surcroît de bras, pour l'amélioration du sol, bien plus encore que pour la récolte, l'agriculture, devenue la culture en commun, sera le trait d'union entre la ville et le village (3). » Ceci « mettra aussi fin à cette séparation entre le travail de la pensée et le travail manuel (4). » « Lorsqu'il n'y aura plus de

(1) K., *Conquête du pain*, p. 150-151.

(2) *Ibid.*, p. 76.

(3) K., *Paroles d'un révolté*, p. 330-331.

(4) K., *Conquête du pain*, p. 195.

meurt-de-faim prêts à vendre leurs bras pour une maigre pitance, force sera aux littérateurs et aux savants de s'associer entre eux pour imprimer leur prose ou leurs vers. Les écrivains, ainsi que leurs admirateurs et admiratrices, apprendront vite l'art de manier le composeur ou l'appareil à caractères ; ils connaîtront la jouissance de venir tous ensemble — tous les appréciateurs de l'œuvre qui s'imprime — la composer et la voir sortir, la tirer, belle de sa pureté virginale, d'une machine rotative (1).»

« Tout travail sera agréable (2). » « S'il y a encore du travail désagréable, c'est uniquement parce que les hommes de la science n'ont jamais réfléchi à des améliorations, sachant qu'on trouverait toujours quelques meurt-de-faim qui, pour quelques sous, travailleront dans n'importe quelle condition (3). »

« La manufacture, l'usine, la mine peuvent être aussi saines, aussi superbes que les meilleurs laboratoires des universités modernes ; et mieux elles seront organisées sous ce rapport, plus productif sera le travail humain (4). » Le travail fourni ainsi « sera infiniment supérieur et autrement considérable que la production obtenue jusqu'à l'époque actuelle, sous l'aiguillon de l'esclavage, du servage et du salariat (5). »

(1) K., *Conquête du pain*, p. 137.

(2) *Ibid.*, p. 153.

(3) K., *Anarchist communism*, p. 31.

(4) K., *Conquête du pain*, p. 156.

(5) *Ibid.*, p. 193.

La répartition comment se fera-t-elle ?

Chacun qui aura contribué à la production aura aussi sa part à la répartition. Mais la part du produit ne sera pas équivalente à la part du travail fourni. « De chacun selon ses facultés, à chacun selon ses besoins (1). » On « placera les besoins au-dessus des œuvres, et on reconnaîtra le droit à la vie d'abord, à l'aisance ensuite pour tous ceux qui prendront une certaine part à la production (2). » « Chacun, quelles que soient sa force ou sa faiblesse, ses aptitudes ou son incapacité, possède, avant tout, le droit de vivre (3). » « Il aura le droit à l'aisance et le droit de décider lui-même ce que doit être cette aisance (4). »

Le stock des biens existants le permettra aisément. « Si l'on prend en considération, d'une part la rapidité avec laquelle les nations civilisées augmentent leur force de production, et d'autre part les limites tracées à cette production soit directement, soit indirectement par les conditions actuelles, on doit en conclure qu'une organisation économique tant soit peu raisonnable permettrait aux nations civilisées d'entasser en peu d'années tant de produits utiles qu'elles seraient forcées de s'écrier : assez, assez de charbon ! assez de pain ! assez de vêtements ! reposons-nous, recueillons-nous pour mieux utiliser

(1) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 12.

(2) K., *Conquête du pain*, p. 229.

(3) *Ibid.*, p. 26.

(4) *Ibid.*, p. 28.

nos forces, pour mieux employer nos loisirs (1) ! »

Mais que faire si le stock de biens ne peut suffire à tous les besoins ? « Prise au tas pour tout ce qui abonde. Rationnement pour tous les objets dont la production est restreinte, et rationnement selon les besoins, donnant la préférence aux enfants et aux vieillards, aux faibles en un mot. Ceci se pratique chaque jour dans les campagnes. Tant que les prés suffisent, quelle est la commune qui songe à en limiter l'usage ? Lorsque le petit bois et les châtaignes abondent, quelle commune refuse aux communiers d'en prendre ce qu'ils veulent ? Et lorsque le gros bois commence à manquer, qu'est-ce que le paysan introduit ? Le rationnement (2). »

## 6. RÉALISATION

*D'après Kropotkine, le changement qui doit se produire bientôt dans la marche de l'évolution humaine d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible, c'est-à-dire la disparition de l'Etat, la transformation du droit et de la propriété, et le commencement d'une nouvelle ère, tout cela sera précédé d'une révolution sociale, qui se fera d'elle-même, mais à laquelle, ceux qui prévoient la marche de l'évolution, doivent préparer les esprits.*

(1) K., *Conquête du pain*, p. 20.

(2) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 13.

I. « Nous savons que nous n'arriverons pas à cet idéal sans de fortes secousses (1). » « Pour le triomphe de la justice, pour la mise en pratique des idées nouvelles, il faut une tourmente révolutionnaire qui balaye toute cette moisissure, vivifie de son souffle les cœurs engourdis et apporte à l'humanité le dévouement, l'abnégation, l'héroïsme, sans lesquels une société s'avilit, se dégrade, se décompose (2). » Il nous faut « la Révolution Sociale, c'est-à-dire la prise de possession par le peuple de toute la richesse sociale et l'abolition de tous les pouvoirs (3). » « La Révolution Sociale est imminente (4). » « La fin du siècle nous prépare une formidable révolution (5). » « Il ne nous reste plus que quelques années jusqu'à la Révolution (6). » « Elle est le problème que l'histoire nous a imposé (7). » « Que vous la vouliez ou non, elle se fera, indépendamment de la volonté des individus (8). »

1. « Ce n'est pas par une révolution d'un jour ou deux que nous arriverons à transformer la société ; c'est toute une période insurrectionnelle de trois, quatre, cinq ans peut-être, que nous devons tra-

(1) K., *L'anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 28.

(2) K., *Paroles d'un révolté*, p. 280.

(3) *Ibid.*, p. 261.

(4) K., *Conquête du pain*, p. 22.

(5) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 28.

(6) K., *Paroles d'un révolté*, p. 139.

(7) K., *Un siècle d'attente*, p. 32.

(8) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 29.



verser pour accomplir notre révolution dans le régime de la propriété et le mode de groupement de la société (1). » « Pendant cette période, l'idée anarchiste pourra germer, porter ses fruits et se préciser dans la grande masse des esprits. C'est alors que les indifférents d'aujourd'hui deviendront partisans convaincus de l'idée nouvelle (2). » La Révolution ne sera pas limitée à un territoire restreint. « Cependant, il n'est pas à supposer qu'elle commencera dans toute l'Europe à la fois (3). » « L'Allemagne est plus proche d'une révolution qu'on ne le pense (4). » Mais, « qu'elle parte de France, de l'Allemagne, de l'Espagne ou de la Russie, elle sera européenne. » Elle se répandra avec la même rapidité que celles de nos aînés, les héros de 1848 ; elle embrasera l'Europe (5). »

2. Le premier fait de la Révolution sera la destruction (6). « L'instinct de destruction, si naturel et si juste parce qu'il est en même temps l'instinct du renouvellement, trouvera largement à se satisfaire. Que de vieilleries à remplacer ! Tout n'est-il pas à refaire, les maisons, les villes, l'outillage agricole et industriel, enfin le matériel

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 90. — *Revolutionary studies*, p. 23.

(2) K., *Paroles d'un révolté*, p. 90-91.

(3) K., *Conquête du pain*, p. 85.

(4) K., *L'Anarchie, sa philosophie, son idéal*, p. 26.

(5) K., *L'Anarchie dans l'évolution socialiste*, p. 29.

(6) K., *Paroles d'un révolté*, p. 263.

de la société tout entière ? Détruisez sans retard tout ce qui doit être renversé, les bastilles et les prisons, les forts tournés contre les villes et les quartiers insalubres où vous avez si longtemps respiré un air chargé de poison (1). »

Néanmoins, la Révolution sociale ne sera pas le règne de la terreur. « Je comprends qu'il tombe des victimes dans la lutte. Je comprends le peuple de Paris lorsque, avant de courir aux frontières, il extermine dans les prisons les aristocrates qui complotaient avec l'ennemi l'écrasement de la Révolution. Et à quiconque blâmerait ce peuple, je poserais cette question : « Avez-vous souffert comme eux, avec eux ? Sinon, ayez, du moins la pudeur de vous taire (2). » Mais jamais le peuple ne mettra la Terreur à l'ordre du jour comme l'ont fait tant de fois les rois et les tzars. « Il a pitié des victimes, il a trop bon cœur pour que la cruauté ne lui répugne pas bientôt. L'accusateur public, la charrette, la guillotine le dégoûtent vite. Après peu on reconnaît qu'un régime semblable ne fait que préparer la dictature et l'on abolit la guillotine (3). »

Avant tout, on renversera le gouvernement. « Ne craignez pas leur force. Ces gouvernements, qui semblent si formidables, croulent sous les premiers chocs du peuple insurgé : on en a assez

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 342.

(2) K., *Les Prisons*, p. 57.

(3) K., *Revolutionary studies*, p. 16.

vu dégringoler en quelques heures (1).» « Le peuple se révolte et voilà la machine de l'Etat détraquée ; la hiérarchie des fonctionnaires tombe en désorganisation et ne sait plus dans quel sens il faut marcher ; les soldats ont perdu confiance en leurs chefs (2). »

Mais cela ne suffit pas. « Le jour où les gouvernements seront balayés par le peuple, celui-ci n'attendra pas qu'un gouvernement quelconque décrète dans sa sagesse inouïe des réformes économiques. Il abolira lui-même la propriété individuelle par l'expropriation violente (3). » « Les paysans chasseront les grands propriétaires et déclareront leurs biens propriété commune ; ils démoliront les usuriers, aboliront les hypothèques et proclameront leur indépendance absolue (4) ; » et dans les villes « le peuple prendra possession de toute la richesse sociale, il évincera le baron industriel et il fera marcher lui-même les ateliers (5). » L'expropriation sera générale ; mais pour qu'elle réponde au principe, qui est de supprimer la propriété privée et de rendre tout à tous, il faut qu'elle s'accomplisse en de vastes proportions. En petit on n'y verrait qu'un vulgaire pillage (6). Elle ne se bornera pas aux moyens de

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 166.

(2) K., *Paroles d'un révolté*, p. 246.

(3) *Ibid.*, p. 134-135.

(4) *Ibid.*, p. 167.

(5) *Ibid.*, p. 135.

(6) *Ibid.*, p. 337.

production, « dès que le peuple aura balayé les gouvernements, il cherchera avant tout à s'assurer un logement salubre, une nourriture suffisante et le vêtement, sans payer tribut (1). » Mais l'expropriation « aura des limites (2). » « Voilà, nous dira-t-on, un pauvre diable. A force de privations, il est parvenu à s'acheter une maison assez grande pour y loger sa famille. Il y est si heureux ; allez-vous aussi le jeter dans la rue ? Certainement non ! Si sa maison suffit à peine à loger sa famille, — qu'il l'habite, parbleu ! qu'il cultive le jardin sous ses fenêtres ! Nos gars, au besoin, iront même lui donner un coup de main. Mais s'il a dans sa maison un appartement qu'il loue à un autre, le peuple ira trouver cet autre et lui dira : « Vous savez, camarade, que vous ne devez plus rien au vieux ? Restez dans votre appartement et ne payez plus rien : point d'huissier à craindre désormais, c'est la Sociale (3) ! » « L'expropriation doit porter sur tout ce qui permet à quiconque ce soit de s'approprier le travail d'autrui (4). »

3. « L'œuvre de démolition sera suivie de l'œuvre de réorganisation (5). »

La plupart s'imaginent la Révolution avec un « gouvernement révolutionnaire (6), » et ceci de

(1) K., *Conquête du pain*, p. 63.

(2) *Ibid.*, p. 56.

(3) *Ibid.*, p. 109.

(4) *Ibid.*, p. 56.

(5) K., *Paroles d'un révolté*, p. 263.

(6) *Ibid.*, p. 246.

deux façons. Les uns y voient un gouvernement élu : « on propose de convoquer le peuple pour les élections, d'élire de suite un gouvernement, de lui confier l'œuvre que nous tous, que chacun de nous devrait faire de sa propre initiative (1). » Mais « il est impossible à un peuple insurgé de se donner, par la voie des élections, un gouvernement qui ne soit pas un boulet attaché aux pieds du peuple, surtout lorsqu'il s'agit d'accomplir cette immense régénération économique, politique et morale que nous comprenons par Révolution sociale (2). » D'autres comprennent cela : « ils renoncent donc à l'idée d'un gouvernement « légal », du moins pour la période qui est une révolte contre la légalité, et ils préconisent la « dictature révolutionnaire ». Le parti, disent-ils, qui aura renversé le gouvernement se substituera de force à sa place. Il s'emparera du pouvoir et procédera d'une façon révolutionnaire. Quant à ceux qui ne voudront pas reconnaître son autorité, la guillotine ; à ceux qui refuseront d'obéir aux ordres qu'il lancera pour régler la marche de la révolution, encore la guillotine ! Voilà comment raisonnent les Robespierre en herbe. Nous, anarchistes, nous savons que cette idée de dictature n'est toujours qu'un produit malsain du fétichisme gouvernemental et nous savons aussi où mène chaque dictature, même la mieux intentionnée — à la mort de la révolution (3). »

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 248-249.

(2) *Ibid.*, p. 253.

(3) *Ibid.*, p. 253-255.



« Nous ferons nous-mêmes nos affaires, sans attendre les ordres d'un gouvernement (1). » « Il suffit qu'un jour l'Etat se trouve désorganisé pour une raison ou pour une autre ; que la machine oppressive faiblisse dans ses fonctions, pour que les alliances libres naissent d'elles-mêmes. Souvenons-nous des fédérations spontanées de la bourgeoisie armée pendant la grande révolution. Souvenons-nous de ces fédérations qui surgirent spontanément en Espagne et sauvèrent l'indépendance du pays lorsque l'Etat était ébranlé jusque dans ses fondements par les armées conquérantes de Napoléon. Dès que l'Etat n'est plus à même d'imposer l'union forcée, l'union surgit d'elle-même, selon les besoins naturels. Renversez l'Etat, la société fédérée surgira de ses ruines, vraiment une, vraiment indivisible, mais libre et grandissant en solidarité par sa liberté même (2). »

« La réorganisation de l'industrie sur de nouvelles bases ne se fera pas en quelques jours (3), » surtout puisque la Révolution ne se produira pas dans toute l'Europe à la fois (4). Le peuple prendra des mesures provisoires pour s'assurer la nourriture, le vêtement, le logement. Le peuple s'emparera d'abord des greniers à blé, des abattoirs, des magasins de comestibles. Des citoyennes, des citoyens de bonne volonté inventorieront ce qui se

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 139.

(2) *Ibid.*, p. 116-117.

(3) K., *Conquête du pain*, p. 75.

(4) *Ibid.*, p. 85.

trouve dans chaque magasin, dans chaque grenier : des millions d'exemplaires de tableaux exacts de toutes les denrées seront distribués, indiquant les endroits où elles se trouvent emmagasinées ainsi que les moyens de distribution. Maintenant, prise au tas de ce qu'on possède en abondance. Rationnement de ce qui doit être mesuré, en réservant la nourriture la plus délicate aux malades et aux faibles. Remplacement des vivres utilisés par l'importation de la campagne en produisant les choses utiles aux paysans et en les mettant à leur disposition : en plus, les habitants des villes cultiveront les parcs seigneuriaux et prairies des alentours (1). De même façon, le peuple prendra possession des logements. Des groupes de citoyens de bonne volonté viendront s'enquérir du nombre des appartements vides et en publieront des listes complètes. On se réunira par rues, par quartiers, par arrondissements et on se mettra d'accord sur la distribution des logements. Les inconvénients qu'on aurait encore à subir seront aisément et vite réparés. Les ouvriers du « bâtiment » reprendront pour quelques heures par jour le travail auquel ils sont accoutumés : ils aménageront les grands appartements et en quelques mois, des maisons, autrement salubres que celles de nos jours, auront surgi (2). On agira de même pour les vêtements. Le peuple prend possession des grands magasins d'habits et des volon-

(1) K., *Conquête du pain*, p. 76-96.

(2) *Ibid.*, p. 104-107.

taires dressent des listes des provisions. Prise au tas pour ce qui se trouve en abondance ; rationnement pour ce qui se trouve en quantité limitée. Les lacunes seront bientôt comblées par les fabriques, pourvues de machines perfectionnées et organisées pour la production sur une vaste échelle (1).

II. « Préparer les esprits à la Révolution (2), » voilà la tâche de ceux qui prévoient la marche de l'évolution. C'est surtout « la tâche des sociétés secrètes et des organisations révolutionnaires (3). » C'est la tâche « du parti anarchiste (4). » « Le nombre des anarchistes grandit chaque jour et il ira toujours en grandissant ; mais ce ne sera qu'à la veille même du soulèvement qu'il deviendra majorité, de minorité qu'il est aujourd'hui (5). » « Rappelons-nous quel triste tableau offrait la France quelques années avant la grande Révolution, et quelle faible minorité étaient ceux qui rêvaient l'abolition de la royauté et de la féodalité — et néanmoins, quelle transformation trois ou quatre ans plus tard : la minorité avait commencé la révolution et entraînait la masse avec elle (6). »

(1) K., *Conquête du pain*, 114-116.

(2) K., *Paroles d'un révolté*, p. 260.

(3) *Ibid.*, p. 260.

(4) *Ibid.*, p. 99. 254. — *Les Temps nouveaux*, p. 54.

(5) K., *Paroles d'un révolté*, p. 90.

(6) *Ibid.*, p. 91-95.

Mais comment préparer les esprits à la révolution ?

1. Avant tout, il faut faire connaître partout le but de la Révolution. « Le signaler, par la parole et par les actes, de manière à le rendre éminemment populaire, si populaire que le jour du mouvement il s'échappe de toutes les bouches. Tâche beaucoup plus immense et plus nécessaire qu'on ne le s' imagine généralement ; car si ce but est tout vivant devant les yeux du petit nombre, ce n'est nullement le cas pour la grande masse, travaillée dans tous les sens par la presse bourgeoise (1). »

Mais ceci ne suffit pas. Il s'agit de « réveiller ce sentiment d'indépendance et ce souffle d'audace sans lesquels aucune révolution ne saurait s'accomplir (2). » « Mais des raisonnements paisibles à l'insurrection, à la révolte, il y a tout un abîme, celui qui chez la plus grande partie de l'humanité sépare le raisonnement de l'acte, la pensée de la volonté (3). »

2. Pour arriver à ces deux buts il n'y a qu'un moyen, « c'est *l'action*, l'action continue, renouvelée sans cesse, des minorités. Le courage, le dévouement, l'esprit de sacrifice, sont aussi contagieux que la poltronnerie, la soumission et la panique (4). »

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 312.

(2) *Ibid.*, p. 285.

(3) *Ibid.*, p. 283.

(4) *Ibid.*, p. 284.

« Quelles formes prendra l'agitation ? — Mais toutes les formes les plus variées, qui lui seront dictées, par les circonstances, les moyens, les tempéraments. Tantôt lugubre, tantôt railleuse, mais toujours audacieuse ; tantôt collective, tantôt purement individuelle, elle ne néglige aucun des moyens qu'elle a sous la main, aucune circonstance de la vie publique, pour tenir toujours l'esprit en éveil, pour propager et formuler le mécontentement, pour exciter la haine contre les exploiters, ridiculiser les gouvernements, démontrer leur faiblesse, et surtout, et toujours, réveiller l'audace, l'esprit de révolte, en prêchant d'exemple (1). »

« Hommes de cœur qui ne se contentent pas de paroles, mais qui cherchent à les mettre à exécution, caractères intègres, pour qui l'acte fait un avec l'idée, pour qui la prison, l'exil et la mort sont préférables à une vie en désaccord avec leurs principes ; hommes intrépides qui savent qu'il faut oser pour réussir, ce sont les sentinelles perdues qui engagent le combat, bien avant que les masses soient assez excitées pour lever ouvertement le drapeau de l'insurrection et marcher, les armes à la main, à la conquête de leurs droits. Au milieu des plaintes, des causeries, des discussions théoriques, un acte de révolte, individuel ou collectif, se produit, résumant les aspirations dominantes (2). »

« Il se peut qu'au premier abord la masse reste

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 284.

(2) *Ibid.*, p. 285.



indifférente, il se peut qu'elle suive d'abord les sages, les prudents, qui s'empressent de taxer cet acte de « folie ». Mais bientôt les fous trouvent des sympathies, la masse du peuple applaudit en secret à leur audace et ils trouvent des imitateurs. A mesure que les premiers d'entre eux vont peupler les geôles et les bagnes, d'autres viennent continuer leur œuvre ; les actes de protestation illégale, de révolte, de vengeance, se multiplient. Par les faits qui s'imposent à l'attention générale, l'idée nouvelle s'infiltré dans les cerveaux et conquiert des prosélytes. Tel acte fait en quelques jours plus de propagande que des milliers de brochures.

Le gouvernement résiste ; il sévit avec fureur. Il ne provoque que de nouveaux faits de révolte, individuelle et collective ; il pousse les révoltés à l'héroïsme, et de proche en proche ces actes gagnent de nouvelles couches, se généralisent, se développent. Le parti révolutionnaire se renforce d'éléments qui jusqu'alors lui étaient hostiles, ou qui crouissaient dans l'indifférence. La désagrégation gagne le gouvernement.

Les classes dirigeantes peuvent essayer encore de recourir à une réaction furieuse — mais ce n'est plus le moment ; la lutte n'en devient que plus aiguë. D'autre part, la moindre des concessions ne fait que réveiller davantage l'esprit révolutionnaire. Le peuple prévoit la victoire — la Révolution éclate (1). »

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 285-288.

3. Pour nous familiariser avec les moyens de faire connaître le but de la révolution et pour éveiller l'esprit de révolte, Kropotkine nous raconte quelques-uns des événements qui ont précédé la révolution de 1789.

Des milliers de pamphlets font connaître au peuple les vices de la cour; des chansons s'attaquent aux têtes couronnées, elles éveillent la haine contre la noblesse et contre le clergé. Des placards menacent le roi, la reine, les fermiers-généraux. On brûle en effigie les ennemis du peuple. On habitue le peuple à descendre dans la rue, à braver la police, la troupe, la cavalerie. Dans les villages des sociétés secrètes, les Jacques, mettent le feu à la grange du seigneur, détruisent ses récoltes et son gibier, l'exécutent enfin. Ils menacent de mort ceux qui percevront les impôts et ceux qui les payeront. Un jour, on force les magasins, on arrête les convois de blé, on brûle les barrières, on assomme les commis, on jette au feu les registres d'impôt, les livres de comptes, les archives des municipalités (1), » « le peuple sent croître son audace, et ces mêmes hommes qui jadis, écrasés par la misère, se contentaient de soupirer en cachette, relèvent maintenant la tête et marchent fièrement à la conquête d'un meilleur avenir..... (2) »

Kropotkine ne croit pas devoir insister « sur

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 293-304.

(2) *Ibid.*, p. 288.

les conclusions qui en peuvent être tirées (1) ; » il se contente de nous désigner les faits cités comme devant « nous servir d'enseignement précieux (2). »

(1) K., *Paroles d'un révolté*, p. 292.

(2) *Ibid.*, p. 304.

## HUITIÈME CHAPITRE

### La doctrine de Tucker

#### I. GÉNÉRALITÉS

1. *Benjamin R. Tucker* naquit, en 1854, à South Dartmouth près de New Bedford (Massachusetts). De 1872 à 1874 il étudia la technologie à Boston, où il fit la connaissance de *Josiah Warren* en 1872. En 1874, il fit un voyage en Angleterre, France et Italie.

En 1877, Tucker rédigea, en qualité de remplaçant, le *Word*, paraissant à Princeton (Massachusetts); en 1878, il publia à New Bedford la revue trimestrielle *The radical review*, dont quatre numéros seulement ont paru. En 1881, il fonda à Boston un journal bi-mensuel *Liberty* dont une édition allemande paraissait pendant quelque temps sous le titre de *Libertas*. A Boston, Tucker collabora au *Globe* pendant dix ans. En 1892, il se retira à New-York où parut depuis sa *Liberty* hebdomadaire.

2. La doctrine de Tucker sur le droit, l'État

et la propriété est surtout contenue dans ses articles parus dans la *Liberty*. Il a publié un recueil de ses articles dans un livre intitulé : *Instead of a book. By a man too busy to write one. A fragmentary exposition of philosophical anarchism.* (1893)\*

3. Tucker appelle sa doctrine « anarchisme. » « Une série de circonstances a fait de moi un des représentants quelque peu connus de la doctrine anarchiste moderne (1). » « Anarchie ne veut pas seulement dire le contraire de « *ἄρχος* » le chef politique. Le sens de ce mot est également l'opposé de « *ἄρχη* ». « *Ἀρχη* » signifie d'abord : commencement, origine ; ensuite, cela veut dire principe, élément ; puis, première place, suprématie, domination, gouvernement, commandement en chef, autorité ; enfin, puissance suprême, empire, royauté, fonction gouvernementale, situation d'administrateur. Le mot « anarchie » peut donc avoir différentes significations. On s'est emparé du mot « anarchie » pour désigner une expression philosophique, et du mot « anarchisme » pour qualifier une tendance philosophique, pour exprimer avant tout l'opposition à l'autorité, au gouvernement ; et par le droit du premier occupant, on conserve au mot cette signi-

(\*) *A la place d'un livre. Par un homme trop occupé pour en écrire un. Exposé fragmentaire de l'anarchisme philosophique.* Il n'existe pas de traduction française.

(Le Traducteur.)

(1) Tucker, p. 21,



fication, de sorte que tout autre emploi du mot est inexact et cause des confusions (1). »

## 2. LA BASE

*Tucker considère l'intérêt personnel comme la loi suprême pour chacun de nous ; il en déduit la loi de la liberté, égale pour tous.*

1. Pour tout individu, son intérêt personnel est la loi suprême. « Les anarchistes ne sont pas des utilitaristes, mais des égoïstes dans le sens strict du mot (2). »

Que veut dire intérêt personnel ? Est mon intérêt tout ce qui m'est utile (3). Il comprend aussi bien les formes inférieures que « les formes supérieures de l'égoïsme (4). » Ainsi, l'intérêt de la société est à un très haut degré celui de chacun ; « sa vie est inséparable de celle de l'individu, en détruisant l'un, on détruit l'autre (5). »

L'intérêt personnel est la loi suprême pour l'homme. « Les anarchistes rejettent complètement l'idée d'une obligation morale, de droits ou de devoirs naturels (6). » « L'unique mesure de nos droits naturels est la puissance. Tout individu,

(1) T., p. 112.

(2) T., p. 24.

(3) T., p. 24. 64.

(4) T., p. 64.

(5) T., p. 35.

(6) T., p. 24.

qu'il s'appelle Bill Sykes ou Alexandre Romanoff, et tout ensemble d'individus, que ce soit une ligue secrète de Chinois ou le Congrès des États-Unis, tous ont le droit de tuer ou d'asservir d'autres individus, de s'assujettir l'univers pourvu qu'ils en aient la puissance (1) ». « La société a le droit d'opprimer l'individu, l'individu a le droit d'opprimer l'État, en tant que les forces de ces deux puissances y suffisent (2). »

2. De cette loi suprême, Tucker déduit « la loi de la liberté égale pour tous (3). » La loi de la liberté égale pour tous est basée sur l'intérêt de chaque individu. Car « la liberté est la condition primordiale de tout bonheur humain ; c'est donc la chose la plus importante du monde, et dont je m'efforce d'avoir la plus grande part possible (4). » « L'égalité, d'autre part, est une des conditions vitales de la société (5) ; » or, la vie de la société est « inséparable de celle de l'individu (6) ; » donc l'intérêt de chacun exige la liberté égale pour tous.

« Liberté égale pour tous signifie le maximum de liberté compatible avec ce fait que les individus vivant en société respectent réciproquement

(1) T., p. 24.

(2) T., p. 132.

(3) T., p. 42.

(4) T., p. 41.

(5) T., p. 64.

(6) T., p. 35.

et également leurs champs d'actions respectifs (1). »  
« Occupe-toi de tes affaires à toi, voilà l'unique loi morale de l'anarchisme (2). » « Il est de notre devoir de respecter les droits d'autrui, c'est-à-dire, la sphère de puissance de chacun limitée par la liberté de tous (3). » Ainsi, « en vertu de la loi de la liberté égale pour tous, la puissance de chacun se trouve logiquement limitée (4). » — Sur cette loi de la liberté égale pour tous est basée « la distinction entre l'empiètement et la résistance, entre la domination et la défense ; elle est d'une importance capitale ; sans elle, il ne peut y avoir de philosophie sociale durable (5). »

« Un empiètement est le fait d'empiéter sur le domaine d'un individu, domaine déterminé par les bornes à l'intérieur desquelles sa liberté d'action ne se heurte pas à la liberté d'action d'autrui (6). » Cette ligne de démarcation apparaît très nette en certains points ; par exemple, la menace d'une action n'est pas un empiètement, si cette action elle-même n'est pas un empiètement, « j'ai le droit de menacer d'une chose que j'ai le droit de faire (7). » Mais il est des points où cette ligne de démarcation peut apparaître très douteuse ; par

(1) T., p. 65.

(2) T., p. 15.

(3) T., p. 59.

(4) T., p. 59.

(5) T., p. 23.

(6) T., p. 67.

(7) T., p. 153.

exemple « on ne peut pas décider d'une façon absolue la question de savoir si le mauvais traitement infligé par ses parents à un enfant constitue un empiètement sur la liberté d'un troisième individu ou si ce n'en est point (1). » « L'expérience nous apprend à déterminer cette limite de jour en jour plus nettement (2). » « Quant à l'essence même de l'empiètement, peu importe qu'il soit commis par une personne sur une autre, comme c'est le cas d'un criminel ordinaire, qu'il soit commis par une personne sur tous, comme c'est le cas d'un despote, ou qu'il soit commis par tous contre une seule personne comme c'est le cas de nos démocraties actuelles (3). »

« D'autre part, la résistance à une attaque étrangère n'est pas un empiètement, mais une défense (4). » « L'individu a le droit de se défendre contre des empiètements sur son champ d'action (5); » « même l'emploi de la violence est légitime contre une attaque (6), » on n'a à considérer ici que les chances de succès (7). » Il est légitime « non seulement de demander une indemnité pour un empiètement manifeste, mais encore

(1) T., p. 135.

(2) T., p. 78.

(3) T., p. 23.

(4) T., p. 63.

(5) T., p. 59.

(6) T., p. 81.

(7) T., p. 80.

d'empêcher l'empiètement ; mais il est illégitime d'entraver des actions parce qu'elles pourraient concourir à déterminer un empiètement, comme par exemple le débit de l'alcool (1). » « Aussi, quant à l'essence même de la résistance, peu importe qu'elle soit de la part d'une personne contre une autre (je me défends contre un criminel) ou qu'elle soit de la part d'une personne contre tous (je refuse d'obéir à une loi tyrannique) ou qu'elle soit de la part de tous contre un (un peuple se révolte contre un despote ; les membres d'une société se réunissent spontanément pour se débarrasser d'un criminel) (2). »

### 3. LE DROIT

*D'après Tucker, ni le bien-être individuel, ni la liberté égale pour tous ne s'opposent à l'existence du droit. Il doit y avoir des normes juridiques, c'est-à-dire des normes basées sur la volonté commune (3) et dont l'accomplissement pourrait être réalisé par tous les moyens (4), même par des emprisonnements, des tortures, des peines capitales (5). Mais le droit doit être « si*

(1) T., p. 167.

(2) T., p. 23.

(3) T., p. 52, 60, 101, 158, 167.

(4) T., p. 25.

(5) T., p. 60.



flexible qu'il s'adapte à tous les cas et qu'il n'ait pas besoin de modifications ; il doit être considéré comme juste en raison directe de sa flexibilité et non comme aujourd'hui en raison directe de son inflexibilité (1). » Le moyen d'arriver à ce résultat c'est de « laisser les jurés statuer non seulement sur les actes commis, mais encore sur le droit lui-même (2) ; » alors les institutions ayant pour but de modifier le droit, deviendront superflues (3). Devront être surtout en vigueur les normes légales suivantes, normes dont Tucker cherche à déduire la validité de la loi de liberté, égale pour tous.

Avant tout, il y aura une norme juridique destinée à assurer l'inviolabilité de la personne. « Nous sommes les adversaires les plus acharnés de toute violation de la personne ; notre tendance principale est d'écarter les causes d'une telle violation ; mais nous ne redoutons aucune mesure violente, pourvu qu'elle soit dictée par la raison et par les circonstances (4). » La peine de mort s'accorde très bien avec la protection de la personne, car dans son essence même elle n'est pas une action agressive, mais bien défensive (5).

Puis, on aura une norme juridique en vertu de laquelle existera « la propriété basée sur le tra-

(1) T., p. 312.

(2) T., p. 312.

(3) T., p. 312.

(4) T., p. 52.

(5) T., p. 156-157.

vail (1). » « Cette forme de la propriété garantit à chacun la possession de ses produits à lui et celle des produits étrangers acquis purement et simplement sans fraude ni violence (2). » « La possession anarchiste ne se rapporte qu'à des produits. Est produit tout ce qui a exigé du travail humain. Néanmoins, quant aux produits qui n'existent qu'en quantité trop limitée, l'anarchisme ne tiendra compte que des prétentions basées sur la possession actuelle et sur l'usage (3). » Contre la violation de la propriété, comme contre celle de la personne, « l'anarchisme ne redoute aucune mesure violente pourvu qu'elle soit dictée par la raison et par les circonstances (4). »

De plus, il y aura la norme juridique en vertu de laquelle un contrat conclu doit être rempli. « Si quelqu'un prend un engagement consciemment et librement, il crée pour soi-même une obligation (5) » et pour l'autre parti « un droit (6). » Mais la vigueur du contrat n'est pas illimitée. « Le contrat est un outil des plus précieux et des plus maniables, mais son utilité n'est pas illimitée. Personne ne peut l'employer pour s'aliéner les droits de l'homme (7); » « c'est

(1) T., p. 131.

(2) T., p. 60.

(3) T., p. 61.

(4) T., p. 52.

(5) T., p. 24.

(6) T., p. 146, 350.

(7) T., p. 48.

pourquoi la constitution d'une association avec renonciation générale au droit de s'en retirer ne serait qu'une formalité vide (1). » De plus, personne ne peut prendre, par contrat, d'engagement préjudiciable à un tiers; c'est pourquoi serait non valable tout engagement « dont l'accomplissement nécessiterait un empiètement sur un tiers (2). » L'accomplissement d'un contrat est chose si importante qu'on ne peut approuver sa violation que dans des cas tout à fait exceptionnels. La confiance mutuelle que peuvent se porter les membres d'une association est un fait d'une importance si capitale qu'il est prudent de ne jamais ébranler cette confiance par un acte quelconque, à moins que des raisons supérieures ne l'exigent (3). » « Le manquement à un engagement pris est une fraude commise au préjudice de celui envers lequel on s'est engagé, c'est une violation arbitraire de sa liberté, c'est un empiètement (4). » « Tout individu, envers lequel un engagement a été pris et de quelle nature que soit cet engagement, a le droit d'exiger l'exécution, même par la force, des clauses de ce contrat à moins que son accomplissement ne nécessite un empiètement sur un tiers. Celui envers lequel on s'est engagé a donc le droit d'exiger l'exécu-

(1) T., p. 48.

(2) T., p. 158.

(3) T., p. 51.

(4) T., p. 158.

tion, par la force, des clauses du contrat conclu, il a aussi le droit de s'entendre avec d'autres afin qu'ils lui prêtent leur concours à cette fin. De leur côté, ces autres ont le droit de décider s'ils veulent et jusqu'à quel point ils veulent soutenir le demandeur dans ses démarches pour l'exécution des clauses de l'engagement. Il ne s'agit d'ailleurs ici que d'une question d'opportunité. Mais il est plus que probable qu'on arrivera au résultat que la réalisation des contrats sera le mieux assurée lorsque celui qui s'engage saura d'avance qu'il ne sera pas forcé de remplir son engagement (1). »

#### 4. L'ÉTAT

*I. En vue du bien-être individuel, c'est-à-dire en vue de la loi de liberté égale pour tous, Tucker rejette l'Etat d'une façon absolue sans restrictions locales ni temporelles. Car « l'Etat c'est l'incarnation de l'idée d'empiètement (2). »*

*1. « Toutes les institutions qui aient été jamais qualifiées d'Etat ont deux caractères communs. D'abord, celui de constituer un empiètement (3), » « ou ce qui est la même chose, une*

(1) T., p. 157-158.

(2) T., p. 25.

(3) T., p. 22.

violation, une domination (1), » « la soumission de l'homme qui ne réagit pas à la volonté d'un autre (2) ». « Ensuite, celui de consacrer l'usurpation d'une puissance absolue sur un territoire et sur tout ce qu'il contient, puissance exercée en général dans le double but d'opprimer le plus possible les sujets et d'étendre les limites de ce territoire (3). » C'est pourquoi « la définition anarchiste de l'Etat est la suivante : l'Etat est l'incarnation de l'idée d'empiètement dans la personne d'un seul ou de plusieurs qui prétendent représenter et commander à toute la population d'un territoire (4). »

« Tout gouvernement est un mal ; même que ce soit la domination d'une majorité (5). » « Le despotisme théocratique des rois et le despotisme démocratique des majorités sont également à rejeter (6). » « Qu'est-ce qu'un bulletin de vote ? Rien de plus ni de moins qu'un représentant en papier de la baïonnette, du fusil, de la poudre et des balles. C'est une invention pour constater avec la moindre perte possible de travail, quel parti a la puissance et lequel se doit soumettre à l'inévitable. La voix de la majorité nous évite de verser du sang, mais elle constitue

(1) T., p. 23.

(2) T., p. 23.

(3) T., p. 22.

(4) T., p. 23.

(5) T., p. 169.

(6) T., p. 115.

aussi le despotisme d'une puissance de même que le commandement du plus absolu des princes, ayant derrière lui la plus formidable des armées (1). »

2. « Toutes les actions d'un gouvernement impliquent d'abord une attaque indirecte, étant basées sur cet empiètement primaire, qu'on appelle l'imposition (2). » « La première action de l'Etat, la fixation d'un impôt obligatoire et la perception de celui-ci même par force, constitue déjà un empiètement, une violation de la liberté égale pour tous, violation qui rend vicieuse toute action subséquente de cet Etat, même si elle était d'un ordre purement défensif et si les frais en étaient couverts par des contributions volontaires. Comment accorder la loi de liberté égale pour tous avec ce fait qu'on m'enlève une partie du produit de mon travail pour en payer une protection que je n'ai ni demandée ni souhaitée (3) ? »

« Voilà déjà une violation ; mais comment qualifier une confiscation par laquelle ceux qui en sont victimes sont gratifiés de pierres au lieu de pain, d'oppression au lieu de protection ? C'est vraiment ajouter la dérision à l'injure. Et c'est ce que fait l'Etat (4). » Les actions des gouvernements impliquent « de plus — et dans la grande majorité des mesures qu'ils prennent — des violations,

(1) T., p. 426-427.

(2) T., p. 57.

(3) T., p. 25.

(4) T., p. 25-26.



cette fois directes, car elles ne tendent pas seulement à prévenir des attaques, mais aussi à comprimer le peuple dans son activité commerciale et industrielle, dans sa vie sociale, domestique, personnelle (1). »

« C'est donc un jugement superficiel que de dire que l'État actuel n'est qu'une simple mesure de protection (2). » « Protection, c'est un service de même nature que tout autre service, et qui, par conséquent, est soumis à la loi de l'offre et de la demande. Si le marché était libre, protection nous serait donnée au prix de revient ; mais l'État a fait un monopole de la production et de la vente de cette marchandise. Comme tout monopoleur il livre de la camelote ou à peu près de la camelote à des prix exorbitants. De même qu'un monopoleur de vivres livre souvent du poison au lieu de la nourriture, l'État profite de son monopole de la défense pour livrer des empiètements au lieu de secours ; les clients du premier payent pour être empoisonnés, ceux du second, pour être asservis ; mais la canaillerie de l'État dépasse de beaucoup celle de tous les autres monopoleurs, car c'est lui qui, seul entre tous, a le droit de nous forcer à nous servir de sa marchandise, que nous en voulions ou non (3). »

3. On ne peut pas dire pour la défense de l'État qu'il est nécessaire pour combattre la cri-

(1) T., p. 57.

(2) T., p. 26.

(3) T., p. 33.

minalité (1). « L'État lui-même est le plus grand criminel. Il crée des criminels plus vite qu'il ne les punit(2). » « Nos prisons sont bondées de criminels, rendus tels par notre vertueux État avec ses lois injustes, ses monopoles étouffants, et par les conditions terribles créées par tout cela. On promulgue force de lois qui engendrent le crime, ensuite on en promulgue quelques-unes pour le punir (3). »

On ne peut pas non plus défendre l'État en disant « qu'il est nécessaire pour diminuer la misère. Si actuellement, l'État porte secours aux victimes misérables et affamées de l'inondation du Mississipi, certes cela vaut mieux que de forger de nouvelles chaînes pour le peuple; mais ce secours ne vaut pas le prix qu'on le paye. Le peuple ne peut pas se laisser assujettir pour être assuré. S'il n'y avait pas d'autre remède, il vaudrait encore mieux pour lui de supporter les dangers naturels et de s'accommoder de son mieux avec les conséquences d'une telle conduite. Mais la liberté offre un autre remède et elle se charge d'assurances plus sûres et moins chères. Par des assurances mutuelles, on peut, en partageant le risque, diminuer les souffrances et dédommager les sinistrés du plus terrible accident(4). »

(1) T., p. 57.

(2) T., p. 26.

(3) T., p. 26-27.

(4) T., p. 158-159.

II. *Le bien-être individuel de tous, mais surtout la liberté égale pour tous, exigent que l'État soit remplacé par une vie sociale des hommes, vie basée sur la norme juridique qu'un contrat conclu doit être rempli. A la place de l'État on devrait avoir « l'association libre des individus qui veulent conclure un contrat (1). »*

1. « L'abolition de la société, ce n'est pas à quoi tendent ni même ce que désirent les anarchistes. Ils n'ignorent point que la vie de la société est inséparablement liée à celle de l'individu et qu'on ne pourrait détruire l'un sans tuer l'autre (2). »  
« La société est devenue le plus précieux apnage de l'homme. L'air pur est bon mais personne ne peut le respirer isolément pendant longtemps. L'indépendance est bonne mais trop chèrement achetée dans l'isolement (3). »

Mais les hommes devraient être contenus en société, non par une puissance suprême, mais par l'obligation de remplir un contrat conclu (4). La forme de la société devra être « une association volontaire (5) » dont la « constitution (6) » ne serait jamais qu'un contrat.

(1) T., p. 44.

(2) T., p. 35.

(3) T., p. 321.

(4) T., p. 32.

(5) T., p. 44.

(6) T., p. 342.

2. Cette association volontaire, comment doit-elle être organisée dans les détails ?

D'abord, elle ne peut lier ses membres pour toujours. « La constitution d'une association avec renonciation générale au droit de s'en retirer serait un contrat sans valeur et tout honnête homme qui en ferait partie ne se ferait pas de scrupules de violer ce contrat et de le fouler aux pieds, dès qu'il en aurait compris la profonde ineptie. Une telle renonciation voudrait dire qu'on se fait esclave soi-même ; mais personne ne peut se rendre esclave au point de perdre le droit de s'émanciper (1). »

Ensuite, cette association volontaire ne peut, comme telle, exercer de domination sur un territoire. Il va sans dire que — dans le territoire ou dans la portion de territoire, incorporé dans l'association par suite de la main-mise dessus de la part des membres de cette association — que la dite association peut imposer l'obéissance aux règles convenues entre ses membres respectifs et qu'elle peut empêcher un non-adhérent à l'association d'entrer dans ce territoire ou d'y séjourner sans remplir les conditions exigées par l'association. Mais supposons qu'une personne ait eu son domicile, au beau milieu de ce territoire déjà avant que l'association ait été fondée et, qu'à tort ou à raison, elle ait refusé d'adhérer à

(1) T., p. 48.

l'association ; en ce cas-là, les associés n'auraient pas le droit, ni de la chasser, ni de la forcer de donner son adhésion à la société, ni de la faire payer pour les avantages qu'elle pourrait retirer de la proximité de l'association, ni de l'empêcher, pour la frustrer de ces avantages, de jouir de droits antérieurement acquis. Or, comme dans toute association libre, il existe nécessairement le droit de s'en retirer, tout membre sortant se trouverait absolument dans la situation matérielle et juridique de quelqu'un qui n'y a jamais adhéré. La conduite de toute personne vis-à-vis d'une association libre, qu'elle doive y adhérer ou non, dépend uniquement du fait qu'elle en approuve ou qu'elle en rejette les buts, qu'elle la croit apte ou non à les atteindre, qu'elle considère comme avantageux ou désavantageux d'y adhérer, ou d'en sortir ou de s'en tenir à l'écart (1). »

Les membres d'une association libre ont beaucoup d'obligations, par suite même de leur qualité de membres. L'association peut exiger « comme condition d'admission l'obligation d'être juré (2). » « Il se peut que la société se serve du bulletin de vote, puisqu'il y a aussi le droit de démissionner. Si une décision prise par une majorité est d'une importance telle que la minorité préfère agir à part de son côté plutôt que de collaborer avec les autres, cette dernière pourra toujours se retirer..

(1) T., p. 44-45.

(2) T., p. 56.

En tout cas, on ne pourra jamais disposer d'une minorité contre sa volonté, aussi peu nombreuse qu'elle soit (1). » L'association libre est autorisée à forcer quelqu'un de remplir sa promesse. « Si quelqu'un s'est engagé vis-à-vis d'autres personnes, celles-ci ont le droit de se coaliser pour le forcer à remplir son engagement » (2) ; une association libre est donc autorisée « à exiger l'accomplissement de toutes les prescriptions convenues entre ses membres respectifs (3). » Cependant, il sera bon de se rappeler que « très probablement la réalisation d'un contrat sera le mieux assurée du jour où celui qui s'engage saura d'avance qu'il ne sera pas forcé à remplir son engagement (4). »

Une des obligations les plus importantes pour les membres d'une association libre doit être celle de payer l'impôt ; mais étant basée sur un contrat, cette contribution est volontaire (5). « L'imposition volontaire, loin d'affaiblir le crédit de l'association, le fortifie (6). » D'abord, l'association n'emprunte jamais ou presque jamais vu la simplicité de ses charges ; ensuite, elle ne peut pas, — comme le fait l'État actuel par le moyen de l'imposition forcée — suspendre ses paiements et exister quand même ; enfin, elle

(1) T., p. 56-57.

(2) T., p. 24.

(3) T., p. 44.

(4) T., p. 157-158.

(5) T., p. 32.

(6) T., p. 36-37.



doit s'efforcer de sauvegarder son crédit par le respect minutieux de ses engagements (1). L'imposition volontaire, en outre, « est une exhortation perpétuelle à la société de ne pas devenir une institution agressive puisque alors elle aurait à craindre une diminution des cotisations libres. Elle possède donc un stimulant continu qui la pousse à se conformer aux désirs du peuple (2). »

« Une organisation presque exclusivement anarchiste et d'une extension inconnue jusqu'alors est l'admirable « Irish Land-League ». Un grand nombre d'organisations locales s'étend sur de vastes territoires dans deux continents séparés par trois mille lieues d'eau salée. Chacun des groupes est autonome et libre. Chacun se compose d'un nombre variable d'individus également autonomes et libres, différents par l'âge, le sexe, le nom. Chacun des groupes est soutenu par des contributions volontaires. Chacun fait ce que bon lui semble. Chacun est dirigé dans ses jugements et ses actions par les opinions d'un bureau d'hommes choisis qui n'ont d'autre moyen de faire accepter leurs ordres que de faire valoir les raisons logiques sur lesquelles leurs ordres sont basés. Ainsi, tous se sont réunis de la façon la plus simple et sans sacrifier leur autonomie ; ils forment une association d'égaux dont la puis-

(1) T., p. 37.

(2) T., p. 43.

sance incomparable fait trembler les tyrans et les armées (1). »

3. Parmi les associations libres de la nouvelle société il faut citer les sociétés d'assurances, les banques mutuelles (2) et surtout les associations défensives.

« Après l'abolition de l'Etat, les associations défensives (3) » protégeront leurs membres « contre tous ceux qui violent la loi de la liberté égale pour tous par des attaques contre leurs semblables (4). » Ce besoin, d'ailleurs, ne sera que transitoire. « Nous approchons du moment où l'on n'aura plus besoin de la violence, pas même pour combattre le crime (5). » « La nécessité de défense contre des attaques isolées provient en grande partie — peut-être tout à fait — de l'asservissement dû à l'intervention de l'Etat. Avec la disparition de l'Etat, le crime commencera à disparaître (6). »

Une pluralité d'associations défensives peut très bien exister simultanément. « En Angleterre, il y a un grand nombre de sociétés d'assurances et on y voit souvent que les membres d'une même famille prennent auprès de différentes sociétés des assurances sur la vie et sur la propriété ou contre

(1) T., p. 414.

(2) T., p. 159.

(3) T., p. 25.

(4) T., p. 25.

(5) T., p. 52.

(6) T., p. 40.

des accidents, contre l'incendie. Pourquoi n'y aurait-il pas en Angleterre une pluralité d'associations défensives, assurant la vie et les biens de ses membres contre les assassins et les voleurs et pourquoi les membres d'une même famille ne seraient-ils pas assurés auprès de différentes sociétés ? La protection est un service comme n'importe quel autre (1). » « Par l'influence de la concurrence le meilleur protecteur et le moins coûteux aura le plus à faire comme c'est le cas du tailleur qui est à la fois le meilleur et le moins cher. Il se peut que lui seul soit occupé. Mais si cela arrivait, ce serait par l'effet de ses qualités de protecteur et non par l'effet de sa puissance tyrannique. Par crainte de la concurrence il serait toujours forcé de faire de son mieux. La puissance ne résiderait jamais en lui, mais dans ses clients, et ceux-ci l'exerceraient, non par des votations ni par la force, mais tout simplement, en se passant de ses services (2). » Mais, si le blessé et l'agresseur appartiennent à des sociétés défensives différentes, n'y aura-t-il pas lutte entre ces deux ? « On saura probablement l'empêcher par des contrats, peut-être même par la création de cours suprêmes d'arbitrage, et on trouvera chez les différentes sociétés la même idée de collaboration libre, qui est la base de chacune d'elles (3). »

« Les associations défensives ont pour objet

(1) T., p. 32.

(2) T., p. 326-327,

(3) T., p. 36,

d'exiger des dédommagements pour des attaques évidentes, et aussi de prévenir ces dernières (1). » Pour remplir cette tâche elles peuvent avoir recours à tous les moyens appropriés à ce but, sans toutefois exercer de gouvernement. « L'assujettissement, sous la volonté d'autrui, d'un individu qui ne commet aucun empiètement, voilà le gouvernement. L'assujettissement de quelqu'un qui commet des empiètements n'est donc pas un gouvernement, mais une résistance et une protection devant le gouvernement (2). » « L'anarchisme reconnaît le droit de poursuivre, de condamner, de punir le malfaiteur (3). » « Il veut lui enlever de sa propriété juste ce qui est nécessaire pour réparer les dommages commis (4). » « S'il ne trouve pas de meilleur moyen pour se protéger contre des attaques il se servira de la prison (5). » Il admet même la peine capitale. « La société en prononçant la peine capitale ne commet pas d'assassinat. Un assassinat est une action agressive ; une action défensive ne peut jamais être appelée ainsi. La vie de celui qui nous attaque n'est pas inviolable et il n'y a pas de principe dans la vie sociale qui nous défende de nous servir de tous les moyens pour résister à une attaque (6). » « Il

(1) T., p. 167.

(2) T., p. 39.

(3) T., p. 55.

(4) T., p. 56.

(5) T., p. 56.

(6) T., p. 156-157.

est même admissible qu'on torture l'agresseur, mais on n'usera de ce moyen que si la peine de mort et celle d'un emprisonnement tolérable n'ont abouti à rien (1). » « Tous les litiges sont jugés par des jurys (2). » « Pour former les jurys, le mieux sera d'en confier la nomination au sort, en tirant douze noms d'une roue qui contient les noms de tous les citoyens de la communauté (3). » « Les jurys ne statuent pas seulement sur les faits, mais aussi sur le droit, sur son application au cas considéré et sur la punition ou le dédommagement en cas de violation du droit (4). »

## 5. LA PROPRIÉTÉ

1. *En vue du bien-être individuel et de la liberté égale pour tous, Tucker ne rejette pas la propriété.* Tucker ne rejette de la propriété que la distribution basée sur le monopole, telle qu'elle existe toujours et partout dans l'Etat. Le fait que en son essence même, l'Etat est un empiètement, « n'apparaît pas seulement dans le fait qu'il comprime les aspirations individuelles, mais encore, et c'est plus grave, dans la protection et les soins

(1) T., p. 60.

(2) T., p. 312.

(3) T., p. 56.

(4) T., p. 312.

qu'il prodigue aux monopoles » (1), en facilitant ainsi l'usure (2).

1. L'usure est l'action de toucher une plus-value (3). « Le produit de l'ouvrier est l'augmentation de valeur par le travail que subit l'objet qu'il fournit au consommateur (4). » « L'ouvrier ne touche pas ce produit, du moins en tant qu'ouvrier, il n'obtient que le minimum nécessaire à son existence (5). » « Mais pourtant, il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui obtienne cette plus-value. Qui est-ce (6) ? » « L'usurier (7). »

« Il y a trois formes de l'usure : prêt à intérêt, louage et fermage, profit dans l'échange. Quiconque pratique une de ces trois choses est un usurier. Et qui ne le fait pas ? Tout le monde, à de rares exceptions. Le banquier est un usurier ; le fabricant est un usurier ; le propriétaire est un usurier ; et l'ouvrier qui, ayant épargné quelque chose, le prête à intérêts ou qui donne à louage ou à fermage une maison ou une campagne qu'il possède, lui aussi est un usurier. Personne n'est exempt du péché de l'usure, tous en sont coupables. Mais elle ne profite pas à tous, la grande

(1) T., p. 26.

(2) T., p. 178.

(3) T., p. 178, 177.

(4) T., p. 241.

(5) T., p. 177.

(6) T., p. 177.

(7) T., p. 178.



majorité en souffre. Seuls les grands usuriers s'enrichissent : les propriétaires fonciers, dans les territoires contenant une nombreuse population agricole ; les banquiers dans les domaines industriels et commerciaux. Ce sont eux qui dévorent la plus-value (1). »

2. « Mais d'où leur vient donc leur puissance ? Des monopoles de l'Etat. C'est sur lui que repose toute usure (2). » « Parmi la multitude des monopoles de nos jours, quatre sont d'une importance capitale (3). »

« C'est le monopole monétaire qui par ses effets néfastes occupe le premier rang. Ce monopole consiste en ce que le gouvernement permet à certaines personnes — ou à des personnes ayant un certain genre de propriété — d'émettre de la monnaie de circulation, privilège qu'il protège dans nos pays en imposant de 10 % toutes les autres personnes qui veulent émettre de la monnaie de circulation, et en proclamant par ses lois que l'émission de billets en tant que valeurs était une action criminelle pour toutes les autres personnes. On peut dire que ces privilégiés sont les maîtres du taux de l'intérêt, du loyer et des prix du marché, et ceci, directement dans le premier cas, indirectement dans le second et dans le troisième. Si l'accès de la profession de banquier

(1) T., p. 178.

(2) T., p. 178.

(3) T., p. 178.

était libre à tout le monde, un nombre toujours croissant d'individus se vouerait à ce métier, jusqu'au moment où la concurrence deviendrait si acharnée que le prix payé pour un prêt d'argent se réduirait aux frais du travail, c'est-à-dire à  $\frac{3}{4}$  à 1 %, comme nous le montrent les statistiques (1). » « En même temps le prix du loyer tomberait. Car toute personne qui pourrait trouver de l'argent à 1 % pour construire une maison ne consentirait plus à payer au propriétaire un loyer élevé (2). » Enfin « le profit des échanges diminuerait, car les commerçants, au lieu d'acheter à crédit et à des prix élevés, emprunteraient de l'argent aux banques et à un taux inférieur à un pour cent ; payant comptant, ils achèteraient à bon marché et ils en diminueraient proportionnellement le prix des marchandises pour leurs clients (3). »

« Au point de vue de son influence, c'est le monopole foncier qui occupe la seconde place. C'est surtout dans des pays agricoles par excellence, comme l'Irlande, qu'on se ressent de ses influences néfastes. Ce monopole consiste en ce que le gouvernement protège des titres de propriété foncière qui ne sont pas basés sur l'occupation personnelle ni sur le travail (4). » « Le fermage n'est possible que grâce à cette protection de

(1) T., p. 11.

(2) T., p. 12.

(3) T., p. 12.

(4) T., p. 12.

la part de l'Etat (1). » « Dès que chacun ne trouverait plus de protection que dans la possession personnelle et dans la culture du sol, le fermage disparaîtrait et l'usure perdrait un appui de plus (2) »

La troisième et quatrième place sont occupées par les monopoles douaniers et les monopoles du brevet (3). « Le monopole douanier consiste à favoriser une production qui s'effectue dans des conditions défavorables et à grands frais aux dépens d'une autre production s'effectuant dans des conditions favorables et à petits frais en enrayant par des impôts l'exploitation de la dernière. Le mal dont ce monopole est la cause devrait être appelé plutôt mésusure (misusury) qu'usure (usury), car il restreint le travail non pour faire un emploi intelligent du capital, mais pour en faire un emploi inintelligent (4). » « Le monopole du brevet protège contre la concurrence les inventeurs, les auteurs et les artistes assez longtemps pour qu'ils puissent extorquer du peuple des sommes de beaucoup supérieures à la valeur de leur travail, en d'autres termes, ce monopole accorde à certaines personnes et pour un certain nombre d'années la jouissance en tant que propriété de certaines lois et de certains phénomènes naturels ainsi que le privilège de prélever un tribut pour

(1) T., p. 178.

(2) T., p. 12.

(3) T., p. 12-13.

(4) T., p. 12.

l'usage de cette richesse naturelle qui devrait être libre et accessible à tous (1). » C'est sur les monopoles douaniers et sur ceux du brevet, à part le monopole monétaire, qu'est basé le profit dans l'échange. Une fois abolis eux et le monopole monétaire, ce profit disparaîtrait aussi (2).

*II. Le bien-être individuel de tous, et surtout la liberté égale pour tous, exigent une distribution de la propriété telle qu'à chacun soit garanti le produit de son travail (3).*

1. « Liberté égale, quant à la propriété, c'est l'équilibre entre la liberté de prendre et celle de garder, équilibre qui fait que ces deux libertés peuvent coexister sans conflits et sans empiètements (4). » « L'unique forme de propriété qui satisfasse à ces conditions, c'est la propriété basée sur le travail (5) ; » « les ouvriers dans leur ensemble, au lieu de ne posséder qu'une petite fraction de la richesse totale, devraient la posséder tout entière (6). » « Cette forme de la propriété signifie pour chacun la sauvegarde de la propriété de ses produits ainsi que des produits étrangers en tant qu'il les a acquis sans réserve, sans fraude et sans

(1) T., p. 13.

(2) T., p. 12-13 ; 178.

(3) T., p. 59-60.

(4) T., p. 67.

(5) T., p. 131.

(6) T., p. 186.

violence, elle signifie aussi la réalisation de tous les droits sur des produits qui lui appartiennent en vertu de contrats conclus librement avec autrui (1). »

« La propriété anarchiste ne concerne donc que des produits. Est produit toute chose qui a exigé du travail humain, que ce soit un morceau de fer ou un morceau de terrain. Néanmoins il faut dire que quant à la terre et à d'autres objets qui existent en trop petite quantité pour que chacun puisse en posséder, que l'Anarchisme ne protégera que des droits fondés sur une occupation actuelle et sur l'usage (2). »

2. Une distribution de la propriété qui garantit à chacun le produit de son travail ne suppose que l'application de la liberté égale pour tous, également dans les domaines qui jusqu'à présent ne sont régis que par les monopoles de l'État (3).

« Avant tout, il faut la monnaie libre (free money) (4). » « Monnaie libre signifie l'absence complète de toute entrave à l'émission de monnaie non falsifiée (5). » « L'émission de monnaie doit être tout aussi libre que la fabrication des souliers (6). » Monnaie, ici, est prise dans son sens le plus large, « il s'agit aussi bien de la monnaie-

(1) T., p. 60.

(2) T., p. 61,

(3) T., p. 178.

(4) T., p. 273.

(5) T., p. 274.

(6) T., p. 374.

marchandise que de la monnaie-crédit (1) ; » il ne s'agit pas seulement de pièces sonnantes et trébuchantes ; « cette idée de la prétendue royauté des métaux précieux devrait être chassée des têtes humaines, et on devrait apprendre qu'aucune marchandise n'a été désignée spécialement par la nature pour servir de monnaie (2). » « Il y a assez de grands et petits propriétaires qui volontiers émettraient de l'argent — s'ils en avaient la liberté — et qui en procureraient même plus qu'il n'en faut (3). » « S'il était permis de former des banques pour émettre du papier-monnaie en engageant n'importe quelle sorte de propriété, même si la banque ne possédait point d'argent et si elle n'était pas forcée de rembourser ses notes en argent monnayé, si les clients de la banque s'engageaient mutuellement d'accepter ses billets au pair à la place de paiements en or ou en argent, si le remboursement ne pouvait être exigé qu'au terme convenu et contre la remise des billets et la restitution des gages — si tout cela était, le peuple serait bien peu intelligent s'il ne profitait d'une liberté aussi précieuse (4). » « Alors, par l'effet de la concurrence, le taux du capital baisserait jusqu'à la valeur des seuls frais d'exploitation de la banque, c'est-à-dire plus bas qu'un pour

(1) T., p. 272.

(2) T., p. 198.

(3) T., p. 248.

(4) T., p. 266.



cent (1), » « puisque personne ne consentirait à payer de rentes à un capitaliste s'il peut sans frais obtenir d'une banque les sommes qu'il lui faut pour se procurer les moyens de production (2). » De même « tomberait le prix du loyer » (3), « et le profit dans l'échange se réduirait au salaire de l'industriel ou du commerçant (4), » « en tant que ne s'y opposeraient des lois douanières ou de brevet (5). » « Cette facilité de se procurer des moyens de production donnerait un essor inouï aux affaires (6), » « si la banque libre (free banking) n'était qu'une tentative timide en vue de répartir d'une façon plus égale les richesses existantes aujourd'hui, je ne sacrifierai en sa faveur un seul instant de travail (7). »

Ensuite, il faudrait que le sol soit libre (8). « *La terre au peuple* (\*), c'est-à-dire que quiconque veut cultiver la terre doit en avoir la possession garantie, en tant qu'il la cultive réellement, ceci sans établir de distinction entre une classe de propriétaires, ou de fermiers ou d'ouvriers et sans aider au prélèvement de n'importe quel fermage (9). » Ce « système de possession basée

(1) T., p. 474.

(2) T., p. 287.

(3) T., p. 274-275.

(4) T., p. 287.

(5) T., p. 287.

(6) T., p. 11.

(7) T., p. 243.

(8) T., p. 275.

(\*) Nous disons plutôt « la terre au paysan ». (*Le Trad.*)

(9) T., p. 299.

sur l'occupation (occupying ownership), où nulle puissance gouvernementale n'imposerait le paiement d'un fermage ; mais où, au contraire le propriétaire foncier aurait toujours assez de capitaux par suite de l'abolition du monopole d'Etat sur la monnaie (1), » ce système, « abolirait le fermage (2), » et « répartirait d'une façon naturelle et pacifique les produits du sol entre ses propriétaires véritables (3). »

En troisième et quatrième lieu, il faudrait la liberté du commerce et la non-protection des produits de l'esprit humain (4). Si cela venait s'ajouter au système de la monnaie libre, « le bénéfice dans l'échange ne serait plus qu'au salaire d'un travail industriel ou commercial (5). » Grâce au libre échange, « les prix de toutes les marchandises imposées jusqu'alors diminueraient considérablement (6). » Et grâce à la non-protection des produits de l'esprit humain « leurs auteurs auraient une peur salutaire de la concurrence et se contenteraient du même salaire que les autres ouvriers (7). »

Si les conditions de la liberté égale pour-tous étaient remplies dans ces quatre systèmes il s'en-

(1) T., p. 325.

(2) T., p. 275.

(3) T., p. 325.

(4) T., p. 12-13.

(5) T., p. 178, 174.

(6) T., p. 12-13.

(7) T., p. 13.

suivrait naturellement qu'elles se réaliseraient pour la propriété ; c'est-à-dire qu'il en résulterait une distribution de la propriété dans laquelle le produit du travail serait garanti à chacun (1). « Avec l'abolition de la tyrannie politique, le privilège économique disparaîtra de lui-même (2). » Dans une société dans laquelle il n'y a plus de domination de l'homme par l'homme, les rentes, le loyer, le fermage et le profit dans l'échange sont devenus impossibles (3), la possession du produit de son travail est garantie à chacun. « Nous ne disons pas : ne vole pas ! mais nous disons : lorsque tous les hommes seront libres, tu ne voleras pas (4). »

3. « La liberté peut bien empêcher qu'on enlève à l'ouvrier le produit de son travail, mais elle ne peut veiller à ce que tout travail soit également rétribué (5). » « La différence du sol et de l'intelligence auront toujours pour conséquence une inégalité des produits. Mais cette inégalité même disparaîtra de plus en plus. Par l'effet des nouvelles conditions économiques, par l'effet de la plus large latitude laissée à l'initiative humaine grâce à la franchise de la monnaie et du sol, les distinctions des classes s'effaceront peu à

(1) T., p. 403.

(2) T., p. 403.

(3) T., p. 470.

(4) T., p. 362.

(5) T., p. 348.

peu ; on ne verra pas de grandes facultés se développer au sein d'une minorité, tandis que celles de la majorité dépériront. La facilité des déplacements sera beaucoup plus considérable ; les ouvriers ne seront plus attachés — en si grand nombre, au moins — aux centres actuels et ne seront plus, par cela même, les esclaves des propriétaires urbains ; des territoires et des ressources non encore utilisés, seront facilement atteints et utilisés. Par l'effet de ces influences toute inégalité diminuera jusqu'à un minimum (1). »

« Il est peu probable qu'elle soit jamais entièrement éliminée (2). » « Parce que la liberté ne peut pas l'éliminer, il y a des hommes qui disent : nous ne voulons pas la liberté, car il nous faut l'égalité absolue. Je ne suis pas de leur avis. Si je peux vivre librement et richement, je ne me soucierai guère de ce que mon voisin soit aussi libre mais plus riche. La liberté enrichira tout le monde à la longue, elle ne le fera pas également pour tous. Une puissance suprême pourra peut-être nous rendre tous également riches quant à l'argent, mais certes, elle nous rendra tous également indigents quant à tout ce qui rend notre vie vraiment digne d'être vécue (3). »

(1) T., p. 332-333.

(2) T., p. 333.

(3) T., p. 348.

## 6. RÉALISATION.

*Le changement qu'exige, d'après Tucker, le bien-être individuel doit se produire de la façon suivante : Les hommes qui auront reconnu la vérité convaincront d'autres individus assez nombreux de la nécessité de ce changement en vue du bien-être individuel ; ceux-ci aboliront par la suite l'Etat en lui refusant l'obéissance ; ils transformeront le droit et la propriété et amèneront ainsi l'avènement de la nouvelle ère.*

I. D'abord, il s'agit de convaincre un assez grand nombre d'individus de ce que leur propre bien-être demande ce changement.

1. « Le peuple doit être élevé dans les doctrines anarchistes (1). » « Il faut pénétrer chacun d'idées anarchistes et lui enseigner la révolte (2). » « Il s'agit de propager sans relâche la doctrine de la liberté égale pour tous, jusqu'à ce qu'enfin la majorité reconnaisse quant aux formes actuelles de l'empiètement et de l'arbitraire ce qu'elle a déjà reconnu quant aux formes passées — que leur but n'est pas la liberté égale pour tous, mais l'assujettissement des autres (3). » « L'agitation de la

(1) T., p. 104.

(2) T., p. 114.

(3) T., p. 77-78.

« Irish-land-league » n'a pas abouti parce que le paysan au lieu de suivre ses propres lumières, sachant ce qu'il veut obtenir, s'est confié aveuglément à des chefs qui l'ont trahi au moment critique. Si le peuple avait reconnu sa force et compris la situation économique, il n'aurait pas repris, sur la demande de Parnell, le paiement du fermage et aujourd'hui il serait peut-être déjà libre. Les anarchistes veulent éviter cette faute. C'est pourquoi ils consacrent toutes leurs forces à la propagation des doctrines, et surtout des doctrines économiques. En suivant cette voie avec persévérance et sans s'en laisser détourner par les criailleries de toute sorte ils posent les bases inébranlables du succès de la Révolution (1). »

2. D'après Tucker, les moyens à utiliser pour la propagation de l'idée anarchiste sont surtout « la parole et la presse (2). » Mais que faire si la liberté de la parole et de la presse sont supprimées ? La violence est justifiée alors (3).

Mais « il ne faut user de la violence que dans des cas extrêmes (4). » « Si le médecin voit que l'acuité des douleurs ruine les forces d'un malade assez rapidement pour qu'on puisse craindre la mort avant que les remèdes appliqués aient pu agir, alors il ordonne l'éthérisation. Mais un bon

(1) T., p. 416.

(2) T., p. 397, 413.

(3) T., p. 413.

(4) T., p. 397.



médecin ne s'y résout qu'à contre-cœur, car il n'ignore pas qu'un des effets de l'éthérisation est de neutraliser partiellement ou même totalement l'action des remèdes employés. Il en est de même pour l'usage de la violence dans la société. Quiconque la prescrit sans discernement et comme panacée et comme cordial, quiconque la recommande en général comme remède, quiconque même en fait usage frivolement et sans nécessité comme pis-aller, celui-ci est un charlatan (1). » C'est pourquoi « il ne faut user de violence contre les oppresseurs de l'humanité, que si ceux-ci ont rendu impossible toute agitation pacifique (2). » « L'effusion du sang est un mal en elle-même, mais s'il nous faut la liberté d'agitations et si seule l'effusion du sang nous peut la garantir, alors elle doit être effectuée (3). » « Aussi longtemps que la liberté de la presse et de la parole existent il ne faudrait pas avoir recours aux moyens violents pour combattre la tyrannie. Même si la liberté de la parole était violée dans un ou douze, ou cent cas, ceci n'autorise pas encore à verser un déluge de sang. Ce n'est que lorsqu'on sera absolument garrotté qu'il faudra user du moyen extrême, de la violence (4). » « En Russie des actes de terrorisation sont appropriés, en Allemagne et en Angleterre ils ne le seraient

(1) T., p. 428.

(2) T., p. 428.

(3) T., p. 439.

(4) T., p. 397.

point (1). » Comment faudra-t-il user de la violence ? « Le temps des révolutions armées est fini, on en triomphe trop facilement (2). » Il faut « des actes de terrorisation et des assassinats (3), » mais ils doivent être « exécutés par des individus isolés et en employant la dynamite (4). »

3. A part la parole et la presse il y a encore d'autres moyens de « propagande (5). »

Un de ces moyens consiste à ce « qu'un individu isolé refuse le paiement de l'impôt (6). » « Supposons qu'une année quelconque je me sente très fort et très indépendant, que ma conduite ne puisse nuire à aucun de mes devoirs personnels en tant qu'ils sont sérieux, que je sois décidé à passer peut-être quelque temps en prison et que j'aie la possibilité de cacher ma fortune ; hé bien, je fais la déclaration d'une somme quelconque à l'employé de l'assiette, mais je ne paye pas l'impôt au percepteur ; ou, si je n'ai point de fortune je ne paye pas la taxe personnelle. C'est alors que l'État devra mettre en mouvement tous ses rouages. Il ne pourra faire que deux choses. Ou il me laissera tranquille et je raconterai l'affaire à tous mes voisins qui, l'année prochaine auront tous la tendance fâcheuse de garder leur argent

(1) T., p. 428.

(2) T., p. 440.

(3) T., p. 428.

(4) T., p. 440.

(5) T., p. 45.

(6) T., p. 45.

dans leurs poches ; ou bien l'État me mettra en prison, alors je m'assurerai, en suivant bien les prescriptions légales, tous les droits d'un emprisonné pour dettes et je vivrai tranquillement et commodément, jusqu'à ce que l'État soit fatigué de m'entretenir ainsi que le nombre toujours croissant de ceux qui suivront mon exemple. Mais l'État dans son désespoir se décidera peut-être à rendre plus dures ses lois sur l'emprisonnement pour dettes et alors, si je suis vraiment décidé, on verra bien jusqu'où un gouvernement républicain, « qui tient sa juste puissance de l'assentiment des gouvernés » pourra en arriver, pour se procurer cet « assentiment » — si ce sera jusqu'à l'isolation dans une cellule sombre ou à la façon du tzar jusqu'à la torture par l'électricité. Plus le gouvernement ira loin, mieux ce sera pour l'anarchie, comme le sait très bien quiconque s'est occupé de l'histoire des réformes. On ne peut se représenter toute l'importance qu'ont pour la propagande quelques-uns de ces faits, surtout si en même temps, en dehors des murs de la prison, il y a une armée d'agitateurs bien organisés (1). »

Un autre moyen de propagande consiste à « démontrer dans la vie la possibilité de réaliser les doctrines anarchistes (2). » Mais ceci ne pourra se faire dans des communautés isolées, mais « au centre même de notre vie industrielle et sociale (3). »

(1) T., p. 412.

(2) T., p. 423.

(3) T., p. 423.

« Si dans une grande ville, dans laquelle sont représentés les différents traits caractéristiques et les différentes tendances de notre civilisation si riche en contrastes, s'il s'y trouvait un nombre suffisant d'anarchistes sérieux et intelligents, appartenant aux différents métiers et aux différentes classes, si ceux-ci transformaient la production et la répartition des biens d'après le droit au produit du travail (1), » « si — en opposition ouverte aux prescriptions pour les en retenir (2) — » « ils créaient une banque qui mettrait à leur disposition des capitaux sans intérêts pour activer leurs affaires, et qui en outre emploierait son capital toujours croissant pour subventionner de nouvelles entreprises, où quiconque qui y prendrait part éprouverait les avantages de ce système ; si tout cela était, quelle en serait la conséquence ? Hé bien, en peu de temps toutes les parties de la population, les intelligents et les bornés, les bons, les mauvais, les indifférents, en seraient frappés ; en nombre de plus en plus grand, ils profiteraient de cette institution, au bout de quelques années tous moissonneraient le fruit de leur travail, personne ne pourrait plus vivre de ses rentes, toute la cité serait devenue une immense ruche d'ouvriers anarchistes, d'hommes libres et prospères (3). »

(1) T., p. 423.

(2) T., p. 27.

(3) T., p. 423-424.

II. Dès qu'un nombre suffisant d'individus aura été convaincu de ce que leur propre bien-être exige le changement dont nous parlions, le moment sera venu de renverser l'Etat par « la Révolution sociale (1) » (c'est-à-dire par un refus d'obéissance aussi général que possible), de transformer le droit et l'Etat et d'amener ainsi l'ère nouvelle. « L'Etat n'est rien d'autre qu'une tyrannie ; il n'a aucun droit que nous devons respecter. Au contraire, quiconque connaît ses propres droits et qui sait estimer sa liberté individuelle fera de son mieux pour anéantir l'Etat (1). »

1. Il y a des hommes qui croient que « l'Etat ne pourra disparaître que lorsque tous les hommes seront devenus parfaits.

Ceci veut dire que l'anarchie ne sera possible qu'au moment du chiliasme. S'il nous était possible de nous perfectionner en dépit des obstacles qui enrayent toujours notre perfectionnement, il est clair que l'Etat disparaîtrait bien de lui-même..... Mais de même, si nous étions capables de nous soulever par nos tirants de bottes nous irions peut-être jusqu'au ciel (2). » « Instruire les hommes ne veut pas dire leur enseigner la façon de se gouverner eux-mêmes et de le leur permettre ensuite, mais le leur enseigner en le leur permettant (3). » C'est pourquoi il faut

(1) T., p. 416, 439.

(2) T., p. 144.

(3) T., p. 158.

« l'abolition de l'Etat (1) » par une « prochaine révolution sociale (2). »

2. D'autres sont épris de cette « erreur que l'anarchie pourra être amenée par la violence (3). »

D'ailleurs, de quelle façon il faudra l'amener, ceci est uniquement une question « d'opportunité (4). » « Il est ridicule de désigner comme immorale la politique de la terreur et des assassinats. Si l'on commet une violation contre moi j'ai le droit absolu de choisir mon moyen de défense. De même qu'un homme privé, un gouvernement perd tout droit aux ménagements s'il commet des empiètements. La mode d'empiètement n'y est d'aucune importance ; quelle que soit la façon dont on restreint arbitrairement ma liberté, j'ai le droit de la revendiquer par n'importe quel moyen qui soit à ma portée (5). »

« Le droit de se défendre par la violence contre l'assujettissement est incontestable. Mais l'usage de ce droit n'est pas à conseiller tant qu'on peut recourir encore à d'autres moyens (6). » « Si le gouvernement était aboli du jour au lendemain, cela donnerait lieu probablement à beaucoup de luttes pour le sol ou pour d'autres choses ; il n'en

(1) T., p. 114.

(2) T., p. 487.

(3) T., p. 427.

(4) T., p. 429.

(5) T., p. 428-429.

(6) T., p. 439.



résulterait peut-être qu'une réaction qui ramènerait l'ancienne tyrannie. Mais si cette abolition s'effectue graduellement, parallèlement à ses progrès se répandra de plus en plus la connaissance des vérités sociales (1). »

3. La révolution sociale doit se faire par l'opposition d'une résistance passive, c'est-à-dire par le refus d'obéissance (2).

« La résistance passive est l'arme la plus puissante que l'homme ait jamais maniée dans la lutte contre la tyrannie (3). » « La résistance passive, » dit Ferdinand Lassalle, avec toute sa lourdeur allemande, « est une résistance qui ne résiste pas ». Rien de plus faux. C'est au contraire la seule résistance qui ait des chances de succès, à notre époque de subordination militaire. Dans tout l'univers civilisé, il n'y a pas un seul tyran qui ne préférerait anéantir brutalement une révolution sanglante que de voir une grande partie de ses sujets décidés à ne plus lui obéir. Une révolte est facilement étouffée ; mais il n'est point d'armée qui puisse se résoudre ni même qui puisse pointer ses canons contre des hommes paisibles qui ne se rassemblent même pas dans les rues mais qui restent chez eux et qui maintiennent dans leurs droits (4). »

(1) T., p. 329.

(2) T., p. 413.

(3) T., p. 415.

(4) T., p. 413.

« La violence vit de rapines ; elle meurt si ses victimes ne se laissent plus dérober. On ne peut la tuer ni en prêchant, ni en votant, ni en la fusillant, mais on peut l'affamer. Dès qu'un nombre imposant d'hommes décidés et dont l'incarcération paraîtrait risquée, fermerait tranquillement la porte — après s'être entendus — au percepteur d'impôt aussi bien qu'au percepteur du loyer et du fermage, s'il faisait circuler, en dépit des lois, son propre argent, supprimant ainsi les rentes du capitaliste, si ce fait se produisait, le gouvernement avec tous les privilèges qui le protègent et avec tous les monopoles qui le soutiennent serait bientôt anéanti (1). »

« Combien importante, combien irrésistible surtout, serait la puissance d'une minorité énergique et éclairée — comprenant par exemple le cinquième de la population — si elle refusait de payer l'impôt (2). » « L'agitation de la « Irish-land-league » nous donne là-dessus une excellente leçon. Aussi longtemps qu'elle persista dans sa politique de refuser le paiement du fermage, elle fut la force révolutionnaire la plus forte et la plus redoutable du monde et elle ne perdit sa force que du jour où elle abandonna cette politique. Mais elle suivit cette ligne de conduite assez longtemps pour qu'il soit démontré que le gouvernement anglais ne pouvait rien faire contre elle ; et nous ne croyons pas exagérer en disant qu'il n'y aurait plus de

(1) T., p. 415-416.

(2) T., p. 412.

propriétaire de latifondes en Irlande, si les Irlandais avaient persisté dans leur politique jusqu'au bout. Il est d'ailleurs plus facile dans nos pays de s'opposer au paiement de l'impôt qu'en Irlande de s'opposer au paiement du fermage ; une telle politique serait d'autant plus redoutable chez nous que notre peuple est de beaucoup plus développé intellectuellement, mais toujours faudrait-il qu'il trouve un nombre suffisant d'hommes et de femmes sérieux qui prennent l'initiative de cette résistance. Si un cinquième seulement de la population s'opposait au paiement des impôts, cela causerait plus de frais de faire rentrer la somme due ou même d'essayer de le faire, que ce que les autres quatre cinquièmes accepteraient de verser dans les caisses de l'Etat (1). »

(1) T., p. 412-413.

## NEUVIÈME CHAPITRE

### La doctrine de Tolstoj

#### 1. GÉNÉRALITÉS

1. *Lew Nikolajewitch Tolstoj* naquit en 1828 à Jasnaja Poljana (canton de Krapiwna, gouvernement de Toula). Il étudia à Kazan, de 1843 à 1846, s'adonnant d'abord aux langues orientales, puis au droit, dont il continua l'étude à Saint-Pétersbourg, de 1847 à 1848. Après un séjour prolongé à Jasnaja Poljana, il entra dans un régiment d'artillerie dans le Caucase (1851), devint officier, demeura dans le Caucase jusqu'en 1853, participa à la guerre de Crimée et démissionna en 1855.

A partir de ce moment, Tolstoj résida principalement à Saint-Pétersbourg. En 1857, il fit un grand voyage à travers l'Allemagne, la France, l'Italie et la Suisse. Depuis son retour, jusqu'en 1860, il demeura la plupart du temps à Moscou. De 1860 à 1861, il voyagea en Allemagne, en France, en Italie, en Angleterre et en Belgique, et fit la connaissance de Proudhon à Bruxelles.

Depuis 1861, Tolstoï a vécu presque continuellement à Jasnaja Poljana, consacrant son temps, à la fois à des occupations rurales et à ses travaux littéraires.

Tolstoï a publié de nombreux ouvrages : jusqu'en 1878, ils comprennent surtout des récits, dont les deux romans « La guerre et la paix » et « Anna Karenina » sont les plus importants. Ses œuvres ultérieures présentent un caractère surtout philosophique.

2. Les principaux écrits de Tolstoï sur le droit, l'Etat et la propriété sont : « Confessions » (1879), « Courte dissertation sur l'Evangile » (1880), « Ma croyance » (1884), « Que faire » (1885), « De la vie » (1887), « Le royaume de Dieu est en vous ! ou le christianisme en tant que nouvelle conception de la vie et non en tant que doctrine mystique » (1893).

3. Tolstoï n'appelle pas anarchisme sa doctrine sur le droit, l'Etat et la propriété. L'anarchisme, d'après lui, c'est la doctrine qui considère une vie libérée de tout gouvernement comme but à atteindre par l'emploi de la force (1).

(1) Tolstoï, Reich Gottes, p. 244-245, 280, 315, 325.

## 2. LA BASE

*L'amour d'après Tolstoï, est notre loi suprême. Il en tire le postulat de ne pas s'opposer au mal par la force.*

1. Tolstoï prend pour base « le christianisme (1) ; » mais par ce mot il n'entend pas une des églises chrétiennes, qu'elle soit orthodoxe, catholique ou protestante (2), mais la vraie doctrine du Christ (3).

« Quoique cela paraisse bizarre, les églises n'ont pas seulement méconnu de tout temps la doctrine du Christ, mais encore lui ont été hostiles, et ceci par la force même des choses. Les églises ne sont pas, comme on le croit généralement, des institutions basées sur un fond chrétien et déviées à peine du droit chemin ; les églises comme telles, comme congrégations qui soutiennent leur infailibilité, sont des institutions anti-chrétiennes. Les églises chrétiennes et le christianisme n'ont de commun que leur nom ; ce sont des éléments diamétralement opposés et antagonistes. L'un est humilité, pénitence, soumission, progrès, vie ; les autres sont orgueil, violence, autocratie, pétrification, mort (4). » L'Eglise « pour complaire

(1) T., Reich Gottes, p. 263, 285-286. — *Evangelium*, p. 25. — *Religion und Moral*, p. 14.

(2) T., Glaube ? p. 251.

(3) T., *Evangelium*, p. 13-14, 16-17.

(4) T., Reich Gottes, p. 96-97.



au monde, a transformé la doctrine du Christ, de façon à ce que nulle obligation n'en découle et que les hommes puissent continuer à vivre comme auparavant. L'Eglise céda devant le monde et, après lui avoir cédé, le suivit. Le monde fit tout ce qu'il voulut et laissa l'Eglise arranger comme elle le pouvait ses dogmes sur le sens de la vie. Le monde vécut, violant en tout les doctrines du Christ et l'église inventa des subtilités pour démontrer que les hommes, tout en enfreignant les préceptes du Christ, les suivaient quand même. Il en résulta que les hommes menèrent une vie pire que celle des païens et que l'église non contente d'excuser une conduite pareille osa même prétendre qu'elle était conforme à la doctrine du Christ (1). »

Ce qui diffère le plus de la doctrine du Christ, c'est « le dogme de la foi chrétienne (2), » c'est-à-dire l'ensemble de ces « dogmes (3) » inintelligibles et par cela même inutiles. « Nous ne connaissons pas de dieu, créateur extrinsèque du monde, origine de toutes les origines (4); » « Dieu, c'est l'esprit dans l'homme (5); » c'est « sa conscience (6); » c'est « la connaissance de la vie » (7); « chaque homme reconnaît en lui-même un esprit

(1) T., Glaube, p. 247-248.

(2) T., Vernunft und Dogma, p. 5.

(3) T., Glaube, p. 196.

(4) T., Evangelium, p. 51, 29-30.

(5) *Ibid.*, p. 47.

(6) T., Christentum und Vaterlandsliebe, p. 118.

(7) T., Evangelium, p. 29.

libre, raisonnable et indépendant de la matière ; cet esprit, c'est ce que nous nommons Dieu (1). » Le Christ était un homme (2), « le fils d'un père inconnu ; ne connaissant pas son père, dans sa candeur enfantine, il appela son père, Dieu (3). » Et en effet, il était fils de Dieu, par l'esprit, comme tout homme est fils de Dieu (4), et il personnifie « l'homme qui se reconnaît fils de Dieu (5). » Ceux qui prétendent « que le Christ avait déclaré racheter par son sang l'humanité déchue à cause du péché d'Adam ; qu'il avait dit que Dieu constituait une Trinité ; que le Saint-Esprit était descendu sur les apôtres, et que par la bénédiction il se transmettait au prêtre ; que l'accomplissement de sept sacrements était la condition nécessaire de notre salut, etc., etc. (6) ; » ceux-là « prêchent des doctrines absolument étrangères à celles du Christ (7). » « Jamais le Christ n'a fait mention de la résurrection, ni de l'immortalité de l'homme au delà de la tombe (8) ; » ces représentations, d'ailleurs, sont grossières et sans élévation (9) ; la résurrection et l'ascension

(1) T., Evangelium, p. 50. — Religion und Moral, p. 27.

(2) T., Leben, p. 214.

(3) T., Evangelium, p. 31.

(4) *Ibid.*, p. 31-32, 40, 112.

(5) T., Glaube p. 164.

(6) T., Evangelium, p. 21.

(7) *Ibid.*, p. 21.

(8) T., Glaube, p. 160, 174.

(9) *Ibid.*, p. 166.

sont à ranger parmi « les plus choquants des miracles (1). »

*Tolstoj* ne reconnaît la doctrine du Christ que pour son bon sens et non pour sa foi dans une révélation. La croyance en une révélation « fut la cause principale qui fit que la doctrine a d'abord été mal interprétée et qu'ensuite elle a été complètement mutilée (2). » La foi en Jésus-Christ ne consiste pas « en l'acceptation aveugle de tout ce qui a été dit à son sujet, mais en la connaissance de la vérité (3). »

« Il y a une loi de l'évolution, il ne faut donc s'occuper que de sa propre vie, laissant tout le reste à la loi de l'évolution ; voilà le dernier mot de l'éducation raffinée de notre époque et en même temps de cet obscurcissement de la conscience auquel sont sujettes les classes cultivées (4). » Mais « depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, la vie humaine est une série ininterrompue d'actions ; entre cent actions à sa portée, l'homme doit chaque jour choisir celles qu'il compte accomplir ; par conséquent, l'homme ne peut manquer de s'astreindre à suivre une certaine ligne de conduite (5). » La raison seule peut lui tracer cette

(1) T., Bekenntnisse, p. 92.

(2) T., Reich Gottes, p. 75-77, 79.

(3) T., Glaube p. 195, 272. — Reich Gottes, p. 72-73. — Evangelium, p. 5.

(4) T., Reich Gottes, p. 234.

(5) T., Leben, p. 48.

ligne de conduite. En effet, « la raison est reconnue par l'homme comme loi qui doit guider sa vie (1). » « S'il n'existe pas de raison supérieure — et il n'en existe pas ; rien d'ailleurs ne peut en prouver l'existence — c'est ma propre raison qui doit être le juge suprême de ma vie (2). » « L'empire toujours croissant (3) » « de la raison consciente sur la personnalité animale (4), » « voilà « la vraie vie (5) ; » voilà « la vie (6), » opposée à la simple « existence (7). »

« Autrefois, on disait : ne raisonne pas, mais aie foi en le devoir que nous te prescrivons ; la raison t'induirait en erreur ; la foi seule te procurerait le vrai bonheur de la vie. Et l'homme cherchait la foi, et la trouvait. Mais grâce au commerce qu'il entretenait avec les autres hommes, il s'aperçut de ce que leurs croyances différaient entre elles et de ce que chacun prétendait que c'était la sienne qui procurait le bonheur suprême. Alors, se posa nécessairement la question, de décider laquelle de toutes ces croyances était la vraie. La raison seule pouvait trancher cette question (8). » « Si le bouddhiste, tout en connaissant l'Islam, n'en reste pas moins bouddhiste, ce

(1) T., *Leben*, p. 72, 68.

(2) T., *Bekenntnisse*, p. 54.

(3) T., *Leben*, p. 101.

(4) *Ibid.*, p. 100.

(5) *Ibid.*, p. 100.

(6) *Ibid.*, p. 160, 101.

(7) *Ibid.*, p. 160, 101.

(8) *Ibid.*, p. 262-263.

n'est plus la foi qui en est la cause, mais la raison. Du moment qu'une nouvelle croyance se présente à lui entraînant avec elle la question de décider laquelle des deux croyances il rejettera, la raison seule pourra répondre. S'il a pris connaissance de l'Islam et s'il reste bouddhiste, c'est que la conviction raisonnée a pris la place de la foi aveugle (1). » « L'homme ne reconnaît la vérité que par la raison, et non par la foi (2). »

« La loi de la raison ne se révèle à l'homme que peu à peu (3). » « Il y a dix-huit cents ans, une nouvelle doctrine fit son apparition dans le monde pagano-romain, doctrine infiniment supérieure à toutes celles qui l'avaient précédée, et attribuée à un homme, appelé le Christ (4). » Cette doctrine contient la conception « la plus stricte, la plus pure, la plus entière (5) » de la loi de la raison « à laquelle l'esprit humain se soit élevé jusqu'à nos jours (6). » La doctrine du Christ, c'est « la raison même (7) ; » elle doit être acceptée par les hommes « parce que seule elle donne toutes ces règles de la vie sans lesquelles nul homme n'a jamais vécu, ni ne saurait vivre, s'il veut vivre en homme, c'est-à-dire conformément à la rai-

(1) T., *Leben*, p. 263.

(2) *Ibid.*, p. 263.

(3) T., *Religion und Moral*, p. 21-22

(4) T., *Reich Gottes*, p. 71.

(5) T., *Evangelium*, p. 25.

(6) *Ibid.*, p. 25.

(7) T., *Glaube*, p. 138-139.

son (1). » L'homme « par la raison même est empêché de se détourner d'elle (2). »

2. D'après la loi du Christ, l'amour doit être notre loi suprême.

Qu'est-ce que l'amour ? « Ce qu'entendent par amour ceux qui ne comprennent pas la vie, ce n'est que la préférence qu'ils ont pour certaines conditions de leur bien-être personnel à l'exclusion de certaines autres. Lorsque l'homme, qui ne comprend pas la vie, dit qu'il aime sa femme, ou son enfant, ou son ami, il veut dire seulement par là que la présence dans sa vie de sa femme, de son enfant, ou de son ami contribue à son bien-être personnel (3). »

« L'amour vrai, c'est toujours l'abnégation du bien-être personnel (4) » dans l'intérêt du prochain. L'amour vrai consiste en « un état de bienveillance pour tous les hommes, à l'instar de celle qu'on trouve en particulier chez les enfants, mais qui, chez l'homme mûr, n'existe que dans le cas d'un renoncement (5). » « Quel est l'être humain qui n'a pas ressenti au moins une fois dans sa vie — et cela dans sa première jeunesse —, ce bienheureux sentiment de tendresse qui fait que l'on voudrait tout aimer, et

(1) T., Glaube, p. 268.

(2) *Ibid.*, p. 148.

(3) T., Leben, p. 159-160.

(4) *Ibid.*, p. 165.

(5) *Ibid.*, p. 164.



le père, et la mère, et les frères, et les méchants, et les ennemis, et le chien, et le cheval et le gazon ; on ne désire alors qu'une chose, que tous se portent bien, que tous soient heureux ; et on voudrait surtout être en état de les rendre tous heureux ; on voudrait se sacrifier, donner jusqu'à sa vie afin que tous soient heureux et se réjouissent. Voilà en quoi consiste le seul amour qui constitue la vie de l'homme (1). »

Le véritable amour est « un idéal de la perfection complète, infinie, divine (2). » « La perfection divine c'est l'asymptote de la vie humaine, vers laquelle celle-ci tend sans cesse, dont elle se rapproche de plus en plus mais qu'elle n'atteindra que dans l'éternité (3). » « D'après les anciennes doctrines la véritable vie consisterait en l'accomplissement de commandements et de lois ; d'après la loi du Christ, elle consiste en ce qu'on se rapproche le plus possible de la perfection divine, qui nous est donnée en exemple et dont tous ont le sentiment intime intérieur (4). »

L'amour, d'après le dogme du Christ, c'est notre loi suprême. « Le postulat de l'amour c'est l'essence même de la doctrine (5). » « Il y a trois points de vue d'où on peut envisager la vie, et il

(1) T., *Leben*, p. 170-171.

(2) T., *Reich Gottes*, p. 140.

(3) *Ibid.*, p. 139.

(4) *Ibid.*, p. 138.

(5) T., *Reich Gottes*, p. 142. — *Glaube*, p. 17.

n'y en a pas d'autre : on peut la considérer, 1° en tant que personnelle ou animale ; 2° en tant que sociale ou païenne (1) ; » « 3° en tant que chrétienne ou divine (2). » L'homme dont la manière de vivre est animale, « le sauvage ne reconnaît la vie que pour lui-même ; la jouissance personnelle est le ressort de sa vie. Le païen, l'homme sociable, ne reconnaît plus seulement la vie pour lui-même, mais aussi pour quelque communauté : famille, clan, race, État ; la gloire est le ressort de sa vie. L'homme, enfin, qui considère la vie du point de vue divin ne reconnaît plus la vie pour sa personne, ni même pour une communauté, mais il la trouve dans la source primordiale de la vie éternelle et infinie, dans Dieu ; c'est l'amour qui est le ressort de sa vie (3). »

Dire que l'amour selon la doctrine du Christ est notre loi suprême équivaut à dire que l'amour conforme à la raison est aussi notre loi suprême. Dès 1852, Tolstoï exprime cette pensée : « Que l'amour et la charité sont la vérité, voilà l'unique vérité d'ici-bas (4). » Et, bien plus tard, en 1887, il appelle l'amour « la seule action sensée de l'homme (5) », celle qui « résoud toutes les contradictions de la vie humaine (6). » L'amour sup-

(1) T., *Reich Gottes*, p. 123.

(2) T., *Religion und Moral*, p. 12.

(3) T., *Reich Gottes*, p. 121-125.

(4) T., *Der Morgen des Gutsherrn : Werke 2*, p. 70-1.

(5) T., *Leben*, p. 148.

(6) *Ibid.*, p. 147, 148.

prime l'activité insensée, visant à remplir le tonneau sans fond de notre personnalité animale (1), il écarte la lutte folle entre gens aspirant à leur propre bonheur (2), il donne à la vie un but indépendant du temps et de l'espace, but à défaut duquel la vie s'écoulerait, dénuée de tout sens, en attendant la mort (3).

3. De la loi de l'amour, la doctrine du Christ déduit le postulat qu'il ne faut pas s'opposer au mal par la violence. « Ne t'oppose pas au mal ! veut dire : ne t'oppose jamais aux méchants, c'est-à-dire : ne t'oppose à personne par la force ; c'est-à-dire ne commets jamais d'action qui soit contraire à l'amour (4). »

Le Christ a tiré ce postulat particulièrement de la loi de l'amour. Dans sa prédication sur la montagne, en particulier, il a énoncé cinq postulats ; « ces postulats ne constituent pas sa doctrine, mais n'en sont qu'un des nombreux degrés qui nous conduisent vers la perfection (5) ; » ils « sont tous négatifs et ne font que nous indiquer (6) » « ce qu'il nous est facile d'éviter dans notre aspiration vers la perfection (7) », « au point où en est arrivée l'humanité en ce siècle (8). » Voici le con-

(1) T., *Leben*, p. 122, 133-135, 174, 176.

(2) *Ibid.*, p. 121, 174.

(3) *Ibid.*, p. 26, 122-123, 196, 206.

(4) T., *Glaube*, p. 17.

(5) T., *Reich Gottes*, p. 144.

(6) *Ibid.*, p. 142-143.

(7) *Ibid.*, p. 144.

(8) *Ibid.*, p. 160.

tenu du premier postulat, énoncé dans la prédication sur la montagne : « Reste en paix avec tous, et si la paix est rompue, emploie tous tes efforts à la rétablir (1) ; » le second dit : « L'homme ne prendra qu'une femme, et la femme ne prendra qu'un mari ; et l'un ne quittera l'autre sous aucun prétexte (2) ; » le troisième : « Ne fais aucun vœu (3) ; » le quatrième : « Supporte l'affront et ne rends pas le mal pour le mal (4) ; » le cinquième : « Ne trouble pas la paix, même pour être utile à ton peuple (5). » De tous ces postulats, le quatrième est le plus important ; il est exprimé dans Matthieu, V, 38-39 : « Vous avez appris qu'il a été dit : Œil pour œil et dent pour dent. Mais moi je vous dis de ne pas résister au méchant (6). » Tolstoï raconte comment ce passage devint « la clef de tout (7). » « Je n'eus qu'à considérer ces paroles dans toute la simplicité avec laquelle elles avaient été dites pour comprendre aussitôt toute la doctrine du Christ ; non seulement dans la prédication sur la montagne, mais encore dans les évangiles en général, tout ce qui m'avait paru confus devint clair, tout ce qui m'avait paru contradictoire devint logique ; et l'essence ne m'en

(1) T., Glaube, p. 122.

(2) *Ibid.*, p. 123.

(3) *Ibid.*, p. 123.

(4) *Ibid.*, p. 123.

(5) *Ibid.*, p. 123.

(6) *Ibid.*, p. 12.

(7) *Ibid.*, p. 12.

parut plus inutile mais de la plus grande nécessité; l'ensemble de ces parties diverses forma un tout dont les parties respectives furent l'irréfutable confirmation des autres; tels les débris d'une statue brisée qu'on a ajustés à nouveau (1). » Le principe de la non-résistance constitue un lien « qui coordonne les différentes parties en un tout, mais seulement dans le cas où ce n'est pas une simple tendance, mais une règle obligatoire, un commandement (2). » « C'est vraiment la clef qui ouvre tout, pourvu qu'elle pénètre dans l'intérieur de la serrure (3). »

C'est forcément en la loi de l'amour qu'il faut voir l'origine du postulat de la non-résistance au mal. Car c'est cette loi qui exige ou qu'on trouve un signe précis et indubitable du mal ou qu'on renonce à l'emploi de la violence pour résister au mal (4). « Jusqu'à présent, c'était tantôt le pape, tantôt un empereur ou un roi, tantôt une réunion d'élus, tantôt le peuple entier qui devaient déclarer ce qui était un mal et qui devaient aussi décider s'il devait être combattu par la violence. Mais dans l'Etat aussi bien que hors de l'Etat il y eut toujours des hommes qui, pour leur propre compte, ne reconnurent pas les décisions qu'on prétendait être des lois divines,

(1) T., Glaube, p. 15.

(2) *Ibid.*, p. 21-22.

(3) *Ibid.*, p. 22.

(4) T., Reich Gottes, p. 68-69.

ni les décisions des hommes revêtus d'un caractère de sainteté, ni les institutions ayant la prétention de représenter la volonté du peuple ; en un mot, des hommes qui approuvaient ce que les puissances existantes considéraient comme un mal, et qui usaient de la violence contre la violence de ces puissances. Les hommes revêtus d'un caractère de sainteté considérèrent comme mal ce qui avait paru bon aux institutions et aux hommes revêtus de la puissance séculière ; et la lutte s'envenima de plus en plus. On en arriva au point où nous en sommes aujourd'hui ; à la constatation évidente de ce fait, qu'il n'existe pas et qu'il ne peut exister de définition absolue du mal (1). » De là la nécessité d'adopter la solution proposée par le Christ (2).

Le postulat de la non-résistance au mal ne doit pas, d'après Tolstoj, être compris de telle sorte qu'il défende « toute lutte contre le mal » (3). Il ne défend dans cette lutte que l'emploi de la violence (4). Quant à cette dernière, il la défend sans restrictions. Il se rapporte donc, non seulement au mal qu'on nous fait subir, mais encore au mal qu'on fait subir à notre prochain (5). Lorsque Pierre enleva, en le frappant, l'oreille du serviteur du grand-prêtre, il défendit « non sa personne, mais celle

(1) T., Reich Gottes, p. 269-270.

(2) *Ibid.*, p. 282.

(3) *Ibid.*, p. 63.

(4) T., Glaube, p. 17, 20. — Reich Gottes, p. 268.

(5) T., Reich Gottes, p. 49-50.



de son cher et divin maître. Néanmoins, le Christ le lui interdit formellement en disant : « Celui qui se sert de l'épée, périra par l'épée (1) ». Le postulat ne veut pas dire non plus qu'une partie des hommes seulement « doit plier sans lutte devant ce que lui dictent certains supérieurs (2) » mais il étend cette défense « à tout homme, par conséquent à ceux aussi qui détiennent le pouvoir, et même à ceux-ci en particulier, d'user de la violence envers qui que ce soit, et en n'importe quelle occasion (3) ».

### 3. LE DROIT.

I. *Au nom de l'amour, c'est-à-dire se basant sur le postulat de la non-résistance au mal, Tolstoï rejette le droit, non pas d'une façon absolue, mais pour les peuples civilisés de notre temps. Quoiqu'il ne parle que des lois, il entend par là le droit entier, rejetant en principe toute norme basée sur la volonté d'individus (4), qui est maintenue par la force humaine (5), spécialement par celle des tribunaux (6), qui peut s'écarter de la loi morale (7), qui peut différer dans des terri-*

(1) T., Reich Gottes, p. 50.

(2) *Ibid.*, p. 268-269.

(3) *Ibid.*, p. 269.

(4) *Ibid.*, p. 268; 300-301.

(5) *Ibid.*, p. 361-362.

(6) T., Glaube, p. 29, 32.

(7) T., Reich Gottes, p. 361-362, 172.

toires différents (1), et qui peut toujours être changée arbitrairement (2).

Il se pourrait qu'autrefois l'existence du droit valût mieux que son absence. Le droit est « sauvé par la force (3) ; » d'autre part, il empêche la violence parmi les hommes (4) ; il y eut peut-être une époque où la première était moins pesante que la seconde (5). Ces temps sont évidemment passés, les mœurs se sont adoucies, les hommes de nos jours « reconnaissent les lois de la philanthropie, de la charité, et ne demandent que la possibilité d'une vie tranquille et paisible (6) ».

Le droit est en opposition au postulat de la non-résistance au mal (7). Le Christ l'a déclaré. Ses paroles : « Ne jugez point, afin que vous ne soyez point jugés (Matthieu, 7, 1) » et « ne condamnez point et vous ne serez point condamnés », ces paroles « ne veulent pas seulement dire : ne jugez pas votre prochain en paroles, mais encore : ne le condamnez pas par le fait ; ne jugez pas votre prochain d'après vos lois humaines, par vos tribunaux (8) ». Ici, le Christ ne parle pas seulement « des rapports de chacun

(1) T., Reich Gottés, p. 172.

(2) *Ibid.*, p. 300.

(3) *Ibid.*, p. 361.

(4) *Ibid.*, p. 241.

(5) *Ibid.*, p. 240.

(6) *Ibid.*, p. 256.

(7) T., Glaube, p. 29.

(8) *Ibid.*, p. 28-29.

de nous avec les tribunaux (1) », mais il rejette « l'administration de la justice comme telle (2) ». « Il dit : vous vous imaginez que vos lois diminuent le mal, elles ne font que l'agrandir ; il n'y a qu'un seul et unique moyen pour empêcher le mal, c'est de rendre le bien pour le mal, c'est de faire du bien à tous, sans distinction (3). » Le Christ me le dit, « mon cœur et ma raison (4) » font de même.

Le réquisitoire contre le droit est loin de s'en borner là. « Le pouvoir ne condamne, par la forme immuable de la loi, que ce que dans la plupart des cas l'opinion publique a dès longtemps nié et condamné ; or l'opinion publique nie et condamne toutes les actions qui sont contraires à la loi morale, la loi, de son côté, ne condamne et ne poursuit qu'un certain ensemble d'actions, ensemble exactement limité et très restreint, sanctionnant ainsi toutes les actions équivalentes mais qui ne se trouvent pas comprises dans cet ensemble. L'opinion publique, dès le temps de Moïse, réprouve et condamne l'égoïsme, la débauche, la cruauté ; elle réprouve et condamne l'égoïsme sous toutes ses formes, non seulement l'appropriation du bien d'autrui par la force, la fraude ou la ruse, mais toute exploitation ; elle condamne

(1) T., Glaube, p. 32.

(2) *Ibid.*, 32. . .

(3) *Ibid.*, p. 45-46.

(4) *Ibid.*, p. 29.

toute espèce de fornication, fut-ce avec une courtisane, avec une esclave, avec une femme divorcée ou avec sa femme légitime ; elle condamne toute cruauté, qu'elle consiste dans le mauvais traitement, la nutrition insuffisante ou l'assassinat non seulement des hommes, mais encore des animaux. La loi ne poursuit que certaines formes de l'égoïsme, comme le vol et la fraude, ainsi que certaines formes de la débauche et de la cruauté, telles que l'adultère, le meurtre et la mutilation ; la loi autorise donc toutes les autres formes de l'égoïsme, de la débauche et de la cruauté, dès qu'elles ne peuvent être classées dans ses définitions étroites, provenant de fausses conceptions (1). »

« Le Juif pouvait facilement se soumettre à ses lois, car il ne doutait pas qu'elles soient écrites par le doigt de Dieu : il en était de même pour le Romain qui admettait qu'elles lui venaient de la nymphe Égérie ; et de même pour l'homme en général, tant qu'il voyait dans ses princes législateurs des « oints du Seigneur » ou qu'il admettait que les assemblées législatives avaient le désir et la capacité de donner les meilleures lois possibles (2). » Mais « déjà à l'époque où le christianisme fit son apparition, on commença à comprendre que les lois provenaient des hommes, que les hommes, quelle que soit leur splendeur extérieure, ne peuvent être infailibles, et que des

(1) T., Reich Gottes, p. 361-362.

(2) *Ibid.*, p. 172.

hommes sujets aux erreurs ne deviennent pas infailibles par le fait de se réunir et de s'affubler du nom de Sénat ou de tout autre mot (1). » « Nous savons de quelle façon on fabrique des lois, nous avons tous été derrière les coulisses, aucun de nous n'ignore que les lois ne sont que les produits de l'égoïsme, de la duperie, de la lutte des partis, et que la véritable justice en est éloignée et ne peut qu'en être éloignée (2). » Voilà pourquoi « la reconnaissance de n'importe quelle loi est le signe d'une ignorance crasse (3). »

II. *L'amour ordonne que ce soit lui-même qui au lieu du droit soit la loi de l'homme.* Il s'en suit que ce sont les lois du Christ, et non le droit, qui doivent nous guider (4). Or cela, c'est « le royaume de Dieu sur terre (5). »

« Le jour et l'heure où paraîtra le royaume de Dieu ne dépend que des hommes (6). » « Que chacun commence à faire ce que nous devons faire, et qu'il s'abstienne de faire ce qui nous est défendu de faire, alors un avenir prochain amènera le royaume annoncé de Dieu (7). » « Si chacun voulait, dans la mesure de ses forces, acclamer

(1) T., Reich. Gottes, p. 268.

(2) *Ibid.*, p. 172.

(3) T., Glaube, p. 120.

(4) *Ibid.*, p. 180, 235.

(5) *Ibid.*, p. 235, 180.

(6) T., Reich Gottes, 393. — Glaube, p. 121

(7) T., Reich Gottes, p. 393-394.

la vérité qu'il connaît, ou au moins, s'il ne s'obstinait pas à défendre comme vérité le mensonge dans lequel il vit, alors en cette même année 1893 se produiraient déjà des changements tendant à l'établissement de la vérité sur la terre, changements que nous n'osons rêver que pour d'ici quelques siècles (1). » « Encore un petit effort, et le Galiléen aura vaincu (2). »

Le royaume de Dieu « ne se trouve pas dans le monde extérieur, mais dans l'âme humaine (3). » « L'avènement du royaume de Dieu n'est pas tel qu'il frappera nos regards. On ne dira point : Il est ici, ou : Il est là. Car voici, le royaume de Dieu est en dedans de vous. » (Luc, XVII, 20-21) (4). » Le royaume de Dieu ne consiste en rien d'autre qu'en l'exécution des commandements du Christ, surtout des cinq commandements du sermon sur la montagne (5), commandements qui nous enseignent de quelle façon nous devons nous conduire au point où nous en sommes pour nous rapprocher le plus possible de l'idéal de l'amour (6), qui nous ordonnent de vivre en paix avec notre prochain, de tout faire pour la rétablir si elle était rompue, d'être fidèle comme mari à sa femme, comme femme à son mari, de ne pas

(1) T., Reich Gottes, p. 486-487.

(2) T., Russische Christenverfolgungen, p. 47.

(3) T., Evangelium, p. 50.

(4) T., Reich Gottes, p. 526.

(5) T., Glaube, p. 121.

(6) T., Reich Gottes, p. 142-143-144.



prononcer de vœu, enfin de ne pas rompre la paix avec qui que ce soit même en faveur du peuple dont nous faisons partie (1).

Quelle forme prendra la vie extérieure dans le royaume de Dieu ? « Le disciple du Christ sera pauvre ; c'est-à-dire il n'habitera pas la ville, mais la campagne ; il ne se tiendra pas à la maison, mais il travaillera dans la forêt et dans les champs, il verra la lumière du soleil, la terre, le ciel et les animaux, il ne s'occupera pas de la question de ce qu'il faut manger pour exciter son appétit et de ce qui pourrait hâter sa digestion, mais il aura faim trois fois par jour ; il ne se roulera pas sur de doux coussins cherchant la délivrance de l'insomnie, mais il dormira ; il sera malade, il souffrira, il mourra comme les autres — il semble que les pauvres souffrent et meurent plus facilement que les riches — (2) ; » il « vivra en une communauté libre avec tous les hommes (3). » « Le royaume de Dieu sur terre, c'est la paix entre les hommes ; ainsi il apparut aux prophètes, ainsi il apparaît à tout cœur humain (4). »

(1) T., Glaube, p. 122-123, 179, 124, 219-220. — Evangelium, p. 59-60. — Reich Gottes, p. 143-144.

(2) T., Glaube, p. 225.

(3) *Ibid.*, p. 225.

(4) *Ibid.*, p. 121.

## 4. L'ÉTAT

*I. Puisqu'il rejette le droit, Tolstoï doit en faire de même avec l'institution juridique de l'Etat, quant aux peuples civilisés de notre époque.*

« Peut-être y eut-il un temps où, vu le degré inférieur de la moralité et de la disposition générale des hommes à la violence, l'existence d'une puissance réduisant cette violence se trouvait être avantageuse ; c'était une époque où la puissance de l'Etat était moins pesante que celle que les individus exerçaient mutuellement. Mais un tel avantage de l'existence de la puissance de l'Etat sur sa non-existence ne pouvait durer ; à mesure que les penchants violents des individus diminuaient, que les mœurs se poliaient, à mesure que les gouvernements, grâce à leur puissance illimitée, dégénéraient de plus en plus, l'institution de l'Etat perdait toute sa valeur. Ce changement, la moralisation des foules et la dégénérescence des gouvernants, voilà l'histoire entière des vingt derniers siècles (1). » « Je ne peux prouver ni l'utilité absolue de l'Etat, ni sa nocivité absolue (2), » « mais ce que je sais, c'est que je n'ai plus besoin de l'Etat et que je ne peux plus contribuer à subvenir à son existence (3). »

(1) T., Reich Gottes. p. 240-241.

(2) *Ibid.* p. 336.

(3) *Ibid.*, p. 335-336.

« Le Christianisme dans le vrai sens du mot supprime l'Etat (1), » il détruit tous les gouvernements (2). L'état est opposé à l'amour, c'est-à-dire au postulat de la non-résistance au mal (3). Ce n'est pas encore tout ; l'Etat en fondant un gouvernement (4) se met en contradiction avec ce fait qu'aux yeux de l'amour « tous les hommes sont les fils de Dieu et qu'ils sont tous égaux (5) ; » c'est pour cela, même en faisant abstraction du fait qu'il est basé sur la violence en tant qu'institution juridique, qu'il doit être rejeté. « Que la doctrine chrétienne ne vise qu'au salut de l'individu et ne se rapporte pas aux questions d'un ordre général et spécialement aux affaires de l'Etat, ceci est une affirmation aussi hardie qu'erronée (6). » « Tout homme sérieux et sincère de notre époque doit comprendre que le vrai christianisme — la doctrine de l'humilité, du pardon, de l'amour — est incompatible avec l'Etat et son orgueil, ses actes de violence, la peine de mort et les guerres (7). » « L'Etat est un fétiche (8) ; » le fait qu'il doit être rejeté est indépendant de sa forme, qu'elle soit « la monarchie absolue, la

(1) T., Reich Gottes, p. 332.

(2) *Ibid.*, p. 211.

(3) T., Glaube, p. 21. — Russische Christenverfolgungen, p. 46.

(4) T., Reich Gottes, p. 209-210.

(5) *Ibid.*, p. 167, 164.

(6) T., Glaube, p. 25.

(7) T., Reich Gottes, p. 332.

(8) T., Glaube, p. 50.

Convention, le Consulat, le premier ou le second empire, le règne d'un Boulanger, la monarchie constitutionnelle, la Commune ou la République (1). » Voyons comment Tolstoï développe cette thèse.

1. La domination des méchants poussé à l'extrême : voilà l'Etat.

L'Etat, c'est la domination. Le gouvernement de l'Etat, c'est « une réunion d'individus qui fait violence aux autres hommes (2). » « Tous les gouvernements, qu'ils soient despotiques ou libéraux, sont devenus de nos jours ce que Herzen appelle si bien un Djinghiz-Khan avec télégraphe (3). » Les hommes qui détiennent le pouvoir « l'exercent, non pas pour vaincre le mal, mais uniquement par intérêt ou par caprice ; et les autres hommes s'y soumettent, non parce qu'ils croient que c'est pour leur bien, que ceci les délivrera du mal, mais seulement parce qu'ils ne peuvent s'en affranchir (4). » « Si Nice est annexée à la France, la Lorraine à l'Allemagne, si la Bohême est réunie à l'Autriche, si la Pologne a été partagée, si l'Irlande, si les Indes sont soumises à l'Angleterre, si l'on combat en Chine, si l'on tue les Africanders, si l'on expulse les Chinois d'Amérique, si l'on poursuit les juifs en Russie, tout ceci ne se

(1) T., *Reich Gottes*, p. 429-430, 244.

(2) *Ibid.*, p. 209-210.

(3) *Ibid.*, p. 274.

(4) *Ibid.*, p. 271-272.

fait pas parce que c'est bien, nécessaire ou utile aux hommes, ou, parce qu'au moins le contraire leur serait funeste, mais simplement parce que c'est le bon plaisir de ceux qui détiennent le pouvoir (1). »

L'Etat, c'est la domination des méchants (2). « Détruisez l'Etat et les méchants gouverneront les moins méchants », voilà ce que disent les défenseurs de l'Etat (3). » Mais, est-ce que le pouvoir se transmettant dans l'Etat, de mains en mains, a-t-il toujours été détenu par les plus dignes ? « Lorsque parvenaient au gouvernement, Louis XVI, Robespierre, Napoléon, qui est-ce qui gouvernait alors, les meilleurs ou les plus mauvais ? Quand donc régnaient les meilleurs, était-ce lorsque les Versaillais ou lorsque les Communards étaient les maîtres ; lorsque Charles I<sup>er</sup> ou lorsque Cromwell gouvernait ? Et lorsque Pierre III était le tzar, lorsqu'après son assassinat Kathrine et Pougatschew régnaient chacun dans une partie de la Russie, lequel était bon, lequel mauvais ? Tous les hommes qui détiennent le pouvoir prétendent que leur puissance est nécessaire afin que les méchants ne fassent pas violence aux bons, et ils considèrent comme tout à fait naturel que ce soient eux les bons et qu'ils protègent les autres bons contre les méchants (4). » Mais en

(1) T., Reich Gottes, p. 271.

(2) *Ibid.*, p. 341, 271.

(3) *Ibid.*, p. 340.

(4) *Ibid.*, p. 340.

réalité ceux qui accaparent le pouvoir et qui le détiennent, ne peuvent pas être les meilleurs (1). « Pour s'emparer du pouvoir et pour le conserver, il faut l'aimer. Or, l'aspiration au pouvoir est rarement liée à la bonté, mais plutôt aux caractères contraires, à l'orgueil, à la ruse, à la cruauté. Sans s'élever soi-même ni sans abaisser les autres, sans hypocrisie, sans mensonge, sans prisons, sans forteresses, sans punitions, sans assassinats, aucune puissance ne peut se fonder ni se conserver (2). » « Il est absolument ridicule de parler d'un chrétien détenteur du pouvoir (3). » Ajoutons que « la possession du pouvoir corrompt les hommes (4). » « Les hommes qui détiennent le pouvoir ne peuvent qu'en abuser ; une puissance aussi considérable les trouble nécessairement (5). » « Tous les remèdes que les hommes ont inventés pour empêcher les dirigeants de subordonner le salut de la collectivité à leur propre avantage, ont complètement échoué. Nul n'ignore que les dirigeants, empereurs, ministres, préfets de police, gendarmes, à cause même de leur pouvoir, inclinent davantage vers l'immoralité et vers la subordination du bien commun à leur propre bénéfice,

(1) T., *Reich Gottes*, p. 339.

(2) *Ibid.*, p. 339-340.

(3) *Ibid.*, p. 342.

(4) *Ibid.*, p. 243.

(5) T., *Christentum und Vaterlandsliebe*, p. 91.



que ceux qui n'ont rien à commander ; il ne pourrait d'ailleurs en être autrement (1). »

L'Etat est la domination des méchants poussée à l'extrême. Toujours « le calcul, ou même l'effort inconscient, des autorités tendra, vers le plus grand affaiblissement possible des violentés ; car, plus faibles seront ces violentés, plus facilement seront-ils dominés (2). » « De nos jours, il n'y a plus qu'un seul terrain où la puissance gouvernementale n'ait pas encore fait irruption, c'est celui de la famille, de l'économie, de la vie privée, du travail. Mais, grâce aux attaques des communistes et des socialistes, les gouvernements commencent déjà à s'y ingérer de façon que, ces réformateurs aidant, travail et repos, habillement et vêtement, seront bientôt fixés et réglementés de par les autorités (3). » « La bande de brigands la plus terrible n'est pas aussi redoutable qu'un gouvernement bien organisé. Le pouvoir d'un chef de brigands est au moins limité par le fait que les membres de la bande conservent une partie de la liberté humaine et peuvent refuser de commettre une action qui répugne à leur conscience (4). » Dans l'Etat il n'y a pas de restrictions semblables ; « nul crime ne serait assez terrible pour qu'il ne pût être commis par les fonctionnaires et l'armée par ordre de celui qui se trouve, par hasard, au

(1) T., Reich Gottes, p. 239.

(2) *Ibid.*, p. 243.

(3) *Ibid.*, p. 281.

(4) *Ibid.*, p. 442.

pouvoir, qu'il s'appelle Boulanger, Pougatschow ou Napoléon (1). »

2. La domination dans l'Etat repose sur la force matérielle.

Tout gouvernement est soutenu par des hommes armés, prêts à faire respecter par la force la volonté de ce gouvernement, par une caste « élevée en vue de tuer celui dont l'assassinat lui a été commandé par ses autorités (2). » Ces hommes, c'est la police (3), et principalement l'armée (4). L'armée n'est rien d'autre qu'un ensemble d'« assassins disciplinés (5) ; » son instruction, c'est « l'école de l'assassinat (6) ; » ses victoires sont « des meurtres (7). » « L'armée a toujours été la base du pouvoir et elle l'est encore. La puissance appartient toujours à celui qui commande l'armée ; et des césars romains jusqu'aux empereurs russes et allemands, tous les potentats avaient le plus grand souci de leurs troupes (8). »

L'armée soutient d'abord au dehors la puissance du gouvernement ; elle empêche que cette puissance ne lui soit arrachée par un autre gouvernement (9). Une guerre n'est rien d'autre qu'un

(1) T., Reich Gottes, p. 442.

(2) T., Russische Christenverfolgungen, p. 41.

(3) T., Reich Gottes, p. 327.

(4) *Ibid.*, p. 238.

(5) T., Christentum und Vaterlandsliebe, p. 120

(6) T., Reich Gottes, p. 443.

(7) T., Christentum und Vaterlandsliebe, p. 119.

(8) T., Reich Gottes, p. 238.

(9) *Ibid.*, p. 248-249.

litige entre plusieurs gouvernements relatif à la puissance à exercer sur des sujets. « Aussi longtemps que durera l'insensée et pernicieuse soumission des peuples à leurs gouvernements, il sera impossible d'établir la paix universelle d'une façon raisonnable, par des conventions ou par des arbitrages (1). » Vu l'importance des armées « tout Etat est forcé d'augmenter le nombre de ses troupes et cette augmentation est contagieuse, comme l'a déjà remarqué *Montesquieu* il y a cent cinquante ans (2). »

Mais si l'on croit que les armées n'étaient constituées par les gouvernements que pour la défense du territoire, on oublie « que les gouvernements en ont surtout besoin pour se défendre contre leurs sujets opprimés et asservis (3). » « Il n'y a pas longtemps que dans le parlement allemand le chancelier de l'empire, interrogé pourquoi il fallait de l'argent pour augmenter le salaire des sous-officiers, déclarait carrément qu'il fallait des sous-officiers sûrs en vue du combat contre le socialisme. M. Caprivi n'a fait que proclamer à haute voix ce que personne n'ignore, quoiqu'on le cachât si soigneusement aux peuples ; c'est aussi la raison pour laquelle les rois de France et les papes avaient leurs « Suisses » et leurs « Ecossais », la raison pour laquelle en Russie les régiments sont distribués de telle sorte

(1) T., *Christentum und Vaterlandsliebe*, p. 91.

(2) T., *Reich Gottes*, p. 249.

(3) *Ibid.*, p. 245.

que les régiments de l'intérieur de l'Empire sont recrutés dans les provinces-frontières, et que les régiments des provinces-frontières se composent de soldats venus de l'intérieur de l'Empire. M. Caprivi a donc proclamé, par hasard, ce que tous savent ou tout au moins sentent, à savoir, que l'ordre actuel n'existe pas par une nécessité intrinsèque ou parce que le peuple en veut l'existence, mais simplement parce qu'il est sauvegardé par la puissance du gouvernement, par l'armée avec ses sous-officiers, ses officiers, ses généraux corrompus (1). »

3. La domination exercée par l'Etat est basée sur la force matérielle des dominés.

Le droit caractéristique de tout gouvernement est qu'il demande aux citoyens la puissance même qui est son fondement ; ainsi, dans l'Etat « tous les citoyens sont leurs propres oppresseurs (2) ». Le gouvernement demande aux citoyens la puissance et le soutien de la puissance. De là, en Russie l'obligation générale du serment lors de l'avènement d'un tzar, serment par lequel on promet d'obéir à des hommes revêtus de puissance ; de là, l'obligation de payer l'impôt que l'on emploiera pour des œuvres destinées à renforcer cette puissance ; de là, l'obligation du passeport, action par laquelle on reconnaît sa dépendance des institutions de l'Etat ; de là,

(1) Reich Gottes, p. 246-247.

(2) *Ibid.*, p. 250, 423 424.

l'obligation de témoignage devant les tribunaux, celle de faire partie du tribunal en qualité de juré et de satisfaire ainsi à la loi de la vengeance ; de là, en Russie l'obligation pour tous les paysans de faire du service dans la police, ce qui exige de nous que nous tourmentions et violentions nos frères ; de là, surtout le service militaire obligatoire, c'est-à-dire, l'obligation d'être bourreau et de se préparer à des services de bourreau (1). C'est dans le service militaire obligatoire que se montre le mieux l'a-christianisme de l'Etat : « Tout homme doit manier des armes mortelles, un fusil, un couteau, et, s'il n'est pas forcé de tuer, il doit au moins charger son fusil et aiguïser son couteau, c'est-à-dire il doit être prêt à tuer (2). »

Mais comment se fait-il que les citoyens remplissent ces exigences du gouvernement, puisque c'est l'accomplissement même de ces exigences qui rend possible l'existence du gouvernement et l'oppression mutuelle des citoyens ? Ceci n'est possible que « grâce à une organisation des plus artificielles montée de toutes pièces à la faveur de perfectionnements scientifiques et qui fait que les hommes sont sous un charme dont ils ne peuvent s'affranchir. Ce charme consiste actuellement en quatre moyens d'influence, moyens étroitement liés entre eux et qui se tiennent l'un l'autre comme les anneaux

(1) T., Reich Gottes, p. 314-328.

(2) T., Glaube, p. 26-27.

d'une chaîne (1). » Le premier moyen est « ce qu'on pourrait le mieux appeler l'hypnotisation du peuple (2). » Cette hypnotisation est l'origine parmi les hommes de « l'opinion erronée de ce que l'état actuel des choses est immuable et qu'il doit être maintenu, tandis qu'en réalité il n'est immuable que parce qu'on le maintient (3). » Cette hypnotisation se fait « en cultivant deux sortes de superstitions, à savoir, la religion et le patriotisme (4) ; » « elle commence à exercer son influence dès l'enfance de l'individu et continue à l'exercer jusqu'au tombeau (5). » En ayant en vue cette hypnotisation, on pourrait dire que la puissance de l'Etat est basée sur l'égarement frauduleux de l'opinion publique (6). Le second moyen consiste en « la corruption, c'est-à-dire en l'action d'enlever la richesse aux classes laborieuses à l'aide d'impôts et de la distribuer à des fonctionnaires qui, pour ce salaire, continuent et même aggravent l'asservissement du peuple (7). » Si les fonctionnaires « croient tous plus ou moins à l'immuabilité de l'ordre actuel, c'est parce qu'il leur est utile (8). » En ayant en vue cette corrup-

(1) T., Reich Gottes, p. 274.

(2) *Ibid.*, p. 276.

(3) *Ibid.*, p. 422.

(4) *Ibid.*, p. 277.

(5) *Ibid.*, p. 276.

(6) T., Christentum und Vaterlandsliebe, p. 40-41, 100-102. — Reich Gottes, p. 429-432.

(7) T., Reich Gottes, p. 275.

(8) *Ibid.*, p. 422.



tion, on pourrait dire que la puissance de l'Etat est basée sur l'égoïsme de ceux auxquels il garantit des places très avantageuses (1). — Le troisième moyen, c'est « l'intimidation. Il consiste à présenter l'ordre régnant de l'Etat — qu'il soit libre, républicain ou despotique à outrance — comme quelque chose de saint et d'immuable, et de menacer des châtiments les plus atroces tout essai de changer cet ordre (2). » — Le quatrième moyen, enfin, consiste « en ce qu'on prélève du nombre de toutes les personnes, abruties et hypnotisées par les trois moyens précédents, un certain nombre d'hommes qu'on soumet à des procédés encore plus énergiques d'abrutissement et de bestialisation, de façon qu'ils deviennent, entre les mains du gouvernement, des instruments sans aucune volonté et qu'ils commettent toutes les brutalités et toutes les cruautés que ce gouvernement leur demande (3). » C'est de l'armée dont nous parlons, de l'armée qui enrôle aujourd'hui tous les jeunes gens grâce au service militaire obligatoire (4). « Voilà le cercle de la violence fermé. L'intimidation, la corruption, l'hypnose amènent les hommes à se faire soldats. Les soldats de leur côté rendent possible le fait de punir les hommes, de piller leurs biens, de corrompre des fonctionnaires avec cet argent, d'hypnotiser la masse et

(1) T., *Reich Gottes*, p. 275-276, 420-422, 441-445.

(2) *Ibid.*, p. 278.

(3) *Ibid.*, p. 278.

(4) *Ibid.*, p. 279.

d'en faire des soldats, qui, à leur tour, fournissent les moyens de commettre tous ces crimes (1). »

II. *L'Amour exige que l'Etat soit remplacé par une vie sociale basée uniquement sur les lois de l'Amour.* « Tout individu, pour peu qu'il y réfléchisse, comprend aujourd'hui l'impossibilité de continuer à suivre notre genre actuel de vie et la nécessité de fixer des nouveaux modes d'existence (2). » « Il faut que la chrétienté de nos jours abandonne entièrement les formes païennes de la vie, qu'elle condamne d'ailleurs, et qu'elle érige une nouvelle vie sur les bases chrétiennes qu'elle reconnaît (3). »

1. Une fois l'Etat aboli, les hommes devront également vivre en société. Mais qu'est-ce qui les maintiendra réunis ?

Aucune promesse, certainement. Le Christ nous a défendu de faire « aucun vœu » (4), « de rien promettre aux hommes (5). » « Le chrétien ne peut pas promettre qu'il fera une certaine chose à une certaine heure, ou qu'il ne la fera pas, parce qu'il ne peut pas savoir ce que la loi de l'Amour, à laquelle être soumis constitue le sens

(1) T., Reich Gottes, p. 270.

(2) *Ibid.*, p. 511. — Christentum und Vaterlandsliebe, p. 117.

(3) T., Reich Gottes, p. 189.

(4) T., Glaube, p. 123.

(5) T., Reich Gottes, p. 143-144.

même de la vie, lui demandera à cette heure (1). » Il peut encore moins « promettre de vouloir accomplir la volonté de quelqu'un, sans savoir quel sera le contenu de cette volonté (2). » Une seule promesse semblable « montrerait que la loi interne de Dieu n'est plus l'unique loi de sa vie (3), » et nous savons « qu'on ne peut servir deux maîtres à la fois (4). »

L'influence intellectuelle que les individus plus avancés en connaissance exercent sur les plus arriérés devra désormais réunir les hommes en société. « L'influence intellectuelle est une action exercée sur l'individu par laquelle ses désirs se modifient et coïncident avec ce que l'on lui demande ; l'homme qui se soumet à l'influence intellectuelle d'autrui, agit selon ses propres désirs (5). » La force « par laquelle les hommes peuvent vivre en société (6) » consiste en cette influence intellectuelle exercée par les individus plus avancés en connaissance sur les plus arriérés, en « l'habitude des individus qui réfléchissent peu, à suivre les indications de ceux qui se trouvent avoir atteint un plus haut degré de culture (7). » Grâce à cette particularité « tout

(1) T., *Relch Gottes*, p. 300-301.

(2) *Ibid.*, p. 300

(3) *Ibid.*, p. 301.

(4) *Ibid.*, p. 301.

(5) *Ibid.*, p. 236.

(6) *Ibid.*, p. 461.

(7) *Ibid.*, p. 461.

un ensemble d'hommes se soumet aux mêmes principes raisonnables, la minorité le faisant consciemment, parce que ces principes correspondent aux postulats de leur raison ; la majorité le faisant inconsciemment, parce qu'ils sont devenus l'opinion publique (1). » « Dans cette soumission il n'y a rien d'insensé ni de contradictoire (2). »

2. De quelle façon, dans la société future, seront remplies les tâches dont l'Etat se charge actuellement ? Quand on pose cette question on pense habituellement à trois choses (3).

D'abord à la protection contre les méchants vivant parmi nous (4). « Mais qui sont donc ces méchants ? Si, il y a trois, quatre siècles, à l'époque où on se glorifiait des arts guerriers et des armures, où on considérait l'action de tuer comme admirable, si alors il y avait de tels hommes, ils ont disparus aujourd'hui, où personne ne porte plus d'armes, où tous reconnaissent les lois de la philanthropie. Si, d'autre part on entend par ces méchants dont l'Etat doit nous protéger, les criminels, nous savons aujourd'hui que ce ne sont pas des êtres différents de nous, tel que le loup l'est parmi des brebis, mais que ce sont des individus tout comme nous autres, qui

(1) T., Reich Gottes, p. 461-462.

(2) *Ibid.*, p. 461.

(3) *Ibid.*, p. 255.

(4) *Ibid.*, p. 255.

ont contre le crime une tout aussi grande aversion que nous-mêmes; nous savons que l'action de l'Etat avec ses punitions cruelles, prisons, tortures, potences, guillotines, ne correspond plus au progrès actuel de la moralité, qu'au contraire, tout cela contribue plus à l'abrutissement du peuple qu'à son instruction et ainsi qu'elle collabore plutôt à l'augmentation qu'à la diminution du nombre de ces malfaiteurs (1). » Si nous sommes des chrétiens et si nous partons du principe « que notre vie existe afin que nous servions nos semblables, personne ne sera assez insensée pour priver de leurs moyens de subsistance ou pour tuer des hommes qui le servent. Miklucho Maclay s'établit parmi des hommes incultes, des « sauvages », et non seulement ceux-ci n'attendaient pas à sa vie, mais ils l'aimèrent et se mirent dans sa dépendance, simplement parce qu'il ne les craignait pas, qu'il n'exigeait rien d'eux et qu'il leur fit du bien (2). »

Secondement, on pense à la manière dont nous pourrions nous protéger dans la société future contre l'ennemi du dehors (3). Mais nous n'ignorons pas « que les nations de l'Europe reconnaissent les principes de liberté et de fraternité et que, par conséquent, elles n'ont pas besoin de se garantir les unes contre les autres; si d'autre part, on pense à une défense contre les barbares,

(1) T., Reich Gottes, p. 255-256.

(2) T., Glaube, p. 290.

(3) T., Reich Gottes, p. 255-258.

la millième partie de ceux qui sont actuellement sous les armes y suffirait. La puissance de l'Etat laisse non seulement subsister le danger d'attaques venues du dehors, elle les provoque même (1). » Mais, « s'il existait une communauté de chrétiens qui ne fit du mal à personne et qui donnât aux autres tout le produit superflu de son travail, aucun ennemi, Allemand, Turc, ou sauvage, ne penserait à tourmenter ou à tuer de tels hommes, à qui d'ailleurs on ne pourrait prendre que ce qu'ils sont disposés à donner, indifféremment aux Allemands, aux Russes, aux Turcs ou aux Sauvages (2). »

Troisièmement, on se demande de quelle façon seront possibles dans la société future les institutions d'éducation, de religion, de trafic et autres (3). « Peut être y eut-il un temps où les hommes vivaient si éloignés les uns des autres, où les moyens de rapprochement et d'échange des idées étaient si peu développés que sans l'existence de l'Etat on ne pouvait se consulter ni s'accorder sur aucune question soit de commerce, soit d'économie, soit d'instruction. Mais cet obstacle n'existe plus ; les moyens de communication ont pris un développement extraordinaire ; pour former des sociétés, des ligues, des corporations, pour convoquer des congrès on n'a pas besoin de gouvernements ; ceux-ci, sont même généralement

(1) T., Reich Gottes, p. 258.

(2) T., Glaube, p. 289.

(3) T., Reich Gottes, p. 255, 257,



plutôt nuisibles en vue de ces buts, qu'ils ne sont utiles (1). »

3. Dans la société future, de quelle façon la vie sociale s'organisera-t-elle dans ses détails ? « L'avenir sera ce que les circonstances et les hommes le feront (2). » Momentanément, nous sommes incapables de le prévoir nettement (3).

« Les hommes disent : Quelle sera l'organisation qui remplacera l'ordre actuel des choses ? Aussi longtemps que nous ignorerons de quelle façon notre vie s'écoulera dans l'avenir, nous préférons en rester là où nous sommes et ne pas avancer (4). » « Si Colomb avait fait de telles réflexions, jamais il n'aurait levé l'ancre. C'était de la folie de naviguer sur un océan que personne n'avait encore traversé, vers un pays dont l'existence était des plus problématiques. C'est grâce à cette folie qu'il a découvert le nouveau monde. Ce serait certainement plus commode si les peuples n'avaient qu'à déménager d'un hôtel garni dans un meilleur ; mais malheureusement, il n'y a personne pour préparer les nouveaux logements (5). »

Mais les hommes, en se représentant la société future s'inquiètent « moins de la question : qu'y aura-t-il ? Ils sont tourmentés par le problème :

(1) T., *Reich Gottes*, p. 257.

(2) *Ibid.*, p. 510.

(3) T., *Russische Christenverfolgungen*, p. 46-47.

(4) T., *Reich Gottes*, p. 372.

(5) *Ibid.*, p. 510.

comment pourrions-nous exister sans toutes les conditions habituelles de notre vie, qu'on appelle les sciences, les arts, la civilisation, la culture (1) ? » « Mais toutes ces choses ne sont que des formes différentes de la Vérité. Le changement qui s'accomplira sera un rapprochement vers la Vérité et sa réalisation. De quelle façon les formes de la Vérité pourraient-elles être détruites par un rapprochement vers elles ? Elles changeront, deviendront meilleures, supérieures, mais elles ne disparaîtront pas. Sera anéanti tout ce qui était mensonger dans ses formes actuelles, mais ce qui en était réel ne se développera que d'autant plus splendidement (2). »

« Si l'individu connaissait complètement sa vie en passant d'un âge à un autre, il n'aurait aucune raison de vivre. Il en est de même de la vie de l'humanité ; si au commencement d'une nouvelle époque, elle avait devant elle un programme tout arrêté, ce serait la preuve la plus sûre qu'elle ne vivrait pas, qu'elle ne progresserait pas, qu'elle resterait fixée à la même place. Les détails d'un nouvel ordre de vie ne peuvent nous être connus, nous devons nous-mêmes les façonner. La vie consiste uniquement en la recherche de l'inconnu et en notre travail d'harmonisation de nos actions avec la nouvelle vérité. Voilà en quoi consiste la

1) T., Reich Gottes, p. 512.

(2) *Ibid.*, p. 513-514.

vie de l'individu, la vie des sociétés, la vie de l'humanité (1). »

## 5. LA PROPRIÉTÉ

*1. Puisqu'il rejette le droit pour les peuples civilisés de notre époque, Tolstoj doit en faire de même de l'institution juridique de la propriété.*

Peut-être y eut-il un temps où le maintien d'un individu dans sa propriété, vis-à-vis tous les autres hommes, exigeait moins de violence que n'aurait demandé un combat général pour la possession de cette propriété ; de telle sorte que l'existence de la propriété valait mieux que son absence. Mais ces temps sont évidemment passés, l'ordre actuel « a vécu son temps (2) ; » même si la propriété n'existait plus, les hommes ne livreraient certainement plus une lutte acharnée pour la possession des biens ; tous « ils reconnaissent les lois de la philanthropie (3) ; » chacun « sait que tous les hommes ont un droit égal aux biens de la terre (4) ; » ne voyons-nous pas déjà « plus d'un riche renoncer à son héritage par un sentiment de déférence pour l'opinion publique naissante (5) ? »

(1) T., Reich Gottes, p. 372-373.

(2) *Ibid.*, p. 518.

(3) *Ibid.*, p. 256.

(4) *Ibid.*, p. 164.

(5) *Ibid.*, p. 376.

La propriété est en contradiction avec l'amour, c'est-à-dire avec le postulat de ne pas résister au mal par la force (1). Mais ce n'est pas tout : en établissant la domination de ceux qui possèdent sur ceux qui ne possèdent rien, la propriété pèche aussi contre l'autre loi de l'amour que « tous les hommes sont les enfants de Dieu et qu'il y a égalité entre eux (2) ; » c'est pourquoi, il faut la rejeter, même en ne tenant pas compte de ce qu'elle est basée sur la violence en tant qu'institution juridique. Les riches « par le seul fait qu'ils sont riches sont coupables (3). » C'est « un crime (4) » que des milliers et des milliers de « misérables endurent à Moscou même la faim et le froid, tandis que moi et quelques centaines d'autres mangeons du filet et de l'esturgeon à notre dîner, et recouvrons de draps et de tapis nos chevaux et nos parquets (5). » Je serai aussi longtemps « un complice de ce crime, sans cesse renouvelé, que j'aurai un morceau de pain superflu, pendant qu'un autre en sera complètement dépourvu ; ou aussi longtemps que je posséderai deux habits, tandis qu'un autre n'en aura point du tout (6). » Voyons comment Tolstoï développe cette thèse.

(1) T., Glaube, p. 21. — Was sollen wir also thun p. 157-158.

(2) T., Reich Gottes. p. 167, 164.

(3) *Ibid.*, p. 273.

(4) T., Was sollen wir also thun, p. 19.

(5) *Ibid.*, p. 18-19.

(6) *Ibid.*, p. 19.

1. La propriété, c'est la domination de celui qui possède sur celui qui ne possède pas.

La propriété est le droit exclusif de se servir d'une certaine chose, peu imported'ailleurs, si en réalité, on s'en sert ou non (1). *Tolstoj* fait dire au cheval « Leinwandmesser » : Beaucoup des personnes qui m'appelaient *leur* cheval, ne me montaient pas, d'autres gens me montaient. Ils ne me nourrissaient pas, d'autres gens me nourrissaient. Ceux qui me faisaient du bien, ce n'étaient pas ceux qui disaient que je leur appartenais, mais d'autres personnes, des cochers, des vétérinaires, des étrangers enfin. Plus tard, lorsque le cercle de mes observations se fut élargi je me rendis compte de ce que l'idée du « *mien* » — qui d'ailleurs n'a d'autre base qu'un penchant vil et animal des hommes, penchant qu'ils appellent le sens de la propriété ou le droit à la propriété, — je me rendis compte de ce que cette idée ne se rapportait pas uniquement à nous autres chevaux. L'homme dit « cette maison m'appartient », et il n'y demeure jamais, il ne s'occupe que de la construction et de l'entretien de la maison. Le marchand dit « ma boutique, mon magasin de drap » et le vêtement qu'il porte n'est pas fait des meilleures étoffes de son magasin. Il y a des individus qui appellent « *mien* » un terrain qu'ils n'ont jamais vu et où ils n'ont jamais mis les pieds. Les hommes, dans la vie, ne s'appliquent

(1) T., Geld, p. 18.

pas à faire ce qu'ils croient bon, mais à pouvoir appeler « mien » le plus de choses possibles (1). »

L'importance de la propriété consiste en ce fait que le pauvre, qui ne possède rien, dépend du riche, qui possède ; pour obtenir les choses dont il a besoin pour vivre, mais qui appartiennent au riche, le pauvre doit faire ce que l'autre veut, et surtout il doit travailler pour lui. Ainsi, la propriété divise les hommes « en deux castes, l'une qui travaille, qui est opprimée, qui souffre et qui meurt de faim, l'autre qui est oisive, qui opprime, qui jouit, qui vit dans l'abondance (2). » « Nous sommes tous frères, néanmoins chaque matin c'est mon frère ou ma sœur qui emporte mon vase de nuit. Nous sommes tous frères, néanmoins il me faut chaque matin mon cigare, mon sucre, ma glace et d'autres choses de toutes sortes, dont la confection a coûté et coûte encore la santé à des frères et des sœurs, à des êtres qui sont mes égaux (3). » « Toute ma vie se passe de la façon suivante : Je mange, je parle, j'écoute ; je mange, j'écris, je lis, c'est-à-dire je parle et j'écoute encore ; je mange et je joue ; je mange, je parle, j'écoute de nouveau ; je mange et je me couche ; et ainsi jour par jour. C'est tout ce que je sais faire. Afin que je puisse le faire, il faut que travaillent du matin au soir le portier, le paysan, la cuisinière, le cuisinier, le laquais, le cocher, la blanchisseuse, sans parler

(1) T., *Leinwandmesser*, Werke 3, p. 602-603.

(2) T., *Reich Gottes*, p. 164.

(3) T., *Ibid.*, p. 168.



du travail des autres hommes nécessaire pour que ces cochers, cuisiniers, laquais, etc., aient tout ce qui leur est indispensable lorsqu'ils travaillent pour moi : les haches, les tonneaux, les brosses, la vaisselle, les meubles, puis la cire, le cirage, le pétrole, le foin, le bois, la viande. Tous ceux-là sont obligés de peiner tous les jours, du grand matin jusqu'à la nuit, afin que moi je puisse parler, manger et dormir (1). »

Cette conséquence de la propriété se fait surtout sentir relativement aux objets nécessaires pour la production d'autres objets, donc en particulier relativement au sol et aux outils (2) ! « Il ne peut y avoir de laboureur sans terre à cultiver et sans faux, sans nourriture et sans chevaux ; il ne peut y avoir de cordonnier sans un domicile construit sur la terre, sans eau, sans air, sans outils (3) ; » mais propriété signifie que souvent « le laboureur n'a ni terre, ni faux ; que le cordonnier n'a ni maison, ni eau, ni alène, qu'il y a quelqu'un qui les leur retient injustement (4). » La conséquence en est « que pour une grande partie des travailleurs les conditions naturelles de production sont bouleversées et qu'ainsi cette partie est forcée de se servir d'un outillage emprunté (5) ». Alors, le détenteur du moyen de

(1) T., Was sollen wir also thun ? p. 143.

(2) T., Geld, p. 18.

(3) *Ibid.*, p. 13.

(4) *Ibid.*, p. 13.

(5) *Ibid.*, p. 16.

production peut forcer l'ouvrier « à ne pas travailler pour son propre compte mais pour celui du patron (1). » Par suite, l'ouvrier « ne travaille pas pour lui-même, selon son désir, mais forcé et selon le caprice de gens oisifs, vivant dans l'opulence, au bénéfice d'un richard quelconque, du propriétaire d'une usine ou d'un établissement (2). » Ainsi, propriété signifie exploitation de l'ouvrier par celui qui possède le sol et l'outillage ; elle signifie « que les produits du travail humain sortent de plus en plus des mains de la classe ouvrière pour passer aux mains des classes oisives (3). »

La signification de la propriété, en tant qu'elle rend les pauvres dépendants des riches, apparaît très nettement dans l'argent. « L'argent est une valeur qui reste toujours la même, qui est toujours considérée comme réelle et légale (4). » Par conséquent « celui qui possède l'argent peut — comme on dit — mettre dans sa poche ceux qui n'en ont pas (5) ». « L'argent est une nouvelle forme de l'esclavage, qui ne se distingue de l'ancienne que par son impersonnalité, par l'absence de tout lien humain entre le maître et l'esclave (6), » car « l'essence de tout esclavage consiste en le fait qu'on tire profit de la force productrice d'autres

(1) T., Geld, p. 15.

(2) T., Reich Gottes, p. 166.

(3) T., Was sollen wir also thun ? p. 139.

(4) *Ibid.*, p. 152.

(5) T., Geld, p. 6.

(6) T., Was sollen wir also thun ? p. 151-152.

personnes qu'on contraint de travailler ; peu importe d'ailleurs que cette contrainte soit exercée en vertu de la possession de l'esclave ou en vertu de la possession de l'argent dont l'autre ne peut se passer (1). » « De quelle nature est au fond mon argent, et comment l'ai-je acquis ? J'en ai reçu une partie en vendant les terrains hérités de mon père. Le paysan a vendu son dernier mouton, sa dernière vache pour me payer cet argent. Une autre partie de ma fortune provient des sommes reçues pour mes œuvres poétiques, pour mes livres. Si mes livres sont nuisibles, j'ai corrompu mes acheteurs et j'ai acquis l'argent d'une façon mauvaise. Si, au contraire, mes livres sont utiles au public, c'est encore pire : à ceux qui en avaient besoin je ne les ai pas simplement donnés, mais je leur ai dit : « donnez-moi dix-sept roubles et vous les aurez ; » et de même que là-bas le paysan avait vendu son dernier mouton, de même le pauvre étudiant, et le maître d'école et maint autre malheureux s'est privé du nécessaire pour me donner cette somme. De cette façon, j'ai amassé une quantité de cet argent, et quel est l'emploi que j'en fais ? Je le porte en ville et je l'y donne aux pauvres à la condition qu'ils satisfassent à tous mes caprices, qu'ils me suivent en ville pour nettoyer les trottoirs pour moi, pour faire, dans les fabriques, des lampes, des chaussures et une infinité d'autres cho-

(1) T., Was sollen wir also thun ? p. 160.

ses, à mon usage. Avec mon argent, j'acquiers tous leurs produits et je tâche de leur en donner le moins possible et d'en obtenir le plus possible. Tout à coup je me mets à distribuer ce même argent aux pauvres, sans leur demander de service, non pas à tous, mais aux premiers venus (1), » c'est-à-dire que je prends d'une main aux pauvres des milliers de roubles et que de l'autre je rends à quelques-uns d'entre eux, quelques kopecks (2).

2. La prépondérance que donne la propriété aux classes possédantes sur celles qui ne possèdent rien, repose sur la force matérielle.

« Que les richesses immenses, accumulées par les ouvriers, ne soient pas la propriété de tous, mais seulement celle de quelques élus, que quelques individus aient le pouvoir de prélever des impôts sur le travail et de les employer comme bon leur semble, cela n'émane pas de la volonté de la masse ou d'une loi de la nature, mais de ce fait que les classes dirigeantes y trouvent leur avantage et qu'elles peuvent arranger ainsi les choses à la faveur de la domination qu'elles exercent sur les corps des autres hommes (3); » la propriété est donc basée « sur la violence, sur l'assassinat et sur la menace de ces deux maux (4). »

(1) T., Was sollen wir also thun ? p. 134-135.

(2) *Ibid.*, p. 135.

(3) T., Reich Gottes, p. 247-248.

(4) *Ibid.*, p. 406.

« Si des hommes donnent au capitaliste ou au propriétaire la plus grande partie du produit de leur travail, tout en admettant, comme le font de nos jours tous les ouvriers, que c'est injuste (1), » ils le font « uniquement parce qu'ils savent qu'on les battrait et qu'on les tuerait s'ils s'y refusaient (2). »  
« On peut dire sans qu'on soit taxé d'exagération, que dans notre société, où pour un homme riche, vivant en grand seigneur, il y a dix ouvriers las, avides, envieux, mourant de faim, avec femme et enfants peut-être, que dans cette société tous les privilèges des riches, toute leur opulence et tout leur superflu ne sont acquis et assurés que par des châtements, des prisons et des exécutions (3) ».

La propriété n'est garantie que par la police (4) et par l'armée (5). « Nous pouvons feindre de ne pas voir le gendarme qui se promène sous nos fenêtres, armé d'un revolver pour nous protéger pendant que nous dégustons un repas succulent ou que nous assistons à une première au théâtre ; nous pouvons faire semblant d'ignorer l'existence de soldats prêts à chaque instant à marcher, le fusil chargé sur l'épaule, vers l'endroit où on attaquerait notre propriété. Nous le savons très bien quand même : si nous

(1) T., Reich Gottes, p. 407.

(2) *Ibid.*, p. 407.

(3) *Ibid.*, p. 409.

(4) *Ibid.*, p. 492.

(5) *Ibid.*, p. 247, 447.

pouvons terminer tranquillement notre repas et assister à cette première, si nous pouvons circuler en voiture sans être inquiétés, aller à la chasse, assister à une fête ou aux courses, c'est uniquement grâce à la balle du gendarme et à l'arme du soldat, prêtes à percer le misérable meurt-de-faim qui observe nos plaisirs de son coin avec un estomac vide et qui bientôt troublerait nos fêtes si le gendarme avec son revolver se retirait ou si à la caserne il n'y avait plus de soldats répondant à notre premier appel (1) ».

3. La prépondérance que donne la propriété aux classes possédantes sur celles qui ne possèdent rien, est basée sur la force matérielle des gouvernés.

Les individus appartenant aux classes qui ne possèdent rien et qui, par la propriété, dépendent des classes possédantes, ces mêmes individus sont forcés à faire le service de policier, à servir dans l'armée, à payer les impôts avec lesquels on entretient la police et l'armée, et à exercer ou au moins à entretenir de façon ou d'autre la force matérielle par laquelle la propriété est garantie (2). « Sans l'existence de ces hommes, prêts à châtier et à tuer quiconque la consigne leur indiquera, personne n'oserait prétendre, ce que prétendent maintenant avec tant d'assurance tous les propriétaires inactifs, que le sol qui entoure les

(1) T., Reich Gottes, p. 492-493,

(2) *Ibid.*, p. 314-328,



paysans mourant de faim, faute de terre cultivable, que ce sol est la propriété d'un homme qui ne le travaille pas (1) ; » « le seigneur d'une terre ne s'aviserait pas de prendre aux paysans une forêt, poussée sous leurs yeux (2) ; » et personne ne dirait « que les provisions de blé accumulées frauduleusement au milieu d'une population affamée doivent rester intactes, afin que le marchand puisse réaliser un bénéfice (3). »

II. *L'amour exige qu'un partage des biens, basé uniquement sur les lois de l'amour, remplace la propriété.* « L'impossibilité où nous sommes de continuer à suivre le genre de vie actuel et la nécessité où nous sommes de fixer de nouvelles règles de vie (4) » sont également relatives à la distribution des biens. « La suppression de la propriété (5) » et son remplacement par une nouvelle manière de partager les biens, est une « des questions qui s'imposent actuellement (6). »

D'après la loi de l'amour, tout homme travaillant selon ses forces doit avoir tout le nécessaire, mais le nécessaire seulement.

1. Que chaque homme travaillant selon ses forces doive avoir tout le nécessaire, mais rien de

(1) T., Reich Gottes, p. 424-425.

(2) *Ibid.*, p. 425.

(3) *Ibid.*, p. 425.

(4) *Ibid.*, p. 511.

(5) T., Glaube, p. 249.

(6) *Ibid.*, p. 249.

plus, cela ressort de deux prescriptions, basées sur la loi de l'amour.

La première de ces prescriptions dit : l'homme ne doit demander « aucun travail à autrui, il doit vouer toute sa vie au travail pour les autres. L'homme ne vit pas pour qu'on le serve, mais pour servir lui-même (1). » Il ne doit donc surtout pas marchander son travail, ou croire « qu'il faut exiger d'autant plus de subsistance que sa capacité de travail est plus grande et plus utile (2). » L'exécution de cette prescription procure à chaque homme ce dont il a besoin. Ceci se rapporte d'abord à l'individu adulte et bien portant. « Si l'homme travaille, le travail le nourrit. Si un autre utilise le travail de cet homme, il le nourrira aussi, précisément parce qu'il utilise son travail (3). » L'homme n'assure pas « sa subsistance en la prenant à d'autres, mais en se rendant utile et indispensable aux autres : plus il est nécessaire aux autres, mieux son existence est assurée (4). » Mais en suivant la prescription de servir les autres on procure aussi la subsistance aux malades, aux vieillards et aux enfants. Les hommes « ne cessent pas de nourrir une bête malade, ils ne tuent même pas un vieux cheval, mais lui donnent un travail approprié à ses forces, ils élèvent des familles entières de jeunes agneaux,

(1) T., Glaube, p. 226.

(2) *Ibid.*, p. 227-228.

(3) *Ibid.*, p. 227.

(4) *Ibid.*, p. 229.

de petits cochons et de chiens parce qu'ils en attendent un profit. Comment alors ne soigneraient-ils pas l'homme malade qui leur est utile ? Pourquoi ne trouveraient-ils pas un travail approprié pour les vieux et pour les jeunes et pourquoi n'élèveraient-ils pas des hommes qui de nouveau travailleront pour eux (1) ? »

La seconde prescription, ressortant de la loi de l'amour, qui — lui — proclame que tout individu travaillant selon ses forces doit obtenir ce dont il a besoin et rien de plus, cette prescription exige de nous : « Partage tes biens avec les autres ; n'accumule pas de richesses (2). » « Interrogé par ses auditeurs sur ce qu'ils devaient faire *Jean-Baptiste* répondit d'une façon simple, courte et nette : Que celui qui a deux tuniques partage avec celui qui n'en a point, et que celui qui a de quoi manger agisse de même. Le Christ, d'ailleurs, à diverses reprises, a exprimé la même idée d'une façon encore plus nette et plus claire : « Bienheureux les pauvres, malheur aux riches ! » Il disait qu'on ne pouvait servir en même temps Dieu et Mammon. Il défendait à ses disciples non seulement d'accepter de l'argent, mais encore de posséder deux habits. Il dit au jeune homme riche qu'il ne pourrait entrer dans le royaume de Dieu, à cause de sa richesse même, et il ajouta qu'un chameau passerait plus facilement par le chas d'une aiguille qu'un riche par la porte du

(1) T., Glaube, p. 230.

(2) T., Reich Gottes, p. 520.

ciel. Il disait que ne pouvait être son disciple que celui qui quittait tout, sa maison, ses champs, ses enfants, pour le suivre. Il raconta à ses auditeurs la parabole de l'homme riche qui ne faisait pas d'autre mal que de se vêtir de vêtements précieux et de se nourrir de mets et de boissons succulents — tout comme nos riches — et qui par cela même damna son âme, et du pauvre Lazare, qui ne fit rien de bien et qui alla au ciel, parce qu'il était un mendiant (1). »

2. Cette distribution des biens, de quelle façon pourra-t-elle se faire?

C'est ce dont nous donnent la meilleure idée « les colons russes. Ces colons arrivent dans un territoire, s'y établissent et se mettent au travail : aucun d'eux ne s' imagine que la terre pourrait appartenir à quelqu'un qui ne s'en sert pas ; au contraire, les colons considèrent le sol comme bien commun et ne trouvent que juste que chacun laboure et récolte où il veut. Pour le labourage, pour la plantation des jardins, pour la construction des maisons, ils se procurent des outils, mais ici non plus il ne leur vient pas à l'idée que ceux-là pourraient porter des intérêts ; au contraire, les colons considèrent comme une injustice tout gain sur les outillages, tout revenu sur le blé prêté, etc. Ils travaillent un sol libre avec des outils leur appar-

(1) T., Was sollen wir also thun ? p. 157-158.

tenant ou empruntés gratuitement, chacun pour soi ou tous ensemble en compte commun (1). »

« En parlant de ce genre de communauté, je ne fais pas de la fantaisie, mais je décris ce qui a été de tout temps, et ce qui se fait encore aujourd'hui, non seulement chez les colons russes mais partout où l'état naturel de l'homme n'est pas encore troublé par des circonstances quelconques. Je décris ce qui semble naturel et sensé à tout le monde : les hommes s'installent sur un terrain et se mettent tous à l'ouvrage, confectionnent leur outillage agricole et font leur travail. S'ils trouvent plus avantageux de travailler en commun, ils forment une coopération de production (2). » Mais ni dans le cas de production individuelle, ni dans celui de production communautaire, « l'eau, le sol, le vêtement, la charrue ne peuvent appartenir qu'à celui qui boit l'eau, qui porte le vêtement, qui se sert de la charrue, car tous ces objets ne sont nécessaires qu'à celui qui s'en sert (3). » On ne peut appeler « sien que son travail (4) » par lequel on gagne le nécessaire (5).

(1) T., Geld, p. 10.

(2) *Ibid.*, p. 11.

(3) *Ibid.*, p. 11-12.

(4) T., Das Korn, p. 89.

(5) *Ibid.*, p. 89.

## 6. RÉALISATION.

*D'après Tolstoj, le changement que demande l'amour doit se produire par le moyen que voici : les hommes qui ont reconnu la vérité doivent convaincre au nom de l'amour le plus grand nombre possible d'individus de la grande nécessité de ce changement, et faire surgir ainsi la nouvelle société après avoir aboli le droit, l'Etat et la propriété par le refus d'obéissance.*

I. Avant tout, il est indispensable que les hommes qui ont reconnu la vérité, arrivent à convaincre le plus grand nombre possible d'individus que c'est l'amour qui exige ce changement.

1. « Afin que la règle de vie opposée à notre connaissance puisse être remplacée par une règle de vie qui lui réponde, il faut d'abord que l'opinion publique actuelle, vieillie, soit remplacée par une opinion publique nouvelle, vivante (1). »

Ce ne sont pas les grandes actions qui amènent les changements les plus grandioses et les plus importants dans la vie de l'humanité, ce ne sont « ni l'équipement d'armées comptant des millions de soldats, ni la construction de routes et de machines, ni l'organisation d'expositions, ni la formation de sociétés ouvrières, ni les révolutions,

(1) T., Christentum und Vaterlandsliebe, p. 116.



ni des barricades, ni des explosions, ni des inventions sur le terrain de l'aéronautique, ce sont uniquement les variations de l'opinion publique (1). » La délivrance n'est possible que « par un changement de notre conception de la vie (2); » « tout dépend de la force avec laquelle chaque individu reconnaît la vérité chrétienne (3); » reconnaissez la vérité, et la vérité vous délivrera (4). La délivrance ne pourra s'effectuer que « si le chrétien reconnaît que la loi de l'amour, proclamée par le Seigneur, est absolument suffisante pour toutes les circonstances de la vie humaine et s'il comprend l'inutilité et l'illégitimité de tout pouvoir (5). »

C'est aux hommes qui ont reconnu la vérité qu'il appartient de provoquer ce changement dans l'opinion publique (6). « Il ne faut pas des centaines et des milliers d'années pour qu'une opinion publique prenne naissance et se propage; elle a la propriété d'agir par contagion et de s'emparer rapidement d'un grand nombre de personnes (7). » « De même qu'un choc suffit pour faire cristalliser un liquide sursaturé de sel, de même peut-être dès maintenant il suffira du

(1) Christentum und Vaterlandsliebe., p. 108-109.

(2) T., Reich Gottes, p. 301.

(3) *Ibid.*, p. 474.

(4) *Ibid.*, p. 302.

(5) *Ibid.*, p. 301.

(6) T., Christentum und Vaterlandsliebe, p. 116-117.

(7) T., Reich Gottes, p. 358.

moindre effort pour que des centaines, des milliers, des millions d'hommes soient saisis par la vérité dévoilée, pour qu'une opinion publique en rapport avec la connaissance s'affermisse et pour que par là notre règle de vie soit entièrement changée. Il dépend de nous-mêmes de faire cet effort (1). »

2. Le meilleur moyen de produire ce changement nécessaire de l'opinion publique consiste en ce que les hommes qui ont reconnu la vérité, la confessent par des actes.

« Le chrétien ne connaît la vérité que pour la confesser devant ceux qui l'ignorent (2) ; » et ceci « par des actes (3). » La vérité se communique aux hommes par les actes de vérité. Les actes de vérité « éclairent le jugement de tout individu et détruisent ainsi la force du mensonge (4). » Voilà pourquoi tu devrais, au fond, « si tu es propriétaire, donner ton terrain aux pauvres ; si tu es capitaliste, donner ton argent et ta fabrique aux ouvriers, si tu es prince, ministre, fonctionnaire, juge ou général, renoncer immédiatement à tes fonctions ; si tu es soldat, refuser l'obéissance sans considération du danger (5). » Mais malheureusement « il est assez probable que tu ne seras assez fort pour le faire : tu as des relations, des

(1) T., Reich Gottes, p. 508.

(2) *Ibid.*, p. 290.

(3) *Ibid.*, p. 290.

(4) T., Glaube, p. 293.

(5) T., Reich Gottes, p. 523.

parents, des inférieurs, des supérieurs, les tentations sont puissantes et la force est insuffisante (1). »

3. Mais il y a un autre moyen, moins efficace cependant, de produire le changement de l'opinion publique et de ce moyen-là « tu peux toujours en user (2). » Il consiste en ce que les hommes qui ont reconnu la vérité « la disent sans détour (3). »

« Si les hommes, ou quelques-uns seulement, voulaient s'y décider, la vieille opinion publique tomberait vite et il en surgirait bientôt une nouvelle, vivante et moderne (4). » « Ni des milliards de roubles, ni des millions de soldats, ni des institutions, ni des guerres, ni des révolutions ne peuvent faire ce que peut la simple parole d'un homme libre disant ce qu'il trouve bien ou mal. Quand un homme libre énonce franchement ce qu'il pense et ressent, au milieu de milliers d'hommes qui défendent par la parole et par leurs actes justement le contraire de ce qu'il dit, on pourrait croire qu'il restera isolé avec son opinion. Mais généralement ce n'est pas ainsi que les choses se passent ; tous ou presque tous ont depuis longtemps pensé et senti comme lui mais sans le dire ; et alors ce qui aujourd'hui encore a été la conception nouvelle d'un seul homme, sera

(1) T., *Reich Gottes*, p. 523.

(2) *Ibid.*, p. 523.

(3) T., *Christentum und Vaterlandsliebe*, p. 116.

(4) *Ibid.*, p. 109.

demain peut-être l'opinion commune de la majorité (1). » « Si nous cessions de mentir et de faire semblant de ne pas voir la vérité, si nous témoignions pour la vérité qui nous invoque, et si nous la reconnaissons hardiment, on trouverait que des centaines, des milliers, des millions d'hommes sont dans une situation identique à la nôtre, qu'ils voient la vérité comme nous, qu'ils craignent d'être seuls à la reconnaître et attendent comme nous que d'autres témoignent pour elle (2). »

II. Pour produire le changement et pour remplacer le droit, l'État et la propriété par la société future, il faut en outre que les hommes qui reconnaissent la vérité, règlent leur vie d'après leur connaissance et surtout, qu'ils refusent l'obéissance à l'État.

1. Il faut que les hommes eux-mêmes amènent ce changement. Qu'ils « n'attendent plus que quelqu'un vienne à leur aide, soit le Christ, dans les nuages et au son des trompettes, soit une loi historique, soit une loi différentielle ou intégrale des forces. Personne ne nous aidera, si nous ne nous aidons nous-mêmes (3). »

« On m'a raconté une histoire arrivée à un commissaire courageux. Il arriva dans un village, où pour réprimer une révolte des paysans on avait

(1) T., Christentum und : Vaterlandsliebe, p. 112-113.

(2) T., Reich Gottes, 509.

(3) T., Glaube, p. 147-148.

demandé des soldats. Dans l'esprit de Nicolas I<sup>er</sup>, il voulut réprimer cette révolte par sa seule influence personnelle. Il fit amener quelques voitures de verges, rassembla tous les paysans dans une grange et s'enferma avec eux. Par ses cris il réussit à intimider les paysans jusqu'à un tel point qu'ils lui obéirent et qu'ils commencèrent sur son ordre à se battre entre eux. Ainsi, ils se battirent l'un l'autre jusqu'au moment où un simple paysan ne voulut pas obéir et cria à ses camarades qu'eux non plus ne devaient se battre. C'est alors seulement que les coups cessèrent et le fonctionnaire se sauva au plus vite. Les hommes de notre époque feraient bien de suivre le conseil de ce simple paysan (1). »

2. Mais il ne faut absolument pas que les hommes produisent le changement par la violence. « Les ennemis révolutionnaires du gouvernement le combattent par dehors, le christianisme ne combat pas du tout, il en ébranle toutes les bases en dedans (2). »

« Il y a des hommes qui prétendent que la disparition de la violence ou du moins sa diminution pourrait s'effectuer, si les opprimés secouaient violemment le gouvernement qui les opprime, et quelques-uns d'entre eux agissent même de cette façon. Mais ils se trompent comme ceux qui les écoutent, leur activité ne fait que renforcer le des-

(1) T., *Reich Gottes*, p. 306-307.

(2) *Ibid.*, p. 326.

potisme des gouvernements et ces essais de libération sont à ceux-ci un prétexte favorable à l'augmentation de leur puissance (1). »

Mais admettons que par la faveur des circonstances, comme en France en 1870, on ait réussi à renverser un gouvernement, le parti vainqueur par le moyen de la violence, serait obligé « pour rester au pouvoir et pour réaliser le nouvel ordre, non seulement d'user de tous les moyens de violence existants, mais encore d'en inventer de nouveaux. On asservirait d'autres hommes à son tour, et on les forcerait de faire d'autres choses ; mais la violence et l'asservissement seraient encore plus cruels qu'auparavant, car la lutte aurait attisé la haine, aurait consolidé les moyens d'asservissement et en aurait créé de nouveaux. Tel fut le sort de toutes les révolutions, de toutes les révoltes, de toutes les conspirations, de tous les changements violents de gouvernements. Toute lutte donne aux hommes momentanément au pouvoir, des moyens encore plus redoutables pour asservir la masse (2). »

3. Les hommes doivent produire le changement en réglant leur genre de vie selon leurs convictions. « Le chrétien s'affranchit de toute domination humaine en reconnaissant pour guide unique pour lui et pour les autres la loi divine de

(1) T., Reich Gottes, p. 279-280.

(2) *Ibid.*, p. 328.



l'amour, immanente en l'âme de l'homme et révélée par *Jésus-Christ* (1). »

Cela veut dire qu'on doit rendre le bien pour le mal (2), qu'on doit donner au prochain tout son superflu, qu'on ne peut rien lui prendre dont on peut se passer (3) ; qu'on ne doit pas acquérir d'argent, mais se débarrasser de celui qu'on a (4), qu'on ne doit ni acheter ni louer (5), qu'on doit suffire à ses besoins sans avoir honte d'aucun travail (6) ; mais cela signifie surtout qu'on doit refuser obéissance aux exigences non chrétiennes des pouvoirs de l'État (7).

En Russie, nous voyons actuellement beaucoup de ces refus. Des hommes refusent le paiement de l'impôt, le serment général, le serment devant les tribunaux, le service dans la police, l'activité de juré et le service militaire (8). « Vis-à-vis de ce refus des chrétiens, les gouvernements se trouvent dans une situation désespérée (9). » « Ils peuvent punir, exécuter, emprisonner à vie ou torturer quiconque veut les renverser par la force ; ils peuvent corrompre la moitié de l'humanité et la

(1) T., *Reich Gottes*, p. 208.

(2) T., *Glaube*, p. 202.

(3) T., *Was sollen wir also thun ?* p. 164. — *Glaube*, p. 201.

(4) T., *Was sollen wir also thun ?* p. 162.

(5) *Ibid.*, p. 161.

(6) *Ibid.*, p. 161.

(7) T., *Reich Gottes*, p. 314.

(8) *Ibid.*, p. 327-328.

(9) *Ibid.*, p. 330.

couvrir d'or ; ils peuvent prendre à leur service des millions d'hommes armés prêts à détruire tous les ennemis. Mais que peuvent-ils faire contre des hommes qui ne détruisent rien, qui ne construisent rien non plus, mais qui, chacun pour soi, ne veulent agir, contre les commandements du Christ et qui pour cette raison refusent de faire ce qui est le plus nécessaire pour les gouvernements (1) ? » « Que l'État agisse envers ces hommes comme il le voudra, il ne travaillera qu'à sa propre destruction (2) ; » et par cela même à la destruction du droit et de la propriété ainsi qu'à l'avènement du nouvel ordre de vie. « Car s'il ne poursuit pas des gens comme les Douchoborzis, les Stundistes et autres, les avantages de leur vie chrétienne et paisible décideront d'autres hommes à se joindre à eux, et non seulement des chrétiens convaincus mais encore ceux qui, sous le masque du christianisme, voudront se soustraire de leurs obligations envers l'État. Si, au contraire, il agit cruellement envers des hommes dont le crime unique est leur effort de vivre d'une façon morale, cette cruauté lui fera plus d'ennemis encore, et le moment devra finalement arriver où il ne se trouvera plus personne pour appuyer l'État par des moyens violents (3). »

4. Quant à façonner sa vie d'après la connais-

(1) Reich Gottes, p. 328.

(2) T., Russische Christenverfolgungen, p. 44.

(3) *Ibid.*, p. 44.

sance, il faut que chacun le fasse pour son propre compte et d'après sa propre initiative. Il ne doit pas attendre que tous ou beaucoup le fassent au même moment que lui,

L'homme isolé ne doit pas croire qu'il sera inutile en disposant seul de sa vie d'après la doctrine du Christ (1). « Les hommes, dans leur situation actuelle, ressemblent à des abeilles qui ont abandonné leur ruche et se sont pendues, en pelote, à une branche d'arbre. La position des abeilles à la branche est transitoire et elle doit absolument changer. Il faut qu'elles s'envolent et qu'elles cherchent une nouvelle demeure. Chacune des abeilles le sait et désire en finir avec cet état de souffrances pour elle et pour les autres abeilles, mais elle n'y peut rien, tant que les autres ne s'y décident pas. Mais d'autre part, toutes ne peuvent pas s'élever en même temps, car l'une étant pendue à l'autre, de telle sorte qu'elles l'empêchent de se détacher, elles y restent toutes. On pourrait croire que pour les abeilles cette situation est sans issue (2) ; » et, en effet, il n'y en aurait vraiment pas, si chaque abeille n'était pas un être vivant et indépendant. Qu'« une seule abeille étende ses ailes, s'élève et vole, et après elle, une seconde, une troisième, une dixième, une centième, et cette masse qui pend là, immobile, deviendra un essaim d'abeilles évoluant librement. De même, il suffit qu'un seul

(1) T., *Reich Gottes*, p. 293.

(2) *Ibid.*, p. 302-303.

homme comprenne la vie et la saisisse comme l'enseigne le christianisme, qu'un second, qu'un troisième, qu'un centième le suive et le charme auquel on désespérait d'échapper, sera rompu (1). »

Il ne faut pas que l'individu se laisse intimider par l'idée des souffrances à endurer. On dit généralement : « Si, seul, je suis la doctrine du Christ, au milieu d'un monde qui ne la reconnaît pas, si je distribue mes biens mobiliers et immobiliers, si j'offre ma joue sans résistance, si je refuse le serment et le service militaire, on me prendra tout ce qui me reste, et si je ne meurs pas de faim, on me battra à en mourir, et si je n'en meurs pas, on m'emprisonnera ou on me fusillera ; ainsi, j'aurais sacrifié inutilement tout le bonheur de ma vie et ma vie même (2) ». Il se peut qu'il en soit ainsi. Mais « je ne me soucie pas de ce que j'aurai plus d'ennuis, ou de ce que je mourrai plus tôt en suivant la loi du Christ. Celui-la seul peut s'en squer qui ne voit pas combien sa vie individuelle est insensée et misérable et qui s' imagine qu'il ne mourra jamais. Mais moi, je sais qu'une vie en vue du bonheur personnel est la plus grande folie, et qu'une vie sans but ne peut être suivie que d'une mort sans but. C'est pour cela que je ne crains rien. Je mourrai comme tous, tout aussi bien que ceux qui ne suivent pas les doctrines du Christ, mais ma vie et ma mort auront un sens pour moi et pour

(1) T., Reich Gottes, p. 303-304.

(2) T., Glaube, p. 148.

d'autres. Ma vie et ma mort contribueront à la délivrance et à la vie des autres. — Voilà ce que nous enseigne le Christ (1). »

Dès que quelques-uns auront réglé leur vie selon leur connaissance, la foule les suivra vite. « La transition de l'humanité, d'une manière de vivre à une autre, ne se fait pas d'une façon uniforme à la façon du sable qui s'écoule dans le sablier, grain par grain, l'un étant toujours identique au précédent ; elle se fait plus tôt à la façon dont se remplit un vase plongé dans l'eau ; au commencement, l'eau ne pénètre que lentement, régulièrement, d'un seul côté, mais ensuite le poids du vase le fait s'enfoncer et d'un seul coup il prend toute l'eau qu'il peut contenir (2). » Ainsi le choc causé par un seul provoquera un mouvement qui, se propageant de plus en plus vite, de plus en plus loin, à la façon d'une avalanche, entraînera les masses et amènera le nouvel ordre de vie (3). Alors le temps sera venu « où tous les hommes seront remplis de Dieu, où ils éviteront la guerre, transformeront leurs épées en charrues et leurs lances en faux, c'est-à-dire, en notre langage, un temps où les prisons et les casernes seront vides, où les gibets, les fusils, les canons seront hors d'usage. Ce qui paraissait un rêve aura trouvé sa réalisation, dans une nouvelle forme de vie (4). »

(1) T., Glaube, p. 179-180.

(2) T., Reich Gottes, p. 353.

(3) *Ibid.*, p. 356.

(4) *Ibid.*, p. 392.

## DIXIÈME CHAPITRE

### Les doctrines anarchistes.

#### I. GÉNÉRALITÉS.

Nous venons d'atteindre le point d'où il nous sera possible d'embrasser d'un coup d'œil l'ensemble des doctrines anarchistes.

Nous ne pourrons nous y prendre que d'une seule façon. D'abord, il faudra chercher ce qu'il y a de commun aux sept doctrines présentées, et considérées comme anarchistes et quelles sont leurs particularités. Ensuite, il faudra voir jusqu'à quel point on pourra identifier ce qu'il y a de commun aux sept doctrines à ce qu'il y a de commun à l'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes ; enfin, jusqu'à quel point les particularités de nos sept doctrines pourront être identifiées aux particularités de toutes les doctrines anarchistes.

Pour désigner les propriétés en question des doctrines anarchistes nous nous sommes servis — autant que possible — d'expressions existantes



et admises. Là où il n'y avait pas d'autre moyen de résumer ces propriétés dans une courte formule nous nous sommes décidés — bien à contre cœur — à faire des néologismes.

## 2. LA BASE.

1. Au point de vue de leurs bases respectives, les *sept doctrines présentées* n'ont rien de commun.

1. Une partie d'entre elles, ne reconnaît pour loi suprême de toute action humaine qu'une loi naturelle, c'est-à-dire une loi qui ne nous dit pas ce qui devrait être fait, mais ce qui sera fait réellement ; ces doctrines pourraient être appelées doctrines *génétiques*. D'autres considèrent comme loi suprême de nos actions une norme, c'est-à-dire quelque chose qui nous dit ce qui doit être fait, même si cela ne se réalisera jamais ; nous les nommerons doctrines *critiques*. Sont génétiques les doctrines de *Bakounine* et de *Kropotkine*, dont le premier considère comme loi suprême de toute action humaine la loi de l'évolution de l'humanité dans le sens d'une existence moins parfaite vers une existence la plus parfaite possible ; pour le second c'est la loi de l'évolution de l'humanité dans le sens d'une existence moins heureuse vers une existence la plus heureuse possible. — Sont critiques les doctrines de

*Godwin, de Proudhon, de Stirner, de Tucker et de Tolstoj.*

2. Les doctrines critiques se divisent en deux catégories : celles qui présentent comme loi suprême de toute action humaine un devoir, devoir qui est un but absolu — nous les appellerons doctrines *idéalistes* — et les doctrines qui présentent comme loi suprême de toute action humaine le bonheur et pour lesquelles le devoir n'est qu'un moyen d'atteindre le bonheur — nous les appellerons doctrines *eudémonistes*. — Sont idéalistes les doctrines de *Proudhon* et de *Tolstoj* ; Proudhon présentant comme loi suprême de toute action humaine le devoir de la justice, Tolstoj le devoir de l'amour. Sont eudémonistes les doctrines de *Godwin, de Stirner et de Tucker*.

3. Les doctrines eudémonistes enfin considèrent comme loi suprême de l'activité humaine, soit le bonheur de tous, soit le bonheur individuel ; dans le premier cas, l'individu doit travailler pour le bonheur commun sans se préoccuper de son bonheur personnel — ces doctrines sont *altruistes* ; — dans le second cas, l'individu travaillera pour son propre bonheur sans se préoccuper du bonheur des autres — ces doctrines sont *égoïstes*. — Est altruiste la doctrine de *Godwin*, sont égoïstes les doctrines de *Stirner et de Tucker*.

II. Les sept doctrines présentées, et considérées comme anarchistes pourraient être identifiées

à l'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes quant à ce qu'elles ont de commun dans leurs bases. Mais elles n'ont rien de commun dans leurs bases. L'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes ne peut donc, à plus forte raison, avoir rien de commun dans ses bases.

Les doctrines présentées pourraient en outre être identifiées à l'ensemble de toutes les doctrines anarchistes quant aux particularités de leurs bases respectives. Leurs particularités pourront être classées dans un système qui ne comprendra que des particularités subordonnées, n'en pouvant plus comprendre d'équivalentes. Aucune doctrine anarchiste ne pourra donc présenter de particularité qui ne soit subordonnée aux particularités dont nous venons de parler.

Ce qui est vrai pour les sept doctrines présentées, l'est aussi pour *les doctrines anarchistes en général*. Elle n'ont rien de commun quant à leurs bases et peuvent être classées comme suit d'après leurs particularités :

| Doctrines<br>génétiques   | Doctrines critiques   |              |                     |
|---------------------------|-----------------------|--------------|---------------------|
|                           | Idéalistes            | Eudémonistes |                     |
|                           |                       | Altruistes   | Egoïstes            |
|                           |                       | Godwin.      | Stirner.<br>Tucker. |
| Bakounine.<br>Kropotkine. | Proudhon.<br>Tolstoï. |              |                     |

## 3. LE DROIT

1. Les *sept doctrines présentées* n'ont rien de commun par rapport au droit, c'est-à-dire par rapport aux normes basées sur le fait que des hommes veulent voir une certaine conduite constamment suivie par tous les membres d'une collectivité à laquelle ils appartiennent eux-mêmes.

1. Une partie des doctrines nie le droit pour un avenir prochain ; elle peut être nommée *anomiste*. L'autre partie l'affirme ; elle peut être nommée *nomiste*. Sont anomistes les doctrines de *Godwin*, de *Stirner*, de *Tolstoj* ; sont nomistes celles de *Proudhon*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker*.

Il est impossible de préciser davantage les points communs que présentent d'une part les théories anomistes, d'autre part les théories nomistes et enfin leurs particularités mutuelles. Car, la négation aussi bien que l'affirmation du droit ont des sens tout différents dans ces diverses doctrines.

Pour *Godwin* et *Stirner*, la négation du droit signifie qu'ils rejettent tous les deux le droit d'une façon absolue, qu'il le rejettent donc aussi pour un avenir prochain ; mais *Godwin* le rejette parce que toujours et partout le droit est en contradiction avec le bonheur de la communauté, tandis que *Stirner* l'anathématise parce qu'il empêche, toujours et partout, le bonheur individuel.

La négation du droit par *Tolstoï* ne veut pas dire qu'il le rejette sans restrictions, ce n'est que pour l'avenir prochain des peuples civilisés qu'il le fait, l'existence du droit étant — sinon toujours et partout, du moins aujourd'hui et chez nous — en plus grande opposition avec l'amour que l'absence du droit.

*Proudhon* et *Tucker* affirment le droit pour l'avenir, ou plutôt ils l'affirment — non sans restrictions toutefois — d'une façon absolue, donc pour l'avenir aussi. *Proudhon* l'accepte, vu que le droit comme tel n'est jamais en contradiction avec la justice ; et *Tucker*, vu que le droit comme tel ne restreint jamais le bonheur individuel.

En affirmant le droit *Bakounine* et *Kropotkine* prévoient que l'évolution laissera subsister le droit comme tel — tout en abolissant ses formes actuelles. *Bakounine* entend par évolution le progrès de l'humanité dans le sens d'une existence moins parfaite vers l'existence la plus parfaite possible ; *Kropotkine* l'entend dans le sens d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible.

2. Les doctrines anomistes se distinguent entre elles par ce qu'elles affirment pour un avenir prochain en l'opposant au droit — et ceci dans les mêmes sens divers dans lesquels elles le nient.

D'après *Godwin*, à la place du droit, le bonheur de tous sera la loi pour l'homme.

D'après *Stirner*, à la place du droit, le bonheur individuel sera la loi pour l'homme.

D'après *Tolstoj*, à la place du droit, l'amour sera la loi pour l'homme.

3. Les doctrines nomistes se subdivisent d'après les différentes formes du droit affirmées pour un avenir prochain.

D'après *Tucker*, il y aura comme aujourd'hui aussi bien des lois (c'est-à-dire du droit dont la volonté est déclarée) que des coutumes (c'est-à-dire du droit dont la volonté se manifeste sans déclaration).

D'après *Bakounine* et *Kropothine*, il n'y aura que des coutumes.

D'après *Proudhon* il ne devra exister qu'une seule norme juridique, à savoir qu'un contrat doit être rempli.

II. Les sept doctrines présentées, et considérées comme anarchistes pourraient être identifiées à l'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes quant à ce qu'elles ont de commun dans leurs rapports au droit. Mais elles n'ont rien de commun dans ces rapports. L'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes ne peut donc, à plus forte raison, avoir rien de commun dans ses rapports avec le droit.

Les doctrines présentées pourront en outre être identifiées à l'ensemble de toutes les doctrines anarchistes quant aux particularités de leurs rapports respectifs avec le droit. Leurs particularités pourront être classées dans un système qui



ne comprendra que des particularités subordonnées, n'en pouvant plus comprendre d'équivalentes. Aucune doctrine anarchiste ne pourra donc présenter de particularité qui ne soit subordonnée aux particularités dont nous venons de parler.

Ce qui est vrai pour les sept doctrines présentées l'est aussi pour *les doctrines anarchistes en général*. Elles n'ont rien de commun quant à leurs rapports avec le droit et peuvent être classées comme suit d'après leurs particularités :

| Doctrines<br>anomistes         | Doctrines<br>nomistes                             |
|--------------------------------|---------------------------------------------------|
| Godwin.<br>Stirner<br>Tolstoj. | Proudhon.<br>Bakounine.<br>Kropotkine.<br>Tucker. |

#### 4. L'ÉTAT.

I. Par rapport à l'État, c'est-à-dire à la relation juridique en vertu de laquelle il y a une puissance suprême dans un territoire, *les sept doctrines présentées* ont quelque chose de commun.

1. Elles ont ceci de commun qu'elles nient l'État pour un avenir plus ou moins rapproché.

Il est impossible de préciser davantage les

points communs des doctrines présentées dans leurs rapports avec l'État. Car la négation de l'État a des sens très différents dans ces diverses doctrines.

Pour *Godwin*, pour *Stirner*, pour *Tucker* et pour *Proudhon* la négation de l'État veut dire qu'ils le rejettent d'une façon absolue, donc aussi pour l'avenir ; *Godwin* le fait parce que l'État est toujours et partout nuisible au bonheur de tous ; *Stirner* et *Tucker* le rejettent parce que, toujours et partout, il nuit au bonheur de l'individu ; *Proudhon* enfin parce que l'État est contraire, toujours et partout, à la justice.

La négation de l'État par *Tolstoj* ne veut pas dire qu'il le rejette sans restrictions, ce n'est que pour l'avenir prochain des peuples civilisés qu'il le fait, l'existence de l'État étant — sinon toujours et partout, du moins aujourd'hui et chez nous — en plus grande opposition avec l'amour que l'absence de l'État.

Pour *Bakounine* et pour *Kropothine* enfin la négation de l'État signifie qu'ils prévoient que l'évolution fera disparaître l'État ; théorie par laquelle *Bakounine* comprend le progrès de l'humanité dans le sens d'une existence moins parfaite vers l'existence la plus parfaite possible ; *Kropothine*, le progrès dans le sens d'une existence moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible.

2. Quant à ce qu'elles affirment en l'opposant à

l'État — et ceci dans les mêmes sens différents d'après lesquels elles le nient — les sept doctrines présentées n'ont rien de commun entre elles.

Certaines affirment pour un avenir plus ou moins rapproché — en l'opposant à l'État — une vie sociale des hommes basée sur une relation juridique volontaire, à savoir : sur la norme juridique qu'un contrat doit être rempli ; nous nommerons ces doctrines : *fédéralistes*. Les autres affirment — en l'opposant à l'État — une vie sociale des hommes sans relation juridique quelconque, mais soumise à la même loi que chacune de ces doctrines énonce en l'opposant au droit ; nous nommerons ces doctrines : *spontanéistes*. Sont fédéralistes les doctrines de *Proudhon*, de *Bakounine*, de *Kropothine*, de *Tucker* ; sont spontanéistes celles de *Godwin*, de *Stirner*, de *Tolstoï*.

3. Les doctrines spontanéistes se distinguent entre elles d'après les lois non juridiques qu'elles affirment comme bases de la vie sociale en les opposant à l'État.

D'après *Godwin*, l'État sera remplacé par une vie sociale basée sur le fait que le bonheur de tous sera la loi pour chacun.

D'après *Stirner*, l'État sera remplacé par une vie sociale basée sur le fait que le bonheur individuel sera la loi pour chacun.

D'après *Tolstoï*, l'État sera remplacé par une vie sociale basée sur le fait que l'amour sera la loi pour chacun.

II. Les sept doctrines présentées, et considérées comme anarchistes pourraient être identifiées à l'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes quant à ce qu'elles ont de commun dans leurs rapports avec l'État. De commun dans leurs rapports avec l'État, elles n'ont rien d'autre que la négation de l'État pour un avenir plus ou moins rapproché, et ceci encore, dans des sens tout à fait différents. Mais ceci est commun à toutes les doctrines considérées comme anarchistes ; quelle que soit la doctrine anarchiste que nous envisagions, nous trouverons toujours que, d'une façon ou d'une autre, elle nie l'État pour un avenir plus ou moins rapproché.

Les doctrines présentées pourront en outre être identifiées à l'ensemble de toutes les doctrines anarchistes quant aux particularités de leurs rapports respectifs avec l'État. Leurs particularités pourront être classées dans un système qui ne comprendra que des particularités subordonnées, n'en pouvant plus comprendre d'équivalentes. Aucune doctrine anarchiste ne pourra donc présenter de particularité qui ne soit subordonnée aux particularités dont nous venons de parler.

Ce qui est vrai pour les sept doctrines présentées l'est aussi pour *les doctrines anarchistes en général*. Elles ont ceci de commun dans leurs rapports avec l'État qu'elles le nient toutes pour un avenir plus ou moins rapproché. D'après les différences de ce qu'elles affirment en opposition à l'État, nous pouvons les classer comme suit :

| Doctrines<br>fédéralistes                         | Doctrines<br>spontanéistes      |
|---------------------------------------------------|---------------------------------|
| Proudhon.<br>Bakounine.<br>Kropotkine.<br>Tucker. | Godwin.<br>Stirner.<br>Tolstoj. |

### 5. LA PROPRIÉTÉ.

I. Par rapport à la propriété, c'est-à-dire à la relation juridique en vertu de laquelle dans un ensemble donné d'hommes une seule personne dispose en dernier lieu d'une certaine chose, les *sept doctrines présentées* n'ont rien de commun.

1. Certaines des doctrines nient la propriété pour notre avenir; nous les appellerons : *indoministes*. Les autres l'affirment; nous les nommerons : *doministes*. Sont indoministes, les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Tolstoj*; sont doministes, les doctrines de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker*.

Il est impossible de préciser davantage les points communs que présentent d'une part les théories indoministes, d'autre part les théories doministes et enfin leurs particularités mutuelles. Car la négation aussi bien que l'affirmation de la propriété ont des sens tout différents dans ces diverses doctrines.

Pour *Godwin*, pour *Stirner*, pour *Proudhon* la négation de la propriété signifie qu'ils rejettent tous les trois la propriété d'une façon absolue, qu'ils la rejettent donc aussi pour l'avenir ; mais *Godwin* la rejette parce que toujours et partout la propriété est en contradiction avec le bonheur de tous ; *Stirner* l'anathématise parce qu'elle empêche, toujours et partout, le bonheur individuel ; *Proudhon* agit de même parce que, toujours et partout elle est contraire à la justice.

La négation de la propriété par *Tolstoj* ne veut pas dire qu'il la rejette sans restrictions ; ce n'est que pour l'avenir prochain des peuples civilisés qu'il le fait, l'existence de la propriété étant — sinon toujours et partout, du moins aujourd'hui et déjà et dans les pays civilisés — en plus grande opposition avec l'amour que l'absence de la propriété.

L'affirmation de la propriété par *Tucker* signifie qu'il l'affirme comme telle — quoique non en toutes ses formes — d'une façon absolue, donc pour l'avenir aussi, la propriété comme telle n'étant jamais opposée au bonheur individuel.

En affirmant la propriété pour un avenir prochain, *Bakounine* et *Kropotkine* prévoient que l'évolution laissera subsister la propriété comme telle, tout en abolissant ses formes actuelles ; *Bakounine* entend par évolution le progrès de l'humanité, dans le sens d'une existence moins parfaite vers l'existence la plus parfaite possible, pour *Kropotkine*, c'est le progrès d'une existence



moins heureuse vers l'existence la plus heureuse possible.

2. Les doctrines indoministes se distinguent entre elles par ce qu'elles affirment, en opposition à la propriété — et ceci dans les mêmes sens divers dans lesquels elles la nient.

D'après *Proudhon*, la propriété sera remplacée par une répartition des biens, déterminée par des relations juridiques volontaires et basées sur la norme juridique qu'un contrat doit être rempli.

D'après *Godwin*, *Stirner* et *Tolstoï*, la propriété sera remplacée par une répartition des biens sans relation juridique quelconque, mais basée sur la loi même que chacun de ces théoriciens affirme respectivement en l'opposant au droit.

D'après *Godwin*, la répartition des biens, remplaçant la propriété privée, devra être basée sur des prescriptions que le bonheur de tous dictera à chacun.

D'après *Stirner*, elle devra être basée sur des prescriptions que le bonheur individuel dictera à chacun.

D'après *Tolstoï*, elle devra être basée sur des prescriptions que l'amour dictera à chacun.

3. Les doctrines doministes, à leur tour, ont des subdivisions correspondantes aux différentes formes de la propriété dont elles affirment l'existence pour un avenir plus ou moins rapproché.

D'après *Tucker*, il devra y avoir aussi bien des propriétés individuelles que des propriétés de la

communauté, et ceci pour toutes les choses. Cette doctrine peut être appelée *individualiste*.

D'après *Bakounine*, les articles de consommation seulement, pourront être aussi bien objets de la propriété privée que de la propriété commune, tandis que pour les moyens de production il n'existera que la propriété commune. Cette doctrine peut être appelée *collectiviste*.

D'après *Kropothine*, il n'existera que la propriété commune pour toutes les choses sans restrictions. Nous l'appellerons *communiste*, cette doctrine.

II. Les sept doctrines présentées, et considérées comme anarchistes pourraient être identifiées à l'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes quant à ce qu'elles ont de commun dans leurs rapports avec la propriété. Elles n'ont rien de commun dans ces rapports. L'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes ne peut donc, à plus forte raison, avoir rien de commun dans ses rapports avec la propriété.

Les doctrines présentées pourraient en outre être identifiées à l'ensemble de toutes les doctrines anarchistes quant aux particularités de leurs rapports respectifs avec la propriété. Les particularités présentées pourront être classées dans un système qui ne comprendra que des particularités subordonnées, n'en pouvant plus comprendre d'équivalentes. Aucune doctrine anarchiste ne pourra donc présenter de particularité qui ne soit

subordonné aux particularités dont nous venons de parler.

Ce qui est vrai pour les sept doctrines présentées, l'est aussi pour *les doctrines anarchistes en général*. Elles n'ont rien de commun quant à leurs rapports avec la propriété et peuvent être classées comme suit, d'après leurs particularités :

| Doctrines<br>indoministes                    | Doctrines doministes |                |             |
|----------------------------------------------|----------------------|----------------|-------------|
|                                              | individualistes      | collectivistes | communistes |
| Godwin.<br>Proudhon.<br>Stirner.<br>Tolsloj. | Tucker.              | Bakounine.     | Kropotkine. |

## 6. RÉALISATION

I. Les *sept doctrines présentées* n'ont rien de commun dans la façon dont elles conçoivent leur réalisation, c'est-à-dire la transition de l'état nié de la société à son état affirmé.

1. Certaines de ces doctrines conçoivent leur réalisation sans violation du droit existant, elles veulent donc la transition de l'état rejeté de la société à son état affirmé uniquement par l'intermédiaire de normes juridiques appartenant au premier ; ces doctrines peuvent être nommées : *réformistes*. Sont réformistes les doctrines de

*Godwin* et de *Proudhon*. L'autre partie conçoit la réalisation de ses doctrines par la violation du droit existant, elles veulent donc la transition de l'état nié de la société à son état affirmé par la violation des normes juridiques appartenant au premier ; ces doctrines peuvent être nommées *révolutionnaires*. Sont *révolutionnaires* les doctrines de *Stirner*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker* et de *Tolstoï*.

Il est impossible de préciser davantage les points communs que présentent d'une part les théories réformistes, d'autre part les théories révolutionnaires et enfin leurs particularités mutuelles. Car le fait qu'elles conçoivent d'une façon ou d'une autre la transition de l'état nié de la société à son état affirmé implique des sens tout à fait différents pour les diverses doctrines.

Si *Godwin*, *Proudhon*, *Stirner*, *Tucker* et *Tolstoï* conçoivent d'une façon particulière à eux la transition de l'état nié de la société à son état affirmé, ceci veut dire, qu'ils demandent que, d'une certaine façon, on prépare et réalise la transition d'un état répudié de la société à un état approuvé.

Si *Bakounine* et *Kropotkine* conçoivent d'une façon particulière à eux la transition de l'état nié de la société à son état affirmé, ceci veut dire qu'ils prévoient que, d'une certaine façon, l'évolution causera automatiquement la transition d'un état qui disparaît à un état qui doit s'effectuer et

qu'ils ne demandent que la préparation de cette transition, et ceci d'une certaine façon.

2. Les doctrines révolutionnaires se distinguent entre elles d'après les différentes façons dont elles conçoivent la violation du droit existant, violation qui devra concourir à effectuer la transition de l'état nié à l'état affirmé de la société.

Certaines d'entre elles conçoivent la violation du droit existant sans l'emploi de la violence ; nous les appellerons doctrines *rénitentes*. Sont rénitentes les doctrines de *Tucker* et de *Tolstoï* ; *Tucker* se représente cette violation surtout sous la forme d'un refus de payer les impôts, les loyers et les fermages, ainsi que sous la violation du monopole de banque. *Tolstoï* a principalement en vue le refus de faire le service militaire, de s'enrôler dans la police, d'être juré et aussi le refus de payer l'impôt.

Les autres doctrines révolutionnaires se représentent la violation du droit existant — violation qui devra concourir à effectuer la transition de l'état nié à l'état affirmé de la société — par l'emploi de la force ; nous les appellerons doctrines *insurrectionnelles*. Sont insurrectionnelles les doctrines de *Stirner*, de *Bakounine* et de *Kropotkine* ; avec cette différence que *Stirner* et *Bakounine* n'admettent l'usage de la violence que pour le moment de la transition, tandis que *Kropotkine* la considère aussi comme devant servir à la préparation de cette transition (propagande par le fait).

II. Les sept doctrines présentées, et considérées comme anarchistes pourraient être identifiées à l'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes quant à ce qu'elles ont de commun dans leurs façons d'envisager la question de leurs réalisations respectives. Mais elles n'ont rien de commun à ce point de vue. L'ensemble des doctrines considérées comme anarchistes ne peut donc, à plus forte raison, avoir rien de commun dans la façon d'envisager la question de la réalisation.

Les doctrines présentées pourraient en outre être identifiées à l'ensemble de toutes les doctrines anarchistes quant aux particularités de leurs façons de se représenter leurs réalisations respectives. Leurs particularités pourront être classées dans un système qui ne comprendra que des particularités subordonnées, n'en pouvant plus comprendre d'équivalentes. Aucune doctrine anarchiste ne pourra donc présenter de particularité qui ne soit subordonnée aux particularités dont nous venons de parler.

Ce qui est vrai pour les sept doctrines présentées, l'est aussi pour *les doctrines anarchistes en général*. Elles n'ont rien de commun quant à la façon d'envisager la question de leurs réalisations respectives et peuvent être classées comme suit d'après leurs particularités :



| Doctrines<br>réformistes | Doctrines révolutionnaires |                                       |
|--------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
|                          | Rénitentes                 | Insurrectionnelles                    |
| Godwin.<br>Proudhon.     | Tucker.<br>Tolstoï.        | Stirner.<br>Bakounine.<br>Kropotkine. |

## ONZIÈME CHAPITRE

### L'anarchisme et ses genres

#### 1. ERREURS SUR L'ANARCHISME ET SES GENRES

Maintenant il nous est possible d'éliminer quelques-unes des nombreuses erreurs répandues sur l'anarchisme et sur ses genres.

1. On prétend, que l'anarchisme a aboli la morale, qu'il est basé sur le matérialisme scientifique (*Der Anarchismus und seine Träger*, p. 127, 124, 125) ; que son idéal social est déterminé par une conception spéciale des faits de l'histoire (Reichesberg, p. 27). Si cela est vrai, ni les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Tucker*, ni bien d'autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être appelées ainsi.

2. On prétend, que l'anarchisme pose comme but suprême le bonheur des individus (Lenz, p. 3) ; qu'il apprécie toute action humaine du point de vue abstrait des droits illimités de l'individu

(Plechanow, p. 80) ; que ce n'est pas le bien-être général mais la liberté et l'arbitraire de l'individu qui en est la loi suprême (Rienzi, p. 43). Si cela est réel, ni les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tolstoï*, ni bien d'autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être nommées ainsi.

3. On donne comme loi suprême de l'anarchisme la loi morale de la justice (Bernatzik, *Jahrbuch* 19, p. 2, 3). Si cela est le cas, ni les doctrines de *Godwin*, de *Stirner*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker*, de *Tolstoï*, ni bien d'autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être nommées ainsi.

4. On prétend que la négation de tout programme est le signe caractéristique de l'anarchisme (Lenz, p. 5), qu'il n'a qu'un programme négatif (Crispi, *Daily Mail*, 1898, n° 807, p. 4). Si cela est conforme à la vérité ni les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker*, de *Tolstoï*, ni presque toutes les autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être désignées ainsi.

5. On dit que l'anarchisme rejette le droit (*Stammeler*, p. 2, 4, 34, 36), l'obligation juridique (Lenz, p. 1, 4). Si cela est vrai, ni les doctrines de *Proudhon*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker*, ni beaucoup d'autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être nommées ainsi.

6. On proclame que l'anarchisme rejette la société (Garraud, p. 12, Tripels, *Compte rendu*, p. 253), que son idéal consiste à faire table rase de la société (Silio, *La Espana moderna*, 61, p. 145), que, si société il y a, elle n'est que pour être combattue (Reichesberg, p. 14, 16). Si cela est exact ni les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker*, de *Tolstoï* ni presque toutes les autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être nommées ainsi.

7. On dit que l'anarchisme demande l'abolition de l'Etat (Bernstein : *Neue Zeit* 10<sup>e</sup>, p. 359), qu'il veut anéantir l'Etat (Lenz, p. 6), qu'il ne veut l'Etat sous aucune forme (Bernatzik : *Jahrbuch* 19, p. 3), qu'il ne veut pas de gouvernement (*Die Hintermänner der Sozialdemokratie*, p. 14). Si cela est vrai, les doctrines de *Bakounine* et de *Kropotkine*, ainsi que toutes les doctrines considérées comme anarchistes qui prévoient la disparition de l'Etat mais qui ne la demandent pas, ne pourraient être nommées anarchistes.

8. On prétend que dans la future société anarchiste un engagement ne liera son auteur qu'aussi longtemps que celui-ci le voudra (Reichesberg, p. 30). Si cela est le cas, les doctrines de *Proudhon*, de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker* et maintes autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être nommées ainsi.

9. On dit que l'anarchisme veut remplacer l'Etat par une fédération (*Die Hinterpänner der Socialdemokratie*, p. 14); que son but est l'arrangement de toutes les affaires publiques par des contrats libres conclus par des communautés et des sociétés constituées elles-mêmes sur une base fédérale (Lombroso; p. 31). Si cela est exact les doctrines de *Godwin*, de *Stirner*, de *Tolstoï* et maintes autres doctrines considérées comme anarchistes ne peuvent pas mieux être nommées ainsi que les doctrines de *Bakounine* et de *Kropotkine* et que les autres doctrines considérées comme anarchistes qui ne demandent pas l'association basée sur un contrat, mais qui seulement la prévoient.

10. L'anarchisme rejette la propriété, dit-on (Silio : *la Espana moderna* 61; p. 145. — Dubois, p. 213). Si cela est exact les doctrines de *Bakounine*, de *Kropotkine*, de *Tucker* et toutes les autres doctrines considérées comme anarchistes qui affirment la propriété — soit entièrement, soit sous une forme spéciale — ne peuvent être nommées anarchistes.

11. On dit que l'anarchisme rejette la propriété privée (Proal; p. 50); qu'il veut la communauté des biens (Lombroso; p. 31); qu'il est nécessairement communiste (Sernicoli, 2; p. 67. — Garraud; p. 3, 4). Si l'anarchisme était nécessairement communiste les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Tolstoï* et toutes les

autres doctrines considérées comme anarchistes qui nient la propriété sous toutes les formes — même sous celle de propriété de la communauté — ne pourraient être nommées anarchistes ; de même ne pourraient l'être les doctrines de *Tucker*, et de *Bakounine* et les autres doctrines considérées comme anarchistes qui affirment la propriété privée de toutes les choses ou au moins celle des moyens de consommation. Enfin, s'il s'agissait de « rejeter » ou de « vouloir » quelque chose, ni même la doctrine de *Kropotkine* ne pourrait être nommée anarchiste ni les autres doctrines considérées comme telles qui, tout en prévoyant le communisme, ne le demandent pas.

12. On divise l'anarchisme, en communiste, collectiviste et individualiste (*Die historische Entwicklung des Anarchismus* ; p. 16. — Zenker ; p. 161) ; ou simplement en anarchisme communiste et anarchisme individualiste (Rienzi ; p. 9. — Stammler ; p. 28-31. — Merlino ; p. 18, 27. — Shaw ; p. 23). Si la première division tient compte de toutes les différences, les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Tolstoï* et toutes les autres doctrines considérées comme anarchistes, mais qui n'affirment la propriété sous aucune forme, ne pourraient être nommées anarchistes ; si la seconde division est complète, la doctrine de *Bakounine* aussi ne serait pas anarchiste, de même que les autres doctrines considérées comme telles qui, en affirmant la propriété des moyens de



production pour la société exclusivement, affirment la propriété des moyens de consommation également pour les individus.

13. On soutient que l'anarchisme prêche le crime (Garraud ; p. 6. — Lenz ; p. 5) ; qu'il attend l'arrivée de la nouvelle société par une révolution violente (Sernicoli, 2 ; p. 116. — Garraud ; p. 2. — Reichesberg ; p. 31. — Van Hamel : compte rendu ; p. 113) ; qu'il cherche à atteindre son but par tous les moyens, même par le vol et l'assassinat (Lombroso ; p. 31, 34). Si l'anarchisme se représentait sa réalisation par le crime, les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon* et maintes autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être nommées ainsi ; si l'anarchisme se représentait sa réalisation même par des actes de violence criminelle, les doctrines de *Tucker*, de *Tolstoï* et maintes autres doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient être nommées ainsi.

14. On prétend que l'anarchisme reconnaît comme moyen de réalisation la propagande par le fait (Garraud ; p. 10-11. — Lombroso ; p. 34. — Ferri : *Compte rendu* ; p. 257). Si cela est vrai les doctrines de *Godwin*, de *Proudhon*, de *Stirner*, de *Bakounine*, de *Tucker*, de *Tolstoï* et la plupart des doctrines considérées comme anarchistes ne pourraient pas être désignées ainsi.

## 2. NOTIONS DE L'ANARCHISME ET DE SES GENRES

En outre il nous est possible maintenant de constater les propriétés communes et particulières des doctrines anarchistes, de les incorporer dans l'ensemble de nos connaissances et de définir ainsi l'anarchisme et ses genres.

1. *Propriétés communes et propriétés particulières des doctrines anarchistes.*

1. Les doctrines anarchistes n'ont de commun que la *négation de l'Etat* pour l'avenir prochain des peuples civilisés. Cette négation signifie pour *Godwin*, *Proudhon*, *Stirner* et *Tucker* qu'ils rejettent l'Etat sans restriction — donc aussi pour l'avenir prochain des peuples civilisés ; elle signifie pour *Tolstoï*, qu'il le rejette non pas d'une façon absolue, mais pour l'avenir prochain des peuples civilisés ; pour *Bakounine* et *Kropotkine* elle signifie qu'ils prévoient que dans un avenir prochain l'évolution fera disparaître l'Etat.

2. D'après *leurs bases* respectives les doctrines anarchistes se divisent en *doctrines génétiques* qui ne reconnaissent comme loi suprême de toute action humaine qu'une loi de la nature (*Bakounine*, *Kropotkine*) et en *doctrines critiques* qui envisagent une norme comme loi suprême de toute action humaine. Les doctrines critiques se divisent en

*doctrines idéalistes* dont la loi suprême est un devoir (*Proudhon, Tolstoï*) et en *doctrines eudémonistes* pour lesquelles le bonheur est la loi suprême. Les doctrines eudémonistes se divisent à leur tour en *doctrines altruistes* pour lesquelles le bonheur de tous est la loi suprême (*Godwin*) et en doctrines égoïstes pour lesquelles le bonheur individuel est la loi suprême (*Stirner, Tucker*).

D'après ce que les doctrines anarchistes *affirment en l'opposant à l'Etat* elles sont : ou *fédéralistes* ou *spontanéistes* ; dans le premier cas elles affirment une vie sociale basée sur la norme juridique qu'un contrat conclu doit être rempli (*Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Tucker*) ; dans le second cas, elles affirment une vie sociale, basée sur une loi non juridique (*Godwin, Stirner, Tolstoï*).

D'après *leur rapport au droit* les doctrines anarchistes sont : ou *anomistes* ou *nomistes* ; les premières nient le droit pour l'avenir (*Godwin, Stirner, Tolstoï*) ; les secondes l'affirment (*Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Tucker*).

D'après *leur rapport à la propriété*, les doctrines anarchistes sont : ou *indoministes* — c'est-à-dire qu'elles nient la propriété (*Godwin, Proudhon, Stirner, Tolstoï*), ou *doministes* — c'est-à-dire qu'elles l'affirment. Ces doctrines doministes se subdivisent en doctrines *individualistes*, *collectivistes* et *communistes*. Sont individualistes, celles qui affirment la propriété intégralement aussi bien pour les individus que pour la société

(*Tucker*) ; sont collectivistes, celles qui réservent la propriété des moyens de production à la seule société, tout en affirmant la propriété des moyens de consommation pour les individus aussi (*Bakounine*) sont enfin communistes, celles qui n'affirment la propriété que pour la société (*Kropotkine*).

D'après *leurs idées sur la réalisation* les doctrines anarchistes se divisent en doctrines *réformistes* et en doctrines *révolutionnaires*. Sont réformistes, celles qui se représentent la transition de l'état nié à l'état affirmé sans violation du droit en vigueur (*Godwin, Proudhon*) ; sont révolutionnaires, celles qui se représentent cette transition moyennant une violation du droit en vigueur. Ces doctrines révolutionnaires se subdivisent en doctrines *rénitentes* et doctrines *insurrectionnelles* dont les premières comprennent la violation du droit en vigueur sans qu'il faille user de violence (*Tucker, Tolstoï*) ; tandis que les autres se la représentent par l'emploi de moyens violents (*Stirner, Bakounine, Kropotkine*).

## II. *Place des doctrines anarchistes dans l'ensemble de nos connaissances.*

1. Dans la *philosophie du droit* il faut distinguer entre trois écoles, trois genres différents de juger du droit.

La première école régnante est *l'école dogmatique* ; elle cherche à établir si une institution juridique donnée devrait exister ou non, et ceci

tout à fait en général, uniquement d'après le contenu de cette institution et sans tenir compte de son influence dans différentes conditions. C'est la méthode des doctrines du droit juste, c'est-à-dire des doctrines qui cherchent à établir si une institution juridique — celle du mariage par exemple — doit être approuvée ou rejetée dans toutes les conditions sans exception. Les plus connues de ces doctrines sont celles du droit naturel.

La faiblesse de l'école dogmatique consiste en ce qu'elle néglige le fait que notre jugement porté sur des institutions juridiques dépend des effets de ces dernières et que la même institution juridique peut avoir des effets tout à fait différents dans des conditions différentes.

La seconde école régnante dans la philosophie du droit est *l'école sceptique*. Vu la faiblesse de l'école dogmatique elle renonce à juger si une institution juridique devrait exister ou non : elle établit uniquement si le sens de l'évolution fait prévoir la conservation d'une institution ou sa disparition, son avènement ou son défaut. C'est cette méthode qui est employée par les doctrines de l'évolution du droit, c'est-à-dire par les doctrines qui s'énoncent sur les institutions juridiques qu'elles attendent pour l'avenir ; par exemple, si celle du mariage aura des chances d'être conservée. Les doctrines sceptiques les plus connues sont l'école historique de jurisprudence et le marxisme.

La faiblesse de l'école sceptique consiste en ce qu'elle ne satisfait pas le besoin d'une base scientifique qui nous permettrait de reconnaître comme fondés ou non les jugements fréquents sur des institutions juridiques et aussi d'approuver ou de rejeter les différentes propositions relatives à des changements du droit.

La troisième école juro-philosophique est l'école *critique*. Vu la faiblesse de l'école sceptique elle ne renonce pas à répondre à la question si une institution juridique devrait exister ou non ; mais — vu la faiblesse de l'école dogmatique — elle renonce à porter ce jugement sans tenir compte des conditions spéciales dans lesquelles cette institution s'exerce. C'est pourquoi elle énonce une loi suprême d'après laquelle on juge les institutions juridiques en tenant compte des conditions spéciales dans lesquelles elles s'exercent ; il s'agit alors de voir si — dans les conditions spéciales — une institution juridique donnée satisfait à cette loi suprême de la meilleure façon possible, ou au moins si elle la satisfait mieux qu'une autre institution juridique donnée. La méthode critique est donc celle qui est employée par les doctrines de la justesse du droit, c'est-à-dire par les doctrines qui énoncent des maximes d'après lesquelles il faut examiner si une institution juridique — celle du mariage, par exemple — devrait exister ou ne pas exister sous certaines conditions spéciales.



2. *Par rapport à l'Etat* la philosophie du droit — et chacune de ses écoles de son point de départ respectif — peut arriver à des jugements différents.

D'abord à *l'affirmation* de l'Etat.

Les doctrines *dogmatiques*, en tant qu'elles affirment l'Etat, l'approuvent sans tenir compte de ses influences dans telles ou telles conditions spéciales, sans restriction ; et ce n'est qu'en conséquence de cela qu'elles l'approuvent aussi pour l'avenir prochain des peuples civilisés.

Parmi les nombreuses doctrines qui affirment l'Etat d'une façon absolue nous citerons — en les choisissant dans différentes époques — celles de *Hobbes*, de *Hegel* et de *Jhering*.

En tant que les doctrines *sceptiques* affirment l'Etat, elles tirent de la marche de l'évolution la conclusion que l'Etat continuera à exister dans l'avenir.

Les représentants les plus éminents de l'école sceptique, comme *Puchta* et *Merkel*, n'ont pas donné de doctrines sur l'Etat ; mais nous en trouvons par exemple dans les écrits de *Montaigne* et de *Bernstein*.

Les doctrines *critiques* enfin, en tant qu'elles affirment l'Etat, l'approuvent pour l'avenir des peuples civilisés en vue des conditions spéciales qui existent actuellement chez nous.

*Stammler* qui, jusqu'à présent a établi de la façon la plus nette la méthode critique, n'a pas donné de doctrine sur l'Etat ; mais on peut consi-

dérer la doctrine de *Spencer* comme exemple d'une doctrine critique affirmative.

La philosophie du droit — et chacune de ses écoles de son point de départ respectif — peut aussi arriver à la *négarion* de l'Etat.

Les doctrines *dogmatiques*, en tant qu'elles nient l'Etat, le rejettent sans tenir compte de ses influences dans telles ou telles conditions spéciales, sans restriction ; et ce n'est qu'en conséquence de cela qu'elles le rejettent aussi pour l'avenir prochain des peuples civilisés.

Du point de vue dogmatique ce sont les doctrines de *Godwin*, *Proudhon*, *Stirner* et *Tucker* qui nient l'Etat.

En tant que les doctrines *sceptiques* nient l'Etat, elles tirent de la marche de l'évolution la conclusion que l'Etat disparaîtra dans l'avenir.

Des doctrines niant l'Etat du point de vue sceptique sont celles de *Bakounine*, et de *Kropotkine*.

Les doctrines *critiques* enfin, en tant qu'elles nient l'Etat, le rejettent pour l'avenir prochain des peuples civilisés en vue des conditions spéciales qui existent actuellement chez nous.

Une doctrine niant l'Etat du point de vue critique est celle de *Tolstoï*.

3. La place des doctrines anarchistes dans l'ensemble de nos connaissances est donc déterminée par le fait, qu'en tant que genre de doctrines juro-philosophiques sur l'Etat, elles s'opposent comme

doctrines négatives au genre de doctrines affirmatives.

Ceci peut être représenté comme suit :

| Du point de vue : | Doctrines sur l'Etat          |                                             |
|-------------------|-------------------------------|---------------------------------------------|
|                   | Affirmatives                  | Négatives                                   |
| Dogmatique        | Hobbes.<br>Hegel.<br>Jhering. | Godwin.<br>Proudhon.<br>Stirner.<br>Tucker. |
| Sceptique. .      | Montaigne.<br>Bernstein.      | Bakounine.<br>Kropotkine.                   |
| Critique. . .     | Spencer.                      | Tolstoj.                                    |

### III. *Notions de l'anarchisme et de ses genres.*

1. *L'anarchisme* est la négation juro-philosophique de l'Etat, c'est-à-dire c'est ce genre de doctrines juro-philosophiques qui nie l'Etat.

2. Une doctrine anarchiste ne peut pas être complète qu'à condition qu'elle indique sa base, le régime qu'elle affirme en l'opposant à l'Etat, et de quelle façon elle se représente la transition vers ce régime. Une base, un côté affirmatif et une représentation de la transition vers ce qu'elle affirme, voilà les parties indispensables de toute doctrine anarchiste. Par rapport à ces trois éléments on peut distinguer les genres suivants de *l'anarchisme* :

Primo, *d'après sa base* : l'anarchisme *génétique*, qui ne reconnaît comme loi suprême de toute action humaine, qu'une loi de la nature (*Bakounine, Kropotkine*) et l'anarchisme *critique*, qui envisage une norme comme loi suprême de toute action humaine. L'anarchisme critique se subdivisera en l'anarchisme *idéaliste*, dont la loi suprême est un devoir (*Proudhon, Tolstoï*) et en l'anarchisme *eudémoniste*, dont la loi suprême est le bonheur. Ce dernier se divisera encore en l'anarchisme *altruiste* et l'anarchisme *égoïste*, dont le premier considère comme loi suprême le bonheur de tous (*Godwin*), tandis que le dernier envisage comme telle le bonheur de l'individu (*Stirner, Tucker*).

Secundo, *d'après le régime affirmé en l'opposant à l'Etat*, on peut distinguer : l'anarchisme *fédéralistes*, qui affirme pour l'avenir une vie sociale basée sur la norme juridique qu'un contrat conclu doit être rempli (*Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Tucker*) et l'anarchisme *sontanéiste* qui affirme pour l'avenir une vie sociale basée sur une loi non juridique (*Godwin, Stirner, Tolstoï*).

Tertio, *d'après la représentation de la transition vers le régime affirmé*, on peut distinguer : l'anarchisme *réformiste*, qui se représente, sans violation du droit établi, la transition de l'Etat vers le régime affirmé en opposition à celui-là (*Godwin, Proudhon*) et l'anarchisme *révolutionnaire*, qui se représente cette transition par la

violation du droit établi ; celui-ci se subdivise en l'anarchisme *rénitent*, qui envisage cette violation du droit établi sans l'emploi de la violence (*Tucker, Tolstoj*) et l'anarchisme *insurrectionnel* qui l'envisage par l'emploi de moyens violents (*Stirner, Bakounine, Kropotkine*).

3. Une doctrine anarchiste peut être complète sans entrer en rapport avec le droit ou avec la propriété. Dès qu'une doctrine anarchiste entre en rapport avec l'un ou l'autre, elle contient une amplification fortuite. Les doctrines qui contiennent cette amplification peuvent être divisées d'après les caractères de cette dernière ; mais puisque l'anarchisme comme tel ne peut être divisé que d'après les caractères des parties intégrantes de toute doctrine anarchiste, une telle division ne fournira pas des genres de l'anarchisme.

En tant que les doctrines anarchistes entrent en rapport avec le *droit*, elles sont ou *anomisles* — niant le droit pour l'avenir (*Godwin, Stirner, Tolstoj*) ou *nomisles* — l'affirmant pour l'avenir (*Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Tucker*).

Enfin, en tant qu'elles entrent en rapport avec la *propriété*, elles sont ou *indoministes* ou *doministes*. Dans le premier cas, elles nient la propriété pour l'avenir (*Godwin, Proudhon, Stirner, Tolstoj*) ; dans le second, elles l'affirment. Les doctrines doministes se subdivisent en doctrines *individualistes, collectivistes et communistes*, dont les premières affirment sans restriction la

propriété aussi bien pour l'individu que pour la société (*Tucker*), les secondes réservent la propriété des moyens de production à la seule société, tout en affirmant la propriété des moyens de consommation pour les individus aussi (*Bakounine*); les troisièmes enfin affirment la propriété pour la société exclusivement (*Kropotkine*).

Tout ceci est représenté dans la planche ci-jointe.



# DOCTRINES JURO-PHILOSOPHIQUES SUR L'ÉTAT

| DOCTRINES<br>AFFIRMATIVES | DOCTRINES NÉGATIVES OU ANARCHISTES — SE DIVISANT D'APRÈS : |              |                                                |            |                                                                    |               |              |                         |                      |           |          |              |                     |                  |    |
|---------------------------|------------------------------------------------------------|--------------|------------------------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------|---------------|--------------|-------------------------|----------------------|-----------|----------|--------------|---------------------|------------------|----|
|                           | leur base                                                  |              | le régime affirmé<br>en l'opposant<br>à l'État |            | la représentation de<br>la transition<br>vers le régime<br>affirmé |               | leur rapport |                         |                      |           |          |              |                     |                  |    |
|                           |                                                            |              |                                                |            |                                                                    |               | au droit     |                         | à la propriété       |           |          |              |                     |                  |    |
|                           | EN DOCTRINES :                                             |              |                                                |            |                                                                    |               |              |                         |                      |           |          |              |                     |                  |    |
|                           | Génétiques                                                 | Critiques    |                                                |            | Fédéralistes                                                       | Spontanéistes | Réformistes  | Révolutionnaires        |                      | Anomistes | Nomistes | Indoministes | Doministes          |                  |    |
| idéalistes                |                                                            | eudémonistes |                                                | rénitentes |                                                                    |               |              | insurrec-<br>tionnelles | individua-<br>listes |           |          |              | collecti-<br>vistes | commu-<br>nistes |    |
|                           | altruistes                                                 | égoïstes     |                                                |            |                                                                    |               |              |                         |                      |           |          |              |                     |                  |    |
| Godwin .....              |                                                            |              | Go                                             |            |                                                                    | Go            | Go           |                         |                      | Go        |          | Go           |                     |                  |    |
| Proudhon .....            |                                                            | Pr           |                                                |            | Pr                                                                 |               | Pr           |                         |                      |           | Pr       | Pr           |                     |                  |    |
| Stirner.....              |                                                            |              |                                                | St         |                                                                    | St            |              |                         | St                   | St        |          | St           |                     |                  |    |
| Bakounine.....            | Ba                                                         |              |                                                |            | Ba                                                                 |               |              |                         |                      | Ba        |          |              | Ba                  |                  |    |
| Kropotkine.....           | Kr                                                         |              |                                                |            | Kr                                                                 |               |              |                         |                      | Kr        |          |              |                     |                  | Kr |
| Tucker.....               |                                                            |              |                                                | Tu         | Tu                                                                 |               |              | Tu                      |                      |           | Tu       |              | Tu                  |                  |    |
| Tolstoj .....             |                                                            | To           |                                                |            |                                                                    | To            |              | To                      |                      | To        |          | To           |                     |                  |    |



## CONCLUSION

1. Le besoin théorique de reconnaître l'anarchisme d'une façon scientifique a trouvé quelque satisfaction.

Les notions de l'anarchisme et de ses genres sont définies : les erreurs principales sont écartées ; les doctrines anarchistes les plus marquantes appartenant à des temps plus ou moins rapprochés ont été présentées en détail. Nous avons fait connaissance de l'arsenal de l'anarchisme. Nous avons vu tout ce qu'on peut avancer contre l'Etat de tous les côtés possibles. On nous a montré les régimes les plus différents pour remplacer l'Etat dans l'avenir. Et la transition de l'Etat vers ces nouveaux régimes nous a été indiquée des façons des plus diverses.

Celui qui veut connaître encore de plus près l'anarchisme en étudiant les doctrines moins importantes à côté de celles que nous venons d'analyser, et en incorporant les unes et les autres dans l'enchaînement des événements historiques, celui-ci trouvera au moins une base pour ses recherches. Il saura avec quelles doctrines et avec quelles parties de doctrines il aura à s'occuper et quelles questions il devra adresser à chacune d'en-

tre elles. Mainte surprise l'attend dans ce travail ; la doctrine de *Pisacane*, auteur presque inconnu, l'étonnera par son originalité, tandis que celle du bien connu *Most* se trouvera être simplement une vulgarisation assez grossière des doctrines de *Kropotkine*. Mais, en général, cette recherche ne vaudra guère la peine ; à peu près tout ce que l'anarchisme a produit d'original a été analysé dans cet ouvrage.

2. De même, le besoin pratique, qui nous a fait étudier l'anarchisme peut être satisfait à présent.

Il y a en tout cas une chose à faire vis-à-vis de l'anarchisme : c'est d'étudier ses doctrines avec courage, avec calme et sans parti pris. Mais nous ne pouvons nous attendre à un résultat, que si nous cessons aussi bien d'errer plus longtemps dans la nuit du scepticisme juro-philosophique que de chercher à l'éclaircir avec la lanterne du dogmatisme, — il s'agit de fixer nos regards sur l'astre dirigeant du criticisme.

Quant à l'opportunité de combattre l'anarchisme — ou au moins l'un ou l'autre de ses genres — par des moyens de violence, et spécialement quant à la question si des crimes commis en vue de la réalisation d'une doctrine anarchiste sont des torts plus considérables qu'un autre crime politique ou même qu'un crime de droit commun, c'est aux législateurs de chaque pays en particulier qu'il incombe de statuer sur ces points, en vue des conditions spéciales qui s'y présentent.

FIN



## BIBLIOGRAPHIE ET ABREVIATIONS

Adler : Handwörterbuch. — Georg Adler, Anarchismus : Handwörterbuch der Staatswissenschaften, T. 1, 2. édit. (Jena 1898), p. 296-327.

Adler : Nord und Süd. — Georg Adler, Die Lehren der Anarchisten : Nord und Süd, T. 32 (Breslau 1885) p. 371-383.

Bakounine, Articles : Mémoire. — Articles écrits par Bakounine dans l'Egalité de 1869 : Mémoire présenté par la fédération jurassienne de l'association internationale des travailleurs à toutes les fédérations de l'Internationale (Sonvillier s. a.), pièces justificatives, p. 68-114.

Bakounine, Dieu et l'État. — Michel Bakounine, Dieu et l'État : 2. éd. (Paris 1892).

Bakounine, Dieu et l'État : Œuvres. — Dieu et l'État : Michel Bakounine, Œuvres. 3. éd. (Paris 1895), p. 261-326.

Bakounine, Discours : Mémoire. — Discours de Bakounine au congrès de Berne : Mémoire, présenté par la fédération jurassienne de l'association internationale des travailleurs à toutes les fédéra-

- tions de l'Internationale (Sonvillier s. a.), pièces justificatives, p. 20-38.
- Bakounine, Programme de la section slave à Zurich : Dragomanow. — Bakounine, Programme de la section slave à Zurich : Michail Dragomanow, Michail Bakunins sozial-politischer Briefwechsel mit Alexander Iw. Herzen und Ogarjow, deutsch von Boris Minzès (Stuttgart 1895), p. 381-383.
- Bakounine, Proposition : Œuvres. — Fédéralisme, socialisme et antithéologisme. Proposition motivée au comité central de la ligue de la paix et de la liberté : Michel Bakounine, Œuvres, 3<sup>e</sup> éd. (Paris 1895), p. 1-208.
- Bakounine, Statuts : L'alliance. — 1. Statuts secrets de l'alliance. 2. Programme et règlement de l'alliance publique : L'alliance de la démocratie socialiste et l'association internationale des travailleurs (Londres et Hambourg, 1873), p. 118-135.
- Bakunin, Briefe : Dragomanow. — Briefe Bakunins : Michail Dragomanow, Michail Bakunins sozial-politischer Briefwechsel mit Alexander Iw. Herzen und Ogarjow, deutsch von Boris Minzès (Stuttgart 1895) p. 1-272.
- Bakunin, Die Volkssache : Dragomanow. — M. Bakunin, Die Volkssache. Romanow, Pugatschew oder Pestel ? : Michail Dragomanow, Michail Bakunins sozial-politischer Briefwechsel mit Alexander Iw. Herzen und Ogarjow, deutsch von Boris Minzès (Stuttgart 1895), p. 203-309.
- Bernatzik : Jahrbuch. — Bernatzik, Der Anarchismus : Jahrbuch für Gesetzgebung Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich, T. 19 (Leipzig 1895), p. 1-20.



- Bernstein. Neue Zeit. — Eduard Bernstein, Die soziale Doktrin des Anarchismus : Die Neue Zeit, Jahrg. 10 (Stuttgart 1891-1892), T. 1, p. 358-365, 421-428, T. 2, p. 589-596, 618-626, 657-666, 772-778, 813-819.
- Crispi : Daily Mail. — Francesco Crispi, The antidote for anarchy : Daily Mail, No. 807 (London 1898), p. 4.
- Der Anarchismus und seine Träger. — Der Anarchismus und seine Träger. Enthüllungen aus dem Lager der Anarchisten von Verfasser der Londoner Briefe in der Kölnischen Zeitung (Berlin 1887).
- Die Hintermänner der Sozialdemokratie. — Die Hintermänner der Sozialdemokratie. Von einem Eingeweihten (Berlin 1890).
- Die historische Entwicklung des Anarchismus. — Die historische Entwicklung des Anarchismus (New-York, 1894).
- Diehl. — Karl Diehl, P.-J. Proudhon. Seine Lehre und sein Leben, 3 vol. (Jena 1888-1896).
- Dragomanow. — Michail Dragomanow, Michail Bakunins sozial-politischer Briefwechsel mit Alexander Iw. Herzen und Ogarjow, deutsch von Boris Minzès (Stuttgart 1895).
- Dubois. — Félix Dubois, Le péril anarchiste (Paris 1894).
- Ferri : Compte rendu. — Discours de Ferri : Congrès international d'anthropologie criminelle, compte rendu des travaux de la quatrième session, tenue à Genève du 24 au 29 août 1896 (Genève 1897), p. 254-257.
- Garraud. — R. Garraud, L'anarchie et la répression (Paris 1895).

- Godwin. — William Godwin, An enquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness, 2 vol. (London 1793).
- van Hamel : Comte rendu. — van Hamel, L'anarchisme et le combat contre l'anarchisme au point de vue de l'anthropologie criminelle : Congrès international d'anthropologie criminelle, compte rendu des travaux de la quatrième session, tenue à Genève du 24 au 29 août 1896 (Genève 1897), p. 254-257.
- Kropotkine, Anarchist communism. — Peter Kropotkine, Anarchist communism : its basis and principles, 2. ed. (London 1895).
- Kropotkine, La conquête du pain. — Pierre Kropotkine. La conquête du pain, 5. éd. (Paris 1895).
- Kropotkine, La morale anarchiste. — Pierre Kropotkine, La morale anarchiste (Paris 1891).
- Kropotkine, L'anarchie dans l'évolution socialiste. — Pierre Kropotkine. L'anarchie dans l'évolution socialiste (Paris 1892).
- Kropotkine, L'anarchie. Sa philosophie — son idéal. — Pierre Kropotkine. L'anarchie. Sa philosophie — son idéal (Paris 1896).
- Kropotkine, Les prisons. — Pierre Kropotkine, Les prisons (Paris 1890).
- Kropotkine, Les temps nouveaux. — Pierre Kropotkine, Les temps nouveaux (conférence faite à Londres) (Paris 1894).
- Kropotkine, Paroles d'un révolté. — Pierre Kropotkine. Paroles d'un révolté, ouvrage publié par Elisée Reclus, nouv. éd. (Paris s. d.).
- Kropotkine, Revolutionary studies — Revolutionary studies, translated from « La Révolte » and

- reprinted from « The Commonwealth » (London 1892).
- Kropotkine, Un siècle d'attente. — Pierre Kropotkine, Un siècle d'attente. 1789-1889 (Paris, 1893).
- L'alliance de la démocratie socialiste et l'association internationale des travailleurs. — L'alliance de la démocratie socialiste et l'association internationale des travailleurs (Londres et Hambourg, 1873).
- Lenz. — Adolf Lenz, Der Anarchismus und das Strafrecht. Sonderabdruck aus der Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft, T. 16, N° 1 (Berlin s. a.).
- Lombroso. — C. Lombroso, Gli anarchici, 2. ed. (Torino 1895).
- Mackay, Die Anarchisten. — John Henry Mackay, Die Anarchisten. Kulturgemälde aus dem Ende des 19. Jahrhunderts. Volksausgabe (Berlin 1893).
- Mackay : Magazin. — John Henry Mackay, Der individualistische Anarchismus : ein Gegner der Propaganda der That : Das Magazin für Litteratur, T. 67 (Berlin und Weimar 1898), p. 913-915.
- Mackay, Stirner. — John Henry Mackay, Max Stirner. Sein Leben und sein Werk (Berlin 1898).
- Merlino. — F. S. Merlino, L'individualismo nell'anarchismo (Roma 1895).
- Pfau : Kunst und Kritik. — Proudhon und die Franzosen : Ludwig Pfau, Kunst und Kritik. Ästhetische Schriften, T. 6, 2. édit. (Stuttgart, Leipzig, Berlin 1888), p. 183-236.

Plechanow. — Georg Plechanow, Anarchismus und Sozialismus (Berlin, (1894).

Proal. — Louis Proal, La criminalité politique (Paris 1895).

Proudhon, Banque du peuple. — P.-J. Proudhon, Banque du peuple, suivie du rapport de la commission des délégués du Luxembourg (Paris 1849).

Proudhon, Contradictions. — P.-J. Proudhon, Système des contradictions économiques, ou philosophie de la misère, 2 vol. (Paris 1846).

Proudhon, Confessions. — P.-J. Proudhon, Les confessions d'un révolutionnaire, pour servir à l'histoire de la révolution de février (Paris 1849).

Proudhon, De la justice. — P.-J. Proudhon. De la justice dans la révolution et dans l'Eglise. Nouveaux principes de philosophie pratique, 3 vol. (Paris 1858).

Proudhon, Du principe fédératif. — P.-J. Proudhon, Du principe fédératif et de la nécessité de reconstituer le parti de la révolution (Paris 1863).

Proudhon, Idée générale. — P.-J. Proudhon, Idée générale de la révolution au XIX<sup>e</sup> siècle (choix d'études sur la pratique révolutionnaire et industrielle) (Paris 1851).

Proudhon, Le droit au travail et le droit de propriété. — P.-J. Proudhon, Le droit au travail et le droit de propriété (Paris 1848).

Proudhon, Organisation du crédit et de la circulation. P.-J. Proudhon, Organisation du crédit et de la circulation, et solution du problème social (Paris 1848).

Proudhon, Qu'est-ce que la propriété ? — P.-J. Proudhon, Qu'est-ce que la propriété ? ou recherches

- sur le principe du droit et du gouvernement. Premier mémoire (Paris 1841).
- Proudhon, Solution du problème social. — P.-J. Proudhon, Solution du problème social (Paris 1848).
- Reichesberg. — Naüm Reichesberg, Sozialismus und Anarchismus (Bern et Leipzig 1895).
- Rienzi. — Rienzi, L'anarchisme, traduit du néerlandais par Auguste Dewinne (Bruxelles 1893).
- Sernicoli. — E. Sernicoli, L'anarchia e gli anarchici. Studio storico e politico di E. Sernicoli, 2 vol. (Milano 1894).
- Shaw. — Bernard Shaw. The impossibilities of anarchism (London 1895).
- Siliò : La Espana moderna. — César Siliò, El anarquismo y la defensa social : La Espana moderna, t. 61 (Madrid 1894), p. 141-148.
- Stammler. — Rudolf Stammler, Die Theorie des Anarchismus (Berlin 1894).
- Stirner. Der Einzige. — Max Stirner, Der Einzige und sein Eigentum (Leipzig 1845).
- Stirner : Wigands Vierteljahrsschrift. — M. St. Rezensionen Stirners : Wigands Vierteljahrsschrift, T. 3 (Leipzig 1845), p. 147-194. (L'unique et sa propriété, Traduct. R. Reclaine, Paris, Stock, 1900.)
- Tolstoj, Bekenntnisse. — Graf Leo Tolstoj, Bekenntnisse. Was sollen wir denn thun ?, deutsch von H. von Samson-Himmelstjerna (Leipzig 1886), p. 1-102. (Ma confession, Paris, Savine, 1887).
- Tolstoj, Christentum und Vaterlandsliebe. — Graf Leo N. Tolstoj, Christentum und Vaterlandsliebe, deutsch von L. A. Hauff (Berlin s. d.). (L'esprit chrétien et le patriotisme, Paris, Perrin, 1894.)



Tolstoj, Evangelium. — Graf Leo N. Tolstoj, Kurze Darlegung des Evangelium, deutsch von Paul Lauterbach (Leipzig s. d.). (Les évangiles, Paris Perrin, 1894.)

Tolstoj, Das Korn. — Das Korn : Graf Leo N. Tolstoj, Volkserzählungen, deutsch von Wilhem Goldschmidt (Leipzig s. d.), p. 87-89.

Tolstoj, Reich Gottes. — Leo N. Tolstoj, Das Reich Gottes ist in Euch, oder das Christentum als eine neue Lebensauffassung, nicht als mystische Lehre deutsch von R. Löwenfeld (Stuttgart, Leipzig, Berlin, Wien, 1894). (Le salut est en vous, Paris, Perrin, 1893.)

Tolstoj, Der Morgen des Gutsherrn : Werke. — Der Morgen des Gutsherrn : Leo N. Tolstoj, Gesammelte Werke, deutsch herausgegeben von Raphael Löwenfeld, T. 2, 2. édit. (Leipzig s. d.), p. 1-81.

Tolstoj, Geld. — Graf Leo Tolstoj, Geld ! Soziale Betrachtungen, deutsch von Auguste Scholz (Berlin 1891). (L'argent et le travail, Paris, Flammarion, 1892.)

Tolstoj, Leinwandmesser. — Leindandmesser. Die Geschichte eines Pferdes : Leo N. Tolstoj, Gesammelte Werke, deutsch herausgegeben von Raphael Löwenfeld, T. 3 (Berlin 1893), p. 573-631.

Tolstoj, Religion und Moral. — Graf Leo Tolstoj, Religion und Moral. Antwort auf eine in der « Ethischen Kultur » gestellte Frage, deutsch von Sophie Behr (Berlin, 1894).

Tolstoj, Russische Christenverfolgungen. — Russische Christenverfolgungen im Kaukasus. Mit einem Vor und Nachwort von Leo Tolstoj (Dresden et Leipzig 1896), p. 7-8, 38-48.



- Tolstoj, Leben. — Graf Leo Tolstoj, Über das Leben, deutsch von Sophie Behr (Leipzig 1889). (*Quelle est ma vie ?* Paris, librairie illustrée, 1888.)
- Tolstoj, Vernunft und Dogma. — Graf Leo N Tolstoj, Vernunft und Dogma. Eine Kritik der Glaubenslehre, deutsch von L.A. Hauff (Berlin s. d.).
- Tolstoj, Was sollen wir also thun ? — Graf Leo Tolstoj, Was sollen wir also thun ? deutsch von August Scholz (Berlin 1891). (*Ce qu'il faut faire*, Paris, Savine, 1889.)
- Tolstoj, Glaube ? — Graf Léo Tolstoj, Worin besteht mein Glaube ? Eine Studie, deutsch von Sophie Behr (Leipzig 1885). (*Ma religion*, Paris, Fischbacher, 1885).
- Tripels : Compte rendu. — Discours de Tripels : Congrès international d'anthropologie criminelle, compte rendu des travaux de la quatrième session tenue à Genève du 24 au 29 août 1896 (Genève 1897), p. 253-254.
- Tucker. — Benj. R. Tucker, Instead of a book. By a man too busy to write one. A fragmentary exposition of philosophical anarchism (New-York 1893).
- Zenker. — E. V. Zenker, Der Anarchismus, Kritische Geschichte der anarchistischen Theorie (Jena 1895).





## INDEX DES AUTEURS CITÉS

- Adler, 16, 112.  
Bakounine, 29, 34, 158-190, 362-381, 394-399.  
Bernatzik, 16, 383, 384.  
Bernstein, 16, 393, 395.  
Blanc, 116.  
Crispi, 16, 383.  
Diehl, 95, 105.  
Dragomanow, 160.  
Dubois, 17.  
Ferri, 17, 387.  
Garraud, 17, 384, 385, 387.  
Godwin, 29, 64-93, 362-390, 394-399.  
Hamel van, 16, 387.  
Hegel, 393, 395.  
Herzen, 318.  
Hess, 145-146.  
Hobbes, 393, 395.  
Jean-Baptiste St., 347.  
Jésus-Christ, 151, 296-315, 328, 347, 351, 353-361,  
Jhering, 393, 395  
Kropotkine, 24, 29, 34, 191-247, 362-381, 394-399.  
Lassalle, 291.  
Lenz, 16, 382, 383, 384, 387.  
Locke, 87.  
Lombroso, 17, 385, 387.  
Mackay, 17, 24.  
Marx, 391.  
Merkel, 393.  
Merlino, 17, 386.  
Montaigne, 393, 395.  
Montesquieu, 87, 323.  
Most, 24, 402.  
Netschajew, 159, 160.  
Pfau, 112.  
Pisacane, 402.  
Platon, 116.  
Plechanow, 383.  
Proal, 17, 385,

Proudhon, 29, 94-128, 158,  
193, 294, 362-390, 394-  
399.

Puchta, 393.

Reichesberg, 15, 16, 17,  
382, 384, 387.

Rienzi, 17, 383, 386.

Rousseau, 87, 116.

Schiller, 133.

Schmidt, (voyez Stirner).

Sernicoli, 17, 18, 385, 387.

Shaw, 17, 386.

Silio, 16, 17, 384, 385.

Spencer, 394, 395.

Stammmler, 16, 19, 383, 386,  
393.

Stirner, 24, 29, 34, 129-  
158, 362-390, 394-399.

Sydney, 87.

Tolstoj, 29, 34, 294-361,  
362-390, 394-399.

Tripels, 16, 384.

Tucker, 24, 29, 248-293,  
362-390, 394-399.

Voltaire, 168.

Warren, 248.

Zenker, 17, 95, 105, 112;  
148, 386.

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                      | Pages |
|------------------------------------------------------|-------|
| Bibliographie et abréviations. . . . .               | 403   |
| Index des auteurs cités. . . . .                     | 413   |
| Préface du traducteur . . . . .                      | 7     |
| Introduction . . . . .                               | 15    |
| Premier Chapitre : Le problème . . . . .             |       |
| 1. Généralités. . . . .                              | 21    |
| 2. Le point de départ . . . . .                      | 26    |
| 3. Le but. . . . .                                   | 30    |
| 4. La voie . . . . .                                 | 32    |
| Deuxième Chapitre : Droit, Etat, Propriété . . . . . |       |
| 1. Généralités. . . . .                              | 36    |
| 2. Le droit . . . . .                                | 44    |
| 3. L'Etat. . . . .                                   | 53    |
| 4. La propriété . . . . .                            | 58    |
| Troisième Chapitre : La doctrine de Godwin. . . . .  |       |
| 1. Généralités. . . . .                              | 64    |
| 2. La base . . . . .                                 | 66    |
| 3. Le droit . . . . .                                | 67    |
| 4. L'Etat. . . . .                                   | 71    |
| 5. La propriété . . . . .                            | 80    |
| 6. Réalisation. . . . .                              | 86    |

**Quatrième Chapitre : La doctrine de Proudhon.**

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| 1. Généralités. . . . .   | 94  |
| 2. La base . . . . .      | 96  |
| 3. Le droit . . . . .     | 99  |
| 4. L'Etat. . . . .        | 103 |
| 5. La propriété . . . . . | 112 |
| 6. Réalisation. . . . .   | 120 |

**Cinquième Chapitre : La doctrine de Stirner. .**

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| 1. Généralités. . . . .   | 129 |
| 2. La base . . . . .      | 133 |
| 3. Le droit . . . . .     | 135 |
| 4. L'Etat. . . . .        | 139 |
| 5. La propriété . . . . . | 146 |
| 6. Réalisation. . . . .   | 151 |

**Sixième Chapitre : La doctrine de Bakounine .**

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| 1. Généralités. . . . .   | 158 |
| 2. La base . . . . .      | 161 |
| 3. Le droit . . . . .     | 163 |
| 4. L'Etat. . . . .        | 166 |
| 5. La propriété . . . . . | 175 |
| 6. Réalisation . . . . .  | 181 |

**Septième Chapitre : La doctrine de Kropotkine.**

|                           |     |
|---------------------------|-----|
| 1. Généralités. . . . .   | 191 |
| 2. La base . . . . .      | 194 |
| 3. Le droit . . . . .     | 200 |
| 4. L'Etat. . . . .        | 205 |
| 5. La propriété . . . . . | 218 |
| 6. Réalisation. . . . .   | 233 |

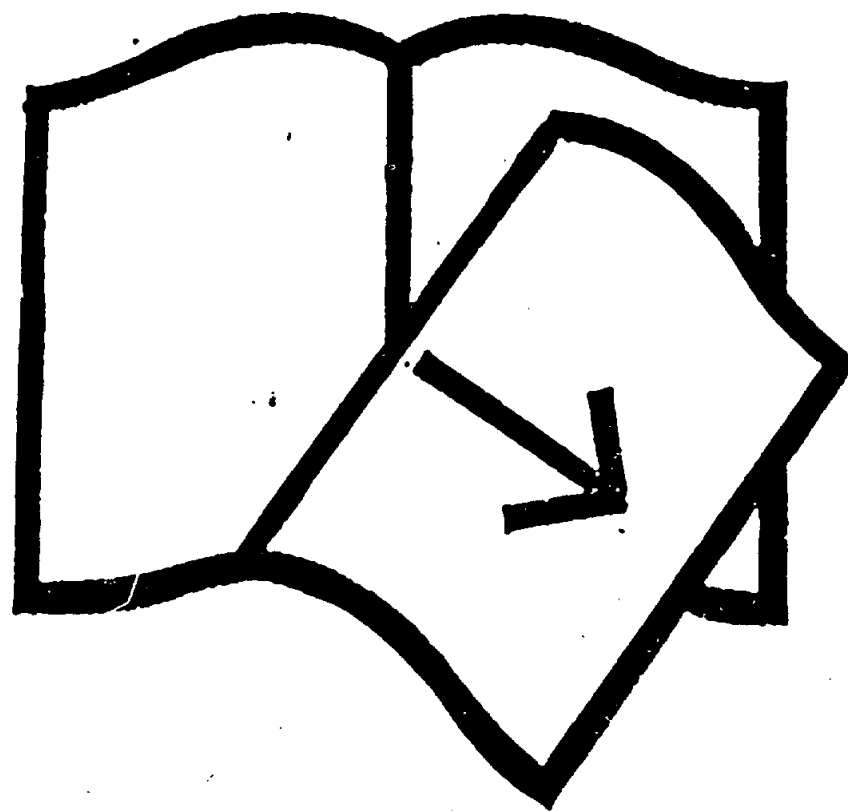
**Huitième Chapitre : La doctrine de Tucker . .**

|                         |     |
|-------------------------|-----|
| 1. Généralités. . . . . | 248 |
| 2. La base . . . . .    | 250 |
| 3. Le droit . . . . .   | 254 |



|                                                         |     |
|---------------------------------------------------------|-----|
| 4. L'Etat. . . . .                                      | 258 |
| 5. La propriété . . . . .                               | 271 |
| 6. Réalisation. . . . .                                 | 283 |
| <b>Neuvième Chapitre : La doctrine de Tolstoj . .</b>   |     |
| 1. Généralités. . . . .                                 | 294 |
| 2. La base . . . . .                                    | 296 |
| 3. Le droit . . . . .                                   | 309 |
| 4. L'Etat. . . . .                                      | 316 |
| 5. La propriété . . . . .                               | 335 |
| 6. Réalisation. . . . .                                 | 350 |
| <b>Dixième Chapitre : Les doctrines anarchistes .</b>   |     |
| 1. Généralités. . . . .                                 | 362 |
| 2. La base . . . . .                                    | 363 |
| 3. Le droit. . . . .                                    | 366 |
| 4. L'Etat. . . . .                                      | 369 |
| 5. La propriété . . . . .                               | 373 |
| 6. Réalisation. . . . .                                 | 377 |
| <b>Onzième Chapitre : L'anarchisme et ses genres.</b>   |     |
| 1. Erreurs sur l'anarchisme et sur ses genres . . . . . | 382 |
| 2. Notions de l'anarchisme et de ses genres. . . . .    | 388 |
| Conclusion. . . . .                                     | 401 |





Documents manquants (pages, cahiers...)  
NF Z 43-120-13

INDEX DES AUTEURS CITES

Adler,  
Bakounine,  
Bernatzik,  
Bernstein,  
Blanc,  
Crispi,  
Diehl,  
Dragomanow,  
Dubois,  
Ferri,  
Garraud,  
Godwin,  
Hamel van,  
Hegel,  
Herzen,  
Hess,  
Hobbes,  
Jean-Baptiste St.,  
Jésus-Christ,  
Jhering,  
Kropotkine,  
Lassalle,  
Lenz,  
Locke,  
Lombroso,  
Mackay,  
Marx,  
Merkel,  
Merlino,  
Montaigne,  
Montesquieu,  
Most,  
Netschajew,  
Pfau,  
Pisacane,  
Platon,  
Plechanow,  
Proal,  
Proudhon,  
Puchta,  
Reichesberg,  
Rienzi,  
Rousseau,

Schiller,  
Schmidt, (voyez Stirner).  
Sernicoli,  
Shaw,  
Silio,  
Spencer,  
Stammler,  
Stirner,  
Sydney,  
Tolstoj,  
Tripels,  
Tucker,  
Voltaire,  
Warren,  
Zenker,

## TABLE DES MATIERES

Bibliographie et abréviations

Index des auteurs cités

Préface du traducteur

Introduction

Premier Chapitre: Le problème

1. Généralités

2. Le point de départ

3. Le but

4. La voie

Deuxième Chapitre: Droit, Etat, Propriété

1. Généralités

2. Le droit

3. L'Etat

4. La propriété

Troisième Chapitre: La doctrine de Godwin

1. Généralités

2. La base

3. Le droit

4. L'Etat

5. La propriété

6. Réalisation

Quatrième Chapitre: La doctrine de Proudhon

1. Généralités

2. La base

3. Le droit

4. L'Etat

5. La propriété

6. Réalisation

## Cinquième Chapitre: La doctrine de Stirner

### 1. Généralités

### 2. La base

### 3. Le droit

### 4. L'Etat

### 5. La propriété

### 6. Réalisation

## Sixième Chapitre: La doctrine de Bakounine.

### 1. Généralités

### 2. La base

### 3. Le droit

### 4. L'Etat

### 5. La propriété

### 6. Réalisation

## Septième Chapitre: La doctrine de Kropotkine.

### 1. Généralités

### 2. La base

### 3. Le droit

### 4. L'Etat

### 5. La propriété

### 6. Réalisation

## Huitième Chapitre: La doctrine de Tucker

### 1. Généralités

### 2. La base

### 3. Le droit

### 4. L'Etat

### 5. La propriété

### 6. Réalisation

## Neuvième Chapitre: La doctrine de Tolstoj

### 1. Généralités

### 2. La base

### 3. Le droit

### 4. L'Etat

### 5. La propriété

### 6. Réalisation

## Dixième Chapitre: Les doctrines anarchistes

### 1. Généralités

### 2. La base

### 3. Le droit

### 4. L'Etat

### 5. La propriété

### 6. Réalisation

## Onzième Chapitre: L'anarchisme et ses genres.

### 1. Erreurs sur l'anarchisme et sur ses genres

## 2. Notions de l'anarchisme et de ses genres

### Conclusion